

RAPPORT
DU
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

9 août 1969-31 juillet 1970

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
DOCUMENTS OFFICIELS : VINGT-CINQUIÈME SESSION
SUPPLÉMENT N° 3 (A/8003)



NATIONS UNIES

New York, 1970

NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Pages</i>
NOTE DU SECRÉTARIAT	ix
SIGLES	xi
INTRODUCTION	xiii
<i>Chapitres</i>	
I. — LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE INTERNATIONALE ET LA DEUXIÈME DÉCENNIE DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT ^a ..	1
II. — FINANCEMENT EXTÉRIEUR DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE	
A. — Courant international de capitaux et d'assistance	5
B. — Crédit à l'exportation considéré comme moyen de promouvoir les exportations des pays en voie de développement	5
C. — Décision du Conseil	6
III. — RESSOURCES NATURELLES ET TRANSPORTS	
A. — Mise en valeur des ressources naturelles	7
Programme d'études	7
Satellites pour l'étude des ressources naturelles	8
B. — La mer ^b	8
C. — Questions relatives aux transports	
Examen des activités des organismes des Nations Unies dans le domaine des transports	9
Question relative à une réunion des Nations Unies sur les transports par containers	10
Transport des marchandises dangereuses	10
IV. — QUESTIONS RELATIVES À LA SCIENCE ET À LA TECHNIQUE ^c	
A. — Septième rapport du Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement	11
B. — Arrangements institutionnels futurs concernant la science et la technique	14
C. — Enseignement des sciences	14
D. — Le problème des protéines ^d	15
E. — Application des techniques d'informatique au développement ^e	16
F. — Conférence des Nations Unies sur le milieu humain ^e	17
V. — COOPÉRATION RÉGIONALE	
A. — Réunions des Secrétaires exécutifs des commissions économiques régionales	19

^a Question inscrite à l'ordre du jour provisoire de la vingt-cinquième session de l'Assemblée générale.

^b L'Assemblée générale sera saisie à sa vingt-cinquième session, conformément à ses résolutions 2413 (XXIII) et 2414 (XXIII) respectivement, d'un rapport du Secrétaire général sur l'exploitation et la conservation des ressources biologiques de la mer et d'un rapport du Secrétaire général sur la coopération internationale pour les questions relatives aux océans.

^c La question intitulée "Rôle de la science et de la technologie modernes dans le développement des nations et nécessité de renforcer la coopération économique et technico-scientifique entre les États" est inscrite à l'ordre du jour provisoire de la vingt-cinquième session de l'Assemblée générale.

^d Appelle une décision de la part de l'Assemblée générale. Conformément à sa résolution 2416 (XXIII), l'Assemblée sera saisie, à sa vingt-cinquième session, d'un rapport du Secrétaire général sur les progrès réalisés vers la solution du problème des protéines.

^e Conformément à sa résolution 2458 (XXIII), l'Assemblée générale sera saisie, à sa vingt-cinquième session, d'un rapport du Secrétaire général sur l'application des techniques d'informatique.

<i>Chapitres</i>	<i>Pages</i>
B. — Rapports des commissions économiques régionales et du Bureau économique et social de l'ONU à Beyrouth.....	20
Débat du Conseil	24
Décisions prises par le Conseil	28
C. — Frais de voyage et de subsistance des membres du Comité exécutif de la CEA	28
D. — Rôle des commissions économiques régionales dans la planification du développement	28
E. — Etude proposée des structures régionales au sein des organismes rattachés à l'ONU	29
VI. — RAPPORT DU CONSEIL DU DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ¹	31
VII. — QUESTIONS SOCIALES	
A. — Développement social	35
Politique et planification sociales dans le développement national et deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, en ce qui concerne plus particulièrement les aspects sociaux...	36
Facteurs sociaux liés à l'amélioration de la nutrition.....	37
Tendances de la situation sociale de l'enfance ²	38
Réforme agraire	38
Programme de travail de la Commission du développement social.	39
Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social	39
Déclaration des droits du déficient mental.....	39
B. — Habitation, construction et planification ³	39
Habitation, construction et planification dans le cadre de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement..	40
Campagne destinée à appeler l'attention du monde sur les problèmes du logement	42
Programme de travail	43
Méthodes applicables aux rapports.....	45
VIII. — LA SITUATION DÉMOGRAPHIQUE MONDIALE ⁴	46
A. — Population et développement.....	46
B. — Les politiques démographiques et la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement.....	47
C. — Troisième Congrès mondial de la population.....	48
D. — Année mondiale de la population ¹	48
E. — Programme de travail et priorités dans le domaine de la population	48
IX. — DROITS DE L'HOMME	51
A. — Programme en vue de la célébration en 1971 de l'Année internationale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale ²	51
B. — Question de la violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales, y compris la politique de discrimination raciale et de ségrégation ainsi que la politique d' <i>apartheid</i> , dans tous les pays, en particulier dans les pays et territoires coloniaux et dépendants ¹	52
C. — Question des droits de l'homme dans les territoires occupés à la suite du conflit du Moyen-Orient ¹	52

¹ Subdivision d'un point de l'ordre du jour provisoire de la vingt-cinquième session de l'Assemblée générale.

² Conformément à la résolution 1493 (XLVIII) du Conseil, l'Assemblée générale sera saisie, à sa vingt-cinquième session, d'un rapport du Secrétaire général sur les tendances de la situation sociale de l'enfance.

³ Conformément à la demande formulée par le Conseil dans sa résolution 1347 (XLV), un rapport concis sur la situation démographique mondiale sera présenté à l'Assemblée générale à sa vingt-cinquième session.

⁴ Appelle une décision de la part de l'Assemblée générale.

<i>Chapitres</i>	<i>Pages</i>
D. — Question du châtiement des criminels de guerre et des individus coupables de crimes contre l'humanité ^a	53
E. — Respect des droits de l'homme en période de conflit armé ^a	53
F. — Lutte contre les mesures discriminatoires et protection des minorités	54
G. — Procédures à adopter pour l'examen des communications relatives aux violations des droits de l'homme et des libertés fondamentales.	54
H. — Rapports périodiques sur les droits de l'homme	56
I. — Question de la jouissance des droits économiques, sociaux et culturels proclamés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, et étude des problèmes particuliers relatifs aux droits de l'homme dans les pays en voie de développement	56
J. — Plaintes relatives à des atteintes à l'exercice des droits syndicaux ..	57
K. — Etude de la question de l'éducation des jeunes dans le monde entier afin d'assurer l'épanouissement de leur personnalité et de renforcer le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales ¹	58
L. — Droits de l'homme et progrès de la science et de la technique ^a ...	58
M. — Questions diverses	58
Question de la création de commissions des droits de l'homme sur le plan national	58
Question de la création de commissions des droits de l'homme sur le plan régional ou sous-régional	58
N. — La condition de la femme ^a	59
Application des instruments internationaux et des normes nationales concernant les droits de la femme	59
Evolution du rôle de la femme dans la société	59
Le rôle de la femme dans la famille	62
La protection des femmes et des enfants en période d'urgence ou en temps de guerre, en période de lutte pour la paix, la libération nationale et l'indépendance	63
Révision du programme de travail, contrôle et limitation de la documentation, établissement de l'ordre de priorité et périodicité des sessions de la Commission de la condition de la femme	63
Coopération avec les organisations intergouvernementales non rattachées à l'ONU: rapport de la Commission interaméricaine des femmes	64
Influence des activités des intérêts étrangers, économiques ou autres, sur les conditions de vie des femmes vivant dans les territoires dépendants	64
La jeunesse et les droits de l'homme	64
O. — Services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme	64
X. — ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES POUR LE DÉVELOPPEMENT ^a	
A. — Programme des Nations Unies pour le développement ¹	66
B. — Activités de coopération technique entreprises par le Secrétaire général	69
C. — Assistance alimentaire multilatérale	72
D. — Fonds des Nations Unies pour l'enfance	73

¹ La question intitulée "La jeunesse, son éducation dans le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, ses problèmes et ses besoins, et sa participation au développement national: rapport du Secrétaire général" est inscrite à l'ordre du jour provisoire de la vingt-cinquième session de l'Assemblée générale.

^a Les paragraphes 360, 365, 383 et 393 appellent une décision de la part de l'Assemblée générale.

¹ Cette section traite également du Fonds d'équipement des Nations Unies, question qui fait l'objet d'un point à l'ordre du jour provisoire de la vingt-cinquième session de l'Assemblée générale.

XI. — QUESTIONS SPÉCIALES

A. — Contrôle international des stupéfiants	76
Projet de protocole relatif aux substances psychotropes	76
Assistance technique en application de la résolution 2434 (XXIII) de l'Assemblée générale ^a	77
Session extraordinaire de la Commission des stupéfiants	77
Rapport de l'Organe international de contrôle des stupéfiants	77
B. — Possibilité d'établir une université internationale ^a	79
C. — Conséquences économiques et sociales du désarmement ^m	80
D. — Exode du personnel qualifié des pays en voie de développement vers les pays développés ⁿ	80
E. — Enseignement des buts et des principes, de la structure et des activités de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées dans les écoles et dans les autres établissements d'enseignement des Etats Membres	81
F. — Rôle du mouvement coopératif dans le développement économique et social	81
G. — Conventions fiscales entre pays développés et pays en voie de développement	82
H. — Tourisme	83
I. — Normalisation des noms géographiques	84
J. — Possibilité de créer un corps international de volontaires au service du développement ^o	84
K. — Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés ^a	86
L. — Mobilisation de l'opinion publique des pays développés et des pays en voie de développement au sujet de la deuxième Décennie pour le développement	86
M. — Assistance en cas de catastrophe naturelle	87

**XII. — PROGRAMME DE TRAVAIL DES NATIONS UNIES DANS LES DOMAINES
ÉCONOMIQUE ET SOCIAL ET DANS CELUI DES DROITS DE L'HOMME ET
INCIDENCES BUDGÉTAIRES DE CE PROGRAMME** 89

**XIII. — DÉVELOPPEMENT ET COORDINATION DES ACTIVITÉS DES ORGANISMES DES
NATIONS UNIES**

A. — Rapports du CAC et du CPC	96
Rapport du CAC	96
Rapport du CPC	97
Rapport des réunions communes du CPC et du CAC	97
Discussion au Conseil	98
Mesures prises par le Conseil	98
Coopération interorganisations en matière d'ordinateurs	99
B. — Rapports des institutions spécialisées et de l'AIEA	100
C. — Coordination sur le plan national	100
D. — Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies ^a	100
E. — Rapports du Corps commun d'inspection	103

^m La documentation relative à cette question est communiquée à l'Assemblée générale conformément à la décision prise par le Conseil à sa 1675^e séance (voir par. 521 du présent rapport).

ⁿ Appelle une décision de la part de l'Assemblée générale. L'Assemblée sera saisie à sa vingt-cinquième session, conformément à sa résolution 2417 (XXIII), d'un rapport du Secrétaire général sur cette question.

^o Des mesures prises par l'Assemblée générale seraient nécessaires. Conformément à la résolution 1444 (XLVII) du Conseil, les recommandations finales du Conseil en cette matière sont transmises à l'Assemblée générale à sa vingt-cinquième session, à la fois par le présent document et par la résolution 1539 (XLIX) du Conseil.

XIV. — QUESTIONS CONSTITUTIONNELLES ET ORGANIQUES

A. — Bureau	105
B. — Mesures destinées à améliorer l'organisation des travaux du Conseil ^p	105
C. — Elections	106
D. — Calendrier des conférences et réunions pour 1971 et 1972 ^a	106
E. — Reconstitution du Comité du programme et de la coordination..	107
F. — Relations avec l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle	107
G. — Incidences financières des décisions du Conseil.....	107

XV. — ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

A. — Dispositions relatives aux consultations avec les organisations non gouvernementales	108
B. — Organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif..	108
C. — Consultations avec des organisations non gouvernementales.....	113
Exposés écrits présentés par des organisations non gouverne- mentales	113
Auditions d'organisations non gouvernementales.....	113

ANNEXES

I. — Ordre du jour de la reprise de la quarante-septième session, des séances consacrées à l'organisation de la quarante-huitième session, de la quarante-huitième session, de la reprise de la quarante-huitième session et de la quarante-neuvième session du Conseil.....	115
II. — Composition et sessions du Conseil, de ses organes subsidiaires et des organismes qui lui sont rattachés.....	118
III. — Calendrier des conférences et réunions pour 1971.....	126
IV. — Déclaration des représentants de la Bulgarie et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques	130

^p L'ordre du jour provisoire de la vingt-cinquième session de l'Assemblée générale contient un point intitulé "Documentation". La présente section contient des recommandations à l'intention de l'Assemblée générale.

^a L'ordre du jour provisoire de la vingt-cinquième session de l'Assemblée générale contient un point intitulé "Plan des conférences".

NOTE DU SECRÉTARIAT

COTES DES DOCUMENTS

Tous les documents de l'Organisation des Nations Unies sont désignés par une cote, formée de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote de ce genre signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation. Voici les cotes qui servent à identifier les documents du Conseil et de ses comités:

- E/- Conseil.
- E/AC.6/- Comité économique.
- E/AC.7/- Comité social.
- E/AC.24/- Comité de coordination.
- E/AC.51/- Comité du programme et de la coordination.
- E/AC.52/- Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement.
- E/AC.54/- Comité de la planification du développement.
- E/C.2/- Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales.
- E/C.6/- Comité de l'habitation, de la construction et de la planification.

COMPTES RENDUS ANALYTIQUES

Les comptes rendus analytiques des débats qui ont eu lieu en séance plénière du Conseil sont imprimés sous forme de fascicules qui font partie des *Documents officiels du Conseil économique et social* de la session à laquelle ils se rapportent. Pour abrégé, les comptes rendus de ces séances sont, dans le présent rapport, simplement désignés sous la cote E/SR...

Il paraît en outre, pour chaque session du Conseil, une brochure de documentation qui comprend la table des matières des comptes rendus analytiques imprimés des séances du Conseil, la liste complète des délégations au Conseil, l'ordre du jour que le Conseil a finalement adopté et une liste récapitulative des documents relatifs à l'ordre du jour de la session, qui indique où l'on peut trouver ces documents.

Les comptes rendus analytiques des débats des comités du Conseil, qui ne paraissent que sous forme miméographiée, sont désignés par la cote du Comité (voir plus haut), à laquelle s'ajoutent les lettres/SR.

ANNEXES

Les documents choisis pour figurer parmi les documents imprimés de la session du Conseil à laquelle ils se rapportent paraissent sous forme d'annexes aux *Documents officiels*. Ils sont présentés en fascicules, à raison d'un fascicule pour chaque point de l'ordre du jour. Ainsi, la référence "*Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-huitième session, Annexes*, point 3 de l'ordre du jour, document E/4810" signifie que le document E/4810 se trouve dans le fascicule des annexes relatif au point 3 de l'ordre du jour. En règle générale, ces références ne sont indiquées qu'à la première mention d'un document dans une section donnée.

RÉSOLUTIONS

Les cotes des résolutions du Conseil économique et social ou de l'Assemblée générale se composent d'un

nombre en chiffres arabes qui est le numéro d'ordre de la résolution et, entre parenthèses, d'un nombre en chiffres romains qui indique à quelle session la résolution a été adoptée.

AUTRES DOCUMENTS OFFICIELS

Parmi les *Documents officiels* figurent en outre les résolutions et les rapports des diverses commissions et des comités permanents du Conseil. Voici la liste des résolutions et des rapports parus dans les Documents officiels relatifs à la reprise de la quarante-septième session, à la quarante-huitième session, à la reprise de la quarante-huitième session et à la quarante-neuvième session:

Supplément n°	Reprise de la quarante- septième session	Cotes des documents
1A.	Résolutions adoptées lors de la reprise de la quarante-septième session	E/4735/Add.1
<i>Quarante-huitième session</i>		
1.	Résolutions adoptées pendant la quarante-huitième session	E/4832
2.	Rapport du Comité de l'habitation, de la construction et de la planification (sixième session)	E/4758
3.	Rapport de la Commission de la population (quinzième session)	E/4768
4.	Rapport du Comité du programme et de la coordination (quatrième session)	E/4787
5.	Rapport de la Commission des droits de l'homme (vingt-sixième session)	E/4816
6.	Rapport de la Commission de la condition de la femme (vingt-troisième session)	E/4831
7.	Rapport de la Commission du développement social (vingt et unième session)	E/4809
8.	Rapport de la Commission des stupéfiants (première session spéciale)	E/4785
9.	Rapport du Comité du programme et de la coordination (cinquième session)	E/4846/Rev.1
<i>Reprise de la quarante- huitième session</i>		
1A.	Résolutions adoptées lors de la reprise de la quarante-huitième session	E/4832/Add.1
<i>Quarante-neuvième session</i>		
1.	Résolutions adoptées pendant la quarante-neuvième session	E/4904
2.	Rapport de la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient	E/4823
3.	Rapport de la Commission économique pour l'Europe	E/4822

<i>Supplément n°</i>		<i>Cotes des documents</i>
4.	Rapport de la Commission économique pour l'Amérique latine ..	E/4806
5.	Rapport de la Commission économique pour l'Afrique	E/4824
6.	Rapport du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement (neuvième session)	E/4782
6A.	Rapport du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement (dixième session)	E/4884/Rev.1

<i>Supplément n°</i>		<i>Cotes des documents</i>
7.	Rapport du Comité de la planification du développement (sixième session)	E/4776
8.	Rapport du Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance	E/4854
9.	Rapport du Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement (septième rapport)	E/4780
10.	Rapport du Comité du programme et de la coordination (sixième session)	E/4877

SIGLES

AIEA	Agence internationale de l'énergie atomique.
BAD	Banque africaine de développement.
BCI	Bureau consultatif interorganisations.
BESNUB	Bureau économique et social des Nations Unies à Beyrouth.
BIRD	Banque internationale pour la reconstruction et le développement.
CAC	Comité administratif de coordination.
CCI	Corps commun d'inspection.
CCQAB	Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires.
CEA	Commission économique pour l'Afrique.
CEAEO	Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient.
CEE	Commission économique pour l'Europe.
CEPAL	Commission économique pour l'Amérique latine.
COI	Commission océanographique intergouvernementale.
CPC	Comité du programme et de la coordination.
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.
FISE	Fonds des Nations Unies pour l'enfance.
FMI	Fonds monétaire international.
GATT	Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce.
IDA	Association internationale de développement.
ILPES	Institut latino-américain de planification économique et sociale.
OACI	Organisation de l'aviation civile internationale.
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques.
OEA	Organisation des Etats américains.
OIT	Organisation internationale du Travail.
OMM	Organisation météorologique mondiale.
OMPI	Organisation mondiale de la propriété intellectuelle.
OMS	Organisation mondiale de la santé.
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel.
OUA	Organisation de l'unité africaine.
PAM	Programme alimentaire mondial.
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement.
SFI	Société financière internationale.
UIOOT	Union internationale des organismes officiels de tourisme.
UIT	Union internationale des télécommunications.
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.
UNITAR	Institut de formation et de recherche des Nations Unies.
UPU	Union postale universelle.

INTRODUCTION

I

Au nom du Conseil économique et social, j'ai l'honneur de soumettre à l'Assemblée générale le rapport sur les activités du Conseil entre le 9 août 1969 et le 31 juillet 1970, à l'exception de celles qui ont été traitées lors de la reprise de la quarante-septième session, qui ont fait l'objet d'un rapport déjà soumis à l'Assemblée¹.

La quarante-neuvième session du Conseil, du fait qu'elle a coïncidé avec les cérémonies du vingt-cinquième anniversaire de l'Organisation et s'est située à la veille du lancement de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, a revêtu aux yeux de beaucoup une importance particulière. Nous ne disposons d'aucun critère qui permette de porter un jugement sur les résultats d'une session du Conseil, mais on pourrait en trouver un qui serait la mesure dans laquelle les débats contribuent à la solution, sur le plan des idées et sur celui des activités, des problèmes prioritaires qui se posent dans la société internationale.

Un certain nombre d'orateurs qui ont pris la parole dans la discussion générale au début de la session ont à juste titre évoqué les deux problèmes à la solution desquels la communauté mondiale doit se consacrer: à savoir essayer de corriger les déficiences de la situation actuelle et également prendre les mesures nécessaires pour préparer l'avenir.

La situation actuelle peut être décrite en peu de mots. La planète est encore politiquement divisée et les relations politiques entre nations demandent à être sensiblement améliorées. Je regrette vivement que les appels aussi répétés qu'éloquents du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies en faveur d'une Organisation véritablement universelle n'aient encore abouti à aucune ouverture concrète, et qu'une fois de plus le Conseil ait laissé passer l'occasion d'agir dans le sens voulu. Le monde est encore affecté par l'existence d'un écart, qui s'aggrave de façon alarmante, entre les pays développés et les pays en voie de développement du point de vue des possibilités et du niveau de vie, ainsi que par le climat de crise qui règne dans la coopération internationale. Plusieurs chiffres ont été cités à cet égard au cours de la discussion générale et il n'y a pas lieu de les répéter ici, mais je voudrais insister sur les réalités concrètes qui, pour plus de deux milliards d'êtres humains, se cachent derrière ces données abstraites et qui, comme il ressort clairement du rapport de M. Pearson, imposent l'obligation morale de trouver sans retard un remède approprié. Au-delà du développement économique et social, il y a deux objectifs d'importance vitale: la défense de la dignité de l'homme et l'édification d'une société qui respecte et favorise les valeurs spirituelles et culturelles.

Cependant, dans le cadre dynamique du monde actuel, nous devons aussi examiner dès à présent les faits qui conditionnent l'avenir. Ils méritent notre considération la plus attentive et la plus urgente et je

voudrais me faire l'écho de l'appel si persuasif qui a été lancé par le Secrétaire général lorsque, dans la déclaration qu'il a faite à l'ouverture de la quarante-neuvième session, il a demandé instamment au Conseil de prendre garde aux "signes annonciateurs des dangers qui nous menacent dans l'avenir" et de prendre en considération les nouvelles tendances qui se font jour, afin d'empêcher les événements à venir d'échapper à notre contrôle et de dégénérer en violence, en crises sociales ou en hostilités. C'est là, cela va de soi, une tâche redoutable, en particulier quand on replace la révolution technique dans le cadre de l'explosion démographique, de l'urbanisation galopante, du développement des communications et de la production et de la consommation de masse — réseau très complexe de phénomènes que l'homme commence seulement à comprendre, bien qu'il soit encore incapable d'y mettre de l'ordre.

Je pense que cette année encore, le Conseil a essayé honnêtement d'envisager de manière équitable les deux séries de défis — le défi du présent et celui de l'avenir — mais je me demande s'il l'a fait avec toute l'énergie qu'exigent les circonstances et s'il n'y a pas lieu de placer la rénovation ou le renforcement du Conseil lui-même parmi les défis auxquels il doit faire face. Je suis inquiet de constater qu'il a remis à plus tard, sans en débattre nullement quant au fond, l'examen d'importantes questions inscrites à son ordre du jour, telles que la technologie des ordinateurs, le tourisme et l'exode des compétences. J'ai souvent eu l'impression que, lorsqu'une question majeure est soumise à son examen, les méthodes de travail du Conseil l'empêchent de consacrer toutes ses ressources et ses compétences à la recherche d'une solution, et qu'il n'envisage pas les problèmes en les remplaçant dans un cadre plus vaste, c'est-à-dire dans le cadre mondial, ainsi qu'il devrait le faire pour s'acquitter des tâches qui lui ont été confiées par la Charte.

Le Conseil s'est réjoui, à sa quarante-neuvième session, de la participation d'un certain nombre de responsables de rang élevé à la discussion générale, qui traditionnellement fournit l'occasion de passer en revue la situation économique mondiale en se fondant sur les documents présentés par le Secrétariat. La situation sociale et la question des droits de l'homme ont été examinées de manière plus détaillée à la quarante-huitième session, au cours de laquelle le Conseil a pris les mesures voulues, compatibles avec les exigences de notre temps et avec les objectifs humanitaires fondamentaux de la communauté internationale. On peut se demander si le Conseil ne devrait pas s'efforcer de considérer au cours de la discussion générale à la fois les aspects économiques et les aspects sociaux de la situation dans le monde, qui sont comme les deux faces d'une même médaille, et s'il ne devrait pas essayer de se faire une idée d'ensemble de cette situation, tâche qui, je pense, fait partie intégrante de ses responsabilités.

Parmi les divers aspects de la situation — certains dont il faut se féliciter et d'autres qu'il faut déplorer —

¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-quatrième session, Supplément no 3A.

qui ont été évoqués au cours de la série de monologues constituant la discussion générale, une bonne part de l'attention s'est tournée vers l'état présent de la coopération internationale. Depuis vingt-cinq ans, c'est là la préoccupation majeure du Conseil, comme il convient aux termes de l'Article 55 de la Charte. Dans un domaine où une association sur le plan mondial est déjà incorporée à un programme important d'assistance technique et financière au développement, programme actuellement en cours de réorganisation et de renforcement, le Conseil a été heureux de prendre note de projets nouveaux et hardis et d'adopter des décisions à leur sujet; il s'agit notamment des groupes consultatifs multinationaux et interdisciplinaires pour le développement, lesquels se révéleront certainement utiles pour les pays dont les activités économiques se déroulent dans un cadre restreint, ou de la création d'un groupe international de volontaires qui devrait, entre autres choses, permettre aux jeunes de mettre leur dévouement et leur générosité au service des pays en voie de développement. La résolution recommandant à l'Assemblée générale de créer un corps de volontaires des Nations Unies à partir du 1er janvier 1971 est une des mesures positives prises par le Conseil à sa quarante-neuvième session. Les observations détaillées et pénétrantes qui ont été faites au cours de la discussion ont mis en lumière, en ce qui concerne le rôle des volontaires et la participation de la jeunesse aux activités des Nations Unies, un certain nombre de considérations qui aideront l'Assemblée générale, à sa prochaine session, à déterminer ce que sera en définitive le mandat de ces volontaires. C'est pour les membres du Conseil un motif de satisfaction que de savoir qu'ils ont mis en route une nouvelle entreprise dans le cadre de la fraternité internationale.

Parmi les décisions notables prises par le Conseil devant les problèmes du monde actuel, j'aimerais évoquer celles qui ont été adoptées au sujet des substances toxiques ainsi qu'au sujet des catastrophes naturelles, mesures qui me paraissent opportunes et me semblent répondre à des besoins aussi évidents qu'ils sont urgents.

Regardant vers l'avenir et vers les promesses qu'il recèle, le Conseil a, ces dernières années, réservé une place notable aux questions qui concernent la science et la technique, et j'espère qu'il leur accordera au cours des années à venir une attention encore plus grande. Il a noté avec satisfaction l'utile travail accompli par le Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement et il espère que tous les organes et organismes des Nations Unies chercheront à obtenir l'avis du Comité consultatif, lorsque cela sera opportun, sur les questions relatives à ce double domaine.

Plusieurs problèmes précis relatifs à la science et à la technique ont été examinés. Le Conseil économique et social a pris note du rapport d'activités du Secrétaire général sur le problème des protéines, rapport qui réaffirmait l'importance que le Conseil attache à cette question. Il a également examiné l'utile travail que représentait le deuxième rapport sur l'enseignement des sciences établi par le Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement, et il a exprimé l'espoir que les mesures voulues seraient prises par les gouvernements et les organes et organisations compétents, et en particulier par l'UNESCO. Le Conseil n'a pas pu examiner l'important rapport établi par le Secrétaire général sur l'application des techniques de calcul électronique dans les pays en voie

de développement. Il espère toutefois que l'Assemblée générale acceptera de remettre à plus tard l'examen de cette question afin de lui permettre d'étudier le rapport en détail l'année prochaine et de présenter ses remarques et observations.

L'une des activités les plus importantes actuellement entreprises par l'Organisation des Nations Unies est l'étude des problèmes du milieu humain. Le Conseil a pris note des progrès réalisés à l'heure actuelle dans les préparatifs de la conférence qui doit avoir lieu à Stockholm en 1972. Il a réaffirmé sa conviction que celle-ci devait être orientée vers l'action et qu'elle devait favoriser la réalisation des objectifs de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement en contribuant à un développement économique et social équilibré.

Le Conseil a également examiné, dans leur cadre le plus large, les problèmes relatifs au milieu marin, et il a décidé de faire établir un document de base sur les utilisations classiques des ressources de la mer ainsi que sur les nouvelles utilisations éventuelles. L'importance des questions concernant le milieu marin a été renforcée récemment par de nouveaux éléments dont les répercussions sont particulièrement notables, telles que la découverte de nouvelles ressources, des découvertes d'importance cruciale qui ont été faites aussi en matière de technique océanique, et diverses initiatives de caractère politique. Ces nouveaux facteurs font ressortir la nécessité, pour la communauté internationale, de parvenir à mettre au point des méthodes propres à résoudre les nombreux problèmes créés par la mise en valeur des ressources de la mer et des océans, et de s'efforcer de mettre en place pour ces régions un régime profitable à l'humanité tout entière. Sans aucun doute, le Conseil jouera un rôle important dans l'élaboration de nouvelles formules de coopération internationale et il se fera l'interprète de l'intérêt croissant manifesté par la communauté mondiale pour les questions concernant le milieu marin.

La question plus large des arrangements institutionnels futurs concernant la science et la technique dans le cadre des Nations Unies revêt une grande importance, et on a débattu à la quarante-neuvième session de la nécessité du renforcement et de la coordination des activités présentes et envisagées, ainsi que de la possibilité de mettre en place un mécanisme intergouvernemental dans le domaine de l'application de la science et de la technique au développement. Je crois que l'on a agi sagement en renvoyant à la cinquante et unième session la décision à prendre sur ce point, afin qu'il soit possible d'examiner plus avant et de préciser les problèmes qui se posent. Il est de la plus haute importance que des décisions nettes soient prises en définitive en ce qui concerne ce domaine d'activités, qui présente un intérêt crucial pour l'ensemble du problème du développement.

La question la plus importante inscrite à notre ordre du jour était sans aucun doute la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement. L'objectif primordial de l'édification d'un avenir meilleur est au coeur même de l'idée de la Décennie, dont les activités doivent permettre d'harmoniser les mesures prises sur le plan national et sur le plan international afin de donner aux hommes, dans le monde entier, des possibilités de plus en plus grandes de mener une vie meilleure. Au seuil de cette Décennie du développement, je voudrais qu'il me soit possible de dire que nous avons achevé les travaux préparatoires la concernant.

Beaucoup de travail et de dévouement ont été consacrés à ces préparatifs au cours des deux dernières années. Pour la première fois à l'échelon international, nous nous apprêtons à lancer un plan d'action intégré qui englobera une série de mesures simultanées, nationales et internationales, en vue d'atteindre un ensemble d'objectifs économiques et sociaux étroitement interdépendants. Nos débats des quatre dernières semaines ont reflété à la fois les possibilités que recèle l'avenir et les difficultés qui demeurent en travers du chemin. On aurait tout à fait tort, cependant, de céder au pessimisme. J'aimerais demander instamment à tous les gouvernements d'examiner de près les problèmes non résolus et de faire tout ce qui est en leur pouvoir pour parvenir à un accord total, afin que la nouvelle Décennie puisse être lancée au moment de la prochaine session commémorative de l'Assemblée générale.

Pour le Conseil lui-même, je crois que la deuxième Décennie du développement lui fournira une occasion sans précédent, qu'il ne faudrait pas laisser échapper, de revitaliser ses activités et de renforcer son rôle en aidant l'Assemblée générale à procéder à l'examen d'ensemble et à l'évaluation des progrès accomplis dans la mise en œuvre de la stratégie. La décision de créer un comité des ressources naturelles, organisme permanent, facilitera certainement au Conseil l'examen de questions parfois très techniques. Le Comité du programme et de la coordination, récemment remanié, aura lui aussi un rôle tout spécial à jouer dans la coordination des activités de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées, parallèlement au rôle qui est celui du CAC à l'échelon des secrétariats, mais il est, je crois, généralement admis que ce qui s'impose va bien au-delà de ce genre d'améliorations, si utiles soient-elles.

Quoi qu'il en soit, des progrès ont été enregistrés en ce qui concerne un certain nombre de problèmes de coordination dont la solution s'était précédemment révélée difficile. Au cours de la période considérée, le Conseil a pris une décision en ce qui concerne les domaines de compétence respectifs de l'Organisation des Nations Unies et de l'AIEA pour les questions relatives aux enquêtes sur les minéraux et aux enquêtes sur les métaux utilisés dans les techniques nucléaires, et en ce qui concerne les consultations et la coopération entre les deux organisations dans ces domaines. La décision à laquelle on est parvenu au sujet des ordinateurs, en se fondant sur une décision du CAC, est particulièrement digne d'être mentionnée. Le Conseil a pris note de l'adoption, par le CAC, de la proposition visant à créer en Europe des installations distinctes qui fourniraient aux organismes des Nations Unies des services communs de traitement des données, d'analyse des systèmes et d'information, et il a fait sienne en principe, sous réserve d'un examen plus poussé à la reprise de la quarante-neuvième session, l'idée de créer prochainement à Genève un service commun de traitement des données. En outre, le Conseil a fait porter son attention sur les problèmes de coordination qui se posent dans le cadre des efforts déployés par les Nations Unies pour accélérer le rythme de la décolonisation dans les territoires encore dépendants, en particulier en Afrique. Il s'est félicité des nouveaux progrès qui avaient été réalisés dans le renforcement de la coopération entre les institutions dans le domaine de l'assistance aux réfugiés; toutefois, plusieurs membres ont déploré que les institutions n'aient pas encore mis au point de programmes d'assistance aux mouvements de libération et, dans certains cas, n'aient pas pris de

mesures pour cesser toute collaboration avec les autorités coloniales de l'Afrique australe, dont la politique se fonde sur les distinctions entre les races.

A sa quarante-neuvième session, le Conseil a dit combien il appréciait les travaux réalisés au cours des 25 dernières années par l'Organisation des Nations Unies et les organisations qui lui sont reliées dans le domaine du développement économique et social.

J'ai été considérablement encouragé par l'unanimité avec laquelle les membres du Conseil, officiellement et officieusement, ont insisté sur la nécessité de donner au Conseil une vigueur nouvelle pour lui permettre de s'acquitter des tâches auxquelles il doit faire face au cours de la Décennie à venir.

Il ne peut faire aucun doute qu'au cours des 25 dernières années le Conseil s'est laissé entraîner hors du chemin qui lui avait été tracé par la Charte des Nations Unies. S'occupant de plus en plus, comme on a pu le dire, des aspects les plus mécaniques de la coordination, et incapable de s'attaquer efficacement aux problèmes d'importance vitale que pose l'instauration dans le monde d'un ordre économique et social véritablement équitable et juste, il a suscité parmi les Membres des Nations Unies un désenchantement manifeste. La deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement fournit aux gouvernements l'occasion de faire savoir concrètement qu'ils continuent d'avoir foi dans l'aptitude du Conseil à se transformer en un instrument plus efficace et plus viable de formulation de la politique à suivre dans le domaine économique et dans le domaine social. Sans une volonté authentique de la part des gouvernements, je suis convaincu que tous nos efforts pour lui redonner vie n'aboutiront à rien. Le simple fait de rationaliser les mécanismes ou d'améliorer les méthodes du Conseil ne suffira pas. Ce qu'il faut, c'est se consacrer avec une foi nouvelle à faire en sorte que l'idée du Conseil qui ressort de la Charte, selon laquelle il est le principal organe des Nations Unies pour la formulation de la politique économique et sociale internationale, devienne une réalité. J'espère sincèrement que cette question d'importance vitale continuera à être examinée en priorité par les gouvernements et que l'on permettra ainsi au Conseil d'échapper à l'oppressant malaise qui est le sien, et de le faire à temps pour qu'il soit prêt à assumer les nouvelles responsabilités qui vraisemblablement lui seront confiées en ce qui concerne le contrôle des activités de la deuxième Décennie du développement.

Le progrès de la race humaine en tant que collectivité unique et unifiée exige que l'on se place en vue de l'action dans une perspective plus large qui dépasse le cadre étroit des idéologies nationales d'où le reste du monde est exclu. Les intérêts nationaux étriqués et limités doivent faire place à une vision plus vaste et à une nouvelle prise de conscience de l'interdépendance de la communauté mondiale. Le moment est venu non seulement de réexaminer le rôle du Conseil économique et social et des mécanismes administratifs en vigueur dans les organismes des Nations Unies, mais plus encore de reconsidérer les postulats fondamentaux de la coopération entre les nations, sur laquelle repose l'ensemble du système. Nous devons faire jaillir un nouvel enthousiasme qui sera à l'origine d'une conception authentique d'un nouvel ordre mondial où chaque individu doit prendre conscience de sa place et chaque nation de ses responsabilités dans le cadre de la communauté mondiale. C'est là une tâche ambitieuse, mais il n'y

a pas de difficulté que la volonté politique ne puisse surmonter.

II

Le rapport du Conseil à l'Assemblée générale se compose du présent volume² ainsi que des volumes imprimés des résolutions adoptées à la reprise de la quarante-septième session, à la quarante-huitième session, à la reprise de la quarante-huitième session et à la quarante-neuvième session³. Il sera complété par un rapport sur la reprise de la quarante-neuvième session, que le Conseil doit tenir plus tard dans l'année en cours.

Le rapport renferme des renvois aux comptes rendus analytiques du Conseil et de ses comités, lesquels sont distribués à tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies.

² Voir E/SR.1722.

³ Documents officiels du Conseil économique et social, reprise de la quarante-septième session, Supplément n° 1A; *ibid.*, quarante-huitième session, Supplément n° 1; *ibid.*, reprise de la quarante-huitième session, Supplément n° 1A; *ibid.*, quarante-neuvième session, Supplément n° 1.

Un certain nombre de questions incluses dans le rapport sont également des points figurant à l'ordre du jour provisoire de l'Assemblée générale. Ces points font l'objet d'une mention spéciale dans le rapport.

D'autres questions soumises à l'attention de l'Assemblée générale ou demandant des mesures de sa part sont indiquées dans le texte et dans des notes en bas de page.

On trouvera en annexe au rapport l'ordre du jour des sessions du Conseil, des renseignements sur la composition et les dates des réunions du Conseil et de ses organes subsidiaires pendant la période considérée, ainsi que le calendrier des conférences et réunions pour 1971.

Le Président du Conseil économique et social,



J. B. P. MARAMIS

Genève, juillet 1970.

Chapitre premier

LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE INTERNATIONALE ET LA DEUXIÈME DÉCENNIE DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT *

1. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies estime que l'acceptation progressive de la notion de stratégie internationale du développement marque un progrès décisif vers de meilleures relations internationales dans les domaines économique et social. Ouvrant la discussion générale lors de la quarante-neuvième session du Conseil économique et social, il a déclaré que la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement constituait un programme d'action et d'engagements, où se trouvait concrétisé, selon un calendrier précis et en termes d'objectifs minimaux à atteindre, le rêve de suppression des inégalités entre les hommes dans le monde entier. Attirant l'attention sur les énormes dépenses consacrées partout aux armements alors qu'il faudrait tenter de parvenir à une utilisation plus rationnelle des ressources du globe, le Secrétaire général a suggéré que la Décennie pour le développement devrait être étroitement liée à celle du désarmement¹.

2. A l'occasion des débats concernant la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, le Conseil avait été saisi des rapports du Comité préparatoire de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement sur les travaux de ses cinquième et sixième sessions (A/7962 et A/7982)², du rapport du Comité de la planification du développement sur sa sixième session (E/4776 et Corr.1)³ et d'une étude établie par le Secrétariat et intitulée "Les pays en voie de développement dans les années 60: comment mesurer les progrès accomplis", qui constituait la première partie de l'*Etude sur l'économie mondiale, 1969* (E/4841 et Add.1 et 2)⁴. Le rapport final du Comité préparatoire (A/7982) contenait un projet de stratégie internationale du développement pour les années 1970-1980, projet préparé par cet organe intergouvernemental conformément au mandat que lui avait confié l'Assemblée générale dans sa résolution 2411 (XXIII). Dans son rapport, le Comité de la planification du développement (E/4776 et Corr.1), composé d'experts nommés à titre personnel, présentait une série de recommandations étroitement liées concernant les objectifs et mesures de politique à fixer dans le cadre de la deuxième Décennie aussi bien que les dispositions à prendre pour examiner et évaluer les progrès réalisés pendant la décennie; le Comité préparatoire avait également été saisi de ce rapport lors de ses délibérations sur la tâche que lui avait confiée l'Assemblée générale. L'étude établie par le Secrétariat (E/4841 et Add.1 et 2) compte tenu de l'expérience acquise pendant les années 60 dans le domaine du dévelop-

pement économique et social, traitait d'un certain nombre de problèmes concernant l'évaluation des progrès au cours de la deuxième Décennie. Parmi les autres documents mis à la disposition du Conseil à ce propos figuraient le rapport de la Commission du développement social sur sa vingt et unième session (E/4809)⁵ et celui de la réunion d'experts en matière de politique et de planification sociale dans le développement national (E/CN.5/445 et Corr.1)⁶; le Conseil avait examiné ces deux rapports lors de sa quarante-huitième session.

3. Dans le cadre de son examen général de la politique économique et sociale internationale, le Conseil a également tenu compte du résumé (E/4872) de la deuxième partie de l'*Etude sur l'économie mondiale, 1969*⁴, de l'introduction (E/4856) de l'*Etude sur la situation économique de l'Asie et de l'Extrême-Orient, 1964*⁴, du résumé (E/4833) de l'*Etude sur la situation économique de l'Europe en 1969*⁴, d'une note (E/4855) jointe à l'*Etude sur la situation économique de l'Amérique latine, 1969*⁷, des extraits essentiels (E/4866) de la publication intitulée *Etude des conditions économiques en Afrique, 1969*⁴ et du résumé (E/4839) de l'*Etude de certains problèmes que pose le développement dans divers pays du Moyen-Orient, 1970*⁸.

4. Au cours du débat⁹, les membres du Conseil ont formulé des observations sur les succès et échecs enregistrés au cours de la première Décennie des Nations Unies pour le développement. On a reconnu que l'objectif fixé pour le taux de croissance économique des pays en voie de développement avait été atteint, que l'on avait accompli des progrès notables dans la production agricole et industrielle ainsi que dans l'institution d'agréments sociaux; d'autre part on avait pris davantage conscience des problèmes fondamentaux du développement. Toutefois, la répartition des gains obtenus s'était faite de manière très inégale entre les pays. Dans de nombreux pays, l'accroissement démographique avait pratiquement contrebalancé les effets de la croissance économique, empêchant toute amélioration substantielle du niveau de vie. De nombreux pays en voie de développement se heurtaient toujours à des problèmes de chômage aigu et de surpeuplement des villes. L'écart entre les revenus des pays développés et ceux des pays en voie de développement s'était encore accru. La part des pays en voie de développement dans le volume des échanges internationaux avait diminué

* Question inscrite à l'ordre du jour provisoire de la vingt-cinquième session de l'Assemblée générale.

¹ E/SR.1696.

² Transmis au Conseil en vertu d'une note du Secrétaire général (E/4876).

³ Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-neuvième session, Supplément no 7.

⁴ Cette étude doit paraître en tant que publication de l'ONU.

⁵ Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-huitième session, Supplément no 7.

⁶ Voir chap. VII, sect. A, par. 234 à 239.

⁷ Publication des Nations Unies, numéro de vente: F.70.II.G.4.

⁸ Publication des Nations Unies, numéro de vente: F.70.II.C.1.

⁹ E/AC.6/SR.510 à 513, 516, 521, 522; E/SR.1697 à 1704, 1707, 1722.

et ces pays restaient très en arrière dans le domaine du développement technique.

5. C'est dans ce contexte que la communauté internationale s'était préparée à désigner les années 70 comme deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement. On a fait remarquer que les préparatifs de cette deuxième Décennie avaient été beaucoup plus minutieux que ceux de la première; les travaux préparatoires effectués par divers organes avaient contribué à la définition précise des problèmes et des mesures à prendre pour les résoudre au cours de la deuxième Décennie.

6. On a souligné qu'en lançant cette deuxième Décennie la communauté internationale renouvelait son engagement de soutenir systématiquement les efforts visant à promouvoir le progrès économique et social des pays en voie de développement. En fait, le succès de la nouvelle Décennie dépendrait des efforts concertés des pays en voie de développement et des pays développés. C'est qu'en s'appliquant à l'exécution d'un généreux programme d'action basé sur l'égalité, l'intérêt mutuel et la solidarité des nations que l'on pourrait répondre aux questions poignantes sur la qualité de la vie humaine partout et assurer ainsi le développement harmonieux des relations internationales. La mise en œuvre de ce programme ferait un bond en avant si les énormes sommes consacrées aux armements dans le monde entier pouvaient être réinvesties aux fins de projets économiques et sociaux constructifs qui profiteraient à toute l'humanité.

7. Plusieurs représentants ont émis l'opinion que le projet de stratégie internationale du développement pour les années 1970-1980, tel qu'il avait été soumis par le Comité préparatoire de la deuxième Décennie (A/7982), était une réussite. Malgré certaines insuffisances et défauts il reflétait l'accord de la majorité des membres du Comité préparatoire et constituait, dans les circonstances actuelles, la meilleure réponse possible aux souhaits exprimés par l'Assemblée générale dans sa résolution 2411 (XXIII). Ce projet marquait le premier effort sérieux des Nations Unies pour élaborer un programme global d'action et d'engagement. Si les objectifs énoncés dans le projet pouvaient être atteints, on assisterait à une transformation radicale des structures économiques et sociales dans le monde.

8. Mais cela n'a pas empêché certains d'exprimer leur inquiétude devant le fait que plusieurs problèmes importants n'avaient pas encore été résolus et que l'on constatait toujours de graves désaccords sur certains éléments clefs. D'un autre côté, le fait que l'on ne soit pas parvenu à un accord en tous points, ne pouvait, bien que regrettable, être interprété comme un signe d'échec. On a fait remarquer que toutes les négociations n'avaient pas été interrompues et qu'avec de la bonne volonté et en procédant à des consultations mutuelles, l'on devrait pouvoir résoudre les problèmes encore en suspens.

9. Les pays à économie planifiée membres du Conseil ont déclaré qu'ils n'avaient aucune responsabilité en ce qui concernait le document A/7982 car ce document avait été établi par un organe dont ils ne faisaient pas partie. A leur avis, il ne contenait aucune évaluation objective de la première Décennie, évaluation indispensable pour éviter que les insuffisances et les erreurs de la première Décennie ne se répètent dans l'avenir. Ils estimaient par ailleurs que ce document ne faisait aucunement mention de la nécessité de normaliser les relations internationales, de mettre fin aux actes

d'agression, de prendre des mesures efficaces en vue d'un désarmement universel et complet, d'assurer une paix stable et durable sur la terre, de réaliser les objectifs énoncés dans la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux et de mettre en pratique les principes progressistes en matière de relations économiques internationales approuvés par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement à sa première session. En même temps, ces pays à économie planifiée déclaraient qu'ils étaient prêts à continuer d'étendre leur coopération avec les pays en voie de développement en se fondant sur des propositions pratiques et économiquement valables pour le développement de cette coopération, compte tenu à la fois de leurs propres possibilités et de celles des pays en voie de développement¹⁰.

10. De nombreux représentants ont exprimé leur regret que les pays à économie planifiée n'aient pas pris part aux délibérations du Comité préparatoire. Certains ont émis l'espoir que ces pays, dont la contribution au progrès économique et social des pays en voie de développement s'est avérée précieuse dans le passé, joueraient un rôle actif dans la planification et le lancement de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement.

11. On a souligné que le document que devait adopter l'Assemblée générale concernant la stratégie internationale du développement ne devait pas consister en un ensemble de banalités bien intentionnées; il devait être une déclaration solennelle dans laquelle la communauté internationale s'engagerait à faire de sérieux efforts pour atteindre les objectifs fixés pour la Décennie. Il va sans dire que ce document n'imposerait aucune obligation légale et n'aurait pas la forme d'un traité signé et ratifié par les gouvernements. Il serait cependant le fruit de négociations minutieuses et le signe d'un consensus et devrait se présenter comme l'expression d'une volonté commune et le reflet d'une opinion unanime sur des points essentiels. Les mesures de politique fixées pour la Décennie devraient être interprétées par les gouvernements comme un ensemble d'engagements politiques et moraux. C'est en ce sens que le document devrait être considéré comme un accord politique des plus formels entre les gouvernements, et donc être étudié aux plus hauts niveaux politiques et porté à la connaissance du public dans les pays développés comme dans les pays en voie de développement.

12. Selon l'opinion générale des membres du Conseil, tout en cherchant à obtenir des taux de croissance économique plus élevés au cours de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, les pays en voie de développement devraient consacrer une attention considérable à d'urgents problèmes sociaux. Le développement entraînerait des changements d'ordre structurel dans l'économie de ces pays: il faudrait donc veiller à empêcher les conflits sociaux et les bouleversements trop profonds. A ce propos, le Conseil a noté avec satisfaction que, dans les travaux préparatoires de la Décennie, on s'était efforcé d'accorder éléments sociaux et éléments économiques de façon à obtenir un ensemble intégré.

13. On a reconnu que les pays en voie de développement étaient maîtres de leur destin économique et

¹⁰ Ces remarques ont fait l'objet d'une déclaration officielle présentée par les délégations bulgare et soviétique; le texte intégral de cette déclaration figure dans le compte rendu analytique de la 1722^e séance du Conseil (E/SR.1722 et Corr.1) et est reproduit à l'annexe IV du présent rapport.

social et qu'ils devraient donc assumer au premier chef la responsabilité de leur progrès. Il leur faudrait entreprendre une vaste gamme de réformes institutionnelles et sociales pour satisfaire les exigences d'un développement accéléré. Une importance cruciale devrait être accordée à la pleine mobilisation des ressources intérieures, et pour cela, il faudrait procéder aux réformes budgétaires et fiscales appropriées. De même, il faudrait inculquer à la population de nouvelles techniques et de nouvelles attitudes. Les plans de développement devraient devenir d'efficaces instruments de progrès économique et social.

14. Pour les pays développés contribuer à la stratégie internationale du développement pour les années 1970-1980 voudrait dire renforcer l'aide qu'ils accordent aux pays en voie de développement en leur fournissant des fonds et en prenant les mesures commerciales nécessaires. De nombreux représentants ont souligné que le principal problème à résoudre concernait le transfert net en ressources financières de 1 p. 100 du produit national brut des pays développés en vue de promouvoir le progrès économique et social des pays en voie de développement. Des félicitations ont été adressées aux pays qui avaient déjà dépassé cet objectif de 1 p. 100. On a également noté avec satisfaction que plusieurs autres pays développés avaient annoncé leur intention d'atteindre cet objectif à certaines dates précises au cours de la Décennie (ces dates ne correspondaient cependant pas aux souhaits primitifs des pays en voie de développement qui avaient suggéré l'année 1972). On a insisté pour que les pays développés qui n'avaient pas encore fait connaître leurs intentions à cet égard le fassent sans tarder. Plusieurs représentants ont également souligné qu'il importait de fixer un second objectif équivalant à 0,75 p. 100 du produit national brut pour l'élément public net des ressources financières nettes à transférer. Un certain nombre de représentants des pays développés se sont déclarés favorables à cette idée. Par contre, un représentant a émis l'opinion que très peu de pays développés pouvaient, même s'ils étaient prêts à accepter l'idée de fixer séparément un objectif à atteindre pour l'élément public, augmenter dès maintenant leur programme d'aide et affecter et engager des fonds assez rapidement pour atteindre ce chiffre net de 0,75 p. 100 de leur produit national brut en 1972. Un autre représentant a déclaré que l'on pouvait rarement fixer avec exactitude les objectifs quantitatifs de l'aide au développement. Ces objectifs étaient trompeurs quand on voulait être trop précis. A son avis, ces calculs n'étaient utiles qu'en ce qu'ils permettaient de déterminer des ordres de grandeur généraux, que tous pouvaient s'efforcer d'atteindre et qui, pour autant que l'on pouvait le prédire cinq ou dix années à l'avance, correspondaient plus ou moins à ce que les pays développés pourraient fournir et les pays en voie de développement absorber. Deux autres représentants ont fait savoir que cet objectif de 1 p. 100 du PNB ne pouvaient s'appliquer au groupe de pays à économie planifiée auxquels ils appartenaient.

15. En ce qui concerne les mesures relatives aux échanges internationaux, on a insisté sur la nécessité d'ouvrir davantage les marchés des pays développés aux produits des pays en voie de développement. On a notamment suggéré que les pays développés éliminent, dans des délais déterminés, les barrières douanières et autres faisant obstacle aux importations de produits provenant de pays en voie de développement. Il était essentiel, a-t-on déclaré, d'adopter un système préférentiel généralisé, non discriminatoire et non récipro-

que pour les produits manufacturés et semi-manufacturés exportés par les pays en voie de développement. On a également souligné qu'il importait de conclure des accords internationaux sur les principaux produits de base entrant dans le circuit commercial international de façon à stabiliser les prix à des niveaux rémunérateurs pour les producteurs.

16. On s'est en général accordé pour insister sur l'aspect dynamique qu'il convenait de donner à la stratégie du développement pour les années 1970-1980 et donc sur la nécessité de la remettre en cause à intervalles réguliers et de la compléter suivant les circonstances au cours des 10 années à venir. En conséquence, le Conseil a jugé extrêmement important d'évaluer périodiquement les progrès accomplis au cours de la Décennie. On a estimé que le Conseil économique et social devait jouer un rôle central de coordination à cet égard. Il devrait, avec l'aide du Comité de la planification du développement et en coopération avec les autres organes et institutions du système des Nations Unies, frayer la voie pour que l'Assemblée générale puisse prendre les décisions nécessaires.

17. Le Conseil a adopté, sans vote mais compte tenu des réserves et remarques faites au cours de la discussion générale, la résolution 1556 (XLIX). Cette résolution comprend deux parties: l'une concernant le parachèvement de la stratégie internationale du développement pour les années 1970-1980 et l'autre la procédure d'évaluation des progrès de la mise en œuvre de la stratégie.

18. Dans la partie A de sa résolution 1556 (XLIX), le Conseil a donc décidé de transmettre à l'Assemblée générale les documents A/7982, TD/B/299 et E/4776 et appelé l'attention de l'Assemblée générale sur les observations et suggestions faites au Conseil à ce sujet et consignées dans son rapport et dans les comptes rendus analytiques pertinents. Il a déclaré apprécier hautement la contribution que les organes et organismes des Nations Unies avaient apportée à la préparation d'un projet de stratégie internationale du développement et s'est inquiété de ce qu'il n'avait pas encore été possible de parvenir à un accord sur plusieurs questions de fond, concernant en particulier certaines importantes mesures de politique dans le domaine du commerce international et de l'aide. Il a affirmé que l'achèvement d'un projet de stratégie pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement exigerait notamment qu'une solution soit trouvée sur les points suivants: a) propositions concernant les dates à fixer pour les transferts de ressources des pays développés aux pays en voie de développement et propositions concernant les objectifs à atteindre pour l'élément public de ces transferts; b) propositions relatives aux dates à fixer en ce qui concerne les conditions et modalités de l'assistance; c) propositions relatives à la question du lien à établir entre l'attribution de nouveaux instruments de réserve conformément au mécanisme des droits de tirage spéciaux et l'octroi de crédits de développement supplémentaire aux pays en voie de développement; d) transports maritimes; e) propositions concernant les dates à fixer en ce qui concerne le commerce international; f) mesures d'adaptation; g) pratiques commerciales restrictives; h) propositions relatives à l'assistance des pays développés aux pays en voie de développement dans le domaine de la science et de la technique; et i) propositions concernant expressément la contribution des pays à économie planifiée d'Europe orientale à la deuxième Dé-

cennie du développement. Le Conseil a souligné que la stratégie internationale du développement gagnerait beaucoup en efficacité si l'on précisait le plus possible le calendrier d'application des mesures de politique qui devraient être prises pour atteindre les buts et objectifs de la Décennie; il a estimé que la stratégie de la Décennie devrait porter non seulement sur les problèmes actuels du développement mais aussi sur les problèmes qui pouvaient surgir en cours d'application des mesures de politique. Il a engagé les gouvernements à examiner notamment, au niveau politique approprié, les points mentionnés au paragraphe 5 ci-dessus, afin qu'ils puissent être résolus à temps pour la vingt-cinquième session de l'Assemblée générale. Il a prié le Conseil du commerce et du développement de poursuivre, à sa dixième session, ses efforts pour parvenir à un accord sur les problèmes relevant de sa compétence qui restaient encore à résoudre. Il a en outre recommandé que l'Assemblée générale fasse le nécessaire pour que sa Deuxième Commission commence ses travaux dès la première semaine de la vingt-cinquième session de l'Assemblée, et que la Commission aborde dès le début de ses réunions le sujet de la stratégie internationale du développement, en tant qu'unique question prioritaire, afin d'arriver à un accord final sur un projet suffisamment tôt pour que la stratégie soit adoptée et la Décennie lancée lors de la séance commémorative de

l'Assemblée générale du 24 octobre 1970. Enfin, il a prié instamment les gouvernements d'envisager pour la dernière phase des travaux dont le projet de stratégie ferait l'objet à la vingt-cinquième session de l'Assemblée générale une représentation à un niveau politique élevé afin de faciliter l'achèvement de ces travaux, de manière que la stratégie puisse être adoptée et la Décennie lancée le 24 octobre 1970.

19. Dans la partie B de sa résolution 1556 (XLIX), le Conseil s'est déclaré prêt à assumer la responsabilité d'assister l'Assemblée générale dans la tâche d'examen et d'évaluation d'ensemble des progrès de la mise en œuvre de la stratégie, sur la base des examens et évaluations qui seraient effectués aux échelons national, régional et sectoriel, des observations et recommandations qui seraient formulées dans le cadre d'un mandat précis par le Comité de la planification du développement et des documents et rapports appropriés qui seraient établis par le Secrétaire général. Il a en outre décidé de préciser, à la lumière des décisions pertinentes que prendrait l'Assemblée générale à sa vingt-cinquième session, et dès que possible après le lancement de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, selon quelle procédure détaillée seraient effectués cet examen et cette évaluation d'ensemble.

Chapitre II

FINANCEMENT EXTÉRIEUR DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

A. — Courant international de capitaux et d'assistance

20. Lors de son débat, à sa quarante-neuvième session, sur le transfert de ressources financières aux pays en voie de développement¹, le Conseil s'est inspiré de deux rapports du Secrétaire général. Le premier présentait des renseignements d'ensemble pour l'année 1968 sur le courant international de capitaux et de dons officiels vers les pays en voie de développement et les analysait compte tenu de renseignements comparables portant sur les quatre années précédentes (E/4815)²; l'analyse figurant dans ce document se fondait sur les renseignements dont disposait le Secrétariat en février 1970. Le deuxième rapport portait avant tout sur l'année 1969 et examinait les tendances récentes dans le transfert de ressources financières sur la base des données dont disposait le Secrétariat en mai 1970 (E/4873)³.

21. Il a été noté que depuis 1967 il y avait eu, en valeur absolue, un accroissement important du volume net de ressources transférées des pays plus avancés aux pays en voie de développement et aux institutions internationales qui s'occupent particulièrement de stimuler le processus du développement économique et social. Plusieurs représentants ont néanmoins souligné que le montant de ressources fournies restait sensiblement en deçà des besoins des pays en voie de développement. A cet égard, on a appelé l'attention sur les vues d'un certain nombre d'organismes composés d'experts qui avaient déclaré que les pays en voie de développement pourraient utilement absorber un courant sensiblement plus important de ressources.

22. Il a été souligné que l'objectif fixé par les Nations Unies pour le courant net de ressources financières à fournir par des pays économiquement avancés — à savoir 1 p. 100 de leur produit national brut — pour favoriser le progrès économique et social des pays en voie de développement était loin d'être atteint. Le rapport entre ce courant et le produit national brut, après s'être quelque peu amélioré en 1968, semble avoir baissé en 1969. De nombreux orateurs ont estimé que pour que la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement réussisse il était indispensable d'atteindre au plus tôt l'objectif de 1 p. 100.

23. On est convenu qu'il importait d'examiner tant la quantité que la qualité de l'assistance fournie aux pays en voie de développement. On s'est déclaré préoccupé du fait que la proportion des fonds officiels dans le courant total était en baisse et que dans le cadre de l'élément officiel de l'assistance, il y avait plus de transferts sous forme de prêts que sous forme de dons.

¹ E/AC.6/SR.519, 520; E/SR.1721.

² *Le financement extérieur du développement économique: courant international de capitaux à long terme et de dons officiels, 1964-1968* (publication des Nations Unies, numéro de vente: F.70.II.A.3).

³ "Courant international de capitaux et de dons officiels, 1969" (E/4873). MES/7/70/Add.16.

Un certain nombre de représentants ont souligné la nécessité d'alléger les conditions dont l'assistance était assortie. On a également souligné que l'aide ne devait pas être liée à l'achat de biens déterminés ou à l'achat dans des pays donnés, puisque cela accroît le coût de l'aide.

24. Dans le cadre de la discussion on a également accordé une grande attention au fardeau croissant de la dette extérieure des pays en voie de développement. Le poids de cette dette, a-t-il été dit, était devenu alarmant dans de nombreux pays; une forte proportion des recettes courantes de devises devait être affectée au service de la dette. Dans de nombreux cas, en fait, les sorties nettes de revenus d'investissements dépassaient des recettes nettes de capitaux à long terme et de dons officiels. En conséquence, il fallait prendre des mesures pour empêcher des sorties trop importantes de ressources des pays en voie de développement.

25. La discussion a également effleuré certains des problèmes relatifs aux capitaux étrangers privés. On a appelé l'attention sur la charge plus lourde qu'imposent ces capitaux du fait des paiements d'intérêts et de dividendes; mais on a souligné en même temps que l'apport de capitaux privés s'accompagnait d'ordinaire de connaissances et de compétences techniques qui contribuaient de plusieurs façons à l'économie du pays intéressé. Il importait, cependant, que les capitaux étrangers privés servent les intérêts nationaux plus vastes des pays en voie de développement.

B. — Crédit à l'exportation considéré comme moyen de promouvoir les exportations des pays en voie de développement

26. Un rapport intérimaire du Secrétaire général sur la mise en œuvre de la résolution 1452 (XLVII) du Conseil concernant le crédit à l'exportation et la promotion des exportations des pays en voie de développement (E/4857) et un rapport du Secrétaire général intitulé "Considérations pratiques relatives à l'établissement et au fonctionnement de systèmes multinationaux d'assurance-crédit à l'exportation" (E/4834) ont été examinés par le Conseil à sa quarante-neuvième session.

27. Le rapport intérimaire du Secrétaire général a mis en relief deux faits importants, à savoir l'examen du crédit à l'exportation à la onzième session du Comité du commerce de la CEAEO⁴ et la réunion spéciale consacrée à l'assurance-crédit à l'exportation organisée à Bogota par le Centre interaméricain de promotion des exportations. Le résultat le plus important de cette réunion a été la décision de constituer rapidement une association des assureurs du crédit à l'exportation en Amérique latine.

28. En ce qui concerne la résolution 1452 (XLVII), le Conseil a été informé que la BIRD pré-

⁴ Voir CEAEO, "Rapport du Comité du commerce (treizième session) à la Commission (vingt-sixième session)" [E/CN.11/910, 26 février 1970], p. 21 et 22.

paraît une étude sur la question du refinancement des crédits à l'exportation octroyés par les pays en voie de développement, et le Secrétaire général attendait de connaître la conclusion de cette étude avant de décider que d'autres études pourraient être nécessaires pour mettre en œuvre les paragraphes 2 et 3 du dispositif de cette résolution.

29. Il a été rappelé qu'aux termes du paragraphe 5 du dispositif de la même résolution le Secrétaire général avait été invité à procéder à un nouvel examen attentif des autres aspects du programme de travail figurant dans son rapport sur les conclusions de la Table ronde sur le crédit à l'exportation considéré comme moyen de promouvoir les exportations des pays en voie de développement (E/4662), compte tenu des opinions émises en la matière à la quarante-septième session du Conseil. Le plus important de ces aspects a trait à la proposition de la Table ronde concernant l'établissement éventuel de systèmes multinationaux d'assurance-crédit à l'exportation. Le Secrétaire général a examiné attentivement les divers problèmes complexes que poserait l'établissement de tels systèmes et s'était efforcé, dans son rapport (E/4834), d'y suggérer des solutions pratiques.

30. Il avait examiné d'abord la structure financière qu'il faudrait établir en vue d'un système multinational d'assurance-crédit à l'exportation; la composition des ressources d'un tel système; les deux sortes d'indemnités, et la question de l'assurance directe et de la réassurance; la nature des transactions à assurer; les risques à couvrir; et la durée de l'assurance-crédit. On a également examiné la responsabilité financière en cas de sinistre dû aux risques commerciaux et aux risques politiques; la quotité garantie; l'organisation d'un service effectif d'information, et la question d'une coopération avec l'Union de Berne et les organisations internationales appropriées. Le rapport analysait ensuite les avantages possibles d'un système multinational d'assurance-crédit par rapport au financement, sur le marché international, de crédits à l'exportation octroyés par les pays en voie de développement.

31. En raison de la nature extrêmement complexe des problèmes en question, il a été suggéré que le Conseil voudrait peut-être inviter le Secrétaire général à réunir un petit groupe d'experts pour qu'ils étudient le rapport. Le groupe devrait être convoqué après que la BIRD et le Secrétariat auront achevé les études sur le refinancement des crédits à l'exportation et pourra

peut-être se réunir vers le début de 1972. Si le Conseil accepte la suggestion, l'état des incidences financières lui serait soumis à sa cinquante et unième session.

32. Au cours de la discussion qui a suivi, la plupart des orateurs ont félicité le Secrétaire général de son rapport sur les considérations pratiques relatives à l'établissement et au fonctionnement de systèmes multinationaux d'assurance-crédit à l'exportation, mais de nombreux représentants ont jugé bon d'en différer la discussion jusqu'à ce qu'il puisse être examiné en même temps que les études prévues aux paragraphes 2 et 3 du dispositif de la résolution 1452 (XLVII), à la cinquante et unième session. Un représentant, dont le pays n'avait pas été membre du Conseil lors de la quarante-septième session, a manifesté l'appui de son gouvernement aux propositions d'action formulées en mars 1969 par la Table ronde sur le crédit à l'exportation. Son gouvernement était favorable à l'établissement de systèmes régionaux d'assurance-crédit à l'exportation mais avait des réserves à formuler quant à l'établissement d'un système mondial. Un autre représentant a appelé l'attention des pays en voie de développement sur les risques qu'il y a à octroyer trop de crédits à l'exportation, ce qui constituait une charge financière pour les entreprises comme à l'échelon national. A cet égard, il a félicité le Secrétaire général d'avoir traité en profondeur, dans son rapport, la question des charges financières qu'entraîneraient l'établissement et le fonctionnement de systèmes multinationaux d'assurance-crédit à l'exportation.

C. — Décision du Conseil

33. Au terme de la discussion, le Conseil a confirmé l'importance que présente le financement extérieur pour le développement économique des pays en voie de développement et a pris note des rapports du Secrétaire général intitulés *Le financement extérieur du développement économique: courant international de capitaux à long terme et de dons officiels, 1964-1968*², "Courant international de capitaux à long terme et de dons officiels, 1969" (E/4873), "Considérations pratiques relatives à l'établissement et au fonctionnement de systèmes multinationaux d'assurance-crédit à l'exportation" (E/4834) et "Crédit à l'exportation considéré comme moyen de promouvoir les exportations des pays en voie de développement" (E/4857), ainsi que les observations formulées au cours des débats (E/AC.6/SR.519 et 520).

Chapitre III

RESSOURCES NATURELLES ET TRANSPORTS

A. — Mise en valeur des ressources naturelles

34. A sa quarante-huitième session¹, le Conseil était saisi de quatre documents ayant trait à la mise en valeur des ressources naturelles: un rapport du Secrétaire général au Comité spécial chargé du programme d'études pour la mise en valeur des ressources naturelles, à sa deuxième session (E/4801); un rapport du Secrétaire général au Conseil, établi à la demande du Comité spécial (E/4801/Add.1); le rapport présenté au Conseil par le Comité spécial chargé du programme d'études pour la mise en valeur des ressources naturelles sur sa deuxième session (E/4797); et un rapport du Secrétaire général sur les satellites pour l'étude des ressources naturelles (E/4779 et Corr.1-3), présenté au Conseil conformément à la résolution 1426 (XLVI).

PROGRAMME D'ÉTUDES

35. Dans son rapport au Comité spécial chargé du programme d'études pour la mise en valeur des ressources naturelles, à sa deuxième session (E/4801), le Secrétaire général faisait un bref exposé sur le programme d'études, expliquait les raisons pour lesquelles le programme, tel qu'il avait été défini dans la résolution 1287 (XLIII) du Conseil, n'avait pu atteindre ses objectifs, et suggérait divers moyens — un comité technique des ressources naturelles, par exemple — de dispenser les conseils nécessaires à l'élaboration et à l'exécution de politiques des ressources naturelles.

36. Dans son rapport au Conseil, le Comité spécial a reconnu que, dans les circonstances actuelles, il était peu probable que le programme d'études puisse être financé de la manière envisagée à l'origine et qu'il serait nécessaire d'opérer dorénavant sur une échelle plus modeste, à savoir sur la base d'une série de projets régionaux, interrégionaux et nationaux; il a en outre recommandé que le Conseil économique et social invite le Conseil d'administration et le Directeur du PNUD à examiner très attentivement la possibilité de financer l'élaboration et l'exécution du programme d'études sur la base de demandes de projets nationaux ou régionaux, ainsi que la possibilité, le cas échéant, de dispenser les pays de l'obligation de faire une contribution de contrepartie et une contribution aux dépenses locales. Le Comité spécial a également recommandé au Conseil d'envisager la possibilité de reviser le mandat du Comité et il a prié le Secrétaire général de soumettre au Conseil des renseignements supplémentaires sur les mesures autres que celles proposées dans le rapport du Comité spécial, qui permettraient de rationaliser les activités de l'ONU dans le domaine des ressources naturelles.

37. Dans un rapport du Secrétaire général établi conformément à la demande du Comité spécial (E/4801/Add.1), des renseignements plus précis ont été donnés sur le mandat éventuel du Comité des ressources naturelles envisagé.

38. Au cours du débat qui s'est déroulé au Conseil, la majorité des membres ont exprimé leur déception de ce que le programme d'études pour la mise en valeur des ressources naturelles n'ait pu être mis en train pour des raisons financières, et ils ont reconnu les difficultés qui s'opposaient à ce que le programme fût financé par le budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies. En conséquence, le Conseil a adopté la résolution 1481 (XLVIII), par laquelle, notamment, il priait le Secrétaire général de poursuivre les travaux préparatoires relatifs à la mise en œuvre du programme d'études; il priait instamment le Conseil d'administration et le Directeur du Programme des Nations Unies pour le développement de faciliter la mise en œuvre du programme d'études en examinant très attentivement la possibilité de satisfaire les demandes de financement de projets nationaux ou régionaux, ainsi que la possibilité de dispenser dans certains cas de l'obligation de faire une contribution de contrepartie et une contribution aux dépenses locales, compte tenu de toute décision que l'Assemblée générale et le Conseil pourraient prendre à ce sujet; et il priait le Secrétaire général, en consultation avec le Directeur du Programme des Nations Unies pour le développement, de soumettre au Conseil, à sa cinquantième session, un rapport intérimaire sur l'application de ladite résolution.

39. Une proposition a été faite tendant à créer un comité permanent des ressources naturelles. Les représentants ont été unanimes à souligner l'importance des ressources naturelles pour le développement économique, mais certains d'entre eux ont été d'avis qu'il était quelque peu prématuré d'établir un nouvel organisme, qu'il serait nécessaire de déterminer dans quelle mesure la création de ce comité permanent aiderait à résoudre les problèmes relatifs aux ressources naturelles et si le mandat d'un tel comité ne ferait pas double emploi avec celui d'un éventuel comité de session sur la science et la technique; enfin qu'il faudrait définir les rapports d'un tel comité avec les institutions spécialisées compétentes. Ces représentants ont donc estimé que le Conseil devrait réexaminer la question à sa quarante-neuvième session. Dans sa résolution 1482 (XLVIII), le Conseil a reconnu l'importance de la création d'un organe intergouvernemental dans le domaine des ressources naturelles et a décidé de poursuivre la discussion de cette question particulière à sa quarante-neuvième session, sur la base du projet de résolution qui lui avait été présenté à sa quarante-huitième session (E/L.1306/Rev.1).

40. Lorsque le Conseil a repris l'examen de la question à sa quarante-neuvième session², il était saisi à nouveau du rapport du Comité spécial chargé du programme d'études pour la mise en valeur des ressources naturelles (E/4801 et Add.1), de la proposition soumise à sa quarante-huitième session (E/L.1306/Rev.1) et de la partie du rapport du CPC sur sa cinquantième session relative aux ressources naturelles (E/4846/

¹ E/SR.1664 à 1667, 1669 à 1672.

² E/AC.6/SR.508 à 510; E/SR.1718.

Rev.1)³. Il était saisi également d'un rapport du Secrétaire général sur la question des satellites pour l'étude des ressources naturelles (E/4779/Add.1). Au cours du débat, tous les représentants ont été d'accord pour reconnaître l'importance primordiale que revêt pour les pays en voie de développement la mise en valeur des ressources naturelles. Mention a été faite de la tendance de plus en plus marquée des pays en voie de développement à requérir l'aide de l'Organisation des Nations Unies, et l'attention a été appelée sur les nombreux succès enregistrés, à un coût relativement faible au regard des résultats obtenus. La majorité des représentants ont appuyé la proposition tendant à créer un comité permanent des ressources naturelles et ont estimé que cet organisme devrait être un comité intergouvernemental d'experts chargé d'intensifier la coopération internationale en matière de recherche, de mise en valeur et d'utilisation des ressources naturelles, et de développement connexe de l'infrastructure. Certains représentants ont été d'avis que la création d'un comité des ressources naturelles comblerait une lacune majeure dans le système des institutions des Nations Unies et permettrait à l'Organisation des Nations Unies de mobiliser les ressources nécessaires pour faire bénéficier les pays en voie de développement des avantages des nouvelles techniques. D'autres représentants ont mis en doute la nécessité de la création d'un tel comité, et d'autres encore ont exprimé des réserves au sujet du mandat qu'on proposait de lui donner. A nouveau, des craintes ont été exprimées quant à la possibilité d'un conflit de compétences entre le comité et les institutions spécialisées.

41. Au terme de ses débats, le Conseil a adopté une résolution [1535 (XLIX)] par laquelle il a décidé de dissoudre le Comité spécial chargé du programme d'études pour la mise en valeur des ressources naturelles et de créer un comité permanent des ressources naturelles composé de 27 Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies qui seront élus par le Conseil à la reprise de sa quarante-neuvième session. Dans sa résolution, le Conseil a défini de manière détaillée le mandat du Comité, qui se réunira et fera rapport au Conseil au moins tous les deux ans, et il a précisé que le Comité, dans son programme de travail initial, donnerait une grande priorité à l'analyse des résolutions existant dans le domaine des ressources naturelles, en vue de les consolider et d'unifier l'ensemble des dispositions pertinentes. Le Conseil a prié le Secrétaire général de convoquer le Comité de façon que celui-ci puisse présenter son premier rapport au Conseil à sa cinquantième session.

SATELLITES POUR L'ÉTUDE DES RESSOURCES NATURELLES

42. Le Secrétaire général a présenté au Conseil, lors de sa quarante-huitième session, un rapport (E/4779 et Corr.1 à 3) sur la contribution potentielle de satellites placés sur orbite terrestre à l'étude des ressources naturelles (notamment dans le domaine de la cartographie) et sur le rôle que l'ONU pourrait jouer dans l'organisation et l'utilisation des données pertinentes obtenues grâce à ces satellites; dans l'annexe à ce rapport, le Secrétaire général faisait un certain nombre de recommandations provisoires et suggérait que le Conseil réunisse un petit groupe spécial d'experts en matière de levés et d'établissement de cartes des

ressources terrestres à distance; ou, au cas où il serait décidé d'établir un comité permanent des ressources naturelles, que le Conseil charge ce comité de préciser et de développer les recommandations initiales.

43. Au cours du débat, les membres du Conseil ont reconnu qu'une coopération internationale s'imposait dans ce domaine et qu'un travail préparatoire considérable serait nécessaire à cet égard. Ayant pris note du rapport du Secrétaire général, le Conseil, dans sa résolution 1480 (XLVIII), a également prié le Secrétaire général de porter ce rapport à l'attention du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, du Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement et des autres organismes intéressés des Nations Unies, pour information et observations éventuelles. Il a décidé de reprendre à sa quarante-neuvième session l'examen de la suggestion du Secrétaire général concernant les dispositions à prendre en vue d'améliorer et de mettre au point les recommandations provisoires.

44. A sa quarante-neuvième session, le Conseil a examiné à nouveau la suggestion du Secrétaire général (E/4779, par. 8) tendant à réunir un petit groupe d'experts. De manière générale, les représentants ont été d'avis que le Conseil n'était pas encore en mesure de prendre des mesures précises concernant l'examen de la question des satellites pour l'étude des ressources naturelles. Le Conseil a donc prié le Comité des ressources naturelles d'examiner les recommandations contenues dans l'annexe au rapport du Secrétaire général (E/4779), en tenant compte des observations contenues dans son rapport supplémentaire (E/4779/Add.1), ainsi que de l'avis du spécialiste en matière d'utilisation de l'espace, nommé par le Secrétaire général, et en liaison étroite avec le Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement, le Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique et son Sous-Comité scientifique et technique. Le Comité des ressources naturelles a été prié de tenir compte du fait que l'un des moyens de procéder serait que le Sous-Comité poursuive l'examen des recommandations.

B. — La mer *

45. Dans une déclaration faite au Conseil à sa quarante-neuvième session⁴, le Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales a déclaré que la découverte de nouvelles ressources, les progrès techniques décisifs qui avaient été réalisés en matière de forage océanique, ainsi que les événements politiques qui avaient influé sur le régime des océans, donnaient une importance accrue à la coopération internationale pour les questions relatives aux mers et aux océans. Il a appelé l'attention sur quelques-uns des graves problèmes économiques qui pouvaient se présenter dans le contexte de la mise en valeur des ressources océanographiques et il a insisté pour que ces problèmes soient étudiés attentivement, bien que certains éléments n'en soient pas encore connus.

46. A propos de l'examen de cette question, le Conseil était saisi, à sa quarante-neuvième session⁵,

* L'Assemblée générale sera saisie à sa vingt-cinquième session, conformément à ses résolutions 2413 (XXIII) et 2414 (XXIII) respectivement, d'un rapport du Secrétaire général sur l'exploitation et la conservation des ressources biologiques de la mer et d'un rapport du Secrétaire général sur la coopération internationale pour les questions relatives aux océans.

⁴ E/AC.24/SR.388.

⁵ E/AC.24/SR.387, 388, 395; E/SR.1719.

³ Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-huitième session, Supplément no 9.

d'un rapport du Secrétaire général sur la coopération internationale pour les questions relatives aux océans (E/4836) et d'un rapport sur l'exploitation et la conservation des ressources biologiques de la mer (E/4842), préparés par le Secrétaire général en coopération avec la FAO. Les deux rapports, qui ont été préparés conformément aux résolutions 2413 (XXIII) et 2414 (XXIII) de l'Assemblée générale, ont été traités dans le contexte des autres réalisations obtenues dans le domaine des ressources océanographiques. Au cours de la discussion, on a mentionné divers autres rapports et études réalisés dans ce domaine, ou en cours de réalisation, en vue d'être présentés à l'Assemblée générale. Formulant quelques observations sur le rapport rédigé en coopération avec son organisation, le représentant de la FAO a déclaré que les activités relatives à la conservation des pêcheries entraient dans le Plan indicatif mondial pour le développement de l'agriculture que la FAO était en train de préparer.

47. Au cours de la discussion, l'attention s'est portée sur une proposition visant à réaliser une étude des activités océanographiques en vue de développer la coordination dans le domaine des questions océanographiques. Conformément à la résolution 2580 (XXIV) de l'Assemblée générale, le Conseil avait examiné la question de la coordination des activités océanographiques, lors des réunions d'organisation de sa quarante-huitième session, et avait décidé de charger le Comité du programme et le CPC d'examiner la nécessité d'un examen complet des activités existantes des organismes des Nations Unies relatives aux mers et aux océans, compte tenu des besoins actuels et futurs des Etats Membres. Après une discussion préliminaire lors de sa quatrième session, le CPC avait décidé de reporter le débat sur cette question à sa sixième session (E/4784, par. 46 et 47)⁶. Comme il était indiqué dans le rapport sur sa sixième session (E/4877, par. 33 à 40)⁷, les membres du CPC s'étaient mis d'accord sur la nécessité de procéder à une étude des activités relatives aux questions océanographiques mais n'avaient pas formulé de plan définitif à ce sujet.

48. Bien qu'on ait reconnu au sein du Conseil la nécessité d'une telle étude, des opinions différentes ont été exprimées, lors de la quarante-neuvième session, en ce qui concerne la portée de cette étude et la façon dont elle devra être menée. Parmi les diverses propositions faites au Conseil figurait la possibilité de confier cette étude soit à un groupe d'experts nommé à cette fin, au CPC, à l'UNITAR ou au Secrétaire général.

49. A la fin de ses débats, le Conseil a adopté une résolution sur la coopération en matière océanographique [1537 (XLIX)] par laquelle il priait le Secrétaire général de préparer, en consultation avec les organismes des Nations Unies, une étude concise sur les utilisations actuelles et prévisibles des mers et océans, ainsi que sur les effets de ces utilisations et sur les conflits qui risquent d'en résulter. Il priait également le Secrétaire général de communiquer cette étude aux gouvernements des Etats Membres et de les inviter à lui faire tenir des propositions tendant à renforcer la coopération internationale dans le milieu océanographique. Le Secrétaire général était enfin prié de présenter au Conseil, après avoir obtenu les vues des gouvernements des Etats Membres et les observations des autres organismes des Nations Unies, et compte

tenu des résultats de la Conférence des Nations Unies sur le milieu humain, un rapport succinct sur ce sujet.

C. — Questions relatives aux transports

EXAMEN DES ACTIVITÉS DES ORGANISMES DES NATIONS UNIES DANS LE DOMAINE DES TRANSPORTS

50. A la reprise de sa quarante-huitième session, le Conseil économique et social était saisi de trois documents portant sur les activités des organismes des Nations Unies dans le domaine des transports: un rapport périodique du Secrétaire général sur les activités du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine des transports (E/4794 et Add.1)⁸; un rapport du Secrétaire général sur les principaux problèmes de transports des pays en voie de développement (E/4795 et Add.1 à 4); et un rapport du Comité du programme et de la coordination sur les travaux de sa cinquième session (E/4846/Rev.1)⁹.

51. Lors de l'examen de ces documents, le Conseil a notamment discuté de deux propositions qui avaient été formulées par le Secrétaire général, l'une tendant à créer un centre des Nations Unies pour le développement des transports, et l'autre tendant à convoquer une réunion des ministres responsables des transports et de leur développement.

52. Quelques représentants se sont opposés à la mise sur pied d'un nouvel organisme dans le domaine des transports et ont exprimé leur préoccupation quant à un éventuel chevauchement des responsabilités entre le Centre pour le développement des transports envisagé et certains des organismes des Nations Unies et des institutions existants s'occupant de questions relatives aux transports. D'autres représentants ont appuyé la proposition, estimant que le centre s'avérerait utile et que son fonctionnement ne porterait pas atteinte à l'autonomie des institutions spécialisées. Néanmoins, d'autres représentants ont suggéré que le Secrétaire général fournisse des renseignements supplémentaires quant au mandat du centre et que cette question soit renvoyée pour examen au Comité du programme et de la coordination.

53. Le représentant de la BIRD a déclaré que l'expérience acquise par la Banque montrait que les travaux de recherche sur les incidences économiques et sociales de la révolution technique dans le domaine des transports étaient nettement insuffisants et que la Banque était favorable à l'établissement du centre envisagé. Le représentant de la CNUCED a souligné que les travaux du centre ne feraient pas double emploi avec les activités en matière de transport réalisées par la Commission des transports maritimes de la CNUCED. Le représentant de l'OACI a déclaré qu'il imaginait mal ce que le centre ferait en matière de transports aériens et a fait état des vives réserves que son organisation nourrissait quant à la création de ce centre.

54. S'agissant de la proposition tendant à convoquer une réunion internationale des ministres responsables des transports et de leur développement, certains membres ont estimé que ces réunions devraient se dérouler au niveau régional; d'autres ont proposé qu'elles devraient avoir lieu au niveau des hauts fonctionnaires et non à celui des ministres; on a également suggéré que le Secrétaire général pourrait

⁶ Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-huitième session, Supplément no 4.

⁷ Ibid., quarante-neuvième session, Supplément no 10.

⁸ E/SR.1681 à 1684.

⁹ Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-huitième session, Supplément no 9.

engager des consultations avec les gouvernements à ce sujet.

55. A la fin de la discussion, le Conseil a adopté une résolution [1490 (XLVIII)], dans laquelle il a pris note avec satisfaction des rapports présentés par le Secrétaire général (E/4794 et Add.1 et E/4795 et Add.1 à 4) et le CPC (E/4846/Rev.1); prié le Secrétaire général de lui soumettre à sa cinquantième session, compte tenu des vues exprimées lors de sa quarante-huitième session, des renseignements supplémentaires détaillés précisant le rôle, les attributions, le domaine de compétence, le mandat et le mode d'organisation du centre envisagé; décidé en outre de différer toute décision quant à une réunion éventuelle des ministres des transports jusqu'à ce que les faits nouveaux concernant les activités de programmation des commissions économiques régionales dans le domaine des transports intérieurs permettent de considérer plus avant la question; et reporté l'examen de la question du centre envisagé à sa cinquantième session.

QUESTION RELATIVE À UNE RÉUNION DES NATIONS UNIES SUR LES TRANSPORTS PAR CONTAINERS

56. Dans un rapport sur la question relative à une réunion des Nations Unies sur les transports par containers (E/4796 et Add.1 et 2), dont le Conseil était saisi à la reprise de sa quarante-huitième session¹⁰, le Secrétaire général a énuméré divers problèmes administratifs, techniques et juridiques soulevés par les transports internationaux par containers et demandant à être étudiés à l'échelon international.

57. Lors de l'examen de ce document, la plupart des représentants ont estimé qu'une conférence sur les transports par containers serait utile et ont exprimé leur appui à la proposition formulée par le Secrétaire général à ce propos.

58. Le Conseil a décidé qu'une conférence sur les transports internationaux par containers, qui se pencherait sur les problèmes et les domaines d'activité esquissés dans l'annexe I du document E/4796, devrait être organisée conjointement par l'Organisation des Nations Unies et l'OMCI. Il a en outre prié le Secrétaire général d'entreprendre les préparatifs nécessaires, en collaboration avec l'OMCI et en coopération avec d'autres organisations intergouvernementales et non gouvernementales compétentes.

TRANSPORT DES MARCHANDISES DANGEREUSES

59. Dans un rapport sur le transport des marchandises dangereuses (E/4783), le Secrétaire général a passé en revue les activités du Comité d'experts en matière de transport des marchandises dangereuses, celles du Groupe d'experts en matières et objets explosibles ainsi que celles du Groupe de rapporteurs sur

l'emballage des marchandises dangereuses, et a énuméré les recommandations faites par ledit Comité. Lors de l'examen du rapport¹¹, le Conseil a pris note des progrès sensibles réalisés dans l'uniformisation des codes et règlements relatifs aux transports des marchandises dangereuses et du rôle de premier plan joué par le Comité d'experts dans ce domaine. Le Conseil a également noté que le Groupe d'experts avait fonctionné de façon satisfaisante en tant qu'organe subsidiaire du Comité d'experts et qu'il était souhaitable de favoriser la sécurité du transport des liquides et des gaz dangereux transportés en vrac dans certaines citernes.

60. Dans sa résolution 1488 (XLVIII), le Conseil a félicité les experts et rapporteurs de leur excellent travail et décidé: a) que le Groupe d'experts en matières et objets explosibles continuerait de fonctionner comme organe subsidiaire du Comité d'experts et que ledit Comité pourrait modifier, selon les besoins, la composition de ses organes subsidiaires; b) de distribuer la version révisée des recommandations aux gouvernements des Etats Membres, aux institutions spécialisées et aux autres organisations internationales intéressées; et c) de convoquer des réunions du Comité d'experts et de ses organes subsidiaires en tenant compte d'une part du programme de travail proposé par le Comité et d'autre part du calendrier des conférences et des possibilités qui s'offriront d'assurer le service de ces réunions. Il a invité les gouvernements des Etats Membres, les institutions spécialisées, l'AIEA et les autres organisations internationales intéressées à communiquer au Secrétaire général toutes observations qu'ils souhaiteraient faire sur la version révisée des recommandations et à lui faire connaître, si possible dans un délai de six mois après réception de ladite version révisée, dans quelle mesure les recommandations étaient ou seraient appliquées dans le cadre de la réglementation nationale ou internationale, selon le cas; il a proposé que le Comité d'experts envisage: a) d'élargir la liste des marchandises dangereuses en y faisant figurer ces nouvelles marchandises; b) de grouper les marchandises dangereuses en classes, selon le type et la gravité du danger que présentait leur transport, en tenant dûment compte des conditions spéciales de transport qu'elles exigeaient, notamment de leur compatibilité; c) d'attribuer à chaque marchandise dangereuse un numéro qui, s'ajoutant à la mention "marchandises dangereuses", indiquerait son groupe de compatibilité, ce qui pourrait faciliter considérablement la solution des problèmes du transport simultané de marchandises dangereuses; et d) de porter sur la liste élargie des marchandises dangereuses des indications sur leurs propriétés, sur le type de dangers qu'elles présentaient, sur les moyens de combattre les incendies et toutes autres mesures de sécurité relatives à ces marchandises et à leur emballage.

¹⁰ E/SR.1688.

¹¹ E/SR.1683.

Chapitre IV

QUESTIONS RELATIVES À LA SCIENCE ET À LA TECHNIQUE *

A. — Septième rapport du Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement

61. Le septième rapport du Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement (E/4780)¹ a été examiné par le Conseil² à sa quarante-neuvième session. Il portait sur la période allant du 1^{er} avril 1969 au 15 avril 1970, au cours de laquelle le Conseil consultatif avait tenu sa onzième session (31 mars au 4 avril 1969), sa douzième session (24 novembre au 5 décembre 1969) et sa treizième session (1^{er} au 10 avril 1970).

62. Outre ses trois sessions plénières, un certain nombre de réunions des groupes de travail du Comité consultatif avaient eu lieu au cours de la période considérée. Le Groupe de travail sur la science et le développement industriel s'était réuni à Vienne les 20 et 21 novembre 1969, le Groupe de travail spécial de l'étude du mécanisme pour l'application de la science et de la technique s'était réuni à Moscou du 4 au 6 mars 1970, et le Groupe de travail spécial sur l'emploi des techniques de calcul électronique au service du développement s'était réuni à Bucarest les 13 et 14 avril 1970. Les autres groupes de travail s'étaient réunis pendant les trois sessions plénières. Les groupes régionaux du Comité consultatif pour l'Asie et pour l'Amérique latine s'étaient également réunis au cours de la période considérée.

63. A sa treizième session, le Comité consultatif avait décidé d'annuler la tenue d'une session plénière en 1970, mais de conserver les deux réunions prévues pour 1971. L'annulation d'une session plénière en 1970 permettrait au Bureau de la science et de la technique ainsi qu'aux organismes des Nations Unies de préparer les documents nécessaires, et aux groupes de travail de tenir des réunions plus longues sur plusieurs problèmes que le Comité consultatif avait décidé d'étudier de façon plus approfondie et dont l'examen devait être achevé avant la fin de 1971. Le Comité avait recommandé qu'au cours de la période comprise entre la quatorzième et la quinzième session, des dispositions soient prises pour que les groupes de travail tiennent un certain nombre de réunions.

64. Prenant note avec regret du retard intervenu dans la publication de son rapport sur les ressources naturelles, le Comité avait souligné que certains de ses rapports de fond devaient être publiés rapidement pour avoir une répercussion concrète sur l'application de la science et de la technique dans l'intérêt des pays en voie de développement. Le Conseil a été prié de

prendre des dispositions pour s'assurer que des mesures spéciales appropriées, notamment d'ordre financier, soient prises afin de permettre la publication rapide des rapports du Comité.

65. Le rapport comprenait des indications succinctes sur le programme de travail du Comité consultatif qui avait été divisé selon les trois parties ci-après: activités achevées ou en voie d'achèvement, activités de caractère permanent et activités qui avaient été ajoutées au programme de travail depuis la présentation du dernier rapport.

66. Celles des activités entreprises par le Comité consultatif qui étaient soit achevées, soit en voie d'achèvement, comprenaient les ressources naturelles, l'enseignement des sciences, l'application de l'informatique au développement³ et l'exode des cadres qui quittent les pays en voie de développement.

67. Le rapport du Comité consultatif sur les ressources naturelles, qui avait été approuvé par le Conseil à sa quarante-septième session, avait été publié⁴ et, conformément à la demande formulée par le Conseil, il recevrait une large diffusion.

68. Le Conseil a reçu à sa quarante-neuvième session le deuxième rapport sur l'enseignement des sciences (E/4814) que le Comité consultatif avait approuvé à sa treizième session. Les recommandations figurant dans le rapport étaient principalement adressées à l'UNESCO et aux gouvernements.

69. Par la résolution 2417 (XXIII) de l'Assemblée générale qui traitait de la question de l'exode des cadres qui quittent les pays en voie de développement, le Secrétaire général a été prié d'entreprendre des études sélectives portant sur un petit nombre de pays en voie de développement et, sur la base de ces études, de faire des suggestions, dans le cadre de la stratégie du développement envisagée en vue de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, quant aux mesures qui permettraient d'aborder le problème. A sa treizième session, le Comité consultatif avait pris note des progrès accomplis à la suite de ces études et recommandations.

70. Le Conseil a noté que les questions ci-après faisaient partie des activités de caractère permanent du Comité consultatif: examen des activités scientifiques et techniques de l'ONU et des organisations qui lui sont reliées, Plan d'action mondial pour l'application de la science et de la technique au développement, protéines⁵, le problème de la population, l'application de la science et de la technique au développement industriel, le mécanisme fonctionnant dans le cadre des Nations Unies pour l'application de la science et de la technique, la collaboration entre les communautés scientifiques des pays développés et celles des pays en voie de développement, les problèmes du milieu

* La question intitulée "Rôle de la science et de la technologie modernes dans le développement des nations et nécessité de renforcer la coopération économique et technico-scientifique entre les Etats" est inscrite à l'ordre du jour provisoire de la vingt-cinquième session de l'Assemblée générale.

¹ Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-neuvième session, Supplément no 9.

² E/AC.24/SR.399 à 401; E/SR.1721.

³ Voir sect. E ci-dessous.

⁴ Publication des Nations Unies, numéro de vente: F.70.II.B.2.

⁵ Voir sect. D ci-dessous.

humain⁶, et les droits de l'homme et les progrès de la science et de la technique.

71. Parmi ces questions, le Comité consultatif a informé le Conseil qu'il considérait le Plan d'action mondial comme l'une de ses activités les plus importantes, non seulement du fait de sa valeur intrinsèque mais aussi à cause de la contribution qu'il avait apportée aux travaux préparatoires de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement. Comme l'Assemblée générale l'avait demandé dans sa résolution 2318 (XXII), la préparation de ce plan s'échelonnait de façon qu'il soit incorporé aux plans de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement. A sa douzième session, le Comité consultatif avait adopté une déclaration (E/4805 et Corr.1 et Add.1) portant sur la stratégie pour l'application de la science et de la technique au développement pour qu'on puisse en tenir compte lors de l'élaboration des plans de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement. A sa treizième session, le Comité avait énuméré les objectifs quantitatifs qui devaient être atteints d'ici la fin de la Décennie concernant a) les dépenses consacrées à la science et à la technique dans les pays en voie de développement (1 p. 100 de leur produit national brut), b) l'aide fournie par les pays avancés (0,05 p. 100 de leur produit national brut), en vue de soutenir directement la science et la technique dans les pays en voie de développement, c) la proportion (5 p. 100) de leurs dépenses de recherche et de développement à des fins non militaires que les pays développés devraient consacrer à certains problèmes particuliers des pays en voie de développement. Le Comité avait été d'avis que les dépenses à ce dernier titre ne devraient pas être comprises dans les objectifs d'aide internationale; elles devraient être considérées plutôt comme un effort de compensation visant à pallier, dans une certaine mesure, les conséquences de la concentration actuelle des activités scientifiques et techniques mondiales dans les pays développés (E/4805/Add.1, par. 2).

72. Conformément à l'une de ses attributions, le Comité consultatif a continué à procéder à l'examen des activités des organismes des Nations Unies ayant trait à l'application de la science et de la technique au développement. A l'occasion de sa session qui a eu lieu au siège de la CEA à Addis-Abéba, le Comité consultatif avait examiné en détail avec la CEA la question de l'application de la science et de la technique à des problèmes précis touchant le développement économique et social de l'Afrique. Après avoir noté l'expansion rapide des besoins d'experts en Afrique — tant du point de vue du nombre des experts que de celui des disciplines représentées qui devraient être plus diversifiées — et l'incapacité des établissements d'enseignement supérieur locaux à fournir des spécialistes africains de contrepartie, le Comité consultatif a estimé que la nécessité s'imposait d'instituer un programme accéléré pour former du personnel autochtone apte à prendre à sa charge les services d'étude, de programmation, de mise en route et de gestion des entreprises les plus variées.

73. Le problème de la population⁷ avait continué à être l'une des questions auxquelles le Comité consultatif a accordé son attention. A sa treizième session, il avait décidé qu'il devrait continuer à s'intéresser à ce problème dans son ensemble et qu'il pourrait

apporter une contribution en examinant les questions a) qui contenaient un élément scientifique important mais pour lesquelles les activités des organismes des Nations Unies semblaient présenter des lacunes; b) pour lesquelles il semblait y avoir certaines déficiences dans les données ou dans l'effort; et c) qui semblaient requérir une diffusion plus efficace des données, axée sur les besoins des responsables de la politique démographique. A cette fin, les organismes et les services intéressés des Nations Unies avaient été priés d'établir et de soumettre tous les deux ans des rapports intérimaires concernant leurs activités dans l'application de la science et de la technique au domaine de la population. Sur la base de ces rapports, le Comité a informé le Conseil de son intention d'établir son propre rapport qui serait présenté au Conseil en 1972 et qui contiendrait une indication des priorités et évaluerait les activités futures qui pourraient être favorisées au sein des organismes des Nations Unies.

74. En étroite coopération avec l'ONUDI, le Comité consultatif avait poursuivi son étude de l'application de la science et de la technique au développement industriel. Après avoir examiné un projet de rapport établi par l'ONUDI et ayant trait à certains aspects précis de l'application de la science et de la technique au développement industriel, le Comité consultatif, à sa treizième session, avait décidé de prier l'ONUDI de préparer un court mémoire révisé sur chacun des trois sujets suivants: a) rôle de la science et de la technique dans le développement industriel des pays en voie de développement; b) conception de produits et d'installations adaptés aux besoins des pays en voie de développement; c) utilisation efficace de la recherche industrielle avec études analytiques de cas particuliers.

75. A sa douzième session, le Comité consultatif avait approuvé la publication d'un document établi par le Secrétariat intitulé "Mécanisme institué dans le cadre des organismes des Nations Unies pour l'application de la science et de la technique" (E/AC.52/L.67), qui dressait un tableau des mécanismes complexes qui existaient à l'heure actuelle pour traiter des problèmes de la science et de la technique. A sa treizième session, le Comité consultatif avait adopté une déclaration relative aux arrangements institutionnels futurs concernant la science et la technique dans le cadre des Nations Unies et avait décidé de poursuivre activement l'examen du mécanisme fonctionnant dans le cadre des Nations Unies pour l'application de la science et de la technique.

76. Dès le début de ses travaux, le Comité consultatif avait souligné la nécessité de stimuler et de favoriser la collaboration entre les communautés scientifiques des pays développés et des pays en voie de développement et de faire contribuer les premières à la solution des problèmes de ces derniers pays. A sa treizième session, le Comité consultatif avait décidé d'approuver les principes et les buts de la fondation scientifique internationale envisagée — proposition avancée par l'un de ses membres — et d'encourager ses auteurs à poursuivre leurs travaux. Le Comité était également convenu qu'au cours des deux années à venir, il devrait étudier les moyens propres à créer un cadre institutionnel dans lequel les principaux membres de la communauté scientifique puissent orienter leurs efforts en ce qui concerne les problèmes de développement. Le Comité avait recommandé d'examiner la possibilité de publier une revue rendant compte des activités du Comité consultatif et des activités connexes d'autres groupes et organisations pertinents. Le Comité a également exprimé l'espoir que

⁶ Voir sect. F ci-dessous.

⁷ Voir chap. VIII.

le Conseil d'administration du PNUD accepterait de financer l'établissement de liens bilatéraux entre les institutions de recherche et d'enseignement dans les pays développés et dans les pays en voie de développement.

77. La question des droits de l'homme et des progrès de la science et de la technique⁸ avait été inscrite à l'ordre du jour des trois sessions du Comité consultatif qui avaient eu lieu au cours de la période considérée. A sa treizième session, le Comité avait pris note du rapport préliminaire (E/CN.4/1028 et Add. 1 à 4) établi par le Secrétaire général en application de la résolution 2450 (XXIII) de l'Assemblée générale. Le Comité consultatif avait exprimé l'espoir que l'on préciserait dans la version définitive du rapport que le paragraphe 2 de la résolution ne devait pas être interprété comme signifiant que les découvertes scientifiques récentes et le progrès technique mettaient en péril, en fin de compte, les droits et les libertés des individus et des peuples.

78. Le nouveau programme de travail du Comité consultatif comprenait les questions suivantes: a) transfert des techniques aux pays en voie de développement; b) techniques spatiales; et c) systèmes et analyse des coûts et des avantages.

79. Le Comité consultatif avait souligné, dans ses rapports précédents, qu'il était extrêmement important de mettre au point des arrangements appropriés en vue de favoriser le transfert des techniques des pays développés aux pays en voie de développement. Conformément à ses recommandations antérieures, un certain nombre d'études avaient été entreprises au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies. A sa treizième session, le Comité consultatif avait examiné des propositions concernant les travaux futurs qu'il pourrait effectuer dans ce domaine. Le Comité considérait qu'il était important de trouver aussi rapidement que possible les moyens de promouvoir l'adoption, par les gouvernements et les entreprises, de mesures concrètes grâce auxquelles les propositions constructives qui avaient déjà été avancées pourraient être mises en œuvre dans la pratique. Il avait noté avec intérêt que la CNUCED envisageait la création d'un comité intergouvernemental sur le transfert des techniques. Il avait également noté que le Secrétaire général, avec la collaboration de l'UNITAR, établissait, conformément à la demande que lui avait présentée l'Assemblée générale, un certain nombre de monographies et un rapport général sur le transfert des techniques d'entreprise à entreprise. Le Comité consultatif a estimé que la contribution la plus efficace qu'il pourrait apporter en la matière serait de passer en revue les mesures prises et les progrès accomplis à la suite de ses recommandations précédentes sur le transfert des techniques et il avait décidé d'entreprendre cet examen à sa quatorzième session. Le Comité avait également décidé d'entreprendre une étude consacrée aux mécanismes de transfert des techniques et était convenu d'examiner le programme de travail proposé pour la CNUCED en ce qui concernait le transfert des techniques.

80. Le Comité consultatif avait pris de plus en plus conscience de l'importance que pouvaient avoir pour les pays en voie de développement les découvertes récentes en matière de techniques spatiales dans des domaines comme l'enseignement, l'étude des ressources naturelles, etc. Conformément à sa demande, une étude était en cours de préparation, en collaboration étroite

avec le Secrétariat du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique et d'autres organes intéressés, sur l'application des techniques spatiales aux pays en voie de développement. L'étude choisirait des domaines où l'on pourrait faire des recommandations appropriées pour assurer la participation des pays en voie de développement aux avantages potentiels des techniques spatiales (E/4780, par. 52).

81. Le Comité avait noté que la méthode des systèmes avait été en grande partie mise au point et appliquée dans les pays industrialisés; à son avis, cette méthode devrait continuer à être élaborée et précisée afin d'être appliquée dans le domaine du développement, tant dans les pays en voie de développement eux-mêmes que dans les programmes internationaux d'assistance. Le Comité avait demandé que des dispositions soient prises en coopération avec les organisations intéressées des Nations Unies en vue d'établir plusieurs monographies illustrant l'expérience acquise en ce qui concernait l'application de la méthode des systèmes. Il avait également demandé que les organisations intéressées soient invitées à établir des documents décrivant leurs activités et leurs données d'expérience en ce qui concernait l'analyse des systèmes. A partir des renseignements obtenus et des monographies, le Comité déciderait alors quelles mesures il devrait prendre en ce qui concernait l'application de la méthode des systèmes a) aux problèmes du développement; b) aux domaines particuliers des efforts de développement des organismes des Nations Unies; et c) aux aspects du mécanisme fonctionnant dans le cadre des Nations Unies pour l'application de la science et de la technique.

82. Le Conseil a examiné le septième rapport du Comité consultatif en même temps que deux sujets ayant trait à des domaines proches, à savoir, les arrangements institutionnels futurs concernant la science et la technique et l'enseignement de sciences. Au cours du débat, on a déclaré que le Comité consultatif avait fait preuve d'une grande efficacité et avait formulé nombre de recommandations utiles. Le Comité franchissait une nouvelle étape d'activité créatrice à l'heure où l'on prenait de plus en plus clairement conscience du rôle crucial dévolu à la science et à la technique dans le processus du développement. Plusieurs membres du Conseil ont estimé que le Comité devrait être maintenu et renforcé. Il a été fait mention de son Plan d'action mondial et de la place qu'occupait ce plan dans la stratégie intéressant la deuxième Décennie pour le développement. Certains membres ont exprimé des réserves quant à la possibilité de fixer des objectifs de caractère quantitatif pour la science et la technique dans les pays en voie de développement, ainsi que le Comité consultatif l'avait recommandé dans sa déclaration concernant la stratégie à appliquer (E/4805). L'importance des travaux entrepris par le Comité dans le domaine du transfert des techniques a été soulignée et il a été fait mention des activités qui allaient être entreprises par la CNUCED dans ce domaine. On a noté qu'une étroite collaboration avait déjà été établie entre le Comité consultatif et la CNUCED. Le Conseil a souligné le rôle joué par le Comité pour ce qui est de donner et de diffuser au sein du système des Nations Unies une vue globale des problèmes ayant trait à l'application de la science et de la technique au développement.

83. Le Conseil a adopté une résolution [1543 (XLIX)] dans laquelle il a pris note avec satisfaction du rapport du Comité consultatif et appelé l'attention de l'Organisation des Nations Unies, des institutions

⁸ Voir chap. IX, sect. L.

spécialisées et du PNUD sur ledit rapport; approuvé le programme de réunions du Comité consultatif pour 1970 et 1971; et prié le Secrétaire général de faire en sorte que les rapports du Comité soient publiés rapidement. Le Conseil a appelé l'attention sur la difficulté pour l'application de la science et de la technique au développement des pays africains que représentait la pénurie de personnel qualifié et a invité les gouvernements des Etats Membres ainsi que les organisations intéressées à prendre des mesures afin de résoudre ce problème. Le Conseil a invité le Directeur du PNUD à examiner l'aide que le Comité consultatif pourrait donner au personnel qu'il envisageait d'affecter à la planification à long terme, et a recommandé au Conseil d'administration du PNUD l'idée de fournir un appui pour l'établissement de liens bilatéraux entre les institutions de recherche et d'enseignement des pays développés et des pays en voie de développement. Le Comité consultatif a été invité à tenir le Conseil au courant des grandes études qu'il se proposait d'entreprendre, et le Conseil a invité les organismes des Nations Unies à chercher conseil auprès du Comité consultatif en ce qui concernait les questions scientifiques et techniques. Dans un dernier paragraphe, le Conseil a pris note de la nécessité de continuer de bénéficier, sur la question de l'application de la science et de la technique au développement, des conseils d'experts, comme ceux que le Comité consultatif fournissait.

B. — Arrangements institutionnels futurs concernant la science et la technique

84. Le Conseil a examiné à sa quarante-neuvième session⁹ un autre rapport (E/4845) relatif aux arrangements institutionnels futurs concernant la science et la technique au sein des organismes des Nations Unies et établi par le Secrétaire général en application de la résolution 1454 (XLVII) du Conseil. Le but de ce rapport était de présenter au Conseil l'essentiel des opinions exprimées par les gouvernements et les organisations consultées et de lui indiquer les diverses options possibles soit dans le domaine de l'action immédiate, soit pour déterminer les points qui méritaient d'être examinés plus à fond, soit les deux à la fois. Les opinions exprimées au cours de cette consultation pouvaient être résumées sous les rubriques suivantes: a) considérations générales sur la nature et les fonctions des arrangements institutionnels concernant la science et la technique; b) efficacité du mécanisme actuel; c) nécessité d'adopter de nouveaux arrangements institutionnels; d) observations détaillées sur la création éventuelle à la CNUCED d'un comité qui serait chargé de s'occuper du transfert des techniques d'exploitation; e) nécessité de procéder à d'autres études.

85. Dans ce document, on se limitait à l'étude des arrangements institutionnels conçus pour le système tout entier, tant au niveau intergouvernemental qu'au niveau des secrétariats. On n'y étudiait pas les types d'organes créés par les diverses organisations pour répondre à leurs propres besoins, à l'exception de ceux qui ont été institués par le Secrétariat de l'ONU.

86. Le Secrétaire général faisait remarquer pour terminer que, bien que les gouvernements et les organisations eussent envoyé nombre d'observations et de suggestions très intéressantes, on ne pouvait en tirer aucune conclusion générale. Manifestement la majorité des gouvernements estimait préférable d'attendre, pour

prendre position sur les problèmes soulevés par la résolution 1454 (XLVII), le rapport du Secrétaire général ou les débats dont ce rapport ferait l'objet au Conseil. Compte tenu du large éventail d'opinions exprimées dans les réponses reçues des gouvernements et des organisations, le Secrétaire général pensait qu'il serait utile, à ce stade, d'identifier certaines tâches et certains besoins de caractère général concernant l'ONU et les organisations apparentées dans les domaines de la science et de la technique ainsi que d'énumérer les différentes solutions qu'on pourrait adopter en matière d'arrangements institutionnels éventuels.

87. Le Conseil a également examiné les opinions présentées par le Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement quant aux problèmes concernant le mécanisme de l'application de la science et de la technique (E/4827); le Comité consultatif recommandait notamment au Conseil de créer un comité de session pour la science et la technique.

88. Les débats du Conseil ont porté sur un grand nombre de suggestions visant à répondre à la nécessité de renforcer et d'élargir les mécanismes existant au sein des organismes des Nations Unies dans le domaine de la science et de la technique. En général les membres ont reconnu la nécessité de consultations d'experts à ce sujet et du maintien sous une forme ou sous une autre du Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement. Comme dans les réponses reçues des gouvernements par le Secrétaire général et reproduites dans son rapport (E/4845), on a, ici encore, noté que les opinions sur la question d'un mécanisme intergouvernemental dans ce domaine étaient extrêmement variées. Les délégations étaient d'accord sur la nécessité de ce mécanisme mais non sur sa nature et notamment sur la question de savoir si l'on devait en faire un comité de session, un comité intersessions ou un comité permanent du Conseil, ou encore s'il devait relever de l'Assemblée générale. On a reconnu que la création de ce mécanisme intergouvernemental exigerait que l'on examine l'adaptation du Secrétariat et du système de coordination à ce nouveau rouage. Aucun sentiment général ou majorité ne s'est dégagé à cette session sur la meilleure façon de répondre au besoin de renforcer et de coordonner les activités actuelles ou envisagées dans les domaines de la science et de la technique ni sur le rôle précis de tout organe intergouvernemental créé à cette fin; le Conseil a donc adopté la résolution [1544 (XLIX)], par laquelle il notait que le Conseil du commerce et du développement avait décidé d'examiner à sa dixième session, en priorité, les mesures nécessaires touchant les arrangements institutionnels à prévoir en ce qui concerne les aspects du transfert des techniques d'exploitation qui relèvent de son mandat; notait qu'il était nécessaire de renforcer et de coordonner les activités actuelles et envisagées; reconnaissait qu'aucun sentiment général ni aucune majorité ne s'était encore fait jour sur la meilleure façon d'assurer ce renforcement et cette coordination; et décidait, en attendant que les organes compétents des Nations Unies aient apporté de nouveaux éclaircissements sur les problèmes qui se posent, de différer jusqu'à sa cinquante et unième session sa décision à ce sujet.

C. — Enseignement des sciences

89. Le deuxième rapport sur l'enseignement des sciences établi par le Comité consultatif sur l'applica-

tion de la science et de la technique au développement (E/4814) a également été examiné par le Conseil à sa quarante-neuvième session¹⁰. Ce rapport visait, d'une part, à examiner dans quelle mesure les recommandations contenues dans le premier rapport du Comité sur ce sujet — rapport soumis au Conseil à sa quarante-quatrième session — avaient été appliquées¹¹ et, d'autre part, à formuler certaines recommandations supplémentaires. Pour examiner dans quelle mesure ces recommandations avaient été ou semblaient devoir être exécutées, le Comité s'était fondé principalement sur le rapport relatif aux décisions de la Conférence générale de l'UNESCO qui s'était tenue du 15 octobre au 20 novembre 1968 et sur celui du Groupe de travail créé par l'Organisation des Nations Unies et l'UNESCO et réuni à Paris du 15 au 19 septembre 1969. Dans la deuxième partie de ce rapport, le Comité consultatif examinait en détail la question du mécanisme de l'acquisition des connaissances, notamment chez les jeunes enfants, ainsi que le problème urgent de la pénurie d'enseignants (et de leur manque de formation) dans le domaine des sciences, en présentant des recommandations sur ces deux questions.

90. Au cours des discussions, des membres du Conseil ont souligné l'importance du rôle joué par l'enseignement des sciences dans le processus de développement en insistant sur les problèmes concernant l'acquisition des connaissances chez les jeunes enfants et sur la nécessité d'accroître les efforts dans le domaine de la formation des enseignants et de son incidence sur le développement.

91. Dans la résolution qu'il a adoptée à ce sujet [1545 (XLIX)], le Conseil, ayant pris note avec satisfaction du deuxième rapport sur l'enseignement des sciences (E/4814) présenté par le Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement, a exprimé sa déception devant la lenteur des progrès réalisés quant à la mise en application des recommandations du premier rapport (E/4448) et a prié les organisations intéressées, et en particulier l'UNESCO, de donner suite à ces recommandations. Les recommandations complémentaires formulées dans le deuxième rapport du Comité consultatif sur l'enseignement des sciences ont été communiquées, avec avis favorable, aux gouvernements et organes compétents, en particulier l'UNESCO, pour qu'ils les examinent et leur donnent la suite qu'elles comportaient.

D. — Le problème des protéines *

92. Le rapport d'activité établi par le Secrétaire général sur le problème des protéines (E/4829) en application de la résolution 2416 (XXIII) de l'Assemblée générale a été soumis au Conseil à sa quarante-neuvième session¹². Ce rapport faisait suite à celui dont l'Assemblée avait été saisie à sa vingt-troisième session (E/4592 et Add.1 à 4), et était essentiellement fondé sur des renseignements fournis par des organismes du système des Nations Unies. Conformément au paragraphe 5, a, du dispositif de la résolution 2416 (XXIII), les commentaires et suggestions du Comité

* Appelle une décision de la part de l'Assemblée générale. Conformément à sa résolution 2416 (XXIII), l'Assemblée sera saisie, à sa vingt-cinquième session, d'un rapport du Secrétaire général sur les progrès réalisés vers la solution du problème des protéines.

¹⁰ E/AC.24/SR.399 à 401; E/SR.1721.

¹¹ Voir Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-quatrième session, Annexes, point 5 de l'ordre du jour, document E/4448.

¹² E/AC.6/SR.514 à 516; E/SR.1721.

consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement y figuraient également. Le Comité consultatif a consacré une attention considérable au problème des protéines ces deux dernières années¹³ et le Conseil a pu examiner sa toute dernière déclaration à ce sujet, déclaration qui figure à l'annexe II de son septième rapport au Conseil (E/4780).

93. L'attention du Conseil était à nouveau appelée sur l'Introduction au rapport E/4592 du Secrétaire général, où figurait un exposé général sur la nature et la portée du problème des protéines dans les pays en voie de développement, ainsi que sur l'ampleur, l'urgence et l'extension rapide de ce problème.

94. Le rapport d'activité du Secrétaire général contenait ensuite une analyse des faits et activités de ces deux dernières années concernant le problème des protéines, classés d'après les 14 propositions concrètes figurant dans le document intitulé *Alimentation de la population mondiale en expansion: action internationale pour écarter la menace d'une crise des protéines*¹⁴; enfin, il présentait un certain nombre d'observations et de propositions faites par le Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement et touchant le mécanisme des organismes des Nations Unies chargés de s'occuper du problème des protéines dans les pays en voie de développement. Après avoir fait le bilan des activités du Groupe consultatif des protéines (GCP) FAO/OMS/FISE, le Comité consultatif concluait notamment que le GCP n'avait ni les pouvoirs ni l'autorité nécessaire pour promouvoir le type d'action concertée que devaient entreprendre l'ensemble du système des Nations Unies et les organisations internationales, tant publiques que privées. C'est pourquoi le Comité estimait qu'un nouvel instrument propre à centraliser l'activité politique dans ce domaine pouvait être nécessaire; il proposait donc que le Conseil économique et social examine la possibilité de créer un organisme chargé de déterminer la politique en matière de protéines et qui dépendrait de l'Assemblée générale. Le Comité recommandait de renforcer et d'élargir le rôle technique du GCP. Le Secrétaire général estimait que le Conseil économique et social voudrait peut-être examiner la proposition du Comité consultatif tendant à la création d'un organisme chargé de déterminer la politique en matière de protéines. Il indiquait dans son rapport que la création de cet organisme soulèverait un certain nombre de problèmes, notamment celui de la pleine utilisation du Groupe consultatif des protéines, une fois celui-ci renforcé, en tant que principal élément technique capable d'aider l'organisme susmentionné dans ses travaux.

95. Ayant ainsi passé en revue les activités des deux dernières années portant sur le problème des protéines dans les pays en voie de développement, le Secrétaire général estimait qu'il serait utile de réaffirmer l'importance des politiques et des propositions énoncées dans le rapport du Comité consultatif (E/4780, annexe II), et d'attirer à nouveau l'attention sur les conclusions et les recommandations figurant dans le rapport qu'il avait présenté à la vingt-troisième session de l'Assemblée générale. Tenant compte des changements survenus depuis son dernier rapport, le Secrétaire général était d'avis que ces conclusions et recommandations n'avaient rien perdu de leur importance et de leur opportunité.

¹³ Voir E/4592/Add.2; E/AC.52/L.65, par. 26 à 28, et annexe VI; E/AC.52/L.82, par. 60, et annexe V; E/AC.52/L.95.

¹⁴ Publication des Nations Unies, numéro de vente: F.68.XIII.2.

En effet, elles avaient trait à l'urgence persistante du problème des protéines dans les pays en voie de développement, à la nécessité de mobiliser la coopération internationale dans ce domaine, à celle d'accroître les ressources financières et de les utiliser plus efficacement dans le cadre des efforts déployés pour résoudre le problème, aux grands progrès qui pourraient résulter de ces efforts si l'on recourait à des méthodes de travail modernes et systématiques et à l'importance de l'enregistrement des progrès et de la diffusion de renseignements sur les résultats obtenus.

96. Au cours du débat qui a suivi, tous les orateurs ont souligné l'importance du problème des protéines, notamment en ce qui concerne les jeunes enfants. Le Conseil s'est félicité de l'accroissement, signalé par le Secrétaire général, des efforts entrepris à cet égard dans le cadre du système des Nations Unies, ainsi que de l'attention croissante accordée à ce problème par les gouvernements et les autres organismes intéressés. Il a examiné les moyens éventuels à mettre en œuvre pour que cette question continue de bénéficier d'une attention croissante et notamment l'opinion émise par le Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement sur la nécessité de créer, à un niveau élevé, un organisme qui s'occuperait de la ligne d'action à suivre dans ce domaine et des aspects politiques du problème ainsi que de sa suggestion concernant la création d'un fonds des protéines. Un certain nombre de délégations ont appuyé l'opinion exprimée par le Comité consultatif tandis que d'autres ont estimé que l'organisme et le fonds envisagés étaient inutiles. On a constaté un accord général sur la nécessité de confirmer dans son rôle, en le renforçant, le Groupe consultatif des protéines, FAO/OMS/FISE, principal organe technique du système des Nations Unies chargé de fournir des avis en ce qui concerne les protéines.

97. Le Conseil a décidé de transmettre à l'Assemblée générale le rapport du Secrétaire général (E/4829), en y joignant un bref exposé de ses vues. Il a également décidé d'appeler l'attention de l'Assemblée sur la nécessité, pour les organismes des Nations Unies, de redoubler d'efforts dans ce domaine, ainsi que sur les débats que le Conseil avait consacrés à cette question.

E. — Application des techniques d'informatique au développement

98. A sa vingt-troisième session, par sa résolution 2458 (XXIII) intitulée "Coopération internationale en vue de l'utilisation des ordinateurs et des techniques de calcul pour le développement", l'Assemblée générale avait prié le Secrétaire général d'établir un rapport pour qu'elle pût l'examiner à sa vingt-cinquième session; elle avait aussi prié le Conseil d'examiner ledit rapport et de le lui transmettre, avec ses observations. Ce rapport (E/4800), qui a été soumis au Conseil sous forme de résumé à sa quarante-neuvième session, comprend deux parties principales: la première traite des programmes des pays en voie de développement dans le domaine des techniques d'informatique, et la deuxième examine les périls, les obstacles et les avantages de l'emploi de ces techniques. Parmi les annexes on trouve notamment une description des ordinateurs et de leurs emplois et le rapport du Groupe de travail sur les techniques d'informatique créé par le Comité consultatif

sur l'application de la science et de la technique au développement.

99. Le rapport aboutit à quatre conclusions principales et à un certain nombre de recommandations. Il est recommandé que les gouvernements des pays développés et ceux des pays en voie de développement, l'ONU et les organismes qui lui sont liés, les organisations et instituts nationaux et internationaux, l'industrie, secteurs public et privé, et les organisations nationales et internationales de professionnels et d'utilisateurs prennent pour les réaliser des mesures appropriées dans le domaine des théories et des techniques d'informatique et dans les domaines connexes.

100. D'après la première conclusion, il est recommandé d'accorder le rang de priorité le plus élevé à l'enseignement et à la formation en matière d'application des ordinateurs, afin d'accélérer le processus du développement économique et social. Le rapport recommande donc aux pays en voie de développement les mesures suivantes: créer et renforcer les centres voulus aux échelons national et régional; appuyer l'enseignement et la formation à tous les niveaux, pour les opérateurs, les programmeurs, les théoriciens de l'informatique, les analystes des systèmes d'informatique, les directeurs et les responsables ainsi que pour le public en général; trouver les moyens de créer des matières et élaborer des techniques pour enseigner le bon emploi des ordinateurs et favoriser ces efforts; améliorer les moyens d'échange de données techniques.

101. D'après la deuxième conclusion, chaque pays en voie de développement a besoin d'une politique nationale d'ensemble, compatible avec ses objectifs nationaux, pour appliquer les techniques d'informatique. Le Secrétaire général recommande donc que chaque pays en voie de développement formule un plan contenant des objectifs réalistes, énumérés suivant un ordre de priorité, pour permettre la mise en œuvre d'un développement ordonné à court et à long terme, et qu'il affecte des ressources suffisantes à l'exécution d'un tel plan.

102. D'après la troisième conclusion, la coopération internationale doit être intensifiée pour tout ce qui touche à l'application des techniques d'informatique au développement. A ce sujet, le Secrétaire général a estimé que l'Assemblée générale souhaiterait peut-être examiner la proposition faite par le Groupe spécial d'experts qui avait aidé à élaborer le rapport, proposition appuyée par le Groupe de travail du Comité consultatif sur les techniques d'ordinateurs, tendant à créer un conseil consultatif international sur l'application des techniques d'informatique au développement, qui pourrait rendre compte annuellement au Secrétaire général, lequel transmettrait le rapport au Conseil et à l'Assemblée générale. On pourrait envisager pour ce conseil deux grandes catégories de fonctions: d'une part, promouvoir l'application des techniques d'informatique au développement par une action de coopération internationale en association avec l'ONU et les organismes qui lui sont reliés; d'autre part, fournir, sur demande, des conseils indépendants et objectifs pour aider les pays en voie de développement dans leurs décisions concernant l'emploi des techniques d'informatique au service du développement. Il est recommandé, dans le rapport, d'encourager les gouvernements des pays en voie de développement à demander l'assistance des organisations compétentes de la famille des Nations Unies, de pousser les organisations et institutions des pays développés à créer des liens de jumelage ou des liens

99. Conformément à la résolution 2458 (XXIII), l'Assemblée générale a saisi, à sa vingt-cinquième session, d'un rapport du Secrétaire général sur l'application des techniques d'informatique.

bilatéraux avec des organisations des pays en voie de développement, et de faire appuyer ces activités par les programmes des Nations Unies; il est recommandé aux divers organismes des Nations Unies d'utiliser plus pleinement les organisations professionnelles internationales dans leurs activités d'assistance technique et de diffusion des renseignements; il est recommandé enfin d'encourager les efforts des groupes d'utilisateurs, des constructeurs et des professionnels pour mieux assurer la compatibilité des matériels et des techniques et programmes.

103. D'après la quatrième conclusion, les techniques d'informatique augmenteraient en importance dans les pays en voie de développement pendant la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement; la diffusion de ces techniques et leur application judicieuse pourraient beaucoup contribuer à accélérer le rythme du développement économique et social de ces pays. C'est pourquoi le rapport a appelé l'attention sur plusieurs aspects présentant de l'importance pour les pays en voie de développement, et notamment sur les points suivants: l'analyse et la systématisation qui résultent de l'application des ordinateurs contribuent sensiblement en soi, semble-t-il, à améliorer l'aptitude des dirigeants à prendre des décisions et à allouer les ressources; il faut accorder l'attention voulue à la nécessité d'améliorer la qualité des données rassemblées; de nombreuses disciplines ont des techniques d'informatique communes; les avantages respectifs de l'achat et de la location du matériel d'informatique devaient être étudiés attentivement; les barrières commerciales, y compris les barrières douanières qui s'opposent au mouvement international du matériel, des bandes magnétiques et des cartes devaient être abaissées; on devait faciliter et favoriser l'échange de programmes et de données en leur assurant la protection voulue.

104. Lors de sa quarante-neuvième session¹⁵, son examen de cette question, il n'a pas pu discuter en détail le rapport sur les techniques d'informatique car il n'avait pas été possible de le publier à temps pour qu'il soit étudié à fond par les gouvernements, bien que le Conseil eût été saisi d'un résumé (E/4800/Summary) du rapport. Dans ces conditions, le Conseil a adopté la résolution 1538 (XLIX), par laquelle il a prié le Secrétaire général d'assurer une large distribution à son rapport, que le Conseil a décidé d'examiner à sa cinquantième session. Il a aussi prié l'Assemblée générale d'ajourner l'examen de cette question jusqu'à sa vingt-sixième session et recommandé aux commissions économiques régionales, au PNUD, aux institutions spécialisées, à l'AIEA et à d'autres organisations intéressées de continuer à apporter leur concours au Secrétaire général pour l'étude de cette question.

F. — Conférence des Nations Unies sur le milieu humain ***

105. Comme l'Assemblée générale l'en a prié dans sa résolution 2581 (XXIV), le Conseil a examiné¹⁶, à sa quarante-neuvième session, un rapport d'activités soumis par le Secrétaire général, concernant les préparatifs de la Conférence des Nations Unies sur le milieu humain (E/4828). Le Conseil était aussi saisi du rapport sur la première session du Comité préparatoire

de la Conférence sur le milieu humain (A/CONF.48/PC/6).

106. Le Comité préparatoire avait tenu sa première session en mars 1970. Les principaux points de son ordre du jour avaient porté sur les précisions relatives au contenu du programme de la Conférence, la préparation de la documentation et les mesures propres à encourager les Etats à y participer. Le Comité avait insisté sur le besoin d'avoir une conférence "orientée vers l'action" et identifié un certain nombre de domaines dans le cadre desquels des mesures pouvaient être prises aux niveaux national et international. Il avait aussi souligné l'importance qu'il y avait à assurer dans le programme de la Conférence l'équilibre approprié entre les problèmes du milieu des pays en voie de développement et ceux des pays développés.

107. Conformément à la résolution 2581 (XXIV) de l'Assemblée générale, on a créé un petit secrétariat de la Conférence basé au Siège de l'Organisation des Nations Unies, dont le Secrétariat travaillerait en coopération étroite avec les institutions spécialisées et d'autres organisations ayant leur siège en Europe.

108. Le CAC avait créé le groupe de travail *ad hoc* interorganisations sur le milieu humain, afin d'utiliser au mieux, pour préparer la Conférence, les experts et les possibilités existant au sein de l'ensemble des organismes des Nations Unies. La première session de ce groupe s'est tenue à la fin de juin 1970, en vue d'examiner, parmi d'autres questions, un programme détaillé provisoire de la Conférence de 1972 et les arrangements concernant l'assistance que les institutions spécialisées et les commissions économiques régionales pourraient accorder aux pays en voie de développement pour préparer la Conférence.

109. La préparation de la Conférence avait déjà fait l'objet de suggestions précieuses de la part d'un certain nombre d'organisations intergouvernementales et non gouvernementales et, à ce sujet, le Secrétaire général avait souligné dans son rapport qu'il serait essentiel de continuer la coopération, aussi bien pour des raisons techniques que pour intéresser au maximum le public à la Conférence.

110. Au cours de ses débats, le Conseil a insisté sur l'importance qu'il y avait à faire en sorte que la Conférence soit orientée vers l'action et que les domaines susceptibles d'action immédiate soient identifiés avant la convocation de la Conférence en 1972. Après avoir recommandé que la prochaine session du Comité préparatoire ait lieu à Genève au début de 1971, le Conseil a reconnu que ce comité devrait entreprendre l'identification de ces domaines. Il a été recommandé que les membres du Comité préparatoire tiennent une réunion officielle au Siège avant la fin de 1970 pour permettre un échange de vues avec le Secrétaire général, particulièrement en ce qui concerne l'ordre du jour de la Conférence et le progrès réalisé en ce qui concerne la planification. Le Conseil a souligné la nécessité de prendre en considération les problèmes du milieu, qui sont particulièrement aigus dans les pays en voie de développement et qui sont directement liés à leurs besoins, et à examiner la possibilité de fournir une assistance à ces pays pour la préparation, en vue de la Conférence, de rapports nationaux et de monographies. Il a été décidé que les commissions économiques régionales seraient priées de rendre compte de leurs activités dans le domaine du milieu humain et de coopérer étroitement à la préparation de la Conférence. Des membres du Conseil ont

*** Question inscrite à l'ordre du jour provisoire de la vingt-cinquième session de l'Assemblée générale.

¹⁵ E/AC.6/SR.517, 518; E/SR.1720.

¹⁶ E/SR.1719.

noté les activités entreprises par le secrétariat de la Conférence en collaboration avec les institutions spécialisées et se sont déclarés prêts à recevoir les propositions du Secrétaire général concernant les priorités dont il convenait de tenir compte pour établir l'ordre du jour de la Conférence.

111. A la fin du débat, le Conseil a adopté sa résolution 1536 (XLIX) par laquelle il a pris note du rapport présenté par le Secrétaire général sur l'état d'avancement des travaux préparatoires à la Conférence (E/4828) et, réaffirmant que la Conférence devait être orientée vers l'action, a déclaré attendre avec intérêt les propositions du Secrétaire général concernant les priorités à observer à l'établissement de l'ordre du jour. Il a été d'avis qu'il faudrait déterminer, sans attendre la Conférence, les domaines où des mesures devaient être prises immédiatement et a estimé que le Comité préparatoire devrait entreprendre des travaux à cet effet à sa deuxième session. Pour ce qui est de l'établissement de l'ordre du jour de la Conférence, le Conseil a demandé que l'on tienne dûment compte des problèmes du milieu qui ont une importance particulière dans les pays en voie de développement, que l'ordre du jour de la Conférence soit sélectif, que sa structure organique soit simple et que la documentation soit maintenue dans des limites raisonnables. Il a exprimé son vif espoir de voir la Conférence faciliter la réalisation des objectifs de la deuxième Décennie

des Nations Unies pour le développement et, notant l'intérêt que présentent les rapports nationaux, il a recommandé aux gouvernements de les soumettre dans les délais fixés par le Secrétaire général. Il a recommandé que la Conférence soit saisie d'un projet de déclaration sur le milieu humain fondé sur les suggestions contenues dans le rapport du Comité préparatoire sur sa première session. Il a recommandé aussi dans sa résolution que soient maintenues à un minimum les incidences financières de la Conférence, que le Comité préparatoire tienne sa deuxième session en 1971 à Genève, que le Secrétaire général communique son rapport aux membres du Comité préparatoire six semaines au moins avant l'ouverture de la deuxième session dudit Comité et qu'il organise une réunion officieuse des membres de ce Comité à New York avant la fin de l'année 1970; et, enfin, que la prochaine session de ce comité se tienne plus tard en 1971. Il a recommandé aussi au Secrétaire général d'accorder une assistance aux pays en voie de développement pour la préparation des rapports nationaux et a prié les commissions économiques régionales de rendre compte aussitôt qu'elles le pourront de leurs activités dans le domaine du milieu et de coopérer étroitement aux travaux préparatoires à la Conférence; enfin, il a invité les gouvernements, les institutions spécialisées et d'autres organisations à apporter tout le concours possible au Secrétaire général et au Comité préparatoire dans leurs efforts pour assurer la préparation de la Conférence.

COOPÉRATION RÉGIONALE

112. Les rapports annuels de la Commission économique pour l'Europe (E/4822)¹, de la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient (E/4823)², de la Commission économique pour l'Amérique latine (E/4806)³ et de la Commission économique pour l'Afrique (E/4824)⁴ ont été examinés par le Conseil à sa quarante-neuvième session⁵. Au cours de la discussion générale sur la politique économique et sociale internationale et sur la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, les Secrétaires exécutifs des Commissions ont également passé en revue les tendances récentes qui apparaissent dans la situation économique de leurs régions respectives. En présentant leurs rapports annuels au Conseil, les Secrétaires exécutifs ont décrit les traits les plus marquants des programmes de travail et des activités présentes et futures de leur commission. Le Conseil a également reçu un rapport sur les activités du Bureau économique et social de l'ONU à Beyrouth (E/4825) et entendu les exposés du directeur du BESNUB. On trouvera dans la section B ci-après un résumé des déclarations des Secrétaires exécutifs et du Directeur du BESNUB.

A. — Réunions des Secrétaires exécutifs des commissions économiques régionales

113. Les Secrétaires exécutifs des commissions économiques régionales se sont réunis deux fois en 1970 sous la présidence du Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales, la première à New York du 21 au 23 janvier et la seconde à Genève les 29 et 30 juin et les 1^{er} et 4 juillet. Un rapport portant sur les deux réunions (E/4859) a été présenté au Conseil conformément à la résolution 1823 (XVII) de l'Assemblée générale. On y notait dans les conclusions générales que le malaise existant dans de nombreuses parties de ces régions ne constituait pas un climat propice à la coopération multilatérale et que les Nations Unies, agissant par l'intermédiaire de leurs divers organes, devraient gagner la confiance des peuples et des gouvernements en adoptant des méthodes de développement économique et social à la fois hardies et dynamiques. On y exprimait l'espoir que la préoccupation nouvelle pour le facteur écologique ainsi que pour d'autres problèmes que posent les progrès rapides de la technique ne dissuaderait pas les nations plus avancées d'intensifier leur effort de coopération en faveur de la croissance économique des pays en voie de développement. On se rendait compte cependant que pour retenir l'attention des pays en voie de développement, la Conférence des Nations Unies sur le milieu humain, prévue à Stockholm en 1972, devrait aborder les problèmes écologiques qui les intéressaient directement. Les nouvelles activités relatives au milieu

humain pouvaient aider les pays en voie de développement à tirer les leçons de l'expérience des pays plus avancés et à élaborer les normes appropriées pour la planification du développement de leurs industries et de leurs cités, ainsi que pour l'amélioration technique de leur agriculture.

114. Les Secrétaires exécutifs se sont inquiétés de constater que certaines des organisations des Nations Unies n'appréciaient pas à sa juste valeur le rôle important joué par les commissions économiques régionales et le BESNUB. Or, les programmes entrepris au niveau régional donnaient aux pays soucieux de promouvoir la coopération internationale économique et sociale la possibilité de concrétiser leurs efforts de collaboration à un niveau global. En tant qu'organisations exécutant des programmes de développement économique et social intégrés, les commissions économiques régionales et le BESNUB différaient d'autres organes internationaux dont les activités portaient essentiellement sur des domaines spécialisés. Certains, comme la CNUCED et l'ONUDI, avaient noué des relations étroites de coopération avec les commissions régionales et le BESNUB; en fait, ceux-ci servaient d'instruments régionaux à la CNUCED. Au cours de la réunion, on a regretté que le PNUD, en tant que principal organe des Nations Unies pour le financement des projets, ne soit pas plus étroitement intégré au système des Nations Unies dans son ensemble; s'il en était ainsi, il serait possible aux commissions économiques régionales de participer aux activités opérationnelles. On a également reconnu que les commissions économiques régionales et le BESNUB devraient renforcer leur appareil administratif pour s'adapter aux circonstances changeantes qui caractérisent la coopération économique et sociale internationale et améliorer de ce fait la qualité des services qu'ils rendent aux pays de leurs régions respectives. Un tel renforcement ne devait pas forcément être le résultat exclusif de ressources accrues obtenues au titre du budget ordinaire; il se produirait aussi au cas où les organisations mondiales utiliseraient davantage les commissions économiques régionales et le BESNUB comme avant-postes régionaux. Au cours de la réunion de juillet 1970, les Secrétaires exécutifs ont également examiné, entre autres, la question du programme des Nations Unies pour le développement du commerce d'exportation. Toutes les organisations et institutions participantes (CNUCED, ONUDI, PNUD, Centre CNUCED/GATT du commerce international, FAO et OIT) ont pris part à la discussion et on a formulé certains plans en vue de la présentation du deuxième rapport du Secrétaire général, comme suite à la demande du Conseil économique et social contenue dans sa résolution 1362 (XLV). Se conformant aux observations faites par le Conseil à la reprise de sa quarante-septième session, le rapport sera soumis au Conseil à sa session d'été en 1971, après avoir été présenté au Conseil du commerce et du développement à sa session de printemps.

¹ Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-neuvième session, Supplément no 3.

² Ibid., Supplément no 2.

³ Ibid., Supplément no 4.

⁴ Ibid., Supplément no 5.

⁵ E/SR.1705 à 1709.

B. — Rapports des commissaires économiques régionales et du Bureau économique et social de l'ONU à Beyrouth

115. Dans sa déclaration présentant le rapport annuel de la Commission économique pour l'Europe (E/4822)¹, le Secrétaire exécutif a souligné le caractère de plus en plus international des problèmes rencontrés par les pays de la CEE — tendance due surtout aux effets des techniques modernes et qui se manifestait par le développement dynamique du commerce intra-européen et l'ampleur croissante des problèmes de milieu. C'est de ces facteurs que dépendait de plus en plus l'établissement des priorités dans les travaux de la Commission.

116. Le Secrétaire exécutif a souligné l'amélioration récente du climat politique dans la région de la CEE, fait du plus haut intérêt pour la Commission, car la coopération économique parvenait à créer une confiance plus grande entre les nations et contribuait ainsi à renforcer la paix et la sécurité dans la région. A la vingt-cinquième session de la Commission, on avait tenté de résoudre diplomatiquement le problème de l'universalité de la CEE, auquel le Secrétaire général avait fait allusion à plusieurs reprises. Le Secrétaire exécutif était d'avis que tous les intéressés désiraient sincèrement trouver une solution, mais que la tentative avait échoué parce que les gouvernements des Etats Membres n'avaient pas réussi à se mettre d'accord sur les conséquences juridiques et constitutionnelles de la question. Il a toutefois exprimé l'espoir que l'on parviendrait à trouver une solution pratique et à ouvrir ainsi la voie à une coopération économique de tous les pays dans la région de la CEE.

117. Dans le domaine du commerce, le Secrétaire exécutif a parlé de l'expansion et du dynamisme du commerce intra-européen, preuves que les progrès techniques avaient tendance à l'emporter sur les facteurs politiques. Autre marque de la vigoureuse impulsion donnée par le progrès technique, cette expansion s'était produite en dépit du fait que d'importantes questions de principe n'avaient pas été résolues. Mais si l'on voulait assurer l'expansion future, il faudrait éliminer les obstacles et résoudre les problèmes auxquels se heurte le commerce et prendre en même temps des mesures de promotion commerciale. L'attention du Conseil a été appelée sur le rapport analytique concernant la situation du commerce intra-européen (E/ECE/761 et Add.1), qui avait été soumis à la Commission à sa vingt-cinquième session. Dans ce rapport, on s'efforçait de trouver une nouvelle façon d'envisager le développement du commerce entre l'Est et l'Ouest, fondée sur l'idée que de nos jours les échanges étaient beaucoup plus étroitement liés à la production que par le passé. L'expansion des entreprises multinationales dans les pays occidentaux, la spécialisation industrielle dans les pays socialistes et la coopération industrielle entre les pays des deux blocs étaient cités comme exemples de l'internationalisation progressive de la production grâce aux échanges. Comme le démontrait le rapport, le problème fondamental ne résidait pas tant dans les différences entre systèmes économiques et sociaux que dans celles que laissait apparaître la structure par produits des échanges commerciaux entre l'Est et l'Ouest. A cet égard, l'absence de groupes de produits potentiellement dynamiques apparaissait nettement dans les exportations à destination de l'Ouest et l'on espérait qu'une diversification permettrait

d'introduire progressivement dans la structure des produits déjà existants des produits nouveaux d'industries à haute technicité. Une stratégie d'ensemble englobant la politique commerciale, la planification, la gestion ainsi qu'une promotion des échanges s'avérait donc nécessaire. On espérait qu'une orientation de ce genre encouragerait non seulement le commerce mais conduirait aussi à une interdépendance économique accrue, ce qui se répercuterait favorablement sur la conjoncture de la politique. Ainsi le commerce deviendrait un instrument non seulement d'expansion mais aussi de détente. Le Secrétaire exécutif a exprimé la conviction que les travaux actuels de la Commission marqueraient un tournant décisif pour le Comité pour le développement du commerce en ouvrant la voie à de nouvelles méthodes pratiques pour résoudre les nombreux problèmes qui se posent dans ce domaine.

118. Les gouvernements des Etats Membres de la CEE accordaient une priorité élevée au problème du milieu. La Commission préparait une conférence sur le milieu qui se tiendrait à Prague en mai 1971, sur l'invitation du Gouvernement tchécoslovaque. Une importante réunion portant sur les politiques et les institutions relatives au milieu rassemblerait de hauts fonctionnaires en novembre 1970. Selon le Secrétaire exécutif, la conférence régionale de Prague pourrait être considérée comme une étape préliminaire à la Conférence mondiale qui se déroulerait à Stockholm en 1972. Il a souligné l'importance qu'aurait pour les pays des autres régions la solution des problèmes de milieu qui affectent les pays de la région de la CEE. Pour assurer la coordination indispensable et éviter d'inutiles doubles emplois, le secrétariat de la CEE entretenait d'étroites relations avec les secrétariats de toutes les organisations s'intéressant à ces problèmes.

119. Vu ces raisons nouvelles et impérieuses d'œuvrer à la coopération internationale, il avait fallu adapter dans une certaine mesure la structure et les méthodes de travail de la Commission; le Secrétaire exécutif avait fait rapport à ce sujet au Conseil à sa quarante-septième session. Les organes subsidiaires de la Commission avaient maintenant donné suite à ces propositions et celles-ci avaient été adoptées par la Commission. Dans le cadre de cette réorganisation, les activités sectorielles avaient été renforcées par la création d'un comité de l'industrie chimique et d'un comité des problèmes de l'eau. Les principaux organes subsidiaires de la Commission traitant des transports, de l'énergie électrique, du gaz, du charbon, de l'acier, de l'habitat, de l'agriculture, du bois, du commerce et des statistiques avaient réorganisé leurs programmes, leurs structures et leurs méthodes de travail.

120. En ce qui concerne les priorités, l'attention du Conseil a été appelée sur la résolution 2 (XXV) et par laquelle la Commission avait invité le Secrétaire exécutif, après avoir tenu compte des avis des différents organes subsidiaires intéressés et des gouvernements des pays membres, à désigner pour chaque session de la Commission un ou plusieurs thèmes prioritaires et à préparer un rapport sur les activités de la Commission en s'attachant particulièrement aux thèmes retenus. Le Secrétaire exécutif procédait présentement à des consultations avec les gouvernements et les principaux organes subsidiaires pour choisir le thème de l'année suivante et avait suggéré à titre provisoire la question des changements de structure de l'industrie en Europe. Le secrétariat était en train de préparer une étude sur le même sujet, dans laquelle seraient analysées les tendances de la production, de l'emploi et de la produc-

tivité; le Secrétaire exécutif espérait pouvoir y établir le caractère d'interdépendance qui existe entre les innovations techniques et la productivité, les innovations techniques et les exportations, les exportations et les importations et d'autres corrélations similaires dont on doit tenir compte lorsqu'on élabore les politiques.

121. En ce qui concerne la coordination, le Secrétaire exécutif de la CEE a été d'avis que la coopération entre les organisations internationales et les secrétariats internationaux s'avérait de plus en plus nécessaire à mesure que les questions pluridisciplinaires telles que le milieu, le commerce, la science et les projections prenaient davantage d'importance dans les efforts de développement.

122. En présentant le rapport annuel de la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient (E/4823)² le Secrétaire exécutif de la CEAO a déclaré que l'*Etude économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient, 1969*³ donnait une analyse des conséquences économiques des nouvelles stratégies de développement agricole et une étude du potentiel de développement du commerce intrarégional; on y trouvait en plus une évaluation des progrès économiques réalisés par 15 Etats membres de la CEAO au cours de l'année écoulée.

123. Le Secrétaire exécutif s'est référé à la déclaration adoptée par la Commission à sa vingt-sixième session et intitulée "Vingt-cinquième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies: déclaration de la CEAO". Pour aider les pays en voie de développement membres de la CEAO à établir leurs plans dans une perspective à long terme et permettre aux pays développés de donner toute l'assistance possible sous forme d'investissements d'assistance technique, de transfert des connaissances techniques et de débouchés commerciaux pour les pays en voie de développement, la Commission avait invité les Etats membres de la CEAO et Membres des Nations Unies à utiliser la CEAO, agissant de concert avec d'autres institutions, pour élaborer une stratégie régionale de développement et concourir à sa mise en application. La Commission s'était également félicitée de la proposition, découlant de la résolution 2563 (XXIV) de l'Assemblée générale, tendant à ce que la CEAO constitue des équipes interdisciplinaires et multinationales consultatives pour le développement. Elle avait en outre prié le Secrétaire exécutif de définir de nouvelles procédures et méthodes de travail qui permettraient à la CEAO de jouer son rôle dans l'élaboration et l'exécution de la stratégie et de l'action régionales. Le Conseil a été informé que la création proposée d'équipes consultatives de développement dans la région s'accorderait aux méthodes actuellement appliquées par la Commission. Il ne faisait aucun doute que ces équipes contribueraient à faire avancer l'exécution des programmes nationaux en même temps que les programmes régionaux et sous-régionaux, assurant ainsi l'exécution effective des programmes arrêtés pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement.

124. Passant en revue les progrès réalisés par le secrétariat de la CEAO dans plusieurs activités sectorielles, le Secrétaire exécutif a dit qu'en ce qui concerne le développement industriel l'on prenait les dernières dispositions nécessaires à la création d'un Institut du fer et de l'acier du Sud-Est asiatique à Singapour; l'inauguration de cet institut coïnciderait avec la célé-

bration du vingt-cinquième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies en octobre 1970. En matière de commerce, la Commission bénéficiait du soutien sans réserves et de l'assistance compétente de la CNUCED, du FMI et du GATT. Les consultations officielles engagées à la fin du mois de mars 1970 à Bruxelles entre le secrétariat de la CEAO et des experts en matière de coopération monétaire internationale et de libération des échanges marquaient une étape dans l'avancement de ce projet considéré comme prioritaire dans la stratégie du développement intégré en vue de la coopération régionale. Le Conseil a été informé des activités du Comité pour la coordination de la prospection commune des ressources minérales au large des côtes d'Asie (CCPM), du Comité CEAO/OMS des typhons, du réseau CEAO/UIT de télécommunications asiatiques et du projet de la route d'Asie, ainsi que des prévisions pour la troisième Foire commerciale internationale d'Asie qui aura lieu à New Delhi en 1972. A sa dernière session, la Commission avait aussi procédé à l'élection de membres du Conseil consultatif de l'Institut asiatique de statistique, récemment inauguré à Tokyo.

125. Une importante résolution adoptée par la Commission à sa vingt-sixième session [3 (XXVI)] traitait du programme asiatique de la population. Par cette résolution, la Commission invitait les pays membres à adopter des mesures pratiques et efficaces pour ramener l'accroissement démographique à un taux plus souhaitable; la Commission proposait de faire figurer cette question au nombre des objectifs essentiels de la stratégie internationale de développement de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement. La Commission accordait une importance particulière au problème du contrôle démographique et l'envisageait à la fois comme une fin en soi et comme un moyen de favoriser le développement. Parmi les autres activités mentionnées, figuraient la création, à une date rapprochée, "un centre régional d'administration du développement, demandé par la Commission, les progrès excellents réalisés dans le projet de développement du bassin du Mékong et la coopération grandissante entre la CEAO et la Banque asiatique de développement. La Commission avait accepté l'offre faite par le Gouvernement de Singapour d'accueillir de façon permanente à Singapour l'Institut asiatique pour le développement économique et la planification. La Commission avait également recommandé au Conseil de faire de Bangkok le siège officiel de la CEAO et de modifier en conséquence les termes du mandat de la Commission. Le Gouvernement thaïlandais avait offert de nouveaux terrains pour la construction d'un autre bâtiment réservé au siège de la CEAO, en plus de l'emplacement existant, et le Secrétaire général présenterait un rapport sur la question à la vingt-cinquième session de l'Assemblée générale, conformément à la résolution 2616 (XXIV) de l'Assemblée.

126. La Commission avait également approuvé à l'unanimité la demande tendant à inclure le territoire du Papua et de la Nouvelle-Guinée dans le domaine géographique de la CEAO et elle recommandait au Conseil que ce territoire soit admis à siéger à la Commission en qualité de membre associé.

127. Le programme de travail et l'ordre de priorité de la Commission avaient été améliorés. Le programme se composait à présent de trois parties: programme de travail; calendrier d'exécution de quelques projets; propositions de planification à long terme, y compris les perspectives pour la deuxième Décennie du déve-

² E/C.11/L.262 et E/CN.11/L.268/B; à paraître comme publication des Nations Unies.

veloppement. Dans le nouveau programme de travail qui venait d'être élaboré, on remarquait le nombre croissant d'arrangements pluridisciplinaires pris au sein du Secrétariat et devant permettre d'entreprendre des projets opérationnels spécifiques et de fournir des renseignements sur l'importance relative accordée aux différents types d'activité (réunions, cours de formation, missions sur le terrain, groupes interinstitutionnels, etc.). Le Conseil a été informé qu'étant donné le changement de la nature et de la portée des activités de la Commission, celle-ci avait dû utiliser des ressources extrabudgétaires, telles que des fonds d'affectation spéciale, en plus des crédits accordés au titre du budget ordinaire.

128. En conclusion, le Secrétaire exécutif a déclaré que la Commission avait toujours estimé que la rapidité de la croissance économique des pays en voie de développement de la région dépendait de la coopération entre les pays de la région et entre ces pays et ceux du monde développé.

129. Le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Amérique latine, présentant⁸ le rapport annuel de cette commission (E/4806)⁹, a dit que le Comité plénier avait tenu deux sessions extraordinaires en 1970. A sa cinquième session extraordinaire, la Commission avait examiné la question de l'Institut latino-américain de planification économique et sociale (ILPES) et adopté la résolution 296 (AC.62), par laquelle elle priait le Secrétaire général d'assurer la continuité et la permanence de l'Institut, de manière que ce dernier puisse poursuivre son action indispensable en Amérique latine pendant la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement. Le PNUD y était prié de fournir les fonds nécessaires à cette fin. A sa sixième session extraordinaire, le Comité plénier avait examiné la situation au Pérou à la suite du récent tremblement de terre.

130. Les responsabilités incombant à la Commission au cours de la deuxième Décennie du développement s'étendraient à trois domaines principaux: information économique et sociale; recherche sur les problèmes économiques et sociaux du développement en vue d'élaborer des stratégies et des mesures pratiques; enfin, activités opérationnelles, y compris l'assistance aux gouvernements et des activités de formation en collaboration avec l'ILPES. Le Secrétaire exécutif a expliqué que dans le domaine de la recherche, la CEPAL s'occuperait de rationaliser les études et de les appliquer à la solution des problèmes de développement qui se posaient en Amérique latine tels que ceux de l'emploi, de la répartition du revenu et de l'inégalité du rythme de développement dans les différentes régions d'un même pays.

131. Dans le secteur agricole, par exemple, il importerait d'étudier des questions telles que les divers systèmes d'exploitation de l'emploi et les avantages que présenterait la mise en culture de nouvelles terres pour la création de possibilités d'emploi. Une étude de la répartition du revenu en Argentine avait été achevée et la CEPAL s'efforçait de recueillir et de compléter les renseignements disponibles sur le niveau et les caractéristiques de la répartition du revenu dans plusieurs autres pays de la région. La Commission estimait nécessaire d'intensifier les études relatives à la planification régionale, étant donné que le problème du développement régional était lié à la forte concen-

tration de l'activité économique et du revenu dans les zones urbaines, tendance qui irait s'accroissant.

132. Dans le domaine des études sectorielles, il importait que la CEPAL effectue des analyses critiques de la politique industrielle et des études sur les réformes institutionnelles, en particulier la réforme agraire, ainsi que sur les relations entre le développement agricole et le progrès industriel. Dans le domaine des transports, des communications et des ressources naturelles, son programme était malheureusement limité en raison de restrictions budgétaires et des difficultés de recrutement d'un personnel technique compétent. Le Secrétaire exécutif a émis l'opinion que la CEPAL devrait intensifier les travaux relatifs à la mobilisation des ressources intérieures, aux méthodes adoptées pour utiliser pleinement l'aide destinée au développement, à la croissance et à la diversification des exportations et au développement des échanges commerciaux entre les pays de la région au moyen des accords régionaux et sous-régionaux en cours de négociation. Les bureaux sous-régionaux dans la région des Antilles, à Bogota et à Mexico s'appliquaient à formuler des propositions pratiques pour transformer les structures des divers pays dans le cadre de la coopération sous-régionale. La Commission fournissait également des services consultatifs aux pays les moins développés de la région.

133. Les travaux de la CEPAL pour la deuxième Décennie du développement présentaient trois aspects: information et recherche; appréciation et évaluation périodiques des progrès accomplis pendant la deuxième Décennie du développement; enfin, assistance technique aux gouvernements. Le programme de recherche porterait sur les éléments techniques et pratiques en vue d'aider les gouvernements à définir leurs objectifs et politiques et de permettre au secrétariat d'accomplir sa tâche d'évaluation et de fournir aux gouvernements l'assistance technique nécessaire. Ce travail de recherche constituait déjà une évaluation du processus de développement, qui définirait les objectifs d'évaluations périodiques précises en tant que contribution à l'évaluation globale de la Décennie qu'entreprendrait le Conseil. A cet effet, la CEPAL renforcerait sa coordination avec des organisations internationales et régionales, ce qui lui permettrait, avec d'autres moyens, d'harmoniser ses propres activités avec celles qui étaient entreprises à une échelle mondiale.

134. Dans le domaine de la coopération technique, il importait que la CEPAL accroisse son assistance aux gouvernements pour la préparation de leurs plans de développement et pour l'amélioration de leur exécution, ainsi que pour la formation technique de leurs fonctionnaires. Les équipes de consultants pour le développement que l'on s'apprêtait à envoyer conviendraient pour la fourniture de ce type d'assistance, en particulier dans les pays les moins développés. L'assistance technique pour la planification et la formation de fonctionnaires dans les pays latino-américains constitueraient la principale tâche de l'ILPES, avec lequel le secrétariat de la CEPAL collaborerait étroitement. Les deux organismes coordonneraient leurs activités avec celles des équipes de consultants pour le développement, ainsi qu'avec d'autres organisations, ce qui permettrait de rationaliser tous les services d'assistance technique demandés par les gouvernements. De cette façon, le programme de la deuxième Décennie pour le développement offrirait une excellente occasion de donner un nouvel élan à la planification dans les pays latino-américains.

135. Dans la déclaration qu'il a faite pour présenter le rapport annuel de la Commission économique pour l'Afrique (E/4824)⁴, le Secrétaire exécutif a dit⁶ que la Commission axait ses travaux dans le domaine agricole sur la modernisation de ce secteur. Le programme commun de la CEA et de la FAO comprenait la révision des études sur les secteurs agricoles de chacune des quatre sous-régions africaines, aux fins de les aligner sur le Plan indicatif mondial de la FAO pour le développement agricole. La qualité de la main-d'œuvre, l'orientation de la recherche agricole et l'accès d'usagers éventuels aux données d'information et aux résultats de la recherche, telles étaient, entre autres, les questions auxquelles la CEA donnait la priorité. Une autre importante étude effectuée par la Division mixte CEA/FAO de l'agriculture avait trait aux moyens et méthodes les plus efficaces pour transformer les communautés rurales. Les efforts tendant à créer une association et un centre de recherche pour le développement de la riziculture en Afrique de l'Ouest et un effort similaire seraient entrepris pour l'amélioration du bétail.

136. Dans le domaine de l'industrie, la CEA réviserait ses études de faisabilité de façon à en faire des documents sur lesquels les gouvernements ou les investisseurs privés, ou les deux, puissent se fonder plus utilement pour prendre des décisions concernant des projets d'investissement. Le secrétariat entreprendrait cette tâche dans un délai de cinq ans en tenant tout particulièrement compte de la rentabilité sur le plan commercial. Ces activités étaient complétées d'études continues sur les facteurs responsables du coût élevé de la production industrielle et du ralentissement de la croissance industrielle. La Commission avait établi des relations avec des instituts de technologie pour l'étude de techniques appropriées dans le domaine de la petite industrie, en particulier dans les zones rurales. C'était là un des projets prioritaires de la Division de l'industrie de la CEA. Les réunions d'industriels et de financiers organisées sous l'égide de la Commission et les initiatives prises par la Banque africaine de développement avaient abouti à la création d'une société financière internationale qui exercerait ses activités dans tous les pays africains.

137. La Division des ressources humaines consacrait une attention particulière aux cours de formation d'instructeurs, à la planification et à l'utilisation de la main-d'œuvre et à d'autres problèmes tels que le développement rural, les problèmes de la jeunesse et la condition et le rôle de la femme dans le développement. L'assistance technique et les services consultatifs dans ce domaine absorbaient une part considérable des ressources limitées de la Division.

138. Dans le domaine du commerce, un centre régional de promotion commerciale avait été établi au secrétariat de la CEA. En vue de se faire une idée de l'importance que présentaient la promotion commerciale et les affaires monétaires, la Division du commerce de la Commission avait effectué une étude comparée des banques centrales et institutions similaires en Afrique. La Commission avait également inauguré l'Association des banques centrales africaines.

139. Le Secrétaire exécutif a informé le Conseil des progrès qui avaient été réalisés dans plusieurs domaines: questions fiscales, statistique et planification, population, mise en valeur des ressources hydrauliques en coopération avec l'OMM, transports et communications, y compris l'étude relative à un réseau pan-

africain de télécommunications entreprise par l'UIT. La Division de la recherche consacrait une part considérable de ses efforts aux travaux relatifs à la stratégie du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, notamment dans le cadre de la contribution de la Commission aux travaux du Comité de la planification du développement de l'ONU. Comme on avait de plus en plus fait appel aux ressources en matière de services consultatifs et d'assistance technique, la création d'équipes de consultants pour le développement renforcerait, en fait, les ressources et les efforts de la CEA, ainsi que des autres commissions économiques régionales. Une nouvelle initiative avait été de créer le Centre des programmes de population, dont l'objectif était de rendre les Etats membres conscients de l'importance du facteur population dans le développement. De même, le Centre de coopération économique et de programmation multinationale de la CEA s'était chargé d'organiser la Conférence des Etats de l'Afrique de l'Est et du Centre et avait terminé une mission envoyée dans la sous-région de l'Afrique de l'Ouest pour obtenir les vues des Etats membres quant à la forme et au contenu de la coopération économique. Le Centre organiserait des missions analogues dans d'autres sous-régions africaines.

140. Pour plusieurs de ces programmes, la CEA avait reçu une assistance des institutions spécialisées ainsi que de la Banque africaine de développement. Par exemple, dans le domaine de l'énergie, la BIRD et la BAD aidaient la CEA et le PNUD à identifier et à définir des projets d'action concertée. Dans le domaine de la science et de la technique, la Commission avait coopéré avec le Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement en ce qui concernait le Plan d'action mondial. Les préparatifs d'un colloque sur l'application de la science et de la technique au développement, qui devait se tenir conjointement avec l'UNESCO à Addis-Abeba, étaient en bonne voie.

141. Le Secrétaire exécutif a souligné la nécessité de rationaliser les relations entre les institutions techniques de l'ONU et les organisations régionales. A cet égard, la CEA, comme d'autres commissions économiques régionales, avait fait des progrès considérables dans les services qu'elle fournissait aux pays membres par le truchement de projets interdisciplinaires. Outre son assistance à des projets régionaux, elle avait servi de centre de services consultatifs pour les Etats membres sur le plan même de l'aide bilatérale directe. La Commission était associée à l'assistance technique échangée entre les Etats africains et aux subventions qu'ils recevaient d'institutions non gouvernementales; de plus, un nombre croissant de pays la consultaient au sujet de leurs programmes d'aide. Les pays donateurs fournissaient une assistance sous forme de services d'experts, de matériel et de crédits et cette forme d'aide bénévole avait pris récemment une importance croissante pour la CEA.

142. En présentant le rapport annuel sur les activités du Bureau économique et social de l'ONU à Beyrouth (E/4825), le Directeur du Bureau a indiqué que⁶, malgré la situation politique délicate au Moyen-Orient, les pays en voie de développement de cette région intensifiaient leurs efforts de développement. Ils tenaient à se mettre au pas de la révolution industrielle et à réduire l'écart de développement qui affectait la qualité de la vie des nations comme des particuliers. Les activités du Bureau se sont ressenties de l'intensification des travaux du Secrétariat à New York, de

la ONUCED à Genève et de l'ONUDI à Vienne. En même temps, les gouvernements de la région lui demandaient des services accrus. L'aide qu'il fournissait ainsi aux pays de la région renforçait ou complétait ce qu'ils pouvaient obtenir dans le cadre des programmes nationaux du PNUD. Le Bureau s'efforçait également d'élaborer des rapports et des études directement liés à des problèmes concrets que rencontraient les gouvernements dans leurs efforts de développement. Les réunions que le BESNUB avait organisées avaient toutes été des réunions techniques permettant aux fonctionnaires et experts intéressés de se réunir pour chercher à établir un système de coopération technique sur une base multilatérale en vue de promouvoir le transfert et l'adaptation des connaissances et données d'expérience.

143. Le Directeur a souligné qu'il existait une différence fondamentale entre l'assistance du PNUD et celle du BESNUB. La tâche de ce dernier consistait à appliquer les résolutions des principaux organes directeurs de l'ONU dans les domaines économique et social, et ses activités étaient principalement financées par le budget de l'ONU. Comme il devait justifier de façon adéquate les crédits qu'il demandait pour exécuter ses programmes, le Bureau avait mis beaucoup de soin à choisir ses projets prioritaires et, en les formulant, avait gardé présents à l'esprit les objectifs de la dixième Décennie des Nations Unies pour le développement. Les pays de la région devaient s'intéresser davantage au cadre plus large de la coopération régionale et internationale, qui avait jusque-là fait défaut dans les méthodes qu'ils appliquaient au développement. Nombre de ces pays n'avaient encore aucune politique ni aucun programme ou plan, même pour leur développement national. Le Bureau s'efforçait de combler cette lacune.

144. Dans les efforts qu'il faisait pour fournir une telle assistance, le Bureau se heurtait à de nombreuses difficultés, dont notamment la pénurie d'experts. Comme les activités opérationnelles devenaient plus complexes, maints des projets qui avaient été approuvés ne pouvaient être exécutés, faute de personnel ou de cadres. Cette lacune se faisait particulièrement sentir à certaines époques critiques, et le Bureau aurait à formuler un programme permettant d'utiliser les services d'experts disponibles de la manière la plus efficace.

145. Le Bureau considérait la planification du développement comme un moyen de coordonner les efforts de développement de manière à les rendre mutuellement complémentaires; il avait besoin de services d'experts qui, tout en aidant les ministères ou départements, pourraient seconder les efforts déployés par les gouvernements pour accélérer le progrès dans le cadre du développement national. La coordination entre les services chargés de la planification au sein des ministères ne pourrait être fructueuse que si les organisations internationales intéressées pouvaient fournir des services d'experts qualifiés. Pendant près de deux ans, le Bureau de Beyrouth avait aidé les gouvernements d'une manière plus systématique à envisager leur processus d'industrialisation dans le cadre d'un développement global, qui prendrait dûment en considération des questions relatives à la population, à l'emploi, à l'agriculture, à l'enseignement, à la santé et à l'urbanisation et d'autres facteurs analogues.

146. Le Bureau de Beyrouth avait coopéré dans plusieurs domaines interdisciplinaires avec la FAO, le FISE, l'OIT et l'UNESCO. Il importerait de coordonner

les services fournis jusque-là par le Bureau et ceux que fournissaient les experts envoyés dans les divers pays par le PNUD. L'effet cumulatif qui en résulterait aiderait à améliorer les programmes nationaux. Cette coordination servirait également à relier les programmes de développement de tel ou tel pays à ceux des pays voisins aux fins de la coopération régionale.

147. En secondant les efforts de développement des pays du Moyen-Orient, le Bureau se rendait compte que la distinction traditionnelle entre les activités de recherche et les activités opérationnelles avait fait son temps en ce qui concernait l'assistance fournie aux gouvernements pour la formulation ou pour l'évaluation de leurs plans, de leurs programmes et de leurs politiques de développement. Une telle assistance devait également être liée à une approche multinationale; l'ONU devait se préoccuper davantage de la coopération internationale, au lieu de se borner seulement à administrer l'assistance destinée au développement.

148. Le Directeur du Bureau de Beyrouth estimait qu'il faudrait, à l'occasion de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, mobiliser l'opinion publique en faveur des activités entreprises tant par le Bureau que par le Secrétariat de l'ONU. Toutefois, faute d'un service d'information, le Bureau n'était pas en mesure de présenter le programme d'information nécessaire pour que l'homme de la rue se rende compte que les activités entreprises par l'ONU dans les domaines économique et social l'intéressaient directement. Le Directeur a exprimé l'espoir que l'on fournirait les ressources nécessaires pour combler cette lacune.

DÉBAT DU CONSEIL

149. Au cours du débat⁹, les membres du Conseil ont dit combien ils appréciaient le travail des commissions économiques régionales et du Bureau économique et social de l'ONU à Beyrouth. Certains se sont félicités que les Secrétaires exécutifs et le Directeur du Bureau, outre le fait qu'ils avaient présenté les rapports annuels de leurs commissions et du Bureau, eussent participé à la discussion générale de la politique économique et sociale sur le plan international ainsi qu'au débat sur la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement. Le Conseil a également entendu une déclaration faite par le Président du Corps commun d'inspection; celui-ci a présenté les rapports du Corps sur la CEA (E/4733 et Add.1) et sur la CEAEO (E/4781 et Add.1 et Add.1/Corr.1), en indiquant brièvement qu'ils contenaient des recommandations concernant les relations des commissions économiques régionales avec le Siège ainsi qu'avec les institutions spécialisées et d'autres organes des Nations Unies à vocation mondiale. Les recommandations avaient également trait aux tâches communes des organes mondiaux et régionaux et au rôle que les commissions régionales joueraient à l'avenir en matière de développement économique et social, dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies. Une des principales conclusions était que les commissions régionales devraient faire porter davantage leurs efforts sur des activités concrètes et qu'on devrait leur donner un plus grand rôle opérationnel ainsi que les ressources nécessaires à cette fin.

150. En examinant la place qu'occupent les commissions économiques régionales dans la structure de l'Organisation des Nations Unies, plusieurs membres

⁹ E/SR.1705, 1706.

ont émis l'opinion que ces commissions constituaient les piliers sur lesquels reposaient les organismes mondiaux, ainsi que le lien nécessaire entre les activités nationales de développement et la coopération internationale.

151. Les pays composant les diverses régions se rendaient de plus en plus compte de la nécessité de la coopération régionale et sous-régionale. Bien qu'un certain nombre de membres du Conseil fussent d'avis que les groupes sous-régionaux de pays devraient exercer leurs activités conformément à la Charte, la majorité a été d'avis que ces groupes sous-régionaux ne nuisaient pas à la coopération régionale du moment que les activités sous-régionales et régionales étaient convenablement coordonnées. Plusieurs représentants ont émis l'opinion que même les activités de coopération d'une vaste portée régionale devraient être liées à la coopération internationale.

152. D'une manière générale, les membres du Conseil ont pensé qu'on devrait faire des commissions économiques régionales les instruments régionaux des organes mondiaux des Nations Unies; c'était déjà le cas pour certains organes tels que la CNUCED et, de plus en plus, l'ONUDI. Dans la déclaration qu'il avait faite au Conseil¹⁰, le représentant de l'ONUDI a mis l'accent sur la coordination et la coopération croissantes qui s'étaient établies entre cette organisation et les commissions économiques régionales et le BESNUB. Un exemple de coopération fructueuse, à cet égard, avait été la formulation de programmes de travail dans le domaine du développement industriel, grâce à des consultations annuelles entre les représentants de toutes les organisations intéressées. Les autres organes mondiaux du système des Nations Unies, en particulier le PNUD, devaient de plus en plus recourir aux commissions régionales et les considérer comme leur agent régional. On a émis l'opinion que même pour la programmation nationale, le Directeur du PNUD pourrait mettre à profit l'expérience des commissions économiques régionales, qui avaient toujours envisagé le développement économique et social des pays de leurs régions sous une optique interdisciplinaire et intégrée. Certains membres ont émis l'opinion qu'on devrait prendre en considération la suggestion présentée dans le rapport sur les réunions des secrétaires exécutifs des commissions économiques régionales (E/4859), à savoir que les secrétaires exécutifs devraient être nommés représentants régionaux du PNUD dans leurs régions respectives. Plusieurs membres ont dit qu'il importait d'établir une distinction entre les fonctions globales et régionales et qu'il était évident que certains domaines d'activité, tel que celui de l'administration, devraient être centralisés. D'un autre côté, en raison de leur expérience et de leur approche interdisciplinaire, les commissions économiques régionales pourraient exercer un certain nombre de fonctions spéciales qui conviendraient moins à des organes mondiaux. Il appartenait au Conseil, en tant que principal organe de décision des Nations Unies en matière de coordination, de préciser le degré d'autonomie que devraient avoir les commissions économiques régionales dans la poursuite de leurs activités.

153. Un certain nombre de membres ont estimé que pendant la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, les commissions régionales devraient assumer la responsabilité d'évaluer les progrès réalisés à l'échelon régional. Les travaux qu'elles auraient

effectués pour aider à formuler une stratégie internationale les aurait préparées à exercer cette fonction. Plusieurs membres ont approuvé le programme proposé qui consisterait à constituer des équipes interdisciplinaires et multinationales de consultants des Nations Unies en matière de développement¹¹; si elles étaient convenablement organisées, ces équipes rendraient des services d'une valeur exceptionnelle aux pays en voie de développement. Les experts faisant partie de ces équipes devraient avoir la compétence voulue et connaître les pays où ils seraient envoyés; en fait, certains membres ont préconisé de choisir quelques-uns des experts dans les régions mêmes qu'ils serviraient. On s'est rendu compte que les ressources ordinaires des Nations Unies ne seraient pas suffisantes pour financer ces équipes de consultants et qu'il faudrait trouver d'autres sources de financement pour faire démarrer le programme efficacement. Nombre de membres ont estimé que l'exécution de ce programme ne devrait pas empiéter sur les ressources existantes des commissions économiques régionales. Comme le programme serait exécuté par l'intermédiaire des commissions économiques régionales, il faudrait prévoir des ressources suffisantes pour éviter de nuire aux activités ordinaires des secrétariats régionaux. Un certain nombre de membres du Conseil ont estimé que pour obtenir les meilleurs résultats, il conviendrait d'évaluer périodiquement les travaux des équipes d'experts. Les secrétariats des commissions régionales devraient être associés à cette activité. Un membre a suggéré d'envisager de coordonner le programme avec les missions envoyées par la BIRD dans les divers pays.

154. Les membres du Conseil ont noté, avec intérêt la recommandation (E/4884, par. 66) par laquelle le Conseil d'administration du PNUD avait demandé qu'on procède immédiatement à une enquête sur la structure régionale du système des Nations Unies pour le développement (voir sect. E ci-après). De l'avis de certains membres, on devrait borner cette enquête à la coordination des activités de coopération technique dans le système des Nations Unies sans l'étendre à d'autres aspects des activités des commissions économiques régionales. On devrait examiner la possibilité de faire des commissions économiques régionales les bureaux régionaux du PNUD. La création de bureaux régionaux avait été recommandée dans l'*Etude de la capacité du système des Nations Unies pour le développement* (DP/5)¹². On devrait également examiner la possibilité de laisser les commissions régionales assumer de plus en plus les fonctions d'agents chargés de l'exécution des projets financés par le PNUD au titre du Fonds spécial. Un membre a exprimé l'opinion que le Corps commun d'inspection, qui avait déjà entrepris des études sur les trois commissions économiques régionales, devrait participer à l'enquête sur la structure régionale recommandée par le Conseil d'administration du PNUD. On a également exprimé l'espoir qu'à sa prochaine session, le Conseil d'administration décrirait avec précision la structure régionale de l'assistance fournie par le système des Nations Unies à des fins de développement.

155. On a reconnu qu'il serait difficile d'établir de nouvelles structures régionales ou de développer une structure à partir d'organismes autres que les commissions économiques régionales et le BESNUB en vue d'exécuter des programmes de développement écono-

¹⁰ Voir chap. VI.

¹¹ Voir chap. V, sect. D.

¹² Publication des Nations Unies, numéro de vente F.70.X10.

mique et social intégrés. On devrait donc faire à cette fin un plus grand usage des commissions économiques régionales et du Bureau. En même temps, il faudrait veiller à ce que les commissions économiques régionales ne soient pas utilisées comme instruments de l'assistance bilatérale.

156. Le rôle des commissions économiques régionales était manifestement important, vu qu'elles étaient en mesure de promouvoir des changements dans leurs régions et, partant, des changements dans la structure du commerce et de l'aide. A l'heure actuelle, c'était avec les pays métropolitains que la plupart des pays en voie de développement faisaient du commerce; il convenait de développer le commerce intrarégional si l'on voulait le libérer du monde traditionnel. Les commissions économiques régionales étaient parfaitement qualifiées pour amener un tel changement. Les pays développés devraient aussi aider à promouvoir le commerce et les exportations des pays en voie de développement en supprimant les barrières commerciales traditionnelles.

157. Les membres ont également estimé qu'on devrait consacrer une plus grande attention aux pays en voie de développement les moins avancés. On a noté qu'un groupe spécial du Comité de la planification du développement avait étudié la question et que cette dernière était traitée dans le projet de stratégie internationale pour la deuxième Décennie du développement. La coopération régionale pourrait être entravée si une aide internationale n'était pas fournie aux pays en voie de développement les moins avancés, ces pays devant combiner leurs efforts pour accélérer leur processus de développement.

158. Plusieurs membres ont émis l'opinion que le Conseil devrait intensifier ses travaux en tant qu'organe central de coordination des politiques pour toutes les activités de l'ONU dans les domaines économique et social et qu'il devrait fournir des directives pour l'utilisation des services disponibles par l'intermédiaire des commissions économiques régionales; on accroîtrait ainsi l'efficacité du système des Nations Unies. Ils se sont déclarés satisfaits du rapport des réunions des secrétaires exécutifs des commissions économiques régionales (E/4859). Lors de ces réunions, le groupe des secrétaires exécutifs avait agi en tant qu'organe chargé de l'élaboration des politiques régissant le programme des Nations Unies pour la promotion des exportations et il assumerait désormais la même fonction pour l'exécution du programme relatif aux équipes de consultants en matière de développement.

159. Un membre a dit également qu'il fallait trouver le moyen de permettre aux institutions régionales et multinationales de mettre à profit le nouveau système monétaire international de manière que les pays en voie de développement puissent tirer pleinement parti des droits de tirage spéciaux.

160. Il a également reconnu que les problèmes relatifs au milieu se posaient à l'échelle mondiale et l'opinion générale a été que les pays développés ne devraient pas permettre que leur intérêt grandissant pour les problèmes du milieu relègue au second plan leur souci de contribuer à la croissance des pays en voie de développement.

161. Les membres ont également reconnu qu'il était inévitable que les priorités ne soient pas les mêmes à l'échelon global et à l'échelon régional. A l'échelon régional, on mettait ordinairement l'accent sur les problèmes particuliers à telle ou telle région. Chaque

commission régionale se devait de faire porter son attention sur les problèmes de la région relevant de sa compétence et une telle diversité ne devait pas être considérée comme un obstacle au processus de coopération internationale, du moment que les pays intéressés gardaient à l'esprit la notion de responsabilité collective du développement économique et social.

162. Plusieurs représentants ont souligné la nécessité pour les pays membres des commissions économiques régionales, et en particulier pour ceux des régions en voie de développement, de participer pleinement aux activités de leurs commissions respectives. Comme l'un des principaux moyens de participation à la disposition des gouvernements consistait à inviter les commissions à tenir leurs sessions sur leurs territoires, ces représentants ont été d'avis que lorsqu'un gouvernement invitait des membres ou membres associés d'une commission et, pour une raison quelconque, ne pouvaient en inviter d'autres, le Conseil devrait accepter sa décision. Ce n'était qu'à cette condition que les pays les plus étroitement associés aux activités des commissions régionales pourraient tous avoir une égale possibilité d'apporter leur contribution aux travaux des commissions.

163. Les membres du Conseil ont dit combien ils appréciaient le travail accompli par la CEE. On a noté que la CEE était la seule institution européenne réunissant des pays à systèmes économiques et sociaux différents en vue d'une plus grande coopération entre les pays européens. La Commission avait fait œuvre très utile mais il restait encore beaucoup à faire pour accroître la coopération régionale en Europe. Un certain nombre de membres ont émis l'opinion que les résultats de la prochaine Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe pourraient utilement servir de base aux activités ultérieures de la CEE. Les membres se sont félicités que la CEE ait défini quatre principaux domaines prioritaires dans son programme de travail, et que les travaux entrepris dans ces domaines aient progressé de manière satisfaisante. D'autres commissions économiques régionales pourraient suivre cet exemple et décider d'adopter des domaines prioritaires analogues, compte tenu de leurs propres besoins régionaux.

164. En ce qui concerne la question des échanges commerciaux entre les pays de l'Est et ceux de l'Ouest, de nombreux membres se sont déclarés satisfaits de l'étude soumise sur ce point à la Commission, lors de sa vingt-cinquième session (E/ECE/761 et Add.1). Un représentant a émis l'opinion que la lente expansion des échanges commerciaux entre les pays de l'Est et ceux de l'Ouest était probablement imputable à la différence de leurs systèmes économiques et sociaux. Le Secrétaire exécutif a expliqué que, bien que maints autres facteurs fussent en cause, la raison de loin la plus importante était la structure des produits faisant l'objet de ces échanges commerciaux, comme l'avait montré l'étude de la CEE.

165. Les membres ont également accueilli avec satisfaction l'initiative prise par la Commission d'organiser la prochaine Conférence sur l'environnement. Ils ont exprimé l'espoir que l'on se fonderait sur les résultats de cette conférence pour organiser la Conférence des Nations Unies sur le milieu humain qui se tiendrait à Stockholm en 1972.

166. Le Conseil a fait sienne la proposition faite par le Secrétaire exécutif de présenter, à la prochaine session de la Commission, en tant que principal sujet

de discussion, une étude sur les changements structurels de l'industrie européenne. Non seulement cette étude aiderait les pays développés de l'Europe à poursuivre la transformation de leur secteur industriel, mais elle serait également utile aux pays en voie de développement pour la promotion de leur développement industriel. Une division internationale du travail pourrait ainsi être réalisée dans le domaine de l'industrie. Certains membres ont demandé qu'un centre de coopération industrielle soit établi aussitôt que possible au secrétariat de la CEE.

167. On a également noté que la CEE se préoccupait de plus en plus des problèmes des pays européens les moins développés; un certain nombre de membres ont demandé d'intensifier cette activité.

168. Plusieurs représentants ont soulevé la question de l'admission de la République démocratique allemande à la CEE (voir par. 179).

169. Mains représentants ont dit combien ils appréciaient les activités entreprises par la CEAE0. Il a été noté que la CEAE0 était une des commissions qui avaient abordé les problèmes de développement selon une approche socio-économique et institué un nombre croissant de programmes dans le domaine social. Certains membres ont considéré son Programme asiatique de la population comme une initiative extrêmement importante capable de promouvoir le développement économique et social dans la région. Les membres ont appuyé la Déclaration adoptée par la CEAE0, à sa vingt-sixième session [résolution 103 (XXVI)]. Beaucoup ont approuvé le fait qu'on ait demandé que l'Organisation des Nations Unies décentralise davantage ses activités économiques et sociales au profit des commissions économiques régionales.

170. Le Conseil s'est également déclaré satisfait des progrès réalisés par la CEAE0 dans plusieurs domaines d'activité, notamment dans celui du commerce et de la coopération monétaire sur une base régionale. Il a pris note de la coopération du FMI dans l'exécution du projet de coopération monétaire. On a exprimé l'espoir que les travaux dans ce domaine seraient intensifiés; plusieurs membres ont estimé qu'on devrait accroître dans la mesure voulue les ressources de la Commission non seulement à cette fin, mais aussi pour l'exécution des autres programmes du secrétariat de la CEAE0.

171. Certains membres ont estimé que le Conseil devrait autoriser la Commission à continuer de tenir des sessions annuelles, vu leur importance essentielle pour les Etats membres de la région. On a également appuyé la décision prise par la CEAE0, à sa vingt-sixième session, de faire de Bangkok le siège officiel de la Commission, ainsi que la recommandation de la Commission de donner au Territoire du Papua et de la Nouvelle-Guinée la qualité de membre associé de la CEAE0.

172. De nombreux membres ont estimé qu'on devrait fournir une plus grande assistance à la CEAE0 pour l'exécution de projets tels que celui des consultations relatives à la riziculture et d'autres projets relatifs à des produits. Un membre a suggéré au Conseil d'accorder le statut d'organisation intergouvernementale à la Communauté asiatique de la noix de coco, récemment créée. On a suggéré également de faire du Centre de formation ferroviaire de Lahore un projet interrégional, étant donné qu'il avait acquis une importance croissante après avoir fonctionné pendant de nombreuses années en tant qu'institution régionale.

173. Un certain nombre de membres ont demandé que le PNUD aide la CEAE0 aussitôt que possible à créer un centre de l'administration du développement, conformément à la recommandation faite par la Commission à sa vingt-sixième session. Le Conseil a noté que la troisième Foire commerciale internationale d'Asie se tiendrait à New Delhi en 1972. On a noté que la France était devenue membre de la Banque asiatique de développement et que la coopération entre la CEAE0 et la Banque devenait de plus en plus active. Plusieurs membres se sont également déclarés satisfaits de la nouvelle présentation et de la réorganisation du programme de travail et d'activités de la Commission, et ont exprimé l'espoir qu'elles seraient maintenues pendant les années à venir.

174. Plusieurs membres du Conseil se sont félicités des travaux entrepris par la CEPAL. Ils ont noté que la coopération entre l'Institut latino-américain de planification économique et sociale et le secrétariat de la CEPAL avait abouti à la formulation d'une stratégie de développement appropriée pour la région de la CEPAL. Au cours de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, la CEPAL et l'ILPES aideraient directement les gouvernements à formuler, à exécuter et à évaluer leurs plans de développement.

175. On a également noté que, bien qu'il existât d'autres organisations régionales interaméricaines, la CEPAL apportait une contribution substantielle aux efforts déployés par les Etats membres pour accélérer leur développement économique et social.

176. Plusieurs membres se sont déclarés satisfaits du travail accompli par la CEA. De nombreux membres ont émis l'opinion que l'étroite coopération que la CEA avait établie avec des institutions spécialisées telles que la FAO produisait des résultats de plus en plus utiles. Certains représentants ont noté les progrès réalisés pour la création de l'Institut du développement de la riziculture en Afrique de l'Ouest et ont exprimé l'espoir que pour d'autres projets entrepris par la CEA, en particulier pour ceux des bassins du Niger et du Tchad, la CEA recevrait une assistance accrue de sources tant bilatérales que multilatérales. Les travaux de la Conférence des statisticiens africains et de la Conférence des planificateurs africains ont fait l'objet de grands éloges.

177. Un certain nombre de représentants ont loué les efforts déployés par le Comité exécutif de la CEA pour regrouper les sous-régions en Afrique, dans l'intérêt d'une bonne coopération sous-régionale. On a noté que les efforts entrepris à l'échelon sous-régional aboutiraient à un accroissement des échanges commerciaux entre les pays africains, en particulier parmi les régions africaines en voie de développement les moins avancées. Comme l'Afrique était la région du monde qui comptait le plus grand nombre de pays sans littoral, il importerait de consacrer une attention spéciale à ces pays dans les programmes sous-régionaux. Plusieurs représentants ont noté que la CEA était un des meilleurs instruments de promotion de la coopération africaine, en particulier à l'échelon sous-régional. On a cité l'exemple de la coopération entre les pays du Maghreb, en particulier entre la Tunisie et l'Algérie, pour montrer que les pays étaient devenus de plus en plus conscients de la nécessité de la coopération sous-régionale. Certains membres ont également émis l'opinion que les bureaux sous-régionaux de la CEA devraient être organisés de façon plus efficace.

178. Certains membres ont dit combien ils appréciaient le travail accompli par le Bureau économique et social de l'ONU à Beyrouth et, notamment, l'approche interdisciplinaire qu'il emploie pour aider les pays de la région du Moyen-Orient.

DÉCISIONS PRISES PAR LE CONSEIL

179. Le Conseil a rejeté une proposition tendant à admettre la République démocratique allemande comme membre de la Commission économique pour l'Europe. Le représentant de l'Union des républiques socialistes soviétiques a déclaré que cette décision de ne pas autoriser la République démocratique allemande à faire partie de la CEE nuisait sérieusement à la coopération européenne en général et aux travaux de la Commission. Il a demandé que sa déclaration soit dûment consignée.

180. Par les résolutions 1520 (XLIX) et 1521 (XLIX), le Conseil a pris acte des rapports annuels de la CEE (E/4822) et de la CEAE (E/4823) et approuvé le programme de travail et l'ordre de priorité y figurant. Se référant au paragraphe 487 du rapport de la CEAE, un membre a réservé la position de son gouvernement, comme il l'avait fait pendant la session de la Commission. Par les résolutions 1525 (XLIX) et 1526 (XLIX), le Conseil a pris acte des rapports annuels de la CEA (E/4824) et du Bureau de Beyrouth (E/4825). Par la résolution 1524 (XLIX), il a pris acte du rapport annuel de la CEPAL (E/4806) ainsi que de la résolution figurant dans sa troisième partie. Par la résolution 1531 (XLIX), il a pris acte du rapport de la sixième session extraordinaire de la CEPAL, qu'il a examiné en même temps que la question des catastrophes naturelles.

181. En outre, le Conseil a adopté deux résolutions intéressant la CEAE. Dans la résolution 1522 (XLIX) concernant le siège de la CEAE, il a décidé de modifier le mandat de la Commission en remplaçant le paragraphe 18 par le texte suivant: "Le siège de la Commission est à Bangkok (Thaïlande)" et il a recommandé à l'Assemblée générale d'accepter l'offre qu'avait faite le Gouvernement thaïlandais de fournir des terrains supplémentaires, sous réserve que soit conclu entre l'Organisation des Nations Unies et le Gouvernement thaïlandais un arrangement mutuellement acceptable relatif aux conditions d'utilisation du terrain. Dans sa résolution 1523 (XLIX), le Conseil a fait siennes la recommandation de la Commission tendant à inclure le territoire du Papua et de la Nouvelle-Guinée dans le domaine géographique de la Commission et à l'admettre à la Commission en qualité de membre associé. Il a décidé en outre de modifier en conséquence les paragraphes 2 et 4 du mandat de la Commission.

C. — Frais de voyage et de subsistance des membres du Comité exécutif de la CEA

182. Plusieurs membres du Conseil ont présenté un projet de résolution (E/L.1335 et Corr.1) aux termes duquel l'Assemblée générale déciderait a) qu'en application de l'alinéa a du paragraphe 2 du dispositif de la résolution 1798 (XVII), les frais de voyage et de subsistance doivent être payés aux membres du Comité exécutif de la CEA assistant aux réunions ordinaires dudit comité, dès que leur nomination est ratifiée par la Commission; et b) que le principe énoncé à l'alinéa b, 1, du paragraphe 2 du dispositif de cette

résolution soit appliqué au président ou au rapporteur du Comité technique d'experts ou du Comité exécutif de la Commission.

183. Au cours des débats¹⁵, un représentant a déclaré que la résolution 188 (IX) de la CEA ne permettait pas de dire que les membres du Comité exécutif assistaient aux réunions à titre personnel. Un autre représentant a dit qu'on constatait une certaine contradiction entre les fonctions à caractère nettement représentatif du Comité exécutif, telles qu'elles sont décrites à l'annexe de la résolution 188 (IX) de la CEA, et le projet de résolution, d'où il ressortirait que les membres siègent à titre personnel. Sa délégation estimait que si le cas du rapporteur du Comité exécutif d'experts ne soulevait aucune difficulté, il serait inopportun, pour ne pas dire inconsideré, que le Conseil prenne une décision incompatible avec sa conception de la composition du Comité exécutif. Si les fonctions du Comité avaient changé depuis 1969, il serait souhaitable de renvoyer l'affaire à la CEA afin qu'elle formule une recommandation claire et précise.

184. Un autre représentant s'est demandé si la décision que le Conseil était invité à prendre était légale et s'il convenait que cette discussion ait lieu au Conseil. La question devrait être examinée par la Cinquième Commission de l'Assemblée générale, après avoir pris connaissance des vues du CCQAB. Si l'alinéa a du paragraphe 2 de la résolution 1798 (XVII) s'appliquait aux membres du Comité exécutif, il n'y avait aucun problème et le projet de résolution était sans objet. S'il y avait des doutes quant à la définition du terme experts, le Conseil n'avait pas compétence pour trancher la question. Les auteurs ont soutenu que le coût serait modeste par rapport au rôle du Comité dans la planification indispensable à une coopération multinationale efficace.

185. Les auteurs ont fait observer que si l'objectif fondamental du projet semblait recevoir l'appui général, certaines délégations avaient exprimé des réserves quant à son libellé et ses implications. Ils ont donc proposé d'ajourner les débats à la cinquante et unième session, et le Conseil a accepté cette proposition¹⁶.

D. — Rôle des commissions économiques régionales dans la planification du développement

186. A sa quarante-neuvième session, le Conseil a examiné¹⁷ le rapport du Secrétaire général (E/4875) sur les progrès réalisés dans l'application de la résolution 2563 (XXIV) de l'Assemblée générale, par laquelle l'Assemblée avait prié le Secrétaire général, les secrétaires exécutifs des commissions économiques régionales ainsi que le Directeur du Bureau économique et social de l'ONU à Beyrouth d'intensifier leurs efforts pour répondre aux besoins des Etats Membres dans les domaines de la planification du développement, de la mise en œuvre du plan et de l'administration publique. Le Secrétaire général avait pris l'initiative d'offrir un nouveau service sous forme d'équipes consultatives multinationales interdisciplinaires pour le développement¹⁸. Ces équipes étaient maintenant constituées par l'Organisation des Nations Unies agissant par l'intermédiaire de ses commissions économiques régionales, avec la collaboration du PNUD, de la CNUCED, de l'ONUDI et des institutions spécialisées, pour rendre de façon continue des services consultatifs

¹⁵ E/SR.1709.

¹⁶ E/SR.1719.

¹⁷ E/AC.24/SR.397, 398, 403; E/SR.1721.

¹⁸ Voir également chap. X, sect. B.

¹⁹ Voir E/SR.1706.

²⁰ Voir chap. XI, sect. M.

en matière de planification, d'exécution du plan et de programmation de la coopération technique à chacun des pays appartenant à des petits groupes déterminés comptant de quatre à sept pays. Au début, les crédits nécessaires pour financer les équipes seraient imputés sur le titre V du budget ordinaire et sur le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour la planification et les projections en matière de développement. Des discussions étaient en cours avec le PNUD sur le point de savoir s'il serait possible que les équipes soient financées conjointement à partir de 1971 par l'ONU et le PNUD. Les gouvernements de la zone de libre-échange des Caraïbes avaient officiellement demandé les services d'une équipe et des consultations étaient en cours concernant la constitution d'autres équipes.

187. Outre le rapport du Secrétaire général, le Conseil était saisi du rapport sur les réunions des secrétaires exécutifs des commissions économiques régionales (E/4859), des parties pertinentes du rapport du CPC sur sa cinquième session (E/4846/Rev.1), et du rapport du CAC (E/4840/Add.1/Rev.1).

188. Au cours des débats, beaucoup de membres ont appuyé l'idée de créer des équipes consultatives multinationales interdisciplinaires pour le développement comme l'avait proposé le Secrétaire général. On a fait remarquer que les équipes aideraient à unifier le processus du développement et qu'elles rendraient plus efficaces les efforts déployés aux niveaux régional et sous-régional. Les équipes fourniraient une aide permanente, permettraient d'harmoniser l'assistance et faciliteraient la coopération entre les organes de l'ONU. Plusieurs membres du Conseil ont noté avec satisfaction que les équipes mettraient l'accent sur la formation de ressortissants des pays intéressés et qu'elles feraient porter leurs efforts sur un petit groupe de pays pendant une période relativement longue. Les membres se sont également félicités que les gouvernements des pays des sous-régions seraient responsables au premier chef des équipes.

189. Divers représentants se sont inquiétés d'un chevauchement éventuel des efforts, notamment avec les missions de planification organisées par la BIRD et les activités de programmation nationale envisagées par le PNUD. Toutefois, on a fait remarquer que le risque de chevauchement n'était pas grand puisque les équipes auraient des tâches bien déterminées, distinctes des activités du PNUD et de la BIRD. On a également fait remarquer que le nouveau service proposé avait fait l'objet de longues discussions avec le PNUD, la CNUCED, l'ONUDI et les institutions spécialisées aussi bien séparément que par l'intermédiaire du Bureau consultatif interorganisations et du CAC. Le Secrétaire général avait été heureux que les chefs des autres organismes des Nations Unies l'aient fermement appuyé et aient accepté de participer à cet effort. On a également fait remarquer qu'à sa cinquième session, une grande majorité des membres du CPC s'étaient déclarés favorables aux équipes proposées.

190. Un certain nombre de représentants ont noté avec satisfaction que le Secrétaire général se proposait de constituer progressivement les équipes sur une base expérimentale et ils ont déclaré qu'ils attendaient d'avoir vu une évaluation de l'expérience initiale avant de formuler un jugement plus précis. Il a été suggéré que l'efficacité des équipes se trouverait accrue si elles se composaient d'experts compétents choisis dans les régions intéressées, en particulier dans les pays en voie

de développement. Les équipes seraient également renforcées si les conseillers internationaux étaient recrutés dans des pays à systèmes économiques et niveaux de développement différents. Le Secrétaire général pourrait également examiner d'autres possibilités pour fournir une assistance en matière de planification; les réunions de conseillers économiques des gouvernements organisées par la CEE pourraient constituer un modèle utile.

191. Le coût du service proposé a soulevé certaines inquiétudes. Divers représentants ont dit qu'ils voudraient disposer d'estimations détaillées du coût des équipes et se sont félicités que le Secrétaire général compte procéder à des consultations avec le Directeur du PNUD sur l'avenir du programme. Un représentant a dit que son pays était favorable à l'idée de développer la coopération dans le domaine de la planification et de fournir une assistance technique dans ce domaine, mais qu'il ne lui était pas possible d'appuyer le projet de résolution dont le Conseil était saisi parce qu'il impliquait que les projets d'assistance technique pourraient être financés par le budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies. De tels projets ne devraient être financés que conformément aux procédures du PNUD, sur une base volontaire.

192. Dans la résolution 1552 (XLIX), le Conseil a pris note du caractère expérimental de ce programme et des deux équipes qui devaient être constituées à l'origine; il a invité le Secrétaire général à examiner différents moyens de financer d'autres projets de ce genre et à poursuivre ses consultations avec le Directeur du PNUD au sujet de la participation du PNUD à la préparation de projets de ce genre en tant que l'une des sources de financement; enfin, il a prié le Secrétaire général de rendre compte au Conseil des résultats de l'examen et des consultations auxquelles il aurait procédé ainsi que des activités des deux premières équipes qui devaient être constituées, notamment de la façon dont ces activités s'harmonisaient avec l'ensemble de l'assistance technique fournie par l'intermédiaire du PNUD et de la mesure dans laquelle le personnel et les services des commissions économiques régionales, en particulier des conseillers régionaux des Nations Unies, ainsi que ceux des institutions spécialisées intéressées, auraient été ou seraient utilisés au maximum.

E. — Etude proposée des structures régionales au sein des organismes rattachés à l'ONU

193. Le Conseil, à sa quarante-neuvième session, a examiné¹⁹ la demande présentée par le Conseil d'administration du PNUD dans le rapport sur sa dixième session (E/4884/Rev.1)²⁰, selon laquelle il faudrait que le Conseil envisage de procéder immédiatement à une étude des problèmes que posent les structures régionales et sous-régionales au sein des organismes rattachés à l'ONU et dont il faut tenir compte pour améliorer la capacité du système des Nations Unies pour le développement²¹.

194. Le Conseil a été informé que la demande trouvait son origine dans les recommandations formulées dans l'*Etude de la capacité du système des Nations Unies pour le développement* (DP/5)²². Le Conseil d'administration du PNUD n'avait pas examiné la question précise des structures régionales lors de sa

¹⁹ E/AC.24/SR.398, 404, 409; E/SR.1721.

²⁰ Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-neuvième session, Supplément no 6A.

²¹ Voir également chap. X, sect. A, par. 408.

²² Publication des Nations Unies, numéro de vente: F.70.I.10.

session extraordinaire de mai 1970. Le CAC avait tout d'abord procédé à une discussion préliminaire de la question et le CPC l'avait examinée à sa sixième session. Il avait été porté à la connaissance du CPC que le Secrétaire général avait étudié la question avec ses collègues du CAC et qu'il espérait, après avoir procédé à de nouvelles consultations, notamment avec les secrétaires exécutifs des commissions économiques régionales, soumettre une proposition au Conseil lors de sa quarante-neuvième session. A sa dixième session, le Conseil d'administration du PNUD avait reçu une proposition contenant le contenu d'une étude éventuelle et avait décidé d'inviter le Conseil à prendre des mesures pour étudier immédiatement la question. A la suite des nouvelles consultations auxquelles il avait procédé, le Secrétaire général avait fait savoir, aux réunions communes du CPC et du CAC, que, sous réserve de toute décision que le Conseil pourrait prendre concernant d'autres propositions dont il était saisi, il était disposé à prendre des mesures pour que soit entreprise une étude approfondie du personnel par un consultant de rang supérieur, en étroite coopération avec les organisations intéressées, et pour qu'elle soit soumise au Conseil en 1971. Le Conseil a, par la suite, reçu une note du Secrétaire général indiquant le contenu et les incidences financières de l'étude proposée (E/AC.24/L.379).

195. Au cours de la discussion au Conseil, les membres ont convenus qu'il était souhaitable de rationaliser les structures régionales, qu'il faudrait mener une enquête, mais des divergences d'opinion sont apparues sur la façon dont il conviendrait de procéder à cette enquête. Quelques représentants ont exprimé des doutes qu'une seule personne puisse mener avec succès une étude complexe comme celle du type proposé. D'autres ont suggéré d'inviter le Corps commun d'inspection, qui avait déjà examiné certains

aspects de la question, à procéder à cette étude. Il a également été suggéré de demander aux commissions économiques régionales de préparer le terrain pour cette enquête en établissant un questionnaire qui serait présenté aux gouvernements, puis en faisant rapport au Conseil. Plusieurs représentants ont souligné la nécessité de procéder à des consultations avec les gouvernements des diverses régions, puisque tout changement qui pourrait être rapporté aux activités régionales des organismes rattachés à l'Organisation des Nations Unies serait manifestement sujet aux désirs exprimés par des gouvernements des Etats Membres.

196. Dans la résolution 1553 (XLIX), le Conseil a prié le Secrétaire général d'établir, en consultation avec d'autres organismes des Nations Unies, un questionnaire sur les divers aspects des structures régionales et de l'adresser aux gouvernements des Etats Membres en les priant d'envoyer leurs réponses à leurs commissions économiques régionales respectives. Le Conseil a en outre prié les secrétaires exécutifs des commissions économiques régionales de préparer des rapports sur la base des réponses au questionnaire, de les soumettre aux commissions économiques régionales et de demander aux gouvernements de formuler des observations; il a aussi prié le Directeur du Bureau des affaires économiques et régionales de l'ONU à Beyrouth de préparer un rapport sur la base des réponses au questionnaire reçues des gouvernements relevant du Bureau et de le soumettre au Secrétaire général. Il a en outre prié les secrétaires exécutifs des commissions économiques régionales de soumettre au Secrétaire général leurs rapports, ainsi que les observations des gouvernements, et il a prié le Secrétaire général de faire rapport au Conseil aussitôt que possible, ou à sa cinquante-deuxième session au plus tard, sur les résultats de l'enquête préliminaire et de recommander les mesures pratiques à prendre.

RAPPORT DU CONSEIL DU DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL *

197. Conformément à la résolution 2152 (XXI) de l'Assemblée générale, le Conseil était saisi, à sa quarante-neuvième session, du rapport du Conseil du développement industriel sur les travaux de sa quatrième session (A/8016)¹, tenue à Vienne du 20 au 30 avril 1970.

198. Lorsqu'il a présenté le rapport au Conseil économique et social², le Directeur exécutif de l'ONUDI a appelé l'attention du Conseil sur la complexité inhérente à l'établissement des programmes de travail de l'organisation, qui se composaient à la fois d'activités de soutien et de projets opérationnels intéressant les divers aspects de l'industrie; de plus, les programmes étaient financés par plus de six sources différentes. Cette double complexité, sur le plan de l'élaboration des programmes et sur celui du financement, était à prendre en ligne de compte lorsqu'il s'agissait de formuler des recommandations générales sur les méthodes théoriques de programmation. Autre problème d'importance lié à la programmation, les opérations touchant l'établissement des programmes et celui des budgets devaient être soumises à l'approbation d'organes différents des Nations Unies.

199. L'activité et les réalisations de l'ONUDI depuis sa création, en 1967, devraient bien augurer de l'avenir de l'organisation: les pays en voie de développement considéraient de plus en plus l'ONUDI comme l'instrument de l'assistance dans le domaine industriel, et l'on pouvait s'attendre à voir son programme opérationnel se développer considérablement dans les années à venir.

200. L'ONUDI dépendait essentiellement, pour ses activités opérationnelles, des ressources du PNUD, mais elle n'en recevait qu'un faible pourcentage. Le Directeur exécutif était néanmoins heureux d'annoncer que l'ONUDI recevait également, pour ses opérations, des contributions des gouvernements de certains Etats Membres, et d'autres par l'intermédiaire de la Conférence annuelle pour les annonces de contributions.

201. S'agissant de la réorganisation du système des Nations Unies pour le développement, en cours de discussion au sein du Conseil d'administration du PNUD, l'ONUDI estimait qu'il était possible d'améliorer sensiblement les procédures et modalités d'assistance; mais, selon le Directeur exécutif, il fallait également repenser l'assistance elle-même. A cet égard, le Directeur exécutif a proposé que le PNUD affecte entre 1 et 2 p. 100 de ses ressources à l'étude et à la mise au point de nouvelles formules d'assistance ainsi qu'à la manière dont les instruments d'assistance pourraient leur être adaptés. Pour sa part, l'ONUDI procédait à l'examen de nouvelles formules d'assistance

dans le domaine industriel, qui seraient financées par des contributions volontaires.

202. La réalisation des objectifs de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement soulevait des problèmes complexes quant à la planification, au financement, à la gestion et à l'exécution des projets. A titre d'exemple, le Directeur exécutif a fait observer que dans les pays en voie de développement où l'on prévoyait une élévation du niveau de vie et du niveau d'industrialisation, une plus large part de la demande allait sans doute de ce fait se porter progressivement sur les articles manufacturés. Les échanges internationaux s'en trouveraient inévitablement accrus des lors que les pays en voie de développement d'une part importeraient de plus grandes quantités de biens d'équipement et les biens de consommation les plus spécialisés, et d'autre part exporteraient davantage d'articles manufacturés, ce qui aurait pour effet une division du travail plus équitable au niveau international. Ces changements dans les niveaux de la structure de l'offre et de la demande ainsi que dans les échanges internationaux représentaient en substance les objectifs fixés dans le domaine industriel pour la deuxième Décennie pour le développement. En aidant les gouvernements à évaluer les progrès accomplis vers la réalisation des objectifs de la Décennie, l'ONUDI coopérerait avec le dispositif d'évaluation générale des programmes qui devait être établi par les Nations Unies.

203. S'agissant de la coordination, l'ONUDI avait été en mesure d'établir des relations de travail avec les institutions spécialisées et les organismes des Nations Unies s'occupant d'industrialisation, ainsi qu'avec les commissions économiques régionales et le Bureau économique et social des Nations Unies à Beyrouth. On envisageait d'instaurer des relations de travail avec d'autres organismes, notamment la BIRD et les institutions régionales de financement. En outre, l'ONUDI portait un intérêt accru à la coordination, sur le plan national, des activités dans le domaine industriel, en consultation avec les pays bénéficiaires. Le programme de conseillers industriels hors-siège, lancé quelques années plus tôt, constituait un élément important du mécanisme de la coordination sur le plan national.

204. Le Directeur exécutif a souligné que la planification des activités conjointement avec d'autres organismes des Nations Unies et la mise en commun des ressources dans l'intérêt des pays en voie de développement constituaient un autre aspect positif de la coordination. Des accords dans ce sens avaient été conclus avec la FAO, l'OIT, la CNUCED/GATT et l'UNESCO. On enregistrait des progrès dans l'harmonisation des activités avec les commissions régionales et le Bureau économique et social des Nations Unies à Beyrouth, qui auraient pour effet d'aboutir à l'uniformisation des programmes régionaux dans le domaine industriel. On envisageait également la coordination des activités entre l'ONUDI et les gouvernements en ce

* Subdivision d'un point de l'ordre du jour provisoire de la vingt-cinquième session de l'Assemblée générale.

¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-cinquième session, Supplément n° 16, transmis au Conseil par une note du Secrétaire général (E/4874 et Corr.1).

² E/SR.1710.

qui concernait les programmes bilatéraux d'aide à l'industrie.

205. La multiplicité et l'ampleur des tâches auxquelles l'ONUDI aurait à faire face dans les années à venir avaient amené le Conseil du développement industriel à recommander à la vingt-cinquième session de l'Assemblée générale la convocation d'une conférence internationale extraordinaire de l'ONUDI [A/8016¹, résolution 29 (IV)] prévue pour 1971, parallèlement à la cinquième session du Conseil du développement industriel. L'ordre du jour de la conférence qui a été proposé comprenait les questions suivantes: a) stratégie et orientation à long terme des activités de l'ONUDI, y compris son rôle dans la deuxième Décennie pour le développement et transfert et l'adaptation des connaissances techniques; b) organisation de l'ONUDI; et c) ressources de l'ONUDI.

206. Le Comité consultatif de la conférence, créé en application de ladite résolution, avait récemment tenu sa première session à Vienne, et avait recommandé que les dispositions de la résolution du Conseil du développement industriel soient portées à l'attention des gouvernements de tous les États Membres, à celle de toutes les organisations intergouvernementales et gouvernementales ainsi qu'à celles des organismes des Nations Unies. Le Directeur exécutif a exprimé l'espoir que le Conseil économique et social se pencherait sur la résolution en question et la transmettrait, avec son approbation, à l'Assemblée générale.

207. Au cours de la discussion qui s'est ensuivie, plusieurs délégations ont pris note avec satisfaction des réalisations enregistrées par l'ONUDI dans son domaine de compétence et se sont félicitées de l'heureuse évolution de ses activités.

208. Les membres du Conseil économique et social se sont accordés en général à reconnaître que le Groupe de travail du programme et de la coordination s'était avéré très utile et avait contribué à améliorer l'efficacité du fonctionnement de l'organisation. On a exprimé l'espoir que le Groupe de travail continuerait de fonctionner comme organe permanent du Conseil du développement industriel et que de nouveaux efforts seraient déployés en vue d'améliorer les méthodes appliquées par le Groupe de travail pour l'examen des questions dont il était saisi.

209. S'agissant du programme de travail de l'ONUDI, la plupart des délégations ont mis l'accent sur le rôle opérationnel de l'organisation et sur la nécessité d'accorder une aide accrue aux pays en voie de développement. A ce propos, on a appuyé les activités de l'organisation esquissées dans la résolution 28 (IV) du Conseil du développement industriel. Quelques délégations ont accueilli avec une satisfaction particulière la proposition formulée par le Conseil du développement industriel tendant à accroître de façon considérable, dans les années à venir, les trois grandes catégories de projets hors-siège — services d'experts, octroi de bourses de perfectionnement et fourniture de matériel — eu égard notamment à la multiplication des demandes de services adressées à l'ONUDI.

210. En ce qui concernait les priorités, quelques délégations ont estimé que toutes les mesures prises devraient viser à relier le programme de travail de l'ONUDI à la stratégie du développement industriel mise au point pour la deuxième Décennie pour le développement ainsi qu'aux plans nationaux de déve-

loppement. A leur avis, la priorité devrait être accordée au développement de l'industrie lourde, aux centres de recherche industrielle et à la promotion du transfert des connaissances scientifiques et techniques. En outre, on a souligné l'importance d'un certain nombre d'activités, telles que mise au point de politiques d'industrialisation, l'utilisation plus rationnelle de la capacité industrielle actuelle des pays en voie de développement et l'établissement de plans et de programmes scientifiques à long terme en matière de développement industriel.

211. S'agissant de la stratégie à long terme des activités de l'ONUDI, quelques délégations ont reconnu qu'il aurait été difficile au Conseil du développement industriel de formuler une stratégie définitive puisque l'Etude de la capacité et la stratégie pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement étaient encore en cours d'examen au sein des organes compétents des Nations Unies et que ce programme serait discuté lors de la Conférence internationale extraordinaire de l'ONUDI, en 1971. On a exprimé l'espoir que le Conseil du développement industriel mettrait au point un programme détaillé pour la réalisation des objectifs d'ordre industriel esquissés dans la stratégie du développement pour la deuxième Décennie pour le développement.

212. Plusieurs délégations ont souligné le rôle de promotion de l'ONUDI, qui faisait de l'organisation un intermédiaire entre ceux des pays qui disposaient de ressources et ceux qui étaient appelés à les utiliser. Certaines d'entre elles se sont déclarées satisfaites des activités menées par l'ONUDI pour encourager les investissements et ont souhaité que l'ONUDI s'y intéresse davantage. Une délégation a également suggéré que l'ONUDI tienne compte des ressources et des experts dont disposaient les pays en voie de développement. Une autre délégation a estimé que le programme tendant à encourager les investissements devrait constituer pour l'ONUDI une première étape vers l'établissement d'une coopération avec des firmes industrielles et la promotion des échanges d'informations industrielles. D'autres délégations ont toutefois fait valoir qu'en agissant dans ce domaine l'ONUDI devrait tenir compte des intérêts des pays en voie de développement et éviter de porter atteinte à leur développement industriel et à leurs aspirations et intérêts dans les domaines politique et social. A leur avis, l'ONUDI devrait mettre au point des principes et des conditions qui régiraient l'investissement des capitaux dans les pays en voie de développement en vue de garantir les intérêts politiques et économiques de ces pays et d'empêcher la détérioration à long terme de leur balance des paiements. L'ONUDI devrait également aider les pays en voie de développement à mobiliser leurs propres ressources. Une délégation a souligné que les investissements étrangers posaient moins de problèmes dans certains domaines — tels que les travaux publics, la santé ou l'agriculture — que dans d'autres. On a estimé que l'ONUDI devrait étudier tous les obstacles susceptibles de compromettre les investissements privés dans les pays en voie de développement, et trouver les moyens d'encourager la coopération entre les pays développés et les pays en voie de développement en vue d'instaurer une association véritable.

213. Se référant à l'insuffisance des ressources de l'ONUDI eu égard aux tâches qui lui avaient été assignées par la résolution 2152 (XXI) de l'Assemblée générale, plusieurs délégations ont demandé instamment que des ressources plus importantes soient mises à la

disposition de l'ONUDI afin de lui permettre de répondre à l'accroissement des besoins ressentis par les pays en voie de développement dans le domaine du développement industriel. Elles ont demandé que l'ONUDI reçoive un pourcentage plus élevé des ressources du PNUD que celui qui lui était attribué actuellement. A ce propos, elles ont approuvé la résolution 28 (IV) du Conseil du développement industriel, qui mettait l'accent sur la nécessité d'accroître les crédits à l'ONUDI afin de renforcer et d'intensifier ses activités, étant donné notamment que les demandes adressées à l'organisation avaient déjà considérablement augmenté et que, selon toute attente, elles continueraient de croître dans les années à venir. Plusieurs délégations ont souligné qu'en examinant la question de l'allocation de ressources plus importantes à l'ONUDI, il faudrait prévoir assez de souplesse pour permettre à l'ONUDI d'exécuter des projets qui contribueraient plus efficacement au développement industriel des pays en voie de développement.

214. Notant que pour réaliser ses objectifs l'ONUDI devait demander des ressources supplémentaires par l'intermédiaire de la conférence pour les annonces de contributions et sous la forme de contributions directes des gouvernements, quelques délégations ont exprimé l'espoir que le montant des contributions qui seraient annoncées lors de la prochaine conférence serait nettement plus élevé; elles ont fait appel aux principaux pays donateurs pour qu'ils tiennent compte, lors de l'annonce de leurs contributions, des objectifs de l'expansion industrielle, récemment acceptés et énoncés dans la stratégie du développement pour les années 70 — objectifs qui nécessiteraient des efforts supplémentaires de la part de l'ONUDI.

215. Les membres du Conseil se sont félicités des efforts réalisés par l'ONUDI dans le domaine de la coordination et ont approuvé la résolution 27 (IV) du Conseil du développement industriel relative au rôle de l'ONUDI dans la coordination des activités en matière de développement industriel. Les accords conclus par l'ONUDI avec un certain nombre d'institutions spécialisées, les commissions économiques régionales et le Bureau économique et social des Nations Unies à Beyrouth ont été favorablement accueillis. Quelques délégations ont souligné qu'il importait de resserrer la coopération avec les organismes régionaux et d'assurer la coordination des activités avec eux. A cet égard, on a exprimé l'espoir que l'ONUDI apporterait un appui total à la deuxième Conférence asiatique sur l'industrialisation qui devait se tenir à Tokyo en 1970. Les membres du Conseil économique et social se sont félicités du rôle joué par l'ONUDI dans la promotion de la coopération, au niveau régional, entre les pays en voie de développement. L'ONUDI a été invitée à continuer de coopérer avec les organisations non gouvernementales, les organisations intergouvernementales et les autres organisations non apparentées aux Nations Unies. Une délégation a également suggéré que le Conseil économique et social, en sa qualité de principal organe de coordination, appelle l'attention de tous les organismes compétents des Nations Unies sur le rôle central joué par l'ONUDI dans la coordination des activités des Nations Unies dans le domaine industriel. En soulignant combien il importait d'améliorer et de développer encore la coordination, plusieurs délégations ont accueilli favorablement l'accroissement du nombre des conseillers hors-siège, qui contribuaient à rehausser le rôle de coordination de l'ONUDI. Les services de ces

conseillers permettaient à l'ONUDI d'intégrer ses activités opérationnelles dans le processus global du développement des pays intéressés.

216. Quelques délégations ont également accueilli avec satisfaction les mesures prises par le Conseil d'administration afin que le Programme de services industriels spéciaux continue d'être financé par le Fonds de roulement du PNUD. De l'avis d'une délégation, cependant, le fait que le Fonds d'affectation spéciale des services industriels spéciaux était administré conjointement par l'ONUDI et le PNUD s'était révélé être un obstacle à l'acheminement et à l'examen rapide des demandes d'assistance technique, et on a suggéré que soient examinées de nouvelles procédures administratives en la matière, qui maintiendraient la souplesse du programme de services industriels spéciaux.

217. Quelques délégations ont appuyé la proposition formulée par le Directeur exécutif tendant à ce que le PNUD affecte 1 ou 2 p. 100 de ses ressources à la mise au point de nouvelles formules en vue de répondre à l'évolution des besoins des pays en voie de développement dans le domaine industriel. De l'avis d'une délégation, cependant, cet objectif serait atteint lorsqu'on appliquerait les nouvelles méthodes de programmation; et il appartiendrait aux pays en voie de développement de soumettre les demandes nécessaires, si leur programme l'exigeait.

218. Les membres du Conseil économique et social ont accueilli avec satisfaction l'idée d'organiser une conférence internationale extraordinaire, recommandée par le Conseil du développement industriel [résolution 29 (IV)]; la conférence permettrait de revoir l'orientation et la structure de l'ONUDI et d'examiner les questions relatives à ses ressources. On a estimé que la tenue de la conférence à la veille de la deuxième Décennie pour le développement revêtait une importance particulière et que cette conférence offrirait une excellente occasion de passer en revue les réalisations de l'ONUDI et de donner à celle-ci un élan nouveau pour en faire un instrument plus efficace de coopération internationale dans le domaine du développement industriel. Plusieurs délégations ont été d'avis que les autres organismes des Nations Unies, en particulier la CNUCED, les institutions spécialisées, les commissions économiques régionales, le Bureau économique et social des Nations Unies à Beyrouth ainsi que l'Assemblée générale devraient tenir compte des recommandations qui seraient formulées par la conférence lorsqu'ils viendraient à discuter de questions connexes. Plusieurs délégations ont proposé que la conférence soit ouverte à tous les pays intéressés, conformément au principe d'universalité; s'agissant de la date de sa tenue, un représentant a déclaré que la majorité des pays ayant exprimé leur préférence pour que cette conférence se déroule en 1971, son gouvernement retirait l'objection qu'il avait précédemment soulevée quant à cette date.

219. En répondant à certaines observations émises lors de la discussion, le Directeur exécutif de l'ONUDI a appelé l'attention du Conseil économique et social sur la dualité qui caractérisait l'Organisation. On attendait de l'ONUDI qu'en apportant une aide aux pays en voie de développement dans le domaine industriel, elle utilise des méthodes commerciales — qui étaient celles employées par l'industrie elle-même; mais dans le même temps, en tant qu'organisme des Nations Unies, l'ONUDI devait se conformer aux contraintes et aux limites résultant des méthodes d'organisation propres aux Nations Unies. L'assistance que l'ONUDI

donant à l'industrie avait un caractère consultatif, en dehors des conseils elle s'abstenait de prendre parti sur les questions d'ordre politique, tout en reconnaissant néanmoins que les gouvernements pouvaient avoir des opinions différentes voire antagonistes. En s'acquittant de ses tâches, l'ONUDI n'entrait nullement en compétition avec les programmes bilatéraux ou les institutions privées. Au contraire, l'expérience acquise au cours des trois dernières années montrait que l'ONUDI contribuait à accroître la coopération entre les pays en voie de développement et les pays avancés. L'ONUDI jouait, au sein des organismes des Nations Unies, deux rôles distincts: le premier se traduisait par son programme d'activités de soutien et de projets opérationnels; le deuxième intéressait la coordination. Pour réussir dans ce dernier domaine, l'ONUDI coopérait avec d'autres institutions, sans parti pris et sans préjugés. Son rôle de coordination ne se limitait pas aux institutions, mais s'étendait aux commissions économiques régionales, aux programmes bilatéraux et multilatéraux, ainsi qu'aux organisations non appa-

rentées aux Nations Unies. Le Directeur exécutif a souligné, à propos de certaines observations faites quant aux ressources de l'organisation, que le Conseil du développement industriel, composé de 45 membres, n'avait aucune autorité en matière financière; la question des ressources de l'ONUDI serait examinée par la conférence internationale extraordinaire, que l'on envisageait de réunir à Vienne en 1971.

220. Le Conseil économique et social a adopté la résolution 1527 (XLIX), aux termes de laquelle il a pris acte avec satisfaction du rapport du Conseil du développement industriel sur les travaux de sa quatrième session (A/8016)¹ et l'a transmis à l'Assemblée générale, à sa vingt-cinquième session; il s'est félicité de la résolution 29 (IV) du Conseil du développement industriel relative à la proposition de réunir en 1971 une conférence internationale extraordinaire de l'ONUDI; et a appelé l'attention des gouvernements sur l'importance des questions inscrites à l'ordre du jour dont il proposait l'examen par la conférence.

Chapitre VII

QUESTIONS SOCIALES

A. — Développement social

221. Le Conseil économique et social était saisi, à la reprise de sa quarante-huitième session¹, du rapport de la Commission du développement social sur les travaux de sa vingt et unième session (E/4809)². Le Conseil a été informé que l'ordre du jour de la Commission comprenait des questions embrassant de nombreuses disciplines. Parmi les grandes questions traitées par la Commission figuraient le rapport de la réunion d'experts en matière de politique et de planification sociales, tenue à Stockholm en septembre 1969 (E/4809, chap. IV); un rapport spécial de la FAO sur les aspects sociaux de la nutrition (E/4809, chap. II); un rapport du Secrétaire général sur les tendances de la situation sociale de l'enfance (E/4809, chap. III); la réforme agraire (E/4809); un rapport intérimaire sur l'exécution du programme quinquennal de travail de la Commission pour la période 1969-1973 (E/4809, chap. VI); l'application des recommandations des Rapporteurs spéciaux chargés de procéder à un examen des activités de coopération technique dans le domaine du développement social (E/4809, chap. VII); le rapport annuel pour 1969 de l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social (E/4809, chap. VIII); le rapport du Comité de l'habitation, de la construction et de la planification sur sa sixième session (E/4809, chap. IX) et une proposition de déclaration des droits du déficient mental (E/4809, chap. X).

222. Certaines des tendances générales dans le domaine social, qui ressortaient des données rassemblées en vue du *Rapport sur la situation sociale dans le monde pour 1970* ont été portées à l'attention du Conseil à propos de son examen du rapport.

223. Le Conseil a été informé³ que la population mondiale en 1970 était estimée à 3,5 milliards, et que l'on prévoyait qu'une augmentation énorme se produirait dans les années 70. Les taux de croissance beaucoup plus élevés des régions peu développées, et les grandes différences de structure par âge entre régions avancées et régions peu développées où, pendant cette période, la proportion des enfants à charge serait beaucoup plus élevée, et le nombre de personnes en âge de travailler relativement plus faible, indiquent que les régions peu développées ont grand besoin et auront de plus en plus besoin à l'avenir d'investissements consacrés à la mise en valeur des ressources humaines. En outre, du fait de l'urbanisation rapide qui s'opère actuellement dans les pays en voie de développement et qui ne s'accompagne pas d'un degré suffisant d'industrialisation et de modernisation de l'agriculture, les niveaux de l'emploi sont faibles et les conditions de vie médiocres. La tendance croissante à une répartition inéquitable des revenus et des autres

avantages entre les différentes régions et les différents groupes sociaux dans un grand nombre de pays en voie de développement était tout aussi inquiétante. A cause de cette tendance, le niveau de vie des masses baissait en ce qui concerne certains aspects fondamentaux, alors même qu'il y avait une amélioration apparente si l'on considérait le revenu par habitant.

224. Si l'introduction de nouvelles espèces, de céréales à rendement élevé avait écarté le danger d'une famine à une grande échelle, la malnutrition et la sous-alimentation demeuraient des problèmes très sérieux parmi les masses à faible revenu, des régions en voie de développement. En outre, les masses de petits agriculteurs et exploitants à bail risquaient d'être incapables de profiter des nouveaux progrès techniques qui pourraient également, au moins à longue échéance, se traduire par des déplacements de main-d'œuvre et par là, aggraver encore la situation de l'emploi.

225. L'inquiétude qu'éprouve la communauté internationale en ce qui concerne les effets indésirables des tendances sectorielles sur les groupes vulnérables de la population et notamment les enfants et les vieillards avait été exprimée dans plusieurs instances des Nations Unies, notamment à l'Assemblée générale. Des expériences récentes, effectuées dans les pays avancés comme dans les pays en voie de développement, avaient mis en lumière certains problèmes non économiques de nature universelle, dont l'un des plus importants était la nécessité de procéder à des réformes et de développer les institutions sociales, politiques et administratives pour se maintenir au rythme de l'évolution culturelle et technique rapide qui se déroulait. L'issue des efforts de développement dépendrait largement, dans la décennie à venir, de la rapidité et de l'efficacité avec lesquelles il est répondu à ce besoin.

226. Dans le projet de résolution concernant la politique et la planification sociales, que la Commission avait recommandé au Conseil d'adopter, la Commission se faisait préoccupée du rôle qu'elle devait jouer dans l'examen des progrès sociaux réalisés au cours de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement. La Commission avait insisté sur la nécessité d'accélérer fortement le rythme de développement et de progrès social pendant la Décennie, et de faire en sorte que toutes les couches de la population bénéficient du développement et aient des chances de voir leur condition s'améliorer. Les travaux antérieurs de la Commission en ce qui concerne l'élaboration de la Déclaration sur le progrès et le développement dans le domaine social, adoptée par l'Assemblée générale en 1969 [résolution 2542 (XXIV)], constituaient une base utile et un ensemble général de normes et de valeurs dans le cadre desquels les recommandations de la Commission pourraient être présentées.

227. Le débat à la Commission, qui était fondé sur le rapport sur la politique et la planification sociales dans le développement national établi par un groupe d'experts réuni à Stockholm en septembre 1969

¹ E/AC.7/SR.632 à 636; E/SR.1690 et 1691.

² Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-huitième session, Supplément n° 7.

³ E/AC.7/SR.632.

(E/CN.5/445 et Corr.1), et l'examen des recommandations de la Commission au Conseil ont marqué la dernière étape d'un débat sur l'importance d'une conception socio-économique unifiée ou intégrée de l'analyse et de la planification du développement. Le fait qu'on ne peut traiter séparément les aspects économiques et sociaux des problèmes du développement avait, à ce moment, été généralement accepté sur le plan international. Ce qu'il fallait dès lors, c'était mettre au point, en termes pratiques, les méthodes et les techniques de planification nécessaires pour s'assurer que l'intégration des aspects sociaux et économiques du développement se produirait effectivement. L'idée était de travailler, en étroite collaboration avec les institutions spécialisées et l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social, ainsi que les universités et les organes nationaux de planification, à l'élaboration d'un rapport qui contiendrait les données d'expérience les plus récentes sur les aspects sociaux de la planification du développement, présentées en termes concrets, de manière qu'elles puissent guider directement les responsables de la planification au niveau national.

228. Dans la perspective du rapport de la réunion d'experts, l'attention du Conseil économique et social a été appelée sur le fait qu'un certain nombre de membres de la Commission avaient, une fois de plus, observé que l'examen séparé des politiques économique et sociale au niveau des commissions de l'Assemblée générale et au Conseil, n'aboutissait pas à la conception unifiée de la planification préconisée par la Commission. Le Comité du programme et de la coordination a noté, dans son rapport sur sa cinquième session (E/4846/Rev.1)⁴ que l'on continuait de traiter séparément les aspects économiques du développement et ses aspects sociaux. Les Rapporteurs spéciaux chargés par la Commission du développement social de procéder à un examen des activités de coopération technique dans le domaine social du développement (E/CN.5/432), avaient formulé une observation analogue en 1968.

229. L'attention du Conseil était appelée sur les décisions de la Commission autres que les résolutions qui appelaient une décision de la part du Conseil⁵. Premièrement, la Commission avait recommandé que le rapport sur la *Situation sociale dans le monde* soit publié, à l'avenir, tous les quatre ans; le prochain rapport paraîtrait avant la fin de 1970 et le suivant en 1974, et serait examiné par la Commission en 1975. Deuxièmement, la Commission avait recommandé que, pour des raisons pratiques, les rapports du Comité de l'habitation, de la construction et de la planification soient présentés directement au Conseil, et non plus par l'intermédiaire de la Commission. Toutefois, la Commission continuerait d'examiner le rapport du Comité afin d'être en mesure d'étudier à fond les aspects sociaux de l'habitation, de la construction et de la planification. Cela représentait un changement de procédure par rapport à la procédure arrêtée par le Conseil dans la résolution 903 C (XXXIV).

230. La Commission avait également décidé de passer en revue son programme de travail actuel à sa prochaine session afin de le mettre à jour à la lumière des faits nouveaux survenus en 1969 et des nécessités de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement. Le CPC s'était félicité de cette décision

et avait approuvé l'idée d'établir des projections quinquennales ainsi qu'un plan de travail détaillé pour une période de deux ans, compte tenu du fait que la Commission serait ainsi en mesure de revoir son programme de travail à chaque session biennale.

231. Le Conseil a été informé que certains membres de la Commission s'inquiétaient de la décision qu'il avait prise selon laquelle la Commission tiendrait à l'avenir des sessions biennales plutôt qu'annuelles. La Commission avait cependant demandé au Secrétaire général de lui présenter à sa dernière session annuelle, en 1971, des propositions concernant les dispositions qu'il conviendrait de prendre pour maintenir, entre les sessions, une liaison et des possibilités de consultation permanentes entre ses membres et entre les membres et le Secrétariat.

232. Le Conseil, par sa résolution 1496 (XLVIII), a pris acte du rapport de la Commission du développement social sur sa vingt et unième session (E/4809 et Corr.1 à 3). En faisant sien le principe de la conception unifiée envisagée dans le projet de stratégie pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, le Conseil a prié les organes des Nations Unies chargés de la mise en œuvre de la stratégie d'étudier sérieusement le rôle que jouera la Commission du développement social dans l'évaluation permanente des progrès accomplis dans la voie de la mise en œuvre de la stratégie. A l'unanimité, le Conseil a décidé⁶ d'appeler l'attention des organes responsables de la préparation de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement sur la résolution 905 (XXI) de la Commission du développement social (E/4809, chap. XIII). Il a également approuvé⁶, à l'unanimité, l'accord auquel était parvenue la Commission, à savoir que le *Rapport sur la situation sociale dans le monde* serait, à l'avenir, publié tous les quatre ans.

233. Dans la résolution 1497 (XLVIII), le Conseil a pris acte de la décision adoptée par la Commission du développement social selon laquelle le Comité de l'habitation, de la construction et de la planification devrait faire rapport directement au Conseil, tout en continuant à soumettre ses rapports à la Commission pour examen.

POLITIQUE ET PLANIFICATION SOCIALES DANS LE DÉVELOPPEMENT NATIONAL ET DEUXIÈME DÉCENNIE DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT, EN CE QUI CONCERNE PLUS PARTICULIÈREMENT LES ASPECTS SOCIAUX

234. Les membres du Conseil se sont déclarés satisfaits de ce que la Commission ait, dans son rapport (E/4809, chap. IV et XIII), rapproché les résultats des travaux de la réunion d'experts sur la politique et la planification sociales dans le développement national, tenue à Stockholm en septembre 1969 (E/CN.5/445 et Corr.1), de la mise en œuvre de la résolution 1409 (XLVI) du Conseil, relative à la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, en ce qui concerne plus particulièrement les aspects sociaux. Le Conseil et la Commission ont tous deux félicité les experts pour la contribution importante qu'ils avaient apportée aux efforts entrepris pour mettre au point des méthodes et des techniques efficaces en vue de parvenir à un développement économique et social équilibré et intégré. Le Conseil a pris note avec satisfaction des progrès accomplis au

⁴ Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-huitième session, Supplément no 9.

⁵ Ibid., Supplément no 7, par. 7 et 8.

⁶ E/SR.1690.

cours des deux dernières années dans la planification intégrée des activités des Nations Unies en matière de développement social. Les membres du Conseil ont réaffirmé une fois de plus la nécessité d'une intégration graduelle des objectifs et programmes sociaux et économiques. Tout en estimant que les aspects économiques et sociaux du développement devaient être examinés dans le cadre du système des Nations Unies, ils sont convenus que la Commission du développement social devait rester l'un des principaux organes spécialisés dans le domaine du développement.

235. Plusieurs membres ont demandé une intégration plus poussée des activités de la Commission avec les programmes opérationnels des Nations Unies, étant donné notamment les buts fixés pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement et la réorganisation prévue du PNUD sur la base de l'«optique nationale». Il convenait d'éviter d'aboutir à une situation dans laquelle la Commission travaillerait isolément plutôt que dans le contexte plus large de toutes les activités entreprises par les Nations Unies. Il a été demandé instamment que les équipes consultatives interdisciplinaires de développement envisagées dans le rapport du Secrétaire général sur les programmes de travail dans le domaine économique et social et des droits de l'homme (E/4793, par. 13 à 19)⁷ comprennent des experts du développement social. Un membre a exprimé l'espoir que le Conseil examine l'effet que pourrait avoir sur les politiques de développement des Nations Unies le système actuel d'examen des questions par des comités ou des commissions du Conseil et de l'Assemblée générale, puisque la question avait été posée de savoir si la pratique actuelle consistant à examiner le développement économique et social dans des organes distincts était conforme à la nouvelle conception unifiée.

236. Certains membres ont exprimé l'avis que des consultations étaient nécessaires entre les spécialistes en matière de planification du développement, le personnel de recherche et les responsables politiques et noté que le colloque sur la planification et la politique sociales qui devait se tenir à Copenhague constituerait un pas dans cette direction. On a souligné la nécessité de former des administrateurs de rang supérieur aux techniques de la planification du développement et on s'est félicité de la contribution généreuse octroyée par le Gouvernement des Pays-Bas, laquelle devrait permettre au Secrétariat de préparer un rapport définitif sur les indicateurs sociaux du développement.

237. Tout en reconnaissant qu'en raison de l'ampleur des problèmes impliqués, on avait tendance à considérer que le développement social pourrait gêner le développement économique, notamment au cours de la première étape de la croissance économique, plusieurs membres se sont accordés à déclarer qu'une analyse et une planification ayant uniquement pour objet un accroissement du revenu national pourraient être inadéquates. Les spécialistes de la planification du développement qui, le plus souvent, étaient contraints d'opérer un choix difficile lors de la répartition des ressources limitées mises à leur disposition, devraient s'efforcer d'assurer un niveau de vie minimum pour l'ensemble de la population et mettre l'accent sur les éléments du domaine du développement social susceptibles d'accroître la production. Des membres du Conseil ont souscrit aux opinions exprimées par les experts et la Commission selon lesquelles l'objectif

général devrait être une forme de développement qui ne laisse de côté aucune section de la population et qui ait pour objectifs d'assurer l'équité sociale et la participation active de larges secteurs de la population.

238. Le Conseil a consigné ces vues dans sa résolution 1494 (XLVIII), dans laquelle il a fait siennes les opinions des experts, notamment celles concernant la nécessité d'une conception unifiée de l'analyse et de la planification du développement, la nécessité d'inclure dans cette conception des éléments destinés à ne laisser aucune section de la population à l'écart de l'évolution et du développement, à effectuer des changements de structure propres à favoriser le développement national, à tendre à l'équité sociale et à donner un rang élevé de priorité au développement du potentiel humain. Il a également recommandé aux gouvernements de tenir compte de cette conception unifiée de la planification du développement dans le contexte de leurs conditions, objectifs et priorités nationales particuliers; il a approuvé le principe de la conception unifiée envisagée dans le projet de stratégie de la deuxième Décennie pour le développement et prié les organismes des Nations Unies chargés d'appliquer cette stratégie d'examiner sérieusement le rôle que jouerait la Commission du développement social dans l'appréciation continue des progrès accomplis dans cette application. Le Secrétaire général a été prié d'entreprendre, en coopération avec d'autres organismes rattachés à l'ONU, des travaux supplémentaires sur cette conception unifiée en vue de soumettre un projet de schéma à ce sujet à la Commission du développement social lors de sa prochaine session, et de présenter un rapport sur la conception unifiée le plus tôt possible. Le Secrétaire général a été prié en outre d'assurer une coordination effective des travaux entrepris dans le domaine des indicateurs sociaux du développement et d'apporter aux gouvernements toute aide utile en vue de leur permettre d'élaborer sur le plan national ou régional de tels indicateurs, susceptibles également d'être utilisés avec profit comme mesures internationales. De plus, le Secrétaire général a été prié d'inscrire à l'ordre du jour de la vingt-cinquième session de l'Assemblée générale une question intitulée: «Deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement: politique et planification sociales dans le développement national».

239. Le Conseil a également décidé d'appeler l'attention des organes responsables des préparatifs de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement sur la résolution 5 (XXI) de la Commission qui proposait quelques principes directeurs concernant la conception unifiée du développement pour qu'ils en tiennent compte dans le projet de stratégie du développement.

FACTEURS SOCIAUX LIÉS À L'AMÉLIORATION DE LA NUTRITION

240. Le Conseil a exprimé sa satisfaction à la FAO pour son rapport sur les questions sociales liées à l'amélioration de la nutrition dans les pays en voie de développement (E/CN.5/446). Lors de l'examen de ce sujet, les membres du Conseil sont convenus que l'aspect social de la nutrition devrait être examiné en même temps que les facteurs économiques et techniques (E/4809, chap. II). Il a été rappelé que la Déclaration sur le progrès et le développement dans le domaine social, adoptée par l'Assemblée générale à sa vingt-quatrième session en tant que résolution 2542

⁷ Voir chap. V, sect. D.

(XXIV) demandait l'élimination de la faim et de la malnutrition et la garantie du droit à une nutrition adéquate. Les membres du Conseil ont souscrit à l'opinion de la Commission selon laquelle la nutrition représentait un facteur crucial du développement, et que ce problème méritait d'être examiné d'urgence à l'échelon tant national qu'international. Certains membres ont fait observer que la sous-alimentation était liée à une faible production, à une distribution inéquitable, aux habitudes alimentaires et à la planification de la famille, qu'il était nécessaire de mettre en œuvre des politiques nationales intégrées, et que les ressources de la FAO, de l'OMS et du FISE devraient être augmentées de manière à faire face aux demandes croissantes d'assistance technique. Bien que l'on ait fait observer que même quelques-uns des pays développés connaissaient des difficultés en matière de nutrition, on a déclaré que la crise alimentaire chronique affectant les pays en voie de développement était en partie l'héritage du colonialisme.

241. Par sa résolution 1492 (XLVIII), le Conseil a recommandé que les gouvernements, conformément au principe du développement économique et social équilibré et intégré, adoptent, en matière d'alimentation et de nutrition, des politiques appropriées fondées sur des études adéquates des facteurs sociaux et culturels qui sont en rapport avec la consommation, en vue d'éliminer la faim et la malnutrition et de mettre les avantages d'une nutrition convenable à la portée de tous les secteurs de la population, en particulier des enfants et des autres groupes vulnérables. Elle a prié le Directeur général de la FAO, en coopération avec l'ONU et le FISE, l'OMS, l'UNESCO, le PNUD et les autres organismes intéressés, de renforcer encore l'assistance que les Nations Unies fournissent aux gouvernements pour élaborer et mettre en œuvre des politiques saines en matière d'alimentation et de nutrition et de renforcer les programmes visant à accroître les ressources alimentaires des nations et à améliorer la qualité et la distribution des produits alimentaires dans les pays en voie de développement. Le Conseil a également prié l'OMS d'intensifier, en collaboration avec la FAO, le FISE et les autres organismes appropriés des Nations Unies, les activités et les recherches concernant les aspects sanitaires de la malnutrition.

TENDANCES DE LA SITUATION SOCIALE DE L'ENFANCE *

242. Le Conseil, examinant les tendances de la situation sociale de l'enfance (E/4809, chap. III), a exprimé sa satisfaction au Secrétaire général pour la qualité de son rapport (E/CN.5/448), dans lequel il attirait l'attention sur les besoins de l'enfant et sur son droit à être suffisamment protégé et efficacement préparé à mener une vie utile. Ses membres ont également remercié le FISE pour ses activités et ses efforts en faveur de l'enfance. Le Conseil s'est déclaré extrêmement préoccupé par le sort des enfants, de plus en plus nombreux, qui sont malades, sous-alimentés et insuffisamment instruits. Au cours des débats sur l'amélioration de la situation sociale de l'enfance ont été évoquées également les mesures en vue d'améliorer l'alimentation et la nécessité de tenir compte des facteurs sociaux dans le processus de développement.

243. Par sa résolution 1493 (XLVIII), le Conseil a demandé au Secrétaire général et aux organisations

* Conformément à la résolution 1493 (XLVIII) du Conseil, l'Assemblée générale sera saisie, à sa vingt-cinquième session, d'un rapport du Secrétaire général sur les tendances de la situation sociale de l'enfance.

compétentes du système des Nations Unies d'accroître leurs efforts en vue de mieux connaître les besoins de l'enfance et de la jeunesse, d'aider les gouvernements à mettre en œuvre une action coordonnée et intersectorielle en vue de satisfaire à ces besoins et d'intensifier leur assistance aux gouvernements pendant la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement pour leur permettre de faire face à de tels besoins. Il a appelé l'attention des Etats Membres et des organisations du système des Nations Unies sur la nécessité d'accroître leurs efforts pour prévenir et combattre les souffrances des enfants et a recommandé à la communauté internationale, et notamment à l'UNESCO, d'accorder aux problèmes psycho-sociologiques que comporte le passage de l'adolescence à l'âge adulte une attention particulière en vue d'assurer une participation progressive et satisfaisante des jeunes à la société et de les préparer au rôle qu'ils devront y tenir. Le Conseil a prié le Secrétaire général de soumettre le rapport sur les tendances et la situation sociale de l'enfance (E/CN.5/448) à l'Assemblée générale à sa vingt-cinquième session et de préparer d'autres rapports sur des aspects particuliers de la question à intervalles appropriés.

RÉFORME AGRAIRE

244. Les membres du Conseil ont partagé la préoccupation de la Commission (E/4809, chap. V) devant la lenteur des progrès réalisés par la réforme agraire au cours de la dernière décennie, particulièrement en ce qui concernait les principaux objectifs sociaux de cette réforme. A propos de la note du Secrétaire général relative aux incidences de la "révolution verte" pour les petits agriculteurs, les exploitants à bail et les ouvriers agricoles sans terre (E/CN.5/444), les membres du Conseil ont remercié le Secrétaire général d'avoir donné au Conseil et à la Commission les premiers renseignements disponibles sur les problèmes nouveaux accompagnant la révolution verte. Ils ont reconnu que les investissements relativement élevés et la technique perfectionnée que réclamait la culture des nouvelles variétés de céréales à haut rendement risquaient d'empêcher les petits exploitants de prendre vraiment leur part des avantages du développement et pourraient faire naître des problèmes sociaux si des mesures n'étaient pas prises pour y faire face. Ils ont approuvé l'élaboration par l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social, en consultation avec le Secrétariat, la FAO et l'OIT, d'un programme intensif d'études des incidences de la révolution verte.

245. Les membres du Conseil ont fait observer que la réforme agraire et les aspects politiques, sociaux, économiques et autres du développement étaient étroitement interdépendants et qu'il fallait aborder la première sous tous ses angles, du fait qu'elle constituait un facteur fondamental pour l'amélioration de la situation des pays en voie de développement dont l'économie, pour la plupart, était fondée sur l'agriculture. Ils ont noté que les experts en matière de politique et de planification sociales dans le développement national avaient fort justement souligné dans leur rapport (E/CN.5/445 et Cor.1) que les principaux obstacles au développement étaient la concentration excessive des richesses, le système des grandes familles et des groupes fondés sur les liens de parenté, le manque de mobilité et une structure politique et sociale fondée sur l'inégalité, qui retardaient les progrès de la réforme agraire. Plusieurs membres ont admis avec la Com-

mission qu'indépendamment des décisions politiques à prendre par les gouvernements, cette absence de progrès provenait souvent du fait que l'on accordait une attention insuffisante à des mesures de soutien comme la fourniture de crédits, de services de vulgarisation et la création d'industries de transformation des produits agricoles, et que le fait que les programmes de réforme agraire étaient fréquemment conçus isolément, en dehors du cadre plus large des politiques nationales de développement, tendait à réduire l'effet de l'augmentation de la productivité et des autres transformations introduites dans les zones rurales (E/4809, par. 93).

246. Par sa résolution 1495 (XLVIII), le Conseil a demandé instamment au Secrétaire général que, dans les préparatifs en vue de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, il soit tenu pleinement compte du rôle d'une réforme agraire d'ensemble et il a recommandé que lui-même et les chefs des organismes intéressés des Nations Unies accordent une priorité plus élevée qu'auparavant à l'aide financière et technique qu'il convenait d'accorder aux pays membres pour des projets concernant la réforme agraire, le développement des institutions rurales, y compris les coopératives, et la planification intégrée de l'utilisation des terres. Le Conseil a recommandé que les gouvernements des Etats membres, entre autres, tiennent pleinement compte de la nécessité d'entreprendre la réforme agraire lors de l'élaboration et de l'exécution de leurs plans nationaux de développement, et prennent des mesures en vue d'éliminer les inégalités sociales, de réaliser une meilleure répartition des revenus et d'assurer le relèvement du niveau de vie des populations rurales. Il a recommandé que le Secrétaire général désigne un expert hautement qualifié, spécialiste des aspects sociaux et de la planification d'ensemble de la réforme agraire, pour participer aux travaux du Comité spécial de la FAO pour la réforme agraire, et que le Secrétaire général, en consultation avec la FAO et l'OIT, présente au Conseil, par l'intermédiaire de la Commission du développement social le cas échéant, un résumé du rapport du Comité de la FAO avec des recommandations concernant les politiques et les programmes d'action à appliquer dans la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement. Le Conseil a appuyé la proposition faite par l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social d'entreprendre, en consultation avec la Division du développement social du Secrétariat de l'ONU, la FAO et l'OIT, un programme intensif d'études sur les incidences de la "révolution verte".

PROGRAMME DE TRAVAIL DE LA COMMISSION DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL

247. Les membres du Conseil, en examinant les débats de la Commission sur son programme de travail (E/4809, chap. VI) et les commentaires présentés par le Comité du programme et de la coordination (E/4846/Rev.1)^{5, 6}, ont pris note avec satisfaction de la décision prise par la Commission sur la suggestion présentée par le Secrétaire général selon laquelle elle devrait entreprendre un examen récapitulatif de son programme actuel de travail à sa vingt-deuxième session, en 1971, à la lumière des événements survenus depuis 1969 et des besoins de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement. Plusieurs membres ont été en faveur de la mise en œuvre d'un

projet du programme de travail relatif à une conférence sur la participation de la jeunesse à la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement à organiser en 1971. Un membre a exprimé l'opinion que le programme de travail était surchargé de sujets qui semblaient sans importance et secondaires; il a suggéré de les éliminer du programme de travail et d'étendre ce programme de cinq à six ans, puisque la Commission tiendrait désormais ses sessions tous les deux ans. Il faudrait également tenir compte pour l'établissement du programme de travail révisé de la Déclaration sur le progrès et le développement dans le domaine social.

INSTITUT DE RECHERCHE DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL

248. Le Conseil a accueilli favorablement le rapport de l'Institut pour 1969 (E/CN.5/453) et les discussions dont il a fait l'objet à la Commission (E/4809, chap. VIII). Il a exprimé son intérêt pour l'œuvre réalisée par l'Institut dans le domaine de la recherche en vue de mettre au point des systèmes d'indicateurs propres à signaler les tendances dangereuses dans les conditions sociales nationales et à servir d'instruments de mesure pour évaluer les progrès réalisés par les institutions sociales et les programmes sociaux. Il a estimé que l'Institut devrait recevoir une aide financière beaucoup plus importante des Etats membres. Deux membres du Conseil ont annoncé que leur gouvernement avait décidé d'apporter des contributions financières à l'Institut. La proposition de ce dernier d'entreprendre un projet de recherche sur les incidences de la révolution verte a reçu l'approbation générale, approbation qui apparaissait dans la résolution 1495 (XLVIII) du Conseil. On a exprimé l'espoir que le PNUD accorderait une aide financière au projet et aux futurs programmes qui en découleraient. On a suggéré que l'Institut, en établissant et en mettant en œuvre les autres projets à l'examen, s'attache à l'utilité pratique plutôt qu'à la théorie. Un avertissement a cependant été lancé par une délégation qui a estimé que tant qu'il ne recevait pas de contributions beaucoup plus importantes des gouvernements et d'autres sources, l'Institut devrait éviter d'éparpiller ses ressources entre de trop nombreux projets, afin de ne pas nuire à l'efficacité de son travail.

DÉCLARATION DES DROITS DU DÉFICIENT MENTAL

249. Plusieurs membres du Conseil, au cours de l'examen des débats de la Commission sur le projet de déclaration sur les droits du déficient mental (E/4809, chap. X), ont exprimé leur préoccupation devant le sort des déficients mentaux qui constituent un groupe social vulnérable. Ils ont estimé qu'il faudrait accorder davantage d'attention, aussi bien au niveau national qu'international, à l'amélioration du sort des déficients mentaux afin que leurs droits à l'éducation, au travail et à la protection sociale soient davantage assurés. Ils ont exprimé l'espoir que la Commission pourrait maintenir cette question à l'ordre du jour de sa prochaine session et prendre alors une décision en la matière.

B. — Habitat, construction et planification

250. A sa quarante-huitième session, le Conseil a tenu l'ordre du jour des documents et après le rapport du Comité

⁵ Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-huitième session, Supplément no 9.
⁶ Voir chap. XII.

⁷ Question traitée à l'ordre du jour préliminaire de la vingt-deuxième session de l'Assemblée générale.
⁸ E/AC/1/UR/62 A 62, C.7, E/11.103, 104.

de l'habitation, de la construction et de la planification sur sa sixième session (E/4758¹¹ et Corr.1 et 2); partie du rapport de la Commission du développement social (vingt et unième session) ayant trait à l'habitation, à la construction et à la planification (E/4809, par. 149-164); partie du rapport du Comité du programme et de la coordination (cinquième session) qui concernait le programme de travail dans le domaine de l'habitation, de la construction et de la planification (E/4846/Rev.1)¹²; rapport du Secrétaire général sur la campagne destinée à appeler l'attention du monde sur les problèmes du logement (E/C.6/92 et Add.1), qui avait été établi conformément à la résolution 1300 (XLIV) du Conseil.

HABITATION, CONSTRUCTION ET PLANIFICATION DANS LE CADRE DE LA DEUXIÈME DÉCENNIE DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT

251. Le Conseil a été informé que le Comité de l'habitation, de la construction et de la planification avait conclu, à sa sixième session, que l'urbanisation constituait le plus important des problèmes qu'il devait examiner dans le cadre de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement. On avait estimé qu'en quinze ans la population urbaine doublerait et que, dans certains pays, l'expansion urbaine était deux fois aussi rapide que l'accroissement démographique considéré dans son ensemble. On avait exprimé l'opinion qu'il convenait de reconnaître le rôle que l'urbanisation devrait vraiment jouer dans le développement national et qu'il faudrait tenir compte de l'importance primordiale des villes en tant que pivot de la stratégie du développement. Les participants avaient souligné la nécessité d'intégrer le développement physique au développement économique et social; ils avaient insisté tout autant sur la nécessité d'améliorer la situation dans les campagnes, faute de quoi la migration vers les villes se poursuivrait et entraînerait l'aggravation de la situation dans celles-ci. Le Comité avait aussi recommandé que, pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, l'ONU n'adopte pas d'objectifs spécifiques dans ce secteur. L'opinion du Comité était fondée sur le rapport du Secrétaire général sur l'habitation, la construction et la planification dans le cadre de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement (E/C.6/90); le Comité avait accueilli très favorablement ce document en recommandant de le publier et de lui assurer une large diffusion.

252. L'attention du Conseil a été attirée sur le fait que la stratégie internationale du développement à appliquer pendant la deuxième Décennie, telle qu'elle était définie dans le rapport du Comité préparatoire sur sa cinquième session (A/7962), stipulait parmi ses objectifs qu'il fallait augmenter le nombre de logements et améliorer ceux-ci afin d'aider en particulier les groupes à faible revenu et de remédier aux maux dus à une expansion chaotique des villes. Le Comité préparatoire pour la Conférence des Nations Unies sur le milieu humain avait pareillement recommandé que l'on procède à une étude d'ensemble des problèmes des milieux urbain et rural, et notamment ceux concernant l'habitation, l'élimination des taudis et la rénovation urbaine et les installations collectives.

253. On a fait observer que le Comité de l'habitation, de la construction et de la planification avait

examiné un projet de résolution sur la crise dans les centres de peuplement, dans lequel les auteurs, attirant l'attention sur la gravité croissante des problèmes en matière d'habitation et d'urbanisation, recommandaient aux Etats Membres et au Secrétaire général de prendre des mesures en vue d'atteindre certains objectifs. Faute de temps pour polir le libellé du projet de résolution, le Comité l'avait approuvé en principe, recommandant qu'il soit examiné par le Conseil.

254. Au cours du débat, de nombreux membres du Conseil ont parlé des problèmes que leurs pays respectifs avaient rencontrés dans le secteur de l'habitation, de la construction et de la planification, ainsi que des résultats remportés. Ils ont approuvé en général l'opinion du Comité de l'habitation, de la construction et de la planification au sujet de la stratégie pour la deuxième Décennie; néanmoins, certains membres se sont déclarés déçus que le rapport du Comité ne comporte pas de recommandations spécifiques touchant les objectifs de la Décennie. On a rappelé à ce sujet la recommandation du Comité préparatoire de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement (A/7962, par. 66). Bien que les recommandations du Comité préparatoire fussent en général acceptables pour le Conseil, selon certaines délégations, elles laissaient elles aussi à désirer, tout au moins pour ce qui était de l'ampleur de leur portée. De l'avis d'aucuns, le Comité préparatoire semblait considérer la question de l'habitation comme un problème isolé, au lieu de le placer dans le contexte de la planification physique globale, y compris l'implantation des zones industrielles. Pis encore, les objectifs de la deuxième Décennie du développement ne concernaient pas les problèmes du logement dans les campagnes, la nécessité d'adopter des mesures de lutte contre la spéculation foncière sur les lotissements urbains et ruraux, ni la mise en place d'installations et de services dans les logements destinés aux groupes à faible revenu dans les zones urbaines.

255. L'attention du Conseil a été attirée sur le fait que l'industrie de la construction était une source importante d'emplois et que, pour la main-d'œuvre obligée d'abandonner l'agriculture, elle était devenue une sorte d'étape de transition. La création de nouveaux emplois étant l'une des tâches à entreprendre pendant la deuxième Décennie du développement, il serait utile d'examiner la création d'un programme combiné de constructions de logements et de formation qui constituerait l'un des moyens d'atteindre cet objectif. On a aussi estimé que l'ordre de priorité pour les investissements dans le secteur privé n'avait pas été examiné convenablement et que, par conséquent, dans de nombreux pays, la politique économique et monétaire favorisait des industries de luxe hautement profitables aux dépens d'entreprises s'occupant de biens et services aussi nécessaires que le logement et les installations collectives.

256. De nombreuses délégations ont exprimé leur sympathie pour les fins visées par le projet de résolution proposé par le Comité de l'habitation, de la construction et de la planification. Toutefois, on a estimé, en général, que ce texte devrait faire l'objet de remaniements plus importants que de simples retouches de rédaction. A la suite de consultations intensives, un nouveau projet a été présenté au Conseil. Ce texte se divisait en deux parties: dans la première partie, examinée ultérieurement (voir par. 261 et 262), le Conseil priait le Secrétaire général de prendre certaines mesu-

¹¹ Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-neuvième session, Supplément n° 2.
¹² Ibid., Supplément n° 9.

res ayant trait à ses résolutions précédentes touchant a) une campagne destinée à concentrer l'attention sur l'habitation, b) le financement de l'habitation; dans la deuxième partie, il était recommandé que l'Assemblée générale examine un projet de résolution traitant du rôle de l'habitation, de la construction et de la planification dans le cadre de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement. Les projets de résolutions, qui indiquaient certaines raisons pour lesquelles des résultats n'avaient pas été obtenus dans ce secteur pendant la première Décennie du développement, recommandaient notamment que les pays avancés et les organisations internationales compétentes apportent une "contribution majeure" en fournissant une assistance accrue, technique et financière aux pays en voie de développement pour les fins expresses définies dans le texte. Il était aussi demandé que l'on renforce le Centre de l'habitation, de la construction et de la planification du Secrétariat de l'ONU.

257. De nombreux membres du Conseil, tout en approuvant l'esprit de la proposition, estimaient qu'il s'agissait d'un texte entièrement nouveau plutôt que d'une amélioration du texte proposé par le Comité. Selon eux, le Conseil n'avait ni le temps ni la compétence requise pour examiner de façon approfondie une déclaration de grande portée au sujet d'un sujet très important; c'était au comité technique compétent qu'il incombait de présenter un texte mûrement débattu sur lequel le Conseil se prononcerait. Certains membres ont proposé de renvoyer la question au Comité de l'habitation, de la construction et de la planification; d'autres préféraient reporter l'examen du texte à la cinquantième session du Conseil. Il a été signalé toutefois que, la session suivante du Comité de l'habitation, de la construction et de la planification étant prévue pour 1971, soit après la cinquantième session du Conseil, l'examen de la question par le Conseil serait retardé de deux ans. On a fait valoir que si le Comité n'avait pas réussi à élaborer un projet de résolution, il était d'autant plus nécessaire que le Conseil s'attaque au problème avec une vigueur accrue. On a aussi rappelé qu'à sa session suivante, qui serait la vingt-cinquième, l'Assemblée générale devait examiner la question de l'habitation, de la construction et de la planification, laquelle recevrait priorité. On a proposé que le Conseil prie l'Assemblée de tenir compte du projet de résolution au cours de ses délibérations. D'un autre côté, on a maintenu que si le Conseil ne se prononçait pas, l'Assemblée serait privée des lumières que le Conseil est le seul à pouvoir jeter en ce qui concerne les sujets de sa compétence. En fin de compte, les auteurs du projet de résolution ont indiqué qu'ils seraient disposés à retirer la deuxième partie de leur texte destiné à l'Assemblée générale, étant entendu qu'il figurerait dans le rapport du Conseil. Le texte du paragraphe supprimé est le suivant:

"[Le Conseil économique et social]

"6. Recommande à l'Assemblée générale d'examiner le projet de résolution ci-après:

"L'Assemblée générale,

"Rappelant ses résolutions 2036 (XX) et 2598 (XXIV),

"Regrettant que la première Décennie pour le développement n'ait pas réussi à améliorer les conditions de logement dans la plupart des pays, en raison notamment:

"a) Du rang de priorité national et international relativement bas attribué aux programmes dans ce domaine,

"b) Du manque de ressources disponibles dans les pays en voie de développement pour l'exécution de tels programmes, et

"c) De l'absence d'une conception intégrée et globale des plans et programmes d'habitation, de construction et de planification dans les plans d'ensemble de développement national,

"Notant avec satisfaction que la stratégie de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement comporte des objectifs et des directives dans le domaine de l'habitation, de la construction et de l'urbanisation,

"1. Recommande que les Etats Membres et les organes de l'Organisation des Nations Unies intéressés accordent une plus haute priorité à la formulation de politiques et de programmes précis, et à long terme dans le domaine de l'habitation, de la construction et de la planification, compte dûment tenu d'un développement régional équilibré fondé sur les objectifs et les politiques établis dans la stratégie de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement;

"2. Recommande en outre que les Etats Membres entreprennent, selon qu'il conviendra:

"a) Une étude de la législation régissant la propriété et la cession des terres et des bâtiments;

"b) L'établissement de plans généraux pour l'utilisation des terres et la création d'une infrastructure appropriée;

"3. Recommande que les pays avancés et les organisations internationales apportent une "contribution majeure" en fournissant une assistance accrue, technique et financière, aux pays en voie de développement pour:

"a) L'élaboration par chaque pays d'un programme de logement pour les années 70 qui soit pleinement intégré dans ses plans de développement national et comprenne des arrangements d'ordre institutionnel et matériel relatifs à l'utilisation des terres;

"b) L'établissement de centres nationaux et régionaux pour l'étude et l'essai de techniques de construction d'habitations à bon marché et d'activités y relatives, y compris l'amélioration de l'utilisation des matériaux de construction locaux et, le cas échéant, l'utilisation de matériaux de construction nouveaux;

"c) L'établissement d'instituts nationaux de formation, de planification régionale et physique, d'habitation et de construction;

"d) L'établissement de projets pilotes de logements à bon marché, à titre d'étape nécessaire sur la voie de l'établissement de grands programmes de logement dans les pays en voie de développement;

"e) L'institution de pratiques et d'organismes financiers appropriés à l'échelon national;

"4. Recommande que l'on accorde plus d'attention au logement rural et aux services d'aménagement du milieu dans les travaux entrepris par le Comité de l'habitation, de la construction et de la planification;

"5. Recommande que l'on accorde une haute priorité au renforcement du Centre de l'habitation, de la construction et de la planification et qu'on lui attribue à cet effet des ressources plus importantes et du personnel supplémentaire."

CAMPAGNE DESTINÉE À APPELER L'ATTENTION DU MONDE SUR LES PROBLÈMES DU LOGEMENT

258. Le Conseil économique et social a examiné la question d'une campagne destinée à appeler l'attention du monde sur les problèmes du logement à sa quarante-neuvième session. Il a été rappelé que le Conseil était saisi de la question pour la troisième fois. En 1967, le Conseil avait, dans sa résolution 1223 (XLI) prié le Secrétaire général de rédiger un rapport contenant ses recommandations sur les moyens les plus appropriés d'appeler l'attention du monde sur ce sujet, de mobiliser dans le monde entier les possibilités d'action pour l'exécution de programmes déterminés et d'encourager les gouvernements à accorder une place plus importante à ce secteur dans l'établissement de leurs programmes de développement et qu'il présenterait pour examen au Comité de l'habitation, de la construction et de la planification. Après examen des recommandations du Secrétaire général (E/C.6/63), le Conseil économique et social avait, sur la recommandation du Comité de l'habitation, de la construction et de la planification, adopté une résolution [1300 (XLIV)] dans laquelle il priait le Secrétaire général de s'assurer du soutien pratique que les Etats Membres apporteraient à une campagne dans ce domaine, et de faire rapport au Conseil sur la question par l'intermédiaire du Comité de l'habitation, de la construction et de la planification. Le rapport établi conformément à la résolution 1300 (XLIV) (E/C.6/92 et Add.1) avait été examiné par le Comité et porté à l'attention du Conseil économique et social. Il contenait les opinions de 78 Etats Membres indiquant une majorité écrasante en faveur du lancement d'une campagne destinée à appeler l'attention du monde sur les problèmes du logement, bien que certains gouvernements aient formulé des réserves quant aux incidences financières de la campagne, et se soient inquiétés du fait que, si elle n'était pas bien conçue, la campagne risquait de susciter des espérances utopiques dans le monde. Le CAC a déconseillé la campagne étant donné que c'était une activité sectorielle et que le Conseil économique et social n'était pas favorable à la prolifération des années internationales.

259. Toutefois, le Secrétaire général, tenant compte des vues de la majorité des Etats Membres, avait décidé de recommander au Conseil d'approuver la campagne et d'autoriser la création d'un groupe consultatif pour l'aider à l'organiser. A sa sixième session, le Comité de l'habitation, de la construction et de la planification avait examiné à fond les propositions relatives à la campagne et les opinions qui s'y rapportent, telles qu'elles sont présentées dans le rapport du Secrétaire général (E/C.6/92) et était persuadé, comme lors des sessions antérieures, qu'une campagne était nécessaire. Il a souhaité que la campagne se poursuive pendant toute la deuxième Décennie du développement et a invité instamment le Conseil à approuver la ligne d'action proposée par le Secrétaire général. Il avait souligné que l'impulsion principale de la campagne était de persuader les gouvernements d'accorder plus d'attention aux problèmes de l'habitation, de la construction et de la planification et d'encourager les gens à avoir des initiatives personnelles, et qu'en aucun cas

la campagne ne devrait susciter des aspirations qui ne correspondraient pas aux moyens dont on dispose pour les réaliser. La campagne devait également encourager et coordonner les offres volontaires d'assistance que feraient les groupes professionnels et les organisations non gouvernementales intéressés. Il avait également été suggéré que la campagne pourrait peut-être se dérouler en trois étapes: a) une période préparatoire d'expérimentation comportant l'organisation des activités, notamment des conférences dans quatre pays, peut-être pour chaque région qui aurait indiqué qu'elle s'intéressait au projet, en vue d'étudier les méthodes, les thèmes et les moyens les plus susceptibles d'atteindre la population en général et les responsables de l'élaboration des politiques en particulier; b) une période d'activité intensive pendant laquelle l'expérience acquise, grâce à la première étape, serait appliquée à une plus grande échelle et où l'on pourrait peut-être proclamer une année internationale de l'habitation; c) une période consécutive qui serait consacrée à l'évaluation et à la consolidation des résultats pratiques obtenus.

260. L'examen de la question par le Conseil économique et social¹⁰ a montré que la plupart des délégations considéraient qu'elle faisait partie de l'effort international global à déployer dans ce domaine pendant la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement. La plupart des membres, qui ont appuyé l'idée de la campagne, ont estimé que c'était une mesure nécessaire si l'on veut porter, pendant la Décennie, les programmes d'habitation, de construction et de planification à un niveau que justifierait l'importance de ce secteur dans le développement économique et social. Il a été avancé qu'une campagne pourrait contribuer à obtenir ce résultat en mobilisant l'opinion mondiale en faveur de ce secteur en persuadant les autorités intéressées de son importance pour le développement national, en stimulant la construction et en créant des emplois, étant donné que les programmes d'information pendant la campagne proposée devaient être complétés par des projets pratiques qui mettraient particulièrement l'accent sur des méthodes d'auto-assistance. De nombreux membres de ce groupe appuieraient l'idée d'une campagne sans la proclamation d'une année internationale de l'habitation, mais ils se rallieraient à la majorité si elle demandait que cette mesure soit prise dans le cadre de la campagne. Certains des membres, qui ont appuyé la campagne, ont demandé que ses objectifs soient précisés afin de garantir qu'elle aurait des résultats concrets pour les pays en voie de développement. Ceux qui n'étaient pas en faveur de la campagne proposée se sont référés aux vues négatives du CAC, à la Conférence des Nations Unies sur le milieu humain, qui pourvoirait, en partie, à la nécessité de lancer cette campagne en s'attachant notamment aux problèmes que posent l'habitation, la construction et la planification, le manque de fonds et le fait qu'il n'est pas certain que cette méthode permettra d'aboutir à des résultats concrets. Un membre a suggéré que l'ensemble de la question pourrait très bien être renvoyé jusqu'au milieu de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement. Ces observations ne visaient pas à déprécier l'importance de ce secteur, mais portaient sur l'opportunité de la proposition. En outre, les membres qui ont exprimé ces opinions étaient disposés à se rallier à la majorité du Conseil.

261. Plusieurs membres du Conseil souhaitaient disposer de propositions tendant à une action plus

spécifique que la création d'un groupe consultatif qui pourrait aider le Secrétaire général à dresser des plans en vue de la campagne. Dans la première partie du projet de résolution déjà mentionné (voir par. 256 ci-dessus), le Secrétaire général est prié de soumettre au Conseil, à sa cinquantième session, des propositions en vue d'une campagne orientée spécialement vers certains objectifs qu'elle devrait viser à atteindre. Ces objectifs ne sont pas acceptables, sous la forme actuelle, pour un nombre important de membres du Conseil économique et social qui ont fait valoir qu'ils n'avaient pas eu le temps de les examiner à fond. D'autre part, comme il a déjà été signalé, on a dit qu'il appartenait au comité technique intéressé d'étudier ces objectifs avant que le Conseil ne les examine. Il a également été suggéré, comme il a été indiqué ci-dessus, que la question pourrait être renvoyée à la cinquantième session du Conseil économique et social. Les auteurs de la proposition sont cependant convenus de supprimer ladite liste d'"objectifs" de leur projet de résolution, à condition que ceux-ci figurent dans le rapport du Conseil économique et social. Les objectifs supprimés sont les suivants:

"Dans les pays développés:

"a) Accorder une plus haute priorité aux programmes dans le domaine de l'habitation, de la construction et de la planification;

"b) Faire prendre mieux conscience de la crise du logement dans les villes et dans les campagnes, et des conséquences néfastes qu'elle a pour le développement économique et social;

"c) Susciter l'appui des gouvernements de ces pays développés, des groupes professionnels, des organisations non gouvernementales et du public en général, quant à la nécessité de mettre sur pied des programmes concrets dans le domaine de l'habitation, de la construction et de la planification dans les pays en voie de développement et d'assurer la mobilisation et l'apport de ressources, aussi bien financières que techniques, à ces pays;

"Dans les pays en voie de développement:

"a) Accorder une plus haute priorité aux programmes dans le domaine de l'habitation;

"b) Intégrer la planification des programmes dans le domaine de l'habitation, de la construction et de la planification dans les plans d'ensemble de développement national;

"c) Mobiliser davantage de ressources pour les programmes dans ce domaine et notamment établir, si besoin est, des institutions financières pour stimuler l'épargne nationale et accorder des prêts aux fins d'investissement dans le domaine de l'habitation, de la construction et de la planification;

"d) Promouvoir des programmes reposant sur les méthodes d'auto-assistance pour améliorer les logements, les quartiers et les installations communautaires, en utilisant au maximum les matériaux de construction locaux, les méthodes de construction traditionnelles et les méthodes coopératives;

"e) Accroître les programmes de formation professionnelle et semi-professionnelle et adopter toutes les mesures possibles pour favoriser l'échange de données d'expérience utiles entre les pays;

"f) Organiser des réunions régionales et sous-régionales, à l'échelon ministériel et sur le plan technique, pour examiner les problèmes et les politiques dans ce domaine et formuler des objectifs

et des programmes conformes aux buts de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement."

262. Dans sa résolution 1507 (XLVIII), qu'il a adoptée en se fondant sur cette proposition, telle qu'elle avait été modifiée, le Conseil économique et social a reconnu qu'il est urgent, dans le cadre de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, d'accorder la priorité aux programmes d'habitation, de construction et de planification aux échelons national et international, d'allouer des ressources financières accrues à ces programmes et de promouvoir le rôle de ce secteur dans le développement économique et social. Il a également prié le Secrétaire général de lui soumettre, à sa cinquantième session, des propositions conçues sous une forme nouvelle en vue de la campagne, compte tenu des opinions des Etats membres (E/C.6/92) et des objectifs présentés ci-dessus (voir par. 261 ci-dessus). Il l'a prié en outre d'inclure notamment dans le rapport qu'il doit présenter le plus tôt possible au Conseil, par l'intermédiaire du Comité de l'habitation, de la construction et de la planification, conformément à la résolution 1170 (XLI) du Conseil, ses observations sur la nouvelle institution internationale dont il est traité dans le document E/C.6/98 destinée à renforcer l'épargne nationale et les facilités de crédit dans le domaine de l'habitation et de l'aménagement urbain.

PROGRAMME DE TRAVAIL

263. Le Conseil a été informé que le Comité de l'habitation, de la construction et de la planification avait adopté un programme de travail à long terme pour une période de six ans (1970-1975) qui devait être réexaminé tous les deux ans compte tenu des résultats obtenus et des ressources disponibles. On a également fait observer que le programme de travail s'inscrivait dans le cadre conceptuel des besoins existants dans ce domaine et que les priorités établies visaient à produire des résultats concrets au cours de la prochaine Décennie pour le développement. Le Comité a réexaminé le rôle qui lui revenait dans ce processus et a indiqué qu'il continuerait à définir les besoins existants dans ce secteur, notamment ceux des pays en voie de développement, et à conseiller le Centre quant à la nature et aux priorités des programmes envisagés. Il a été dit que le Centre jouerait un rôle de catalyseur et de coordinateur et n'entreprendrait pas lui-même de recherches de base. Le Comité souhaitait rester au courant des faits ayant trait à la mise en œuvre du programme de travail entre ses sessions biennales, afin de pouvoir s'acquitter de ses fonctions efficacement. C'est pourquoi il a demandé que des renseignements soient communiqués régulièrement à ses membres et aux gouvernements intéressés. Il a également demandé que la quantité considérable de renseignements et de données dont disposait le Centre soit portée à l'attention des Etats membres et s'est déclaré d'avis que la publication d'un bulletin régulier serait la meilleure méthode pour y parvenir.

264. On a appelé l'attention du Conseil sur la coopération croissante entre le Centre, les commissions économiques régionales et les institutions spécialisées intéressées et sur la coordination de leurs programmes de travail dans ce domaine. On a rappelé qu'à la fois le Comité de l'habitation, de la construction et de la planification et le Comité du programme et de la coordination regrettaient que la Commission économique

pour l'Amérique latine n'ait pas de service s'occupant des questions d'habitation.

265. Le Conseil a été informé que l'assistance aux pays en voie de développement continuait d'être la principale tâche du Centre de l'habitation, de la construction et de la planification et, qu'en 1969, 51 pays avaient bénéficié des services de 150 experts. En outre, des conseillers interrégionaux avaient entrepris des missions à court terme dans 26 pays. Finalement, les dépenses totales consacrées à l'assistance technique dans ce domaine avaient augmenté d'environ un million de dollars; en outre, 20 projets ont été approuvés jusqu'ici au titre du Fonds spécial.

266. On a appelé l'attention du Conseil sur des rapports intérimaires sur le travail accompli dans les secteurs subsidiaires de l'habitation, de la construction et de la planification. Dans le domaine de l'habitation, quoique la situation ait continué à se détériorer et que l'ampleur même du problème ait eu tendance à décourager certains gouvernements de prendre des mesures appropriées pour remédier à cette situation, on a également noté quelques indices heureux tels que l'intérêt croissant à l'égard de l'habitation dans les zones rurales et du logement coopératif. Pour le financement de l'habitation et des services collectifs, les travaux en cours conformément à la résolution 1170 (XLI) du Conseil montraient que les gouvernements prenaient de plus en plus conscience de l'importance de mesures financières appropriées pour encourager le progrès de l'habitation, et l'on étudiait quelques méthodes nouvelles à cette fin. Pour la construction, on s'attachait particulièrement, entre autres, à l'industrialisation, aux mesures permettant de réduire les coûts et à la mise au point de matériaux de construction locaux. On reconnaissait aussi pleinement l'importance de méthodes de construction à forte intensité de main-d'œuvre comme l'un des moyens de pallier le chômage. Dans le domaine de la planification physique, des études entreprises récemment par des experts de l'ONU confirmaient la détérioration des conditions de vie dans les villes dans de nombreux pays. Il a été dit que l'on rassemblait actuellement des renseignements communiqués par les Etats membres en vue de mettre au point des recommandations concernant les politiques à appliquer à l'utilisation du sol dans les zones urbaines, à la disponibilité de sol et au contrôle de l'utilisation du sol. Pour tous les secteurs subsidiaires mentionnés, le Secrétariat avait rédigé et poursuivait plusieurs études, comme indiqué dans le programme de travail du Comité de l'habitation, de la construction et de la planification.

267. S'agissant de la résolution 1299 (XLIV) du Conseil, relative à une enquête mondiale sur le logement, on a fait observer que l'Assemblée générale avait approuvé, dans sa résolution 2598 (XXIV), la demande du Conseil selon laquelle des enquêtes quinquennales devaient remplacer les rapports bien-naux, et que le Secrétaire général avait consulté l'Organisation internationale du Travail à ce sujet, comme demandé par le Conseil. De plus, d'après la résolution de l'Assemblée générale, l'enquête devait être achevée aussitôt que possible, et en 1975 au plus tard.

268. Le Conseil a été informé que le rapport du Secrétaire général sur les buts et le cadre directeur général des programmes pilotes de démonstration (E/4453), rédigé conformément à la résolution 1224

(XLII) du Conseil, insistait sur le caractère urgent des problèmes d'urbanisation rencontrés dans de nombreux pays en voie de développement. Il a été souligné que des missions avaient déjà été envoyées dans plusieurs pays d'Asie et d'Amérique latine et que l'on en prévoyait une autre pour l'Afrique. Cet effort suscitait une réaction encourageante de la part de nombreux gouvernements et l'on espérait que plusieurs projets fonctionneraient en 1970.

269. Le Conseil a été informé que, comme suite à sa résolution 1301 (XLIV), relative à l'établissement d'un institut international pour la documentation en matière d'habitation, de construction et de planification, le Secrétaire général avait lancé un appel aux Etats Membres leur demandant des contributions financières volontaires, et n'avait reçu que trois annonces de contribution qui s'élevaient à un total insuffisant. Le Comité de l'habitation, de la construction et de la planification avait, à sa sixième session, prié le Secrétaire général de poursuivre ses efforts pour persuader les gouvernements de fournir un appui financier à ce projet. Selon un membre du Conseil, il ne semblait pas réaliste, dans les conditions actuelles, de continuer à s'efforcer de recueillir des fonds, et l'avis a été exprimé qu'il y avait lieu de réévaluer les stipulations de la résolution en question. Il a été convenu que l'insuffisance des contributions était due au faible degré de priorité généralement accordé à l'habitation, à la construction et à la planification, et que le lieu d'implantation de l'institut n'avait rien à voir avec la question.

270. Au cours du débat qui a suivi, les membres du Conseil se sont félicités de l'orientation et de la durée du programme de travail, dont certains ont dit que c'était la partie la plus importante du rapport du Comité. D'autres ont considéré avec satisfaction la demande du Comité tendant à ce que des renseignements soient communiqués régulièrement à ses membres et à tous les Etats Membres, sous la forme d'un bulletin. Plusieurs voix se sont élevées contre l'utilisation de séminaires; d'autres ont déclaré que les séminaires étaient parmi les moyens les plus profitables d'utiliser des ressources limitées, dans la mesure où des séminaires bien organisés pouvaient influencer le personnel de rang élevé, chargé d'établir les politiques, les techniciens et les administrateurs. Les problèmes de l'utilisation du sol et de la spéculation foncière ont été cités par certains comme des obstacles majeurs au développement de l'habitation. Selon un point de vue, le transfert à l'Etat de la propriété des terres était une réforme nécessaire et devait commencer par l'expropriation des terres par les municipalités. Plusieurs délégations ont souligné l'observation formulée par le Comité du programme et de la coordination sur l'insuffisance des ressources mises à la disposition du Centre de l'habitation, de la construction et de la planification (E/4846/Rev.1)¹², comme noté dans la résolution adoptée par le Conseil. La mobilisation des ressources intérieures et extérieures a suscité des observations de la part de la plupart des délégations. Un membre a souligné les succès obtenus grâce à des institutions d'épargne et financières bénéficiant de l'appui du gouvernement et contrôlées par lui qui consentent des prêts à des conditions raisonnables aux fins de l'habitation à bon marché. D'autres membres ont également décrit les mesures adoptées dans leur pays pour le financement de l'habitation. On s'est beaucoup intéressé à la mobilisation de ressources extérieures et aux propositions concernant une éventuelle

nouvelle institution internationale qui favoriserait l'épargne intérieure et les facilités de crédit aux fins de l'habitation et du développement urbains, comme il est mentionné dans le rapport du Secrétaire général sur le financement de l'habitation et des services collectifs (E/C.6/98). La mention de l'institution internationale proposée a fait l'objet de sévères critiques.

271. Le Conseil a adopté à l'unanimité la résolution 1498 (XLVIII), dans laquelle il prenait note du rapport du Comité de l'habitation, de la construction et de la planification sur sa sixième session (E/4758) et approuvait le programme de travail qui y figurait.

MÉTHODES APPLICABLES AUX RAPPORTS

272. Le Conseil a été informé, que; vu le calendrier des sessions biennales de la Commission du développement social et du Comité de l'habitation, de la construction et de la planification, la Commission avait recommandé, à sa vingt et unième session, que le Comité fasse rapport directement au Conseil (et non par l'intermédiaire de la Commission, comme stipulé dans la résolution 908 C (XLIV) du Conseil), étant entendu que le Comité continuerait à faire rapport également à la Commission. Le Conseil a approuvé ces dispositions dans sa résolution 1497 (XLVIII).

Chapitre VIII

LA SITUATION DÉMOGRAPHIQUE MONDIALE *

273. Le Conseil a examiné les questions démographiques à sa quarante-huitième session¹. On lui avait présenté le rapport de la Commission de la population sur sa quinzième session (E/4768)², ainsi qu'un rapport du Secrétaire général sur la situation démographique mondiale (E/4778). Les incidences de ce problème ont également été évoquées à l'occasion des discussions que le Conseil a consacrées à sa quarante-neuvième session à la politique économique et sociale internationale et à la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, ainsi qu'aux questions concernant la coopération régionale, la production alimentaire, le milieu humain et la coordination.

274. Le rapport de la Commission de la population comportait entre autres choses l'étude des activités des Nations Unies dans le domaine de la population depuis la session précédente en 1967, y compris les principales décisions, la coordination, l'organisation et les ressources, la recherche et les activités techniques, les programmes d'amélioration des statistiques démographiques, la coopération technique, la situation démographique mondiale, les projections démographiques en relation avec le développement économique et social, les mesures, politiques et programmes relatifs à la fécondité, et notamment les programmes nationaux de planification de la famille, et les recommandations concernant des programmes de cinq et de deux ans dans le cadre du programme à long terme approuvé par le Conseil en 1965 [résolution 1084 (XXXIX)]. La Commission a également pris note des activités et programmes entrepris dans ce domaine par les institutions spécialisées et les commissions régionales. Les recommandations de la Commission de la population tendant à l'adoption de mesures par le Conseil ont été réunies dans quatre projets de résolution, concernant respectivement les politiques démographiques et la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, la convocation d'un troisième congrès mondial de la population, la désignation d'une Année mondiale de la population, et les programmes de travail et priorités dans les domaines démographiques.

A. — Population et développement

275. A sa quarante-huitième session¹, le Conseil a été informé que la situation démographique des régions en voie de développement dans les années 60 avait été caractérisée par une fécondité excessivement élevée, une mortalité modérée avec une très forte mortalité infantile, et une disproportion dans la structure des âges, la population en âge de travailler étant relativement peu nombreuse. Ces caractéristiques ont également tracé

le schéma des tendances démographiques pour les années 70.

276. L'attention du Conseil a été appelée sur les nouvelles projections pour la deuxième Décennie pour le développement, établies par le Secrétariat en collaboration étroite avec les institutions nationales et régionales et plusieurs institutions spécialisées. Les projections étaient fondées sur l'hypothèse d'une espérance de vie supérieure et d'une faible baisse de la fécondité résultant des progrès prévus dans les conditions de vie et du fait que l'idée de planification de la famille bénéficierait d'une audience plus large. Selon l'hypothèse moyenne des projections révisées, on prévoyait que la population mondiale totale passerait de 3,6 milliards en 1970 à 4,4 milliards en 1980, soit une augmentation de 23 p. 100. Dans les régions en voie de développement, on prévoyait que la population passerait de 2,5 milliards en 1970 à 3,2 milliards en 1980, soit une augmentation de 28 p. 100, tandis que dans les régions développées la population passerait de 1,1 milliard à un peu plus de 1,2 milliard, soit une augmentation de 11 p. 100. Le taux d'accroissement annuel général au cours de la prochaine décennie était estimé à 2 p. 100, 2,4 p. 100 dans les régions en voie de développement et 1 p. 100 dans les régions plus développées. Cependant, on prévoyait qu'au moins 92 pays et territoires en voie de développement auraient un taux moyen annuel d'accroissement dépassant 2,5 p. 100. On a souligné que les projections à elles seules ne pouvaient pas exprimer la complexité des rapports existant entre l'homme, les ressources économiques et la société. Les profondes transformations démographiques dans les pays en voie de développement désorganisaient le schéma de croissance traditionnel des différentes catégories de population, modifiant ainsi les rapports existant entre elles. Au cours de la décennie, le taux élevé de croissance démographique provoquerait une augmentation importante de la population d'âge scolaire, de la population en âge de travailler, des vieillards et des femmes en âge de procréer. La disproportion entre les ressources et les chiffres de population résultait de l'absence au cours des décennies précédentes de politiques coordonnées en matière de développement et de démographie; ce fait souligne la nécessité de tenir compte du caractère à long terme des tendances démographiques et de leurs effets cumulatifs à long terme lorsqu'on formule des décisions sur la politique à suivre.

277. On a rappelé au Conseil que plus de 100 millions d'enfants venaient au monde chaque année, soit pratiquement un million tous les trois jours. Il faut alors se demander si le monde peut répondre à leurs besoins et à leurs aspirations. Il faudrait calculer la somme de vivres, de vêtements et de logements qui seraient nécessaires, le nombre des possibilités d'emploi à créer et le nombre d'écoles et d'hôpitaux à construire. On a déclaré que de nombreux pays étaient disposés à participer à la mobilisation de ressources nécessaires

* Conformément à la demande formulée par le Conseil dans sa résolution 1347 (XLV), un rapport concis sur la situation démographique mondiale sera présenté à l'Assemblée générale à sa vingt-cinquième session.

¹ E/AC.6/SR.504 à 507; E/SR.1673.

² Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-huitième session, Supplément n° 3.

afin de répondre aux besoins de la génération de demain. On s'est félicité de ce que, dans le cadre plus vaste de leur politique de développement, 30 gouvernements avaient pris des mesures pour freiner la fécondité par l'adoption de politiques visant à répandre les pratiques de planification de la famille.

278. Les représentants de plusieurs pays en voie de développement ont signalé l'importance que leur gouvernement attachait à la planification de la famille et ont fait part au Conseil des efforts qui étaient déployés dans leur pays pour réduire le taux d'accroissement de la population.

279. On s'est accordé à reconnaître que les programmes de planification de la famille ne devaient pas tenir lieu de programmes visant à assurer un développement économique et social rapide et continu mais plutôt qu'ils représentaient un moyen important de promouvoir ce développement.

280. Certains ont estimé que les moyens démographiques de modifier les taux de croissance ne permettaient pas d'éliminer des obstacles au développement tels que l'utilisation inadéquate des ressources naturelles et humaines et la lenteur de l'accroissement de la production de biens, que la clef du ralentissement d'un rythme de croissance trop rapide de la population résidait dans des transformations socio-économiques radicales et dans l'expansion de tous les secteurs de l'économie, joints à l'élévation de la productivité et du niveau culturel de la population. Les tendances démographiques mondiales telles qu'elles avaient été exposées au Conseil pouvaient être modifiées par une industrialisation intégrale, la distribution des terres et le renforcement du rôle de la femme dans la société. D'autres ont estimé que la main-d'œuvre et les méthodes industrielles ergonomiques étaient des éléments essentiels des politiques de développement dans les pays où le capital était le facteur de production rare, que le chômage dans les pays en voie de développement tenait avant tout aux faiblesses des institutions et était donc sans rapport avec les tendances de la croissance démographique, et que dans certains pays il y avait une relation directe entre l'augmentation de la population et celle du produit national — conséquence de la nécessité de disposer d'un vaste marché intérieur pour assurer une industrialisation rapide, comme cela s'était produit dans le passé dans certains pays développés au moment de leur industrialisation.

B. — Les politiques démographiques et la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement

281. On a rappelé devant le Conseil qu'en inaugurant la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, les gouvernements se consacraient à nouveau aux objectifs énoncés dans la Charte des Nations Unies en vue de créer des conditions de stabilité et de bien-être et d'assurer à chacun un niveau de vie conforme à la dignité humaine, et qu'il leur faudrait également arrêter un certain nombre d'objectifs pour la Décennie et prendre des décisions de principe en vue de leur réalisation.

282. On s'est accordé à dire au Conseil que les problèmes démographiques différaient sensiblement d'un pays à l'autre; dans certains pays, ces problèmes se posaient de façon particulièrement aiguë tandis que d'autres avaient une population clairsemée et disposaient de ressources naturelles plus abondantes. On a exprimé

l'espoir que les pays qui ne rencontraient pas de problèmes dans le domaine de la population ne se montreraient pas opposés à l'octroi d'une assistance internationale à d'autres pays qui, dans l'exercice de leur droit souverain de suivre la politique servant au mieux les intérêts de leur peuple, demandaient à bénéficier de ce type d'aide. Les membres du Conseil ont été unanimes à reconnaître la souveraineté des nations en ce qui concerne la formulation et la mise en œuvre de leur propre politique démographique, compte dûment tenu du principe selon lequel chaque famille devrait pouvoir déterminer librement le nombre de ses membres, principe que l'Assemblée générale a souligné en 1966 dans sa résolution 2211 (XXI). On a également fait observer que la planification de la famille était d'un intérêt vital pour la nation comme pour la famille: au niveau national, pour réaliser leurs objectifs économiques, les gouvernements devaient tenir compte dans la planification nationale à long terme des incidences du problème démographique et, au niveau de la famille, la vie de chaque personne serait enrichie si elle était assurée d'avoir une plus grande chance d'atteindre à la dignité, au bien-être et au bonheur. Le fait pour les parents d'avoir les connaissances et les moyens nécessaires à la planification de la famille leur permettrait d'exercer leurs droits en ce qui concerne la dimension de leur famille, conformément à la Déclaration sur le progrès et le développement dans le domaine social [résolution 2542 (XXIV) de l'Assemblée générale, art. 4 et 22].

283. On a souligné que selon les dernières projections de l'Organisation des Nations Unies, le taux de croissance de la population des pays en voie de développement au cours de la prochaine décennie devait dépasser largement les 2 100 prévus par le Comité de la planification du développement et que d'après ces calculs il se pourrait bien que l'on assistât au cours de la deuxième Décennie à l'accroissement numérique le plus rapide de toute l'histoire de l'humanité.

284. Le Conseil a adopté la résolution 1483 (XLVIII), par laquelle il a invité le Comité préparatoire de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement et le Comité de la planification du développement à tenir pleinement compte des délibérations et recommandations de la Commission de la population à sa quinzième session, eu égard en particulier au rapport sur la situation démographique mondiale (E/CN.9/231), et aux projections démographiques pour 1965-1985. Il a également invité le Comité préparatoire à envisager la possibilité d'inclure dans son projet pour la stratégie internationale du développement pour les années 70 un texte qui dirait notamment que, dans les pays qui le jugeaient approprié, des politiques nationales visant à atteindre des taux d'accroissement démographique plus souhaitables et à faire accepter volontairement par les parents le principe de familles peu nombreuses devraient être considérées comme l'un des aspects essentiels de la stratégie du développement arrêtée en vue d'aboutir à des taux de croissance économique par habitant qui soient satisfaisants et favorables au bien-être et à la dignité de l'homme. Le Conseil a prié le Secrétaire général de continuer d'étudier, en consultation avec les organismes appropriés, les rapports entre l'expansion démographique et le développement économique et social, eu égard en particulier à l'augmentation du produit national brut et à l'amélioration du revenu national par habitant et des niveaux de vie, et de diffuser largement les principaux résultats de ces études.

C. — Troisième Congrès mondial de la population

285. Les membres du Conseil se sont déclarés en faveur d'un troisième congrès mondial de la population et ont estimé qu'il pourrait se réunir en 1974. Il ferait logiquement suite aux programmes d'activités entrepris par l'Organisation des Nations Unies dans le domaine de la population et aux résultats des programmes de recensement de 1970 qui seraient disponibles aux fins d'études et de projections. La tenue d'un troisième congrès de la population, qui serait le corollaire logique de la Conférence de 1972 sur l'environnement humain, suffisamment tôt au début de la deuxième Décennie pour le développement pour qu'il puisse servir de point de repère aux programmes jusqu'à la fin de la Décennie, permettra de mieux saisir encore les questions relatives à la population que le deuxième Congrès mondial de la population en 1965 avait déjà contribué à élucider.

286. Certains membres du Conseil ont regretté que la participation à la Conférence ne soit pas universelle et que la représentation des gouvernements soit limitée à celle des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres d'institutions spécialisées.

287. Un représentant n'a pas été en mesure d'appuyer la proposition en vue de la convocation d'un congrès mondial de la population du fait qu'il semblait mettre l'accent sur la recherche de solutions uniformes et générales pour faire face à des situations qui étaient par essence différentes et qu'il y avait lieu d'aborder à l'échelon régional et parce qu'il estimait qu'il fallait avoir une connaissance scientifique de base plus approfondie des problèmes avant de réunir une conférence de cet ordre et qu'il convenait de limiter la coopération internationale à l'échange de renseignements et d'avis au niveau technique, étant entendu que les décisions étaient exclusivement du ressort de chaque gouvernement.

288. Le Conseil a adopté la résolution 1484 (XLVIII), par laquelle il approuvait la proposition visant à réunir en 1974 un congrès mondial de la population sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies, avec la participation de représentants des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres des institutions spécialisées et leurs conseillers techniques, ainsi que d'autres spécialistes choisis à cet effet. Il a décidé que le congrès aurait pour tâche d'examiner les problèmes démographiques fondamentaux, leurs liens avec le développement économique et social et les politiques et programmes d'action nécessaires dans le domaine démographique, pour promouvoir le bien-être et le progrès de l'homme. Il a prié le Secrétaire général de s'efforcer d'obtenir des ressources adéquates pour le congrès, éventuellement de sources extérieures et l'a autorisé à constituer, en association avec les chefs de secrétariat des institutions spécialisées intéressées et avec les organisations non gouvernementales qui s'occupaient de l'étude des problèmes démographiques, un petit comité préparatoire qui l'aiderait à établir un ordre du jour fondé sur les suggestions de la Commission de la population et à prendre des dispositions en vue du congrès. Il a été demandé au congrès de faire rapport sur ses conclusions et recommandations au Conseil et à l'Assemblée générale en 1975.

D. — Année mondiale de la population *

289. La plupart des membres ont appuyé l'idée

* Appelle une décision de la part de l'Assemblée générale.

que 1974, année du troisième congrès mondial de la population, soit proclamée Année mondiale de la population, car cette décision contribuerait à faire apprécier par l'opinion mondiale les divers aspects des problèmes démographiques et la nécessité d'intensifier les efforts accomplis pour les résoudre. Quoique la pléthore des années internationales nuise à leur efficacité, le caractère urgent que présentaient les problèmes démographiques justifie toutefois cette proclamation. On pensait que l'influence du troisième congrès mondial de la population s'en trouverait accrue et que de nouvelles activités nationales et internationales, notamment la mise au point de programmes de recherche dans certains domaines scientifiques connexes, se trouveraient encouragées par suite de l'attention dont elles bénéficieraient.

290. Le Conseil, dans la résolution 1485 (XLVIII), a recommandé à l'Assemblée générale d'adopter un projet de résolution par lequel l'Assemblée générale proclamerait l'année 1974 Année mondiale de la population. L'Assemblée générale autoriserait en outre le Secrétaire général à lancer un programme de mesures et d'activités devant être mis en œuvre dans le courant de l'année 1974 par l'Organisation des Nations Unies, les Etats Membres et les organismes intéressés des Nations Unies; inviterait les organismes intéressés des Nations Unies à prêter leur concours à la Commission de la population dans le lancement du programme de mesures et d'activités pour l'Année mondiale de la population; inviterait également tous les Etats Membres à intensifier leurs efforts dans ce domaine afin d'atteindre les objectifs immédiats et à long terme qu'ils pourraient souhaiter se fixer pour mettre en œuvre leur programmes de travail en matière démographique en 1974 et après cette année; et prierait le Secrétaire général de présenter un rapport sur les travaux préparatoires et de préparer un rapport final sur l'Année mondiale de la population en 1975.

E. — Programme de travail et priorités dans le domaine de la population

291. Les membres du Conseil ont, de manière générale, souscrit aux programmes de travail recommandés par la Commission de la population, qui tenaient compte des vues que le Conseil [résolutions 1084 (XXXIX) et 1347 (XLV)] et l'Assemblée générale [résolution 2211 (XX)] avaient entérinées et selon lesquelles il importait d'insister davantage sur les programmes d'action aux échelons régional et national, ainsi que du caractère interdisciplinaire des travaux (E/4768, par. 130). On a mis l'accent sur les projets et programmes de coopération technique avec les pays en voie de développement ainsi que sur la recherche et les travaux techniques qui pourraient être utilisés pour définir une politique ou appuyer des activités sur le terrain. Les programmes portaient surtout sur les travaux au Siège de l'Organisation des Nations Unies bien qu'il ait été reconnu que le programme en matière démographique faisait partie du programme vaste et intégré du système des Nations Unies dans son ensemble et était coordonné avec les programmes et les activités des commissions économiques régionales et des institutions spécialisées intéressées.

292. Au cours des débats qui avaient eu lieu à la quarante-huitième session, des membres avaient dit qu'ils se félicitaient de ce que la Commission de la population faisait une large place aux programmes orientés vers l'action, qui étaient principalement axés

sur les domaines prioritaires qu'étaient la fécondité, la planification de la famille, la mortalité, l'urbanisation et les migrations et les aspects démographiques du développement économique et du développement social. De vastes programmes de coopération technique seraient mis en œuvre au cours de la période quinquennale grâce à: a) l'accroissement de l'assistance en vue de l'élaboration de mesures économiques, sociales et autres dans le domaine de la population, y compris la planification de la famille; b) la fourniture d'une assistance pour l'élaboration de projets et les travaux de recherche nécessaires à l'échelon national, pour la formulation d'une politique; c) la mise en chantier d'une série de projets équilibrés et complémentaires aux échelons national et régional; d) une importance accrue accordée à la formation du personnel national nécessaire pour l'exécution des programmes démographiques nationaux; e) le renforcement accru de l'infrastructure des Nations Unies, afin qu'elle puisse satisfaire aux exigences d'un programme de coopération technique en voie d'expansion. La Commission avait demandé instamment que l'on accroisse rapidement le programme de coopération technique des Nations Unies en 1970 et 1971. Etant donné leur intérêt pour les pays en voie de développement, une attention plus grande était accordée aux études sur la fécondité et la planification de la famille, les migrations internationales et les rapports entre l'économie et la démographie. Le programme quinquennal envisageait également une importante mise à jour des projections démographiques fondée sur les données que fourniraient les recensements de population de 1970; les projections seraient mutuellement reliées aux projections démographiques établies par les institutions spécialisées intéressées.

293. Bien que la Commission de la population ait évalué de façon adéquate la situation actuelle en matière de population, on accorderait davantage d'attention à l'examen des causes des tendances actuelles dans le domaine de la population, en particulier de celles qui avaient trait au développement économique et social, à l'approvisionnement en vivres, aux ressources naturelles, aux investissements, à l'emploi et à l'habitation. Ces questions devaient être étudiées en juin 1970 par un groupe spécial d'experts réuni par le Secrétaire général et chargé de donner des conseils sur les programmes relatifs aux aspects démographiques du développement économique.

294. On a manifesté une préférence pour les programmes conçus et exécutés sur une base régionale plutôt que sur une base mondiale, portant principalement sur les enquêtes et la recherche, la collecte des données et les études sur les migrations et visant à définir plus nettement les rapports entre les facteurs économiques, sociaux et démographiques. On a fait observer également que l'Organisation des Nations Unies devait accorder plus d'attention au caractère régional des problèmes considérés. Elle devrait encourager des études démographiques en Europe, par l'intermédiaire de la CEE, compte tenu des nombreux problèmes démographiques qui se posaient dans cette région; ces études avaient des incidences non seulement pour les pays développés mais aussi pour les pays en voie de développement où l'expérience européenne pouvait se répéter dans un proche avenir. On a noté que si certaines conférences régionales de la population étaient actuellement organisées par les commissions économiques régionales à la suite des recommandations du Conseil, aucune demande officielle n'avait été formulée pour que la CEE organise une conférence

européenne de la population, alors qu'une suggestion dans ce sens avait été faite à la session de la Commission de la population qui s'était tenue récemment.

295. Il a été signalé au Conseil que le besoin de renforcer l'infrastructure nécessaire pour mener des activités dans le domaine de la population avait été reconnu par les divers organismes régionaux. Au secrétariat de la CEAO cela avait conduit à la création, dès le début de 1969, d'une nouvelle Division de la population, disposant de pouvoirs plus étendus et d'un personnel plus nombreux pour mettre en œuvre son programme élargi de population en Asie. A la CEA un Centre de programmes de population avait été établi au sein du secrétariat en janvier 1970 pour mettre en œuvre son programme élargi de population en Afrique. Il avait été décidé à la CEPAL de réunir dans un proche avenir un groupe d'experts chargé de donner des avis sur les programmes nécessaires dans cette région. Il a été jugé regrettable que le secrétariat de la CEE n'ait pas de service de la population. On accordait donc une importance accrue aux programmes régionaux (E/4768, par. 122 à 124) en tenant compte de la diversité des problèmes impliqués ainsi que des tendances en matière de population et des facteurs économiques et sociaux.

296. Le Conseil s'est félicité de la décision du Secrétaire général tendant à confier au PNUD la gestion du Fonds des Nations Unies pour les activités démographiques. Il a souscrit aux principes et politiques unanimement recommandés par la Commission de la population (E/4768, par. 61), pour être appliqués aux activités de coopération technique des Nations Unies financées sur le budget ordinaire, le PNUD ou le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population et aux termes desquels: a) le programme démographique de l'ONU devrait continuer à relever de la Commission de la population, des commissions économiques régionales, du Conseil économique et social et de l'Assemblée générale, tandis que les programmes des institutions spécialisées intéressées devraient être dirigés par leurs organes directeurs respectifs; b) les activités devraient continuer à être menées conformément à la résolution 2211 (XXI) de l'Assemblée générale et à la résolution 1347 (XLV) du Conseil économique et social; c) le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population devrait être une institution véritablement internationale, avec un large éventail de contributeurs, et les organismes intéressés des Nations Unies devraient travailler en collaboration étroite et en équipe à l'exécution des projets; et d) le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population devrait être géré efficacement, et il devrait fournir son aide sous toutes les formes requises pour répondre aux besoins des pays en voie de développement, notamment pour le financement de programmes d'action et pour l'amélioration des statistiques démographiques et de la recherche nécessitées par ces programmes. On insistait sur le fait que les projets financés par le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population devraient compléter et non limiter ou remplacer les activités dans ce domaine financées sur le budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies ou d'autres programmes. On a également fait observer que l'infrastructure nécessaire devrait être financée sur le budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies. Un membre s'est fait l'écho des appréhensions exprimées au sein de la Commission de la population selon lesquelles le Fonds pourrait finir par être contrôlé par un petit groupe de donateurs et

ne pas être une entreprise vraiment internationale; il a déclaré qu'aucun nouveau comité ne devrait partager les responsabilités de la Commission de la population, seul organe de l'ONU compétent pour les questions démographiques et capable de rallier un appui international. Le besoin de coordination avait été particulièrement souligné lorsque le Fonds avait été créé et on se félicitait de la création ultérieure, par le CAC, d'un mécanisme de coordination sous la forme de son Sous-Comité de la population.

297. Le Conseil a dit combien il appréciait l'assistance financière fournie par l'intermédiaire du Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population afin d'appuyer le programme élargi approuvé par le Conseil et l'Assemblée générale. Un certain nombre de gouvernements avaient fait des contributions généreuses et d'autres Etats Membres avaient été invités à le faire, notamment ceux qui connaissaient de sérieux problèmes démographiques.

298. Le Conseil a adopté une résolution [1486 (XLVIII)] dans laquelle il a approuvé les programmes de travail de cinq et de deux ans en matière démographique que la Commission de la population avait recommandés à sa quinzième session et appelé l'attention des institutions spécialisées sur les divers aspects des programmes qui les intéressaient. Il a également appelé l'attention de l'Assemblée générale sur la nécessité de dégager les ressources nécessaires pour l'exécution des activités recommandées par la Commission. Il a invité les commissions économiques régionales et le Bureau des affaires économiques et sociales des Nations Unies à Beyrouth à prendre les dispositions nécessaires pour développer leurs activités dans le domaine démographique de la manière recommandée par la Commission et pour donner l'importance qui convient à leurs programmes démographiques. Il a également invité les organismes intéressés des Nations Unies à renforcer leur collaboration et leur coordina-

tion dans le domaine démographique. Le Conseil a invité tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres des institutions spécialisées à participer dans la mesure où cela était possible au Programme mondial de recensement de la population de 1970 et à développer leurs statistiques de l'état civil conformément au programme mondial proposé pour l'amélioration de ces statistiques. Il a prié instamment les gouvernements intéressés d'accorder toute l'attention voulue aux programmes démographiques dans la planification de leur développement et l'élaboration de leurs politiques et d'utiliser les ressources disponibles à cette fin.

299. Dans cette résolution le Conseil a également prié le Secrétaire général, lorsqu'il poursuivrait le programme de travail et lorsqu'il répondrait aux demandes des gouvernements, d'observer les priorités recommandées par la Commission et le Conseil, d'accorder une attention particulière à la coopération technique tant au niveau national qu'au niveau régional; de promouvoir la série de recensements de la population de 1970 et d'aider au moyen de toutes les ressources disponibles les gouvernements requérants à effectuer ces recensements à titre d'aide au développement et à l'élaboration des politiques, d'entreprendre les études démographiques nécessaires pour la planification du développement et l'élaboration des politiques dans les pays en voie de développement, d'effectuer une deuxième enquête auprès des gouvernements sur les tendances démographiques, le développement économique et social et leurs politiques et programmes d'action.

300. Dans le dernier paragraphe le Conseil a prié la Commission de la population de suivre certaines directives lors de l'établissement de ses futurs rapports.

301. Par sa résolution 1487 (XLVIII), le Conseil a pris acte du rapport de la Commission de la population sur sa quinzième session (E/4768).

DROITS DE L'HOMME

302. A la reprise de sa quarante-huitième session, le Conseil a examiné¹ le rapport de la Commission des droits de l'homme sur sa vingt-sixième session (E/4816² et Add.1), tenue du 24 février au 27 mars 1970; la question de la coordination des activités des organismes des Nations Unies à l'égard de la politique d'*apartheid* et de la discrimination raciale en Afrique australe et la question du respect des droits de l'homme en période de conflit armé. Elle a pris acte du rapport de la Commission dans sa résolution 1504 (XLVIII). A la même session, le Conseil a également examiné³ les documents concernant les plaintes relatives à des atteintes à l'exercice des droits syndicaux en Afrique australe (E/4791, E/4819 et E/4838), dont il avait décidé de renvoyer l'examen lors de la reprise de la quarante-septième session⁴ et des réunions d'organisation de la quarante-huitième session⁵. Le Conseil a examiné⁶ le rapport de la Commission de la condition de la femme sur sa vingt-troisième session (E/4831)⁷, qui s'est tenue du 23 mars au 10 avril 1970 et il en a pris acte dans sa résolution 1517 (XLVIII). Par sa résolution 1505 (XLVIII), il a décidé d'autoriser le Secrétaire général à informer le CCQAB qu'il considérerait le programme et les dépenses découlant des résolutions 8 (XXVI) et 10 (XXVI) de la Commission des droits de l'homme comme revêtant un caractère d'urgence. Le Conseil a également discuté du programme de services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme.

303. On trouvera ci-après un aperçu des activités en question, ainsi que des décisions prises par le Conseil à ce sujet.

A. — Programme en vue de la célébration en 1971 de l'Année internationale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale *

304. Le Conseil a été informé (E/4816, chap. II) qu'en application de la résolution 2544 (XXIV) de l'Assemblée générale, proclamant l'année 1971 comme Année internationale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale et invitant les organes de l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées intéressées à collaborer et à participer aux préparatifs et à l'observation de l'Année internationale, la Commission des droits de l'homme avait examiné, à sa vingt-sixième session, le rôle qu'elle pourrait jouer pour

la célébration de l'Année internationale, ainsi que les recommandations supplémentaires qu'elle pourrait faire au Secrétaire général, aux gouvernements et aux institutions spécialisées.

305. Par sa résolution 3 (XXVI) la Commission a décidé d'entreprendre, à sa vingt-septième session, une étude détaillée des mesures et des décisions prises pour éliminer la discrimination raciale et de déterminer s'il est nécessaire de prendre d'autres mesures en vue de parvenir à l'élimination rapide et totale de la discrimination raciale, y compris la politique d'*apartheid* et les manifestations du nazisme et d'intolérance raciale. Elle a également prié la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités d'examiner ces questions à sa vingt-troisième session et de transmettre à la Commission les conclusions et recommandations qu'elle jugerait utiles. Les Etats qui ne l'avaient pas encore fait ont été priés de ratifier dans les plus brefs délais possibles les conventions internationales visant à combattre le racisme, notamment la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale. La Commission a déclaré que la politique d'*apartheid* est la manifestation la plus répréhensible de la discrimination raciale et prié instamment tous les gouvernements de proclamer et réaffirmer, dans le cadre de leur observation de l'Année internationale en 1971, qu'ils abhorrent et condamnent l'*apartheid* et la discrimination raciale, en particulier en Afrique australe.

306. Par la même résolution, tous les gouvernements ont été priés d'intensifier leurs efforts pour établir des programmes nationaux concrets visant à prévenir la discrimination raciale et à l'éliminer sous toutes ses formes. Ils ont également été invités à instituer, dans leurs différents systèmes nationaux d'éducation, des programmes visant à faire l'historique des différentes formes de discrimination raciale et des efforts accomplis par l'Organisation des Nations Unies et les peuples hostiles à la discrimination raciale pour assurer le respect de la dignité et de la valeur de la personne humaine. Tous les Etats ont été en outre priés d'utiliser toutes leurs ressources pour faire pression, de manière aussi efficace que possible, conformément à la Charte des Nations Unies, sur les Etats qui violent les résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies traitant de l'élimination du racisme sous toutes ses formes, y compris l'*apartheid*, le nazisme et le colonialisme.

307. La Commission a invité les institutions spécialisées intéressées à s'unir pour lancer une campagne mondiale contre le nazisme et la discrimination raciale et elle a rappelé l'appel solennel lancé par le Conseil aux universités, aux instituts et aux établissements scientifiques pour leur demander de contribuer aussi largement que possible, dans le domaine de la science et de l'éducation, à la cause des droits de l'homme et, en particulier, à la lutte contre la discrimination raciale.

* Sous-point de l'ordre du jour provisoire de la vingt-cinquième session de l'Assemblée générale.

¹ E/AC.7/SR.636 à 645; E/SR.1693.

² Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-huitième session, Supplément no 5.

³ E/SR.1689, 1690, 1693.

⁴ E/SR.1645.

⁵ E/SR.1651.

⁶ E/AC.7/SR.644 à 647; E/SR.1694.

⁷ Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-huitième session, Supplément no 6.

B. — Question de la violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales, y compris la politique de discrimination raciale et de ségrégation ainsi que la politique d'apartheid dans tous les pays, en particulier dans les pays et territoires coloniaux et dépendants **

308. A la reprise de sa quarante-huitième session, le Conseil a été informé (E/4816, chap. X, b) que la Commission des droits de l'homme avait examiné le rapport du Groupe spécial d'experts constitué conformément aux résolutions 2 (XXIII), 2 (XXIV) et 2 (XXV) de la Commission et avait adopté la résolution 8 (XXVI) qui contenait aussi le texte d'un projet de résolution que le Conseil devait recommander à l'Assemblée générale pour adoption. Dans sa résolution 8 (XXVI), la Commission a exprimé sa satisfaction pour le travail du Groupe spécial d'experts et a fait siennes les observations, conclusions et recommandations du Groupe; elle a prié le Groupe d'étudier, du point de vue du droit pénal international, la question de l'apartheid, pratique qui a été déclarée constituer un crime contre l'humanité; elle a prié l'Organisation internationale du Travail d'inclure, autant que possible, un rapport sur le travail forcé dans les territoires africains se trouvant sous domination portugaise dans le document qu'elle doit présenter au Conseil économique et social, à sa quarante-huitième session, conformément à la résolution 1412 (XLVI) du Conseil.

309. Comme il en avait été prié par la Commission dans sa résolution, le Conseil a décidé⁸ de communiquer le rapport du Groupe spécial au Comité spécial chargé d'étudier la politique d'apartheid du Gouvernement de la République sud-africaine, au Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, et au Conseil des Nations Unies pour la Namibie.

310. Sur la base de la proposition de la Commission, le Conseil a adopté une résolution [1501 (XLVIII)] par laquelle il recommandait à l'Assemblée générale d'adopter un projet de résolution tendant à ce que notamment elle félicite le Groupe spécial d'experts pour le rapport utile qu'il a présenté (E/CN.4/984 et Add.1 à 19); réaffirme la légitimité des luttes menées par les populations de l'Afrique australe pour s'opposer à la politique d'apartheid, de discrimination raciale et de colonialisme et pour affirmer leur droit à l'autodétermination; condamne sous toutes leurs formes les tortures et les mauvais traitements infligés aux prisonniers, aux détenus et aux combattants de la liberté faits prisonniers en Namibie, en Rhodésie du Sud et dans les territoires africains se trouvant sous domination portugaise; réaffirme que l'Ensemble des règles minima pour le traitement des détenus du 30 août 1955 s'applique à tous les prisonniers ou détenus politiques, qu'ils soient en prison ou sous la garde de la police, dans tout le territoire de la République sud-africaine, en Namibie — territoire placé sous la responsabilité directe de l'Organisation des Nations Unies et actuellement occupé illégalement par l'Afrique du Sud —, dans la colonie britannique rebelle de Rhodésie du Sud et dans les territoires africains se trouvant sous domination portugaise. Ce projet de résolution tendait également à ce que l'Assemblée réaffirme que les articles 10 et 29 du *General Law Amendment Act*, qui concernent le

Bureau of State Security (BOSS), outre qu'ils constituent l'une des dispositions législatives les plus sinistres adoptées ces dernières années, jouent également un rôle décisif dans la transformation de l'Afrique du Sud en un Etat intégralement policier; de plus, le mécanisme de cette loi est contraire aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 11 de la Déclaration universelle des droits de l'homme car elle empêche l'accusé d'établir son innocence; la prétendue "Constitution de la Rhodésie" de 1969 est un document aussi illégal que nuisible et la "Déclaration des droits" qui a été incorporée à la "Constitution" susmentionnée ne confère que peu ou pas de droits aux personnes non blanches. Il tend aussi à ce que l'Assemblée générale a) invite une fois de plus le Gouvernement de la République sud-africaine à mettre en œuvre les recommandations contenues dans les précédents rapports du Groupe; b) invite une fois de plus le Gouvernement de la République sud-africaine à mettre fin à son occupation illégale du territoire de la Namibie conformément aux résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies à ce sujet; c) invite le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord à intervenir dans sa colonie rebelle de Rhodésie du Sud; et d) invite le Gouvernement portugais à se conformer immédiatement aux dispositions des Conventions de Genève du 12 août 1949⁹. Enfin, il tendait à ce que l'Assemblée générale condamne une fois de plus les actes des gouvernements qui continuent de maintenir des relations diplomatiques, économiques, culturelles et autres avec le Gouvernement sud-africain et avec le régime illégal de la Rhodésie du Sud en violation des résolutions de l'Organisation des Nations Unies et invite ces gouvernements à rompre ces relations.

311. A la reprise de sa quarante-huitième session⁸, le Conseil a pris note du rapport (E/4817 et Corr.1) sur la coordination des activités des organismes des Nations Unies à l'égard de la politique d'apartheid et de la discrimination raciale en Afrique australe établi par le Secrétaire général conformément à la résolution 1414 (XLVI) du Conseil.

312. Le Conseil a également été informé (E/4816, par. 152) que, comme il en avait prié la Commission à sa quarante-sixième session¹⁰, celle-ci avait examiné la question du mandat du Rapporteur spécial nommé conformément aux résolutions 7 (XXIII) et 3 (XXIV) de la Commission pour étudier la question de l'apartheid et de la discrimination raciale en Afrique australe, et qu'elle avait décidé, à sa vingt-sixième session, de mettre fin au mandat du Rapporteur spécial.

C. — Question des droits de l'homme dans les territoires occupés à la suite du conflit du Moyen-Orient

313. Le Conseil a été informé (E/4816, chap. XI) que la Commission des droits de l'homme avait adopté une résolution [10 (XXVI)] dans laquelle elle notait avec consternation le refus d'Israël de coopérer avec le Groupe spécial d'experts constitué par la Commission en application de sa résolution 6 (XXV), et faisait siennes les conclusions du Groupe spécial concernant le fait que la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre est applicable à toutes les régions occupées et l'existence

⁹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 75 (1950), nos 970 à 973.

¹⁰ Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale*, vingt-quatrième session, Supplément no 3, par. 244.

** Appelle une décision de la part de l'Assemblée générale.
* E/8R.1693.

des violations de ladite convention dans les territoires occupés par Israël. Dans cette résolution, la Commission condamnait en outre le refus d'Israël d'appliquer cette convention et priait Israël d'observer strictement ladite convention dans les territoires occupés. La Commission a également décidé de prolonger le mandat du Groupe spécial chargé d'enquêter et de faire rapport sur les violations de ladite convention commises par Israël dans les territoires arabes militairement occupés et a invité Israël à recevoir le Groupe spécial et à coopérer avec lui. Elle a également prié le Secrétaire général de donner la plus large publicité possible au rapport du Groupe spécial.

D. — Question du châtimement des criminels de guerre et des individus coupables de crimes contre l'humanité ***

314. Le Conseil a été informé (E/4816, chap. IV) que la Commission des droits de l'homme avait adopté une résolution sur la question du châtimement des criminels de guerre et des individus coupables de crimes contre l'humanité dans laquelle elle a fait appel à tous les Etats pour qu'ils appliquent strictement les dispositions des Conventions de Genève de 1949⁹ et déclaré qu'elle considérait que les "infractions graves" aux Conventions de Genève de 1949, telles qu'elles sont définies par ces conventions, constituent "des crimes de guerre et sont, outre des crimes, une insulte à l'humanité" [résolution 5 B (XXVI) de la Commission]. La Commission a décidé de maintenir cette question à son ordre du jour et recommandé un projet de résolution au Conseil pour qu'il l'adopte. Elle a pris cette décision après avoir examiné l'étude (E/CN.4/983 et Add.1 et 2) préparée par le Secrétaire général en application de la résolution 1158 (XLI) du Conseil et de la résolution 13 (XIV) de la Commission, ainsi que les renseignements communiqués, conformément à la résolution 9 (XXV) de la Commission par les Etats Membres de l'ONU ou membres des institutions spécialisées (E/CN.4/1010), sur les questions relatives à l'arrestation, à l'extradition et au châtimement des auteurs de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité, ainsi qu'à l'échange de documentation en la matière.

315. Après avoir examiné la question à sa quarante-huitième session¹¹, le Conseil, dans sa résolution 1500 (XLVIII) a adopté un projet de résolution recommandé par la Commission, avec un amendement en vertu duquel il a recommandé à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution. Aux termes du projet de résolution, l'Assemblée générale appellerait l'attention sur le fait que de nombreux criminels de guerre et de nombreux individus coupables de crimes contre l'humanité continuent de se cacher sur le territoire de certains Etats et bénéficient d'une protection et demanderait à tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres des institutions spécialisées de prendre, conformément aux principes reconnus du droit international, des mesures en vue de leur arrestation et de leur extradition dans les pays où ils ont commis des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité, afin qu'ils soient poursuivis et punis conformément aux lois de ces pays. En outre, l'Assemblée générale condamnerait les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité qui sont commis à l'heure actuelle à la suite de guerres d'agression, et de la politique du racisme, de

l'apartheid et du colonialisme et demande aux Etats que la concerne de poursuivre les individus qui se sont rendus coupables de tels crimes; demanderait également à tous les Etats intéressés d'accroître leur coopération en ce qui concerne le rassemblement et les échanges de renseignements de nature à faciliter le dépistage des individus coupables de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité, leur arrestation, leur extradition, leur jugement et leur châtimement; inviterait à nouveau les Etats intéressés à adopter, s'ils ne l'ont pas encore fait, les mesures nécessaires en vue d'une instruction rigoureuse des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité, tels qu'ils sont définis dans l'article premier de la Convention sur l'imprescriptibilité des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité, et en vue du dépistage, de l'arrestation, de l'extradition et du châtimement de tous les criminels de guerre et individus coupables de crimes contre l'humanité qui n'ont pas encore répondu de leurs méfaits devant la justice et n'ont pas encore subi leur châtimement. Enfin, l'Assemblée générale prierait le Secrétaire général de poursuivre, à la lumière des commentaires et des observations présentés par les gouvernements, l'étude de la question du châtimement des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité ainsi que des critères à appliquer pour déterminer les dommages à verser aux victimes de ces crimes, afin de présenter un rapport sur cette question à l'Assemblée générale, lors de sa vingt-sixième session.

E. — Respect des droits de l'homme en période de conflit armé ***

316. Le Conseil a été informé (E/4816, chap. VI) qu'en application de la résolution 2597 (XXIV) de l'Assemblée générale, la Commission des droits de l'homme avait examiné le rapport intérimaire du Secrétaire général sur le respect des droits de l'homme en période de conflit armé (A/7720) établi conformément à la résolution 2444 (XXIII) de l'Assemblée générale et qu'elle avait décidé de communiquer au Conseil et à l'Assemblée générale les observations de ses membres sur le rapport.

317. Au cours des débats du Conseil¹², l'attention du Conseil a été appelée sur l'importance des Conventions de Genève de 1949 et du Protocole de Genève de 1925. Certains représentants ont été d'avis que la stricte application des conventions existantes devait permettre d'éviter la plupart des violations des droits de l'homme en période de conflit armé; d'autres ont considéré qu'il fallait adopter des nouvelles dispositions étant donné que les conflits armés qui éclataient à l'intérieur des pays prenaient une grande extension, que l'on avait mis au point aujourd'hui de nouvelles méthodes de combat et que l'on utilisait de nouvelles méthodes de destruction massive. La coopération entre l'ONU et le Comité international de la Croix-Rouge dans ce domaine a été jugée souhaitable.

318. Le Conseil a décidé¹³, conformément à l'article 66 de son règlement intérieur, de ne pas voter sur un projet de résolution dans lequel il aurait rappelé que conformément à la Charte des Nations Unies, pour garantir effectivement les droits de l'homme, tous les Etats devraient consacrer leurs efforts à prévenir le déclenchement de guerres d'agression et de conflits armés; condamné les actes des pays qui, en violation flagrante de la Charte des Nations Unies, continuent

*** Question inscrite à l'ordre du jour provisoire de la vingt-cinquième session de l'Assemblée générale.

¹¹ E/AC.7/SR.636 à 639; E/SR.1693.

¹² E/AC.7/SR.636 à 641, 643 à 645; E/SR.1693.

¹³ E/AC.7/SR.645.

de mener des guerres d'agression et défont ainsi les principes généralement acceptés des Conventions de Genève de 1949 et du Protocole de Genève de 1925; considéré que les principes des Conventions de Genève de 1949 et du Protocole de Genève de 1925 devraient être strictement observés par tous les Etats et que les Etats qui violent ces instruments internationaux devraient être tenus pour responsables internationalement; affirmé que ceux qui participent à des mouvements de résistance et les combattants de la liberté en Afrique australe et dans les territoires coloniaux devraient, s'ils sont arrêtés, être traités comme des prisonniers de guerre conformément aux Conventions de Genève de 1949; considéré que les bombardements aériens massifs de la population civile et l'emploi du napalm et d'autres types d'armes chimiques constituent une violation flagrante des Conventions de Genève de 1949 et du Protocole de Genève de 1925; exprimé ses remerciements au Secrétaire général pour avoir rédigé le rapport (A/7720) et le prie de tenir compte, lorsqu'il établira le texte définitif du rapport, des observations et des suggestions formulées pendant l'examen du rapport à la Commission des droits de l'homme et au Conseil économique et social.

319. Le Conseil a approuvé la décision⁸ de la Commission des droits de l'homme tendant à prier le Secrétaire général de communiquer à l'Assemblée générale les observations formulées par les membres sur le rapport établi par lui (A/7720) et il l'a aussi invité à transmettre les vues du Conseil à l'Assemblée.

F. — Lutte contre les mesures discriminatoires et protection des minorités

320. Le Conseil a été informé (E/4816, chap. III) que, dans sa résolution 2 (XXVI), la Commission des droits de l'homme avait pris acte du rapport de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités sur les travaux de sa vingt-deuxième session (E/CN.4/1008). Faute de temps, la Commission n'avait pas été en mesure, à sa vingt-sixième session, d'examiner l'étude des mesures discriminatoires en matière de droits politiques et les projets de principes relatifs à la liberté et à la non-discrimination en matière de droits politiques et qu'elle avait décidé de renvoyer l'examen de cette question et de lui accorder la plus haute priorité à sa vingt-septième session.

321. En ce qui concerne les mesures à prendre contre le nazisme et l'intolérance raciale, le Conseil a été informé que la Commission, dans sa résolution 4 (XXVI), avait pris note du caractère provisoire des indications que comporte, à ce sujet, l'étude sur la discrimination raciale dans les domaines politique, économique, social et culturel, actuellement préparée par la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités et elle a invité la Sous-Commission à poursuivre son étude, compte tenu du rapport du Secrétaire général (A/7683) et de la résolution 2545 (XXIV) adoptée sur cette question par l'Assemblée générale, en mettant particulièrement l'accent sur les mesures à prendre pour déceler et prévenir efficacement les activités contemporaines qui pourraient s'inspirer du nazisme ou de toute autre idéologie totalitaire fondée sur l'incitation à la haine et à l'intolérance raciale, et à présenter ses recommandations à la Commission à sa vingt-septième session.

322. Le Conseil, par sa résolution 1499 (XLVIII), a noté la résolution 1 (XXVI) de la Commission et prié

le Secrétaire général de faire le nécessaire pour que M. Abu Rannat, rapporteur spécial de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités chargé de l'étude sur l'égalité dans l'administration de la justice, participe aux séances de la Commission des droits de l'homme lorsqu'elle examinerait son rapport.

G. — Procédures à adopter pour l'examen des communications relatives aux violations des droits de l'homme et des libertés fondamentales

323. A la reprise de sa quarante-huitième session, le Conseil a été informé (E/4816, chap. IX) que 32 Etats Membres avaient soumis des observations sur un projet de résolution concernant l'adoption de procédures pour l'examen des communications relatives aux violations des droits de l'homme et des libertés fondamentales, projet élaboré par la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, examiné par la Commission à sa vingt-cinquième session et par le Conseil à sa quarante-sixième session et transmis aux Etats membres pour observation, conformément à la résolution 1422 (XLVI) du Conseil¹⁴. Le Conseil a également été informé qu'à sa vingt-sixième session, la Commission — après avoir examiné à nouveau cette question compte tenu de ses débats antérieurs, des discussions qui avaient eu lieu au Conseil et des réponses et observations des Etats membres — avait décidé que toute enquête dans le cadre de la nouvelle procédure envisagée ne pourrait être entreprise qu'après l'épuisement des voies de recours existant sur le plan national, régional et international et devrait se dérouler en collaboration avec le gouvernement intéressé; que, sans préjuger la décision finale du Conseil, la composition de tout organe qui serait chargé des enquêtes devrait, tout comme la procédure d'enquête, être conçue dans des conditions qui donnent toute garantie de compétence et d'impartialité; enfin, que sur la base de débats et des observations des gouvernements, elle réaffirmerait la recommandation qu'elle avait adressée au Conseil dans sa résolution 17 (XXV) et présentait de nouveau cette recommandation au Conseil.

324. Au cours des débats du Conseil, certains représentants ont appuyé cette recommandation de la Commission, estimant qu'elle constituait un important progrès. Ils ont notamment souligné que la nouvelle procédure envisagée pour l'examen des communications relatives aux violations des droits de l'homme devrait comporter des garanties suffisantes de respect de la souveraineté nationale, qu'elle ne pourrait être appliquée qu'après l'épuisement des voies de recours locales, que les enquêtes devraient être entreprises en collaboration avec le gouvernement intéressé et dans des conditions fixées avec son accord, enfin que la composition de l'organe chargé de mener l'enquête devrait être établie de façon à garantir la compétence et l'impartialité de cet organe. Par contre, d'autres représentants ont fait valoir entre autres que la procédure envisagée était contraire au paragraphe 7 de l'Article 2 de la Charte; qu'elle aboutirait à ce que des communications calomnieuses, n'émanant pas de l'Etat intéressé, puissent être matière à accusation alors que d'autres communications, signalant de réelles violations des droits de l'homme risquaient de ne pas bénéficier de toute

¹⁴ Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-quatrième session, Supplément n° 3, par. 250 à 255.

l'attention voulue; enfin, qu'une majorité d'Etats Membres n'avaient pas encore envoyé les commentaires demandés par le Conseil dans sa résolution 1422 (XLVI). On a également soutenu qu'au cas où lesdites procédures seraient adoptées, elles devraient comporter une disposition stipulant qu'après avoir étudié les situations que lui aurait signalées la Sous-Commission, la Commission des droits de l'homme devrait soumettre ses recommandations à l'approbation du Conseil.

325. Le Conseil a rejeté une proposition, révisée oralement⁸, selon laquelle il aurait recommandé que la Commission des droits de l'homme établisse les critères d'admissibilité des communications, demandé aux Etats Membres qui ne l'auraient pas encore fait d'envoyer leurs commentaires sur les procédures envisagées, et décidé qu'il reprendrait l'examen de cette question à sa cinquantième session, compte tenu notamment des mesures que la Commission aurait prises en ce qui concerne les critères d'admissibilité mentionnés plus haut. Le Conseil a également rejeté une motion tendant à renvoyer à sa cinquantième session l'examen du projet de résolution soumis par la Commission⁸.

326. Le Conseil a adopté, avec certaines modifications, le texte soumis par la Commission [résolution 1503 (XLVIII)], en vertu duquel il autorise la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités à désigner un groupe de travail composé de cinq de ses membres au maximum, compte dûment tenu de la répartition géographique, qui se réunirait une fois par an en séances privées pendant une période ne dépassant pas 10 jours, immédiatement avant les sessions de la Sous-Commission, afin d'examiner toutes les communications, y compris les réponses y relatives des gouvernements, reçues par le Secrétaire général en application de la résolution 728 F (XXVIII) du Conseil, en vue d'appeler l'attention de la Sous-Commission sur celles de ces communications, accompagnées, le cas échéant, des réponses des gouvernements qui semblent révéler l'existence d'un ensemble de violations flagrantes et systématiques, dont on a des preuves dignes de foi, des droits de l'homme et des libertés fondamentales relevant du mandat de la Sous-Commission. Le Conseil a décidé en outre que la Sous-Commission devrait, comme premier stade de la mise en œuvre de ladite résolution, mettre au point, à sa vingt-troisième session, une procédure appropriée pour l'examen de la question de l'admissibilité des communications reçues par le Secrétaire général en application des résolutions 728 F (XXVIII) et 1235 (XLII) du Conseil. Il a prié le Secrétaire général de préparer, au sujet de la question de l'admissibilité des communications, un document que la Sous-Commission examinerait à sa vingt-troisième session et l'a également prié: a) de fournir chaque mois aux membres de la Sous-Commission la liste des communications par lui établie conformément à la résolution 728 F (XXVIII) du Conseil et un bref aperçu de leur teneur, ainsi que le texte de toutes réponses émanant des gouvernements; b) de mettre à la disposition des membres du groupe de travail, lors de leurs réunions, les originaux des documents figurant sur la liste dont ils pourraient demander communication, compte dûment tenu des dispositions de l'alinéa b du paragraphe 2 de la résolution 728 F (XXVIII) du Conseil concernant la divulgation de l'identité des auteurs de communications; et c) de distribuer aux membres de la Sous-Commission, dans les langues de travail, les originaux de celles des communications qui seraient renvoyées à la Sous-Commission par le groupe de travail.

327. Dans cette même résolution, le Conseil a prié la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités d'examiner en séance privée les communications dont elle serait saisie conformément à la décision de la majorité des membres du groupe de travail, et toutes réponses y relatives des gouvernements, ainsi que tous autres renseignements pertinents, en vue de déterminer s'il convient de soumettre à la Commission des droits de l'homme des situations particulières qui semblent révéler l'existence d'un ensemble de violations flagrantes et systématiques, dont on a des preuves dignes de foi, des droits de l'homme exigeant l'attention de la Commission. Le Conseil a également prié la Commission, lorsqu'elle aura examiné toute situation qui lui aura été signalée par la Sous-Commission, de déterminer: a) si cette situation requiert une étude approfondie de la part de la Commission ainsi qu'un rapport assorti de recommandations au Conseil, conformément au paragraphe 3 de la résolution 1235 (XLII) du Conseil; b) si elle doit faire l'objet, de la part d'un comité spécial que désignerait la Commission, d'une enquête qui ne sera entreprise que si l'Etat concerné a donné expressément son consentement, et qui sera conduite en collaboration constante avec ledit Etat et dans les conditions fixées en accord avec lui. En tout état de cause, l'enquête ne pourra être engagée que i) si tous les recours disponibles sur le plan national ont été utilisés et épuisés; ii) si ladite situation ne touche pas une question qui serait à ce moment-là en cours d'examen en vertu d'autres procédures prescrites dans les actes constitutifs de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées ou de conventions par elle adoptées ou de conventions régionales ou que l'Etat intéressé souhaiterait soumettre à d'autres procédures, conformément à des accords internationaux d'ordre général ou particulier auxquels il serait partie. Le Conseil a encore décidé que si la Commission des droits de l'homme désigne un comité spécial chargé d'effectuer une enquête avec l'agrément de l'Etat intéressé: a) La composition de ce comité sera déterminée par la Commission; les membres du comité devront être des personnalités indépendantes, présentant toute garantie de compétence et d'impartialité; leur désignation sera soumise à l'agrément du gouvernement intéressé; b) le Comité fixera lui-même son règlement intérieur. Il sera soumis à la règle du quorum. Il sera habilité à recevoir des communications et à entendre des témoins selon qu'il sera nécessaire. L'enquête devra se dérouler en coopération avec le gouvernement intéressé; c) la procédure du comité sera confidentielle, ses travaux se dérouleront en séances privées et les communications ne seront l'objet d'aucune publicité; d) le comité pourra chercher des solutions amiables, avant, pendant et même après l'enquête; e) le comité fera rapport à la Commission des droits de l'homme en formulant toutes observations et suggestions qui lui paraîtraient appropriées.

328. Le Conseil a décidé en outre que toutes les mesures envisagées en application de la résolution par la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités ou par la Commission des droits de l'homme resteront confidentielles jusqu'au moment où la Commission pourra décider de faire des recommandations au Conseil économique et social. Il a aussi décidé d'autoriser le Secrétaire général à fournir toutes les facilités qui pourraient être nécessaires pour donner effet à la résolution en recourant aux services du personnel existant de la Division des droits de l'homme du Secrétariat.

ariat de l'Organisation des Nations Unies. Il a enfin décidé que la procédure définie dans la résolution pour l'examen des communications relatives aux violations des droits de l'homme et des libertés fondamentales devrait être réétudiée si un nouvel organe habilité à examiner lesdites communications est créé au sein des Nations Unies ou par voie d'accord international.

H. — Rapports périodiques sur les droits de l'homme

329. A la reprise de sa quarante-huitième session¹⁵, le Conseil a été informé (E/4816, chap. XIII) que conformément aux procédures établies dans sa résolution 1074 C (XXIII) la Commission des droits de l'homme avait, lors de sa vingt-sixième session, examiné des rapports périodiques soumis par des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou des institutions spécialisées sur les droits économiques, sociaux et culturels, ainsi que des rapports sur les droits civils et politiques reçus après sa vingt-cinquième session.

330. Sur la recommandation de son Comité spécial des rapports périodiques sur les droits de l'homme, la Commission a adopté une résolution [E/4816, chap. XXIII, résolution 13 (XXVI)] dans laquelle elle déclarait notamment estimer que les rapports sur les droits économiques, sociaux et culturels et les renseignements disponibles d'autres sources des Nations Unies, éclairés par le résumé analytique établi par le Secrétaire général en application de sa résolution 16 (XXIII), révélaient les tendances, les caractéristiques ou les problèmes suivants, parmi ceux qui présentaient une importance spéciale et étaient d'intérêt commun: a) l'influence positive exercée sur certains Etats Membres par des instruments élaborés sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies ou des institutions spécialisées ainsi que par d'autres activités de ces organisations, tendant à promouvoir et à protéger la jouissance des droits économiques, sociaux et culturels, et à en garantir l'application; b) l'importance croissante reconnue à ces droits, tant sur le plan juridique que dans la pratique, dans des Etats ayant des systèmes sociaux et économiques différents et se trouvant à des stades divers de développement, et notamment l'intérêt manifesté par eux, pendant la période considérée, aux problèmes de l'emploi, de l'amélioration du niveau de vie et de l'environnement, ainsi que la place prise par les problèmes de la jeunesse dans les préoccupations de ces Etats; c) l'accent mis par de nombreux Etats sur la lutte contre la discrimination sous toutes ses formes et sur le rôle de l'éducation comme facteur de progrès dans ce domaine; d) l'effort fait pour définir sur le plan juridique et administratif les procédures propres à faciliter la mise en œuvre de ces droits et l'application de systèmes de contrôle de cette mise en œuvre, et à assurer une participation plus pleine de la population; e) la conscience qu'ont de nombreux Etats que les difficultés qu'ils rencontrent proviennent de l'insuffisance des ressources économiques pouvant être affectées à la réalisation de ces droits ainsi que de circonstances ne dépendant pas de leur volonté; f) le fait que la jouissance de ces droits dans les pays en voie de développement ne dépend pas uniquement de ces pays, mais encore de l'action internationale de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées et de la communauté internationale, en particulier dans le domaine du développement.

¹⁵ E/AC.7/SR.636 à 646; E/SR.1693.

331. La Commission a affirmé la nécessité d'augmenter les ressources dont disposent les divers organismes des Nations Unies qui s'occupent d'assistance technique et financière en vue de promouvoir la coopération internationale nécessaire pour assurer la jouissance des droits économiques, sociaux et culturels de façon que ces organismes soient mieux en mesure de fournir aux Etats Membres, et en particulier aux pays en voie de développement, l'assistance dont ils peuvent avoir besoin pour résoudre les problèmes et difficultés auxquels ils se heurtent dans ce domaine.

332. Elle a invité les Etats à participer dans un esprit de coopération internationale au système des rapports périodiques, qui constitue actuellement une source de renseignements sur l'exercice des droits de l'homme et des libertés fondamentales et un encouragement précieux aux efforts des gouvernements pour promouvoir ces droits; elle a prié les gouvernements de mettre l'accent dans leurs rapports sur les observations qui concernent l'application concrète des mesures destinées à promouvoir les droits de l'homme et, s'ils le désirent, de prêter une attention détaillée à tel ou tel aspect de cette application pour lequel ils ont une expérience particulière. Elle a prié en outre les gouvernements d'indiquer dans leur rapport, s'ils le jugent nécessaire, quelle est la situation en ce qui les concerne, s'agissant de la ratification des instruments internationaux pertinents adoptés par l'Organisation des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme ou de l'adhésion à ces instruments, et d'indiquer notamment toutes mesures prises par eux en vue d'une telle ratification ou adhésion.

333. La Commission a invité enfin les institutions spécialisées à inclure dans la documentation qu'elles soumettent au Comité spécial une mention des principaux événements et tendances, problèmes et solutions intéressant l'application effective des droits de l'homme qui doivent être examinés au cours de chaque session.

334. Sur la recommandation de la Commission, et afin de permettre au Comité spécial des rapports périodiques de disposer d'un temps suffisant pour remplir ses fonctions, le Conseil a, par sa résolution 1506 (XLVIII) autorisé le Comité spécial, nonobstant les dispositions de la résolution 1074 C (XXXIX) du Conseil, à présenter son rapport à la Commission des droits de l'homme dans le délai d'un an à compter de la réception des rapports visés au paragraphe 6 de ladite résolution.

I. — Question de la jouissance des droits économiques, sociaux et culturels proclamés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, et étude des problèmes particuliers relatifs aux droits de l'homme dans les pays en voie de développement

335. Le Conseil a été informé (E/4816, chap. XII) que, dans le cadre de l'examen de la question de la jouissance des droits économiques, sociaux et culturels proclamés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, et de l'étude des problèmes particuliers relatifs aux droits de l'homme dans les pays en voie de développement, la Commission des droits de l'homme avait été saisie d'une note du Secrétaire général (E/CN.4/1023) contenant de larges extraits des réponses que celui-ci avait reçues des

gouvernements en application de la résolution 1421 (XLVI), dans laquelle le Conseil le priait de poursuivre d'urgence l'échange des données d'expériences parmi les Etats sur l'efficacité des méthodes et moyens qu'ils utilisaient aux fins de la jouissance des droits économiques, sociaux et culturels. La Commission avait également entendu un exposé préliminaire, fait par le Rapporteur spécial chargé d'établir un rapport complet sur la jouissance des droits économiques, sociaux et culturels proclamés dans la Déclaration universelle et dans le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, compte tenu notamment des problèmes particuliers qui se posaient aux pays en voie de développement dans ce domaine.

336. Donnant suite à une recommandation de la Commission, le Conseil a, dans sa résolution 1502 (XLVIII), prié le Rapporteur spécial d'achever son étude aussitôt que possible, en tenant compte des vues exprimées à la vingt-sixième session de la Commission des droits de l'homme, et de soumettre son rapport définitif à la Commission à sa vingt-septième session si possible, mais en tout cas à sa vingt-huitième session en 1972. Le Conseil a également prié le Secrétaire général de continuer à fournir au Rapporteur spécial toute l'aide nécessaire pour qu'il termine rapidement le rapport et, notamment, de s'adresser de nouveau aux gouvernements et aux institutions spécialisées qui ne l'ont pas encore fait pour qu'ils envoient des renseignements sur l'efficacité des méthodes et des moyens qu'ils utilisent aux fins de la jouissance des droits économiques, sociaux et culturels.

337. Au cours du débat¹⁶ qui a précédé l'adoption de cette résolution par le Conseil, certains représentants ont émis l'opinion que l'on devrait également tenir compte des données réunies à l'occasion du colloque de l'UNESCO, qui avait eu lieu en Finlande en avril 1970, sur le thème "Lénine et le développement de la science, de la culture et de l'éducation".

J. — Plaintes relatives à des atteintes à l'exercice des droits syndicaux

338. Lors de la reprise de sa quarante-huitième session, le Conseil était saisi¹⁷ de trois rapports portant sur des plaintes relatives à des atteintes à l'exercice des droits syndicaux dont il avait demandé l'établissement par sa résolution 1412 (XLVI). Ces rapports étaient les suivants: le rapport du Groupe spécial d'experts créé en application de la résolution 2 (XXIII) de la Commission des droits de l'homme ayant trait aux enquêtes sur les atteintes aux droits syndicaux dans la République sud-africaine, en Namibie et en Rhodésie du Sud, poursuivies en coopération avec le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, en tant que Puissance administrante, et avec l'OIT, en tenant dûment compte de la responsabilité principale de cette dernière pour ce qui était de l'enquête en Rhodésie du Sud (E/4791); le rapport du Secrétaire général sur la publicité donnée audit rapport (E/4838); et le rapport de l'OIT portant sur les atteintes à l'exercice des droits syndicaux dans les colonies portugaises d'Afrique¹⁸, dont le Conseil avait demandé qu'il fût mis à sa disposition lors de la reprise de sa quarante-huitième session. Le rapport

de l'OIT n'étant pas terminé lors de cette session, le Conseil avait décidé¹⁹ de reporter son examen de la question à la séance consacrée à l'Organisation des travaux à sa quarante-huitième session, lors de laquelle, pour la même raison, il avait à nouveau reporté cet examen²⁰ à la reprise de sa quarante-huitième session.

339. Au cours des débats, on a appelé l'attention du Conseil sur la gravité de la situation, qui empirait de jour en jour dans les pays africains où l'on met de sérieuses entraves à la liberté d'association au mépris des droits les plus élémentaires de la personne humaine. Nombre de représentants, qui ont demandé que l'on intensifie la campagne menée contre la politique d'*apartheid* et de discrimination raciale de l'Afrique australe, ont souligné que les nombreuses atteintes portées à l'exercice des droits syndicaux en Afrique du Sud, en Namibie, en Rhodésie du Sud et dans les territoires africains sous domination portugaise n'étaient qu'une conséquence de la politique coloniale pratiquée dans ces régions.

340. Le représentant de l'OIT a attiré l'attention du Conseil sur la procédure suivie par l'OIT en ce qui concernait l'examen des plaintes relatives à des atteintes à l'exercice des droits syndicaux qui était conforme aux dispositions adoptées conjointement par le Conseil économique et social et par le Conseil d'administration de l'OIT en 1950 [résolution 277 (X)] du Conseil. En ce qui concernait les territoires africains administrés par le Portugal, le représentant de l'OIT a souligné la nature provisoire du rapport du Comité sur la liberté d'association et a rappelé que le Comité n'avait pas encore terminé son examen de la situation.

341. Par sa résolution 1509 (XLVIII), le Conseil a accueilli avec satisfaction le rapport du Groupe spécial d'experts. Il a fait siennes les conclusions du Groupe (E/4791, chap. 8, par. 122 à 138); a condamné la suppression continue des droits syndicaux en Afrique australe, a demandé que fût mis fin à cette suppression et a demandé la libération immédiate et inconditionnelle de toutes les personnes emprisonnées pour leurs activités syndicales. En outre, le Conseil a autorisé le Groupe d'experts, dans l'exercice du mandat que lui avait confié le Conseil par sa résolution 1412 (XLVI) et en coopération avec l'OIT, les autres institutions spécialisées intéressées et les principales organisations syndicales internationales, à enquêter sur les conditions de travail des producteurs africains de produits primaires dans les colonies portugaises d'Afrique; dans le secteur de la main-d'œuvre non organisée dans les colonies portugaises d'Afrique et des travailleurs du Mozambique et de l'Angola qui étaient ou avaient été employés dans la République sud-africaine, en Namibie ou en Rhodésie du Sud. Il a autorisé en outre le Groupe spécial d'experts, toujours en coopération avec l'OIT, les autres institutions spécialisées intéressées et les principales organisations syndicales internationales, à enquêter sur les facteurs qui menaient à la discrimination dans le domaine social ainsi que dans les domaines mentionnés précédemment. Il a prié le Secrétaire général et les organes régionaux intéressés de continuer à prêter leur concours au Groupe spécial et a décidé de transmettre le rapport du Groupe aux organes intéressés des Nations Unies. En outre, il a prié le Secrétaire général de donner le maximum de publicité au rapport du Groupe d'experts et l'a prié

¹⁶ E/AC.7/SR.637; E/SR.1693.

¹⁷ E/SR.1689, 1693, 1694.

¹⁸ "Cent treizième rapport du Comité sur la liberté d'association", communiqué au Secrétaire général par une lettre émanant du Directeur général de l'OIT (E/4819).

¹⁹ E/SR.1645.

²⁰ E/SR.1651.

de lui faire rapport avec sujet lors de sa cinquantième session.

K. — Etude de la question de l'éducation des jeunes dans le monde entier afin d'assurer l'épanouissement de leur personnalité et de renforcer le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales *

342. Le Conseil a été informé (E/4816, chap. XI) que la Commission des droits de l'homme, à sa vingt-sixième session, après avoir examiné les rapports sur la question de l'éducation de la jeunesse établis par l'UNESCO (E/CN.4/1027) et par le Secrétaire général (E/CN.4/1032 et Add. 1 et 2) en application de sa résolution 20 (XXV), avait adopté une résolution [12 (XXVI)] par laquelle elle avait décidé de reprendre l'examen de ce point en tant que question prioritaire durant sa vingt-septième session et avait prié le Secrétaire général ainsi que le Directeur général de l'UNESCO de porter à l'attention de la Commission, à sa vingt-septième session, la documentation supplémentaire qui serait de nature à faciliter l'examen de cette question.

L. — Droits de l'homme et progrès de la science et de la technique **

343. Le Conseil, lors de la reprise de sa quarante-huitième session, a été informé (E/4816, chap. XVIII) que la Commission avait été saisie d'un rapport préliminaire relatif aux droits de l'homme et aux progrès de la science et de la technique (E/CN.4/1028 et Add.1 à 4 et Add.8/Corr.1) établi par le Secrétaire général conformément à la résolution 2450 (XXIII) de l'Assemblée générale.

344. Le rapport comprenait un compte rendu succinct des études déjà établies ou bien en cours — émanant en particulier de sources gouvernementales et intergouvernementales, des institutions spécialisées et des organisations non gouvernementales compétentes — ayant trait aux sujets mentionnés dans ladite résolution, à savoir les problèmes posés du point de vue des droits de l'homme par le développement de la science et de la technologie, en particulier en ce qui concernait a) le respect de la vie privée des individus et de l'intégrité et de la souveraineté des nations face au progrès des techniques d'enregistrement et autres; b) la protection de la personne humaine et de son intégrité physique et intellectuelle face aux progrès de la biologie, de la médecine et de la biochimie; et c) les utilisations de l'électronique qui peuvent affecter les droits de la personne et les limites que devraient comporter ces utilisations dans une société démocratique. Le rapport comprenait également un projet de programme de travail qui pourrait être entrepris dans des domaines où des études ultérieures seraient nécessaires à la mise en œuvre des objectifs figurant dans la résolution 2450 (XXIII).

345. La Commission n'avait pas eu le temps d'étudier l'importante documentation préparée et

* La question intitulée "La jeunesse, son éducation dans le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, ses problèmes et ses besoins, et sa participation au développement national: rapport du Secrétaire général" est inscrite à l'ordre du jour provisoire de la vingt-cinquième session de l'Assemblée générale.

** Question inscrite à l'ordre du jour provisoire de la vingt-cinquième session de l'Assemblée générale.

examinée par le Secrétaire général. Conformément à la résolution 2450 (XXIII) de l'Assemblée générale, elle avait transmis le rapport préliminaire à l'Assemblée par l'intermédiaire du Conseil et avait décidé d'examiner à sa prochaine session, compte tenu des décisions de l'Assemblée générale, le rapport préliminaire étayé par les renseignements qui pourraient être rassemblés dans l'intervalle, en particulier ceux qui auraient été communiqués par les gouvernements ainsi que par les institutions spécialisées compétentes.

346. Le Conseil a décidé, conformément à la résolution 14 (XXVI) de la Commission, de transmettre le rapport préliminaire du Secrétaire général (E/CN.4/1028 et Add.1 à 4 et Add.3/Corr.1) à l'Assemblée générale.

M. — Questions diverses

QUESTION DE LA CRÉATION DE COMMISSIONS DES DROITS DE L'HOMME SUR LE PLAN NATIONAL

347. On a rappelé au Conseil (E/4816, chap. VII) que lorsque l'Assemblée générale avait adopté les Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme (résolution 2200 (XXI) de l'Assemblée générale), elle avait également considéré l'intérêt des propositions tendant à la création de commissions nationales des droits de l'homme ou à la désignation d'autres institutions appropriées, qui exerceraient certaines fonctions liées au respect des Pactes. Par sa résolution 2200 C (XXI), l'Assemblée avait invité le Conseil à prier la Commission des droits de l'homme d'examiner la question sous tous ses aspects, et de lui en rendre compte par l'intermédiaire du Conseil. Elle avait également prié le Secrétaire général d'inviter les Etats Membres à présenter leurs observations sur la question.

348. Lors de la reprise de sa quarante-huitième session, le Conseil a approuvé⁸ la décision prise par la Commission des droits de l'homme à sa vingt-sixième session, de prier le Secrétaire général de transmettre à l'Assemblée générale, en même temps que les observations formulées au sein de la Commission sur la question, la conclusion selon laquelle la question de la création de commissions des droits de l'homme sur le plan national était une question dont il appartenait à chaque Etat de décider compte tenu de ses propres traditions et institutions.

QUESTION DE LA CRÉATION DE COMMISSIONS DES DROITS DE L'HOMME SUR LE PLAN RÉGIONAL OU SOUS-RÉGIONAL

349. Le Conseil a été informé lors de la reprise de sa quarante-huitième session (E/4816, chap. VII) que la Commission des droits de l'homme avait examiné à sa vingt-sixième session la question de la création de commissions des droits de l'homme sur le plan régional ou sous-régional, la question des commissions régionales ayant été examinée en 1967-68 par le Groupe d'étude spécial créé en vertu de la résolution 6 (XXIII) de la Commission et en 1969 — en particulier pour ce qui était de l'Afrique — par un cycle d'études des Nations Unies qui avait eu lieu au Caire. La Commission avait adopté une résolution [6 (XXVI)], par laquelle, désireuse de contribuer à la réalisation des objectifs du cycle d'études, elle avait, notamment, prié le Secrétaire général a) d'accorder toute l'assistance appropriée dans le cadre du programme de services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme et b) d'organiser les

consultations et échanges de renseignements appropriés entre la Commission et l'Organisation de l'unité africaine au sujet de la création éventuelle de la Commission régionale envisagée.

N. — La condition de la femme*

350. En examinant²¹ le rapport de la Commission de la condition de la femme sur sa vingt-troisième session (E/4831)²², le Conseil a noté avec approbation que la Commission avait regroupé différents points de son ordre du jour sous des titres généraux, qu'on trouvera ci-après.

APPLICATION DES INSTRUMENTS INTERNATIONAUX ET DES NORMES NATIONALES CONCERNANT LES DROITS DE LA FEMME

351. Sous le titre général "Application des instruments internationaux et des normes nationales concernant les droits de la femme", la Commission de la condition de la femme, à sa vingt-troisième session, avait examiné trois questions: l'application de la Déclaration sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, les droits politiques de la femme et les rapports périodiques sur les droits de l'homme (E/4831, chap. II).

Application de la Déclaration sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes et droits politiques de la femme

352. Dans sa résolution 1325 (XLIV) adoptée en mai 1968, le Conseil avait instauré un système de rapports sur l'application de la Déclaration sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes. On lui a fait savoir que la Commission de la condition de la femme, à sa vingt-troisième session, avait examiné un rapport du Secrétaire général (E/CN.6/531 et Add.1) fondé sur les réponses reçues jusqu'au 10 janvier 1970 provenant de 47 gouvernements, de 2 institutions spécialisées et de 12 organisations non gouvernementales, relatives à la publicité donnée à la Déclaration et aux mesures prises afin d'en appliquer les dispositions. On avait également présenté à la Commission un rapport sur la publicité que l'ONU avait donnée à la Déclaration (E/CN.6/530), rédigée sur sa demande [résolution 5 (XXII) de la Commission].

353. En ce qui concerne les droits politiques de la femme, conformément à la résolution 1132 (XLI) du Conseil, le Secrétaire général avait préparé et distribué à l'Assemblée générale en 1969, ainsi qu'à la Commission à sa vingt-troisième session, un rapport sur les dispositions pertinentes et les constitutions, lois électorales et autres instruments juridiques (A/7920), indiquant les faits nouveaux en ce qui concerne les droits politiques. Aux termes de la même résolution du Conseil, un autre rapport contenant également des renseignements fournis par les Etats Membres sur l'application de la Convention de 1952 sur les droits politiques des femmes sera préparé en 1970 à l'intention de l'Assemblée générale.

354. Au Conseil comme à la Commission, les représentants ont exprimé leur satisfaction devant la tendance à une participation croissante des femmes à la vie publique et au développement de leur pays. Ils sont

convenus qu'il existe encore des divergences marquées entre le droit et la pratique et que les efforts des Nations Unies visant à améliorer la condition de la femme avaient, à juste titre, déplacé l'accent pour le mettre sur la mise en œuvre des droits existants plutôt que sur l'élaboration d'instruments établissant des normes internationales. Ils ont également accueilli avec satisfaction la tentative faite pour créer les programmes opérationnels qui permettraient aux femmes de participer plus pleinement à tous les secteurs du développement de leur pays et de s'intégrer au processus de développement national.

Rapports périodiques sur les droits de l'homme²³

355. Les renseignements soumis à la Commission en 1970 conformément à la résolution 1074 C (XXXIX) du Conseil concernaient essentiellement les droits économiques, sociaux et culturels. On a fait observer que la Commission de la condition de la femme n'avait pas eu le temps d'étudier de façon appropriée la documentation volumineuse qu'elle recevait et, qu'une fois de plus, elle n'avait pas pu communiquer ses observations et ses recommandations à la Commission des droits de l'homme. Dans sa résolution 1 (XXIII), la Commission de la condition de la femme avait décidé qu'à l'avenir elle demanderait au Secrétaire général d'établir un résumé des parties des rapports périodiques qui portaient expressément sur la condition de la femme et qu'elle examinerait tous les renseignements pertinents contenus dans ce résumé en ce qui concerne l'application des instruments internationaux relatifs à la condition de la femme, au lieu de le faire dans un point distinct de son ordre du jour.

EVOLUTION DU RÔLE DE LA FEMME DANS LA SOCIÉTÉ

356. Le Conseil a été informé que quatre questions avaient été examinées dans le contexte de l'évolution du rôle de la femme dans la société: un programme unifié à long terme pour le progrès de la femme et l'assistance des Nations Unies dans ce domaine; le service de la femme comme moyen permettant aux femmes de travailler bénévolement en faveur de la communauté; l'accès de la femme aux études et à la formation, et les droits économiques de la femme et l'accès de la femme à la vie économique (E/4831, chap. III).

Programme unifié à long terme pour le progrès de la femme et assistance des Nations Unies dans ce domaine: participation des femmes au développement économique et social de leur pays

357. On a fait savoir au Conseil que la Commission avait examiné deux rapports du Secrétaire général concernant le programme unifié à long terme pour le progrès de la femme et l'assistance des Nations Unies dans ce domaine. Le premier rapport contenait une analyse des réponses de 77 gouvernements et de 35 organisations non gouvernementales au questionnaire sur le rôle des femmes dans le développement économique et social de leur pays (E/CN.6/513/Rev.1). Dans le second rapport, le Secrétaire général passait en revue les mesures prises en ce qui concerne le programme à long terme et soumettait un certain nombre de suggestions à l'examen de la Commission (E/CN.6/532). On a également attiré l'attention sur les dispositions de la résolution 2499 (XXIV) de l'Assemblée générale relative au vingt-cinquième anni-

* Les paragraphes 360, 365, 383 et 393 appellent une décision de la part de l'Assemblée générale.

²¹ E/AC.7/SR.645 à 647; E/SR.1694.

²² Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-huitième session, Supplément n° 6.

²³ Voir sect. H plus haut.

versaire des Nations Unies et sur la décision du Conseil d'inviter les commissions techniques à formuler des suggestions qui pourraient être inscrites dans le document final ou les documents finals qui seraient signés ou adoptés au cours de la session commémorative de l'Assemblée générale.

358. On a noté que la Commission avait adopté cinq résolutions dans le cadre du programme unifié à long terme. Il y en avait deux qui portaient expressément sur le programme, deux sur l'accès des femmes aux organismes des Nations Unies et une sur les responsabilités familiales des travailleuses.

359. Dans sa résolution 4 (XXIII), la Commission priait le Secrétaire général de transmettre le rapport publié dans le document E/CN.6/532 aux Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres des institutions spécialisées, aux institutions spécialisées intéressées et au FISE, aux commissions économiques régionales et aux organisations intergouvernementales et non gouvernementales, ainsi que les résolutions adoptées et les observations et suggestions faites par les membres de la Commission à la vingt-troisième session, et de présenter si possible à la vingt-quatrième session une analyse des réponses qui seraient parvenues à la Commission. Elle avait également prié le Secrétaire général d'examiner la possibilité de donner aux Etats Membres, dans le cadre du programme des services consultatifs relatifs aux droits de l'homme, de nouveaux types d'assistance dans le domaine de la condition de la femme, et d'établir et de tenir à jour une liste d'experts et de consultants qui pourraient dispenser des conseils aux gouvernements qui en feraient la demande. Elle avait en outre prié le Secrétaire général de faire entreprendre une étude indiquant dans quelle mesure les conventions internationales existantes contenaient déjà des dispositions relatives aux droits énoncés dans la Déclaration sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes et que les modalités d'application prévues dans ces conventions et l'état des ratifications et adhésions à ces instruments. En dernier lieu, la Commission avait invité le Secrétaire général, ainsi que les Etats Membres, les institutions spécialisées et les organisations non gouvernementales à intensifier les efforts pour faire mieux connaître les travaux de la Commission, surtout à l'occasion de la célébration du vingt-cinquième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies.

360. La seconde résolution sur le programme à long terme, au sujet de laquelle le Conseil devait prendre des mesures et qui recommandait un projet de résolution qui serait soumis à l'adoption de l'Assemblée générale, était intitulée "Programme d'action internationale concertée pour le progrès de la femme" (E/4831, chap. XIII, projet de résolution 2). Les sept paragraphes du dispositif du projet de résolution visaient essentiellement à encourager l'expansion des activités de coopération technique destinées à améliorer la condition de la femme. Le projet de résolution énonçait également, en annexe, les objectifs généraux et les buts que la Commission espérait voir réaliser au cours de la deuxième Décennie pour le développement.

361. Au cours du débat, les représentants au Conseil ont félicité la Commission pour la façon minutieuse et systématique dont elle avait établi un programme positif d'action internationale concertée pour le progrès de la femme. Ils ont souligné l'importance de ce programme et noté avec satisfaction que les objectifs

et les buts formulés étaient principalement destinés à donner effet dans la pratique aux normes déjà fixées et à augmenter l'intégration des femmes dans le développement de leur pays, dans tous les secteurs. Ils ont exprimé l'espoir que la stratégie internationale dans le cadre de la deuxième Décennie du développement comprendrait des dispositions relatives au progrès des femmes dans l'optique formulée par la Commission.

362. Par sa résolution 1511 (XLVIII), le Conseil a entériné, avec quelques modifications mineures, les recommandations de la Commission concernant le projet de résolution qui sera soumis à l'adoption de l'Assemblée générale. Dans le projet de résolution tel qu'il a été présenté au Conseil, l'Assemblée générale devrait, entre autres choses, recommander que des efforts concertés soient faits pour accroître les ressources disponibles pour les projets de coopération technique destinés à améliorer la condition des femmes, et que l'on envisage d'allouer à cette fin un pourcentage déterminé des fonds disponibles; elle recommanderait également que tous les types de réunions soient organisés au niveau régional et international afin d'envisager les moyens d'améliorer la condition de la femme dans le cadre du développement général. On a appelé l'attention sur le rôle important que peuvent jouer aussi à cet égard les instituts régionaux de formation et de recherche pour le développement social qui seraient établis en application de la résolution 1406 (XLVI) du Conseil économique et social, et l'on suggérerait d'encourager l'éducation continue des adultes pour contribuer en particulier à modifier leur état d'esprit en ce qui concerne les rôles respectifs de l'homme et de la femme. Parmi les neuf objectifs généraux formulés dans l'annexe, on a particulièrement mis l'accent sur la mise au point de programmes efficaces d'éducation et d'information de grande envergure, faisant appel à tous les moyens d'information des masses et autres moyens disponibles pour faire bien connaître à la population les normes fixées par l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées dans les conventions, recommandations, déclarations et résolutions adoptées sous leurs auspices, ainsi que la nécessité d'évaluer la contribution des femmes au développement national en vue de fixer des objectifs concrets qui pourraient vraisemblablement être atteints d'ici à 1980 et pour élaborer des programmes qui contribueraient au progrès et à la condition de la femme dans le cadre des plans nationaux de développement général. Les objectifs concernent en particulier l'égalité d'accès aux études pour les garçons et les filles, la possibilité égale de formation et d'emploi, la santé et la protection en cas de maternité, y compris le droit d'accès aux renseignements et aux services consultatifs concernant la planification de la famille, l'administration et la vie publique, en particulier une augmentation sensible du nombre des femmes participant à la vie publique et au gouvernement, au niveau de la direction et des organes qui prennent les décisions.

363. Les recommandations relatives à l'accès des femmes à des postes de rang élevé ou à des postes d'administrateur dans les secrétariats des organismes des Nations Unies ont rencontré l'approbation de la plupart des membres du Conseil. Certains représentants s'y sont cependant opposés, en faisant valoir que l'on pourrait croire que les efforts dans cette direction introduisaient de nouveaux critères dans le recrutement du personnel.

364. Dans la résolution 3 (XXIII), la Commission a recommandé que l'on fasse un effort spécial pour

nommer les femmes qualifiées aux postes des échelons les plus élevés du secrétariat international.

365. Dans la résolution 1510 (XLVIII), qui contient un projet de résolution devant être soumis à l'adoption de l'Assemblée générale, le Conseil a entériné la résolution de la Commission (E/4831, chap. XIII, projet de résolution 1), en y ajoutant dans le préambule une référence à l'Article 101 de la Charte des Nations Unies. Le projet de résolution proposé tendait à ce que l'Assemblée générale exprime l'espoir que les secrétariats des organes du système des Nations Unies donneraient l'exemple en ce qui concerne les possibilités d'emploi qu'elles offraient aux femmes à des postes de rang élevé et à des postes d'administrateur; les invite instamment à prendre ou à continuer de prendre des mesures appropriées pour assurer aux femmes qualifiées des possibilités égales d'accès à ces rangs; et prie le Secrétaire général d'inclure dans le rapport qu'il soumet à l'Assemblée générale sur la composition du Secrétariat les renseignements sur l'accès des femmes à des postes de rang élevé et à des postes d'administrateur dans les secrétariats des organisations susmentionnées, en indiquant le nombre de ces postes et leur niveau.

366. En dernier lieu, le Conseil a noté que, dans la résolution 2 (XXIII) relative aux responsabilités familiales des travailleuses, la Commission avait demandé au Secrétaire général de suggérer aux gouvernements d'organiser dans leurs pays respectifs des enquêtes destinées à recueillir des renseignements ainsi que les avis de ces travailleuses elles-mêmes en ce qui concerne leurs responsabilités familiales et de présenter les réponses reçues à la Commission lors d'une session future.

Service féminin comme moyen permettant aux femmes de travailler bénévolement en faveur de la communauté

367. On a fait savoir au Conseil que la Commission avait été saisie d'un rapport du Secrétaire général (E/CN.6/534) résumant les réponses reçues de 15 gouvernements sur leur expérience en la matière, et qu'elle avait adopté la résolution 5 (XXIII) dans laquelle elle exprimait l'espoir que l'on organiserait des cycles d'études régionaux sur la question dans le cadre du Programme de services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme, et invitait le Secrétaire général à communiquer à la Commission tout renseignement supplémentaire qu'il pourrait recevoir ultérieurement.

Accès de la femme aux études et à la formation

368. Le Conseil a noté qu'en s'occupant de la question de l'accès des femmes aux études et à la formation, la Commission avait examiné des rapports de l'UNESCO au sujet de l'enseignement mixte (E/CN.6/537 et Add.1) et l'égalité d'accès des femmes à l'alphabetisation (E/CN.6/538). Au cours du débat sur cette question, à la Commission comme au Conseil, les représentants ont souligné l'importance de l'enseignement mixte comme condition préalable à l'amélioration de la condition de la femme. On s'est mis d'accord sur le fait qu'il restait beaucoup à faire pour éliminer l'analphabétisme parmi les femmes, et qu'il fallait utiliser les méthodes et les techniques modernes de lutte contre l'analphabétisme. On a déclaré que l'accès des femmes aux études et à la formation était extrêmement important pour leur participation efficace au développement national et qu'il devrait être étroitement

lié aux buts et aux objectifs du programme unifié à long terme pour les femmes.

369. Dans sa résolution 6 (XXIII), relative à l'enseignement mixte, la Commission avait, entre autres choses, exprimé l'espoir que les Etats Membres donnaient aux jeunes filles et aux femmes l'accès dans les établissements mixtes aux mêmes programmes et au même enseignement à tous les niveaux que ceux auxquels avaient accès les jeunes gens et les hommes, et qu'ils favoriseraient l'entreprise d'enquêtes approfondies concernant les effets de l'enseignement mixte et ses répercussions psychologiques sur les deux sexes. Elle recommandait que l'on fournisse divers types d'assistance pour faire en sorte que l'enseignement mixte soit efficacement mis en œuvre, et priait l'UNESCO et les autres institutions spécialisées intéressées d'inclure dans les rapports qu'elles présentaient à la Commission des informations sur le développement de l'enseignement mixte et l'accès des jeunes filles et des femmes aux études, à la formation et aux carrières correspondant à leurs aptitudes et à leurs qualifications.

370. Le Conseil, dans sa résolution 1512 (XLVIII), a entériné les recommandations de la Commission relatives à l'élimination de l'analphabétisme parmi les femmes (E/4831, chap. XIII, projet de résolution III). Il adressait un appel aux Etats Membres, aux organisations non gouvernementales et aux autres organisations bénévoles, en vue d'intensifier leurs efforts pour que toutes les mesures nécessaires soient prises et toutes facilités assurées afin de permettre aux femmes d'initier ou de poursuivre leur éducation en profitant pleinement de tous les programmes d'éducation disponibles des adultes; il demandait à l'UNESCO, entre autres choses, d'assurer dans des programmes d'alphabetisation fonctionnelle une place importante aux femmes et suggérait aux organisations non gouvernementales d'entreprendre diverses activités auprès de l'opinion publique et des pouvoirs publics afin d'élever le niveau de l'alphabetisation chez les adultes, en particulier chez les femmes.

Droits économiques de la femme et accès de la femme à la vie économique

371. Le Conseil a été informé que la Commission avait examiné le rapport de l'OIT ayant trait à celles de ses activités qui présentent un intérêt spécial du point de vue de l'emploi des femmes (E/CN.6/529) et le rapport de l'OIT sur les répercussions du progrès scientifique et technique sur les conditions de travail et l'emploi des femmes (E/CN.6/539 et Add.1), et qu'elle avait aussi tenu compte du rapport du Cycle d'études sur les effets du développement scientifique et technique sur la condition de la femme, tenu à Iasi (Roumanie) en août 1969 (ST/TAO/HR/37).

372. Les discussions à la Commission et au Conseil ont porté principalement sur la question du développement scientifique et technique et de ses répercussions — positives et négatives — sur l'emploi des femmes. On a estimé qu'il était indispensable que les femmes puissent suivre un enseignement technique dans les mêmes conditions que les hommes et recevoir une formation professionnelle et technique plus spécialisée afin d'avoir accès aux emplois les plus variés. On a souligné qu'une répartition des emplois fondée sur le sexe était préjudiciable à la société car elle signifiait souvent que les aptitudes des femmes pour les travaux techniques et mécaniques n'étaient pas utilisées à bon escient.

373. Dans sa résolution 1513 (XLVIII), le Conseil a noté avec satisfaction que les Nations Unies s'atta-

chaient à examiner les effets du progrès scientifique et technique sur la condition de la femme dans la société contemporaine (E/4831, chap. XIII). Il a également prié les Etats Membres de prévoir une éducation scolaire de base accessible aux garçons et aux filles dans des conditions d'égalité et préparant à une formation professionnelle polyvalente, de veiller à ce que l'éducation permanente des adultes, la formation professionnelle accélérée et la réadaptation professionnelle soient accessibles dans les mêmes conditions aux hommes et aux femmes, de faire en sorte que de nouvelles possibilités d'emploi soient accordées aux femmes sur la base des capacités et des aptitudes personnelles, et de consacrer une attention toute particulière aux problèmes d'environnement, d'hygiène et de sécurité du travail nés du progrès scientifique et technique. Le Conseil a demandé au Secrétaire général, aux institutions spécialisées intéressées, en particulier à l'Organisation internationale du Travail ainsi qu'aux Etats Membres, de poursuivre l'étude de cette question et de faire rapport périodiquement à la Commission de la condition de la femme. L'Organisation internationale du Travail a été également priée d'étudier des mesures d'évaluation du travail qui permettraient l'application efficace du principe de l'égalité de rémunération pour un travail de valeur égale et de continuer à revoir les conventions internationales sous l'angle des modifications intervenues par suite du progrès scientifique et technique.

LE RÔLE DE LA FEMME DANS LA FAMILLE

374. Le Conseil a été informé (E/4831, chap. IV) que, dans le cadre de cette question, la Commission avait examiné la question de la condition de la femme et de la planification de la famille, ainsi que celle de la condition de la mère célibataire.

La condition de la femme et la planification de la famille

375. L'examen de la question de la condition de la femme et de la planification de la famille a reposé sur le rapport intérimaire du Rapporteur spécial désigné en 1968 en application de la résolution 1326 (XLIV) du Conseil et chargé d'effectuer une étude sur les rapports entre la condition de la femme et la planification de la famille (E/CN.6/542). Cette étude devait, à l'origine, être basée sur des enquêtes nationales ou sur des études de cas d'espèce réalisées par les gouvernements à l'invitation du Conseil dans sa résolution 1326 (XXIV). Le Rapporteur spécial a informé la Commission que peu de gouvernements avaient été en mesure d'entreprendre de telles enquêtes ou études de cas d'espèce et elle a estimé que la tâche des gouvernements serait facilitée si des directives détaillées étaient formulées.

376. Le Conseil a été informé que, dans sa résolution 7 (XXIII), la Commission avait invité le Rapporteur spécial à poursuivre l'étude selon les grandes lignes exposées dans son rapport intérimaire, de manière que cette étude soit terminée à temps pour être soumise à la Commission lors de sa vingt-cinquième session; qu'elle avait prié le Rapporteur spécial de préparer les indications qui aideraient les gouvernements à entreprendre des enquêtes nationales, qu'elle avait prié les Etats Membres de fournir les renseignements nécessaires conformément à ces indications et qu'elle avait également invité le Rapporteur spécial à examiner, en vue de faciliter son étude, la possibilité de procéder à des consultations aux échelons régional et national avec des

fonctionnaires compétents, avec des experts et avec des responsables féminines.

La condition de la mère célibataire

377. En ce qui concerne la condition de la mère célibataire, le Conseil a été informé que la Commission était saisie d'un rapport du Secrétaire général, rédigé sur demande exprimée par la Commission dans sa résolution 6 (XX) (E/CN.6/540). Ce rapport avait été établi, pour une bonne part, à partir des renseignements utilisés dans l'*Etude des mesures discriminatoires contre les personnes nées hors mariage*²⁴, rédigée à l'intention de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, et sur la base de renseignements fournis au cours des cycles d'études régionaux sur la condition de la femme dans le droit de la famille, organisés de 1961 à 1964 au titre du Programme des services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme. Si l'étude de la Sous-Commission était principalement axée sur la condition des personnes nées hors mariage, le rapport préparé par la Commission traitait spécialement de l'aspect juridique et social de la condition de la mère célibataire, sujet qui intéressait directement la Commission.

378. Les membres du Conseil ont reconnu, comme les membres de la Commission, que la question était importante, étant donné que, comme le rapport en fournissait la preuve, le nombre des mères célibataires ne cessait de s'accroître dans le monde et que celles-ci faisaient l'objet d'une discrimination d'ordre juridique et social, ce qui était une violation des principes établis d'égalité, de non-discrimination et de respect de la dignité humaine. Si le Conseil était unanime à déclarer que la mère célibataire devrait bénéficier de toute urgence de toute l'assistance et de toute la protection sociales nécessaires pour lui permettre, ainsi qu'à son enfant, de vivre dans la dignité, les avis différaient sur la question de savoir si l'élimination de toute discrimination contre la mère célibataire était à conseiller à l'heure actuelle, bien que la plupart des membres aient admis que celle-ci devrait finalement être réalisée afin que la mère célibataire soit reconnue légalement et socialement en tant que parent, avec tous les droits et tous les devoirs que cela comporte. Plusieurs représentants ont également souligné la nécessité d'étudier les facteurs qui étaient à l'origine du problème, c'est-à-dire les causes de l'accroissement du nombre des naissances hors mariage.

379. Le Conseil a été informé que la Commission lui recommandait d'adopter deux projets de résolution (E/4831, chap. XIII, projets de résolution V et VI) qui devaient être envisagés en même temps que la résolution 8 (XXIII) de la Commission (E/4831, chap. XII). Dans sa résolution 8 (XXIII) [E/4831, chap. XII] relative à la condition juridique et sociale de la mère célibataire, la Commission a exprimé l'espoir que le rapport du Secrétaire général sur la condition de la mère célibataire (E/CN.6/540) serait largement diffusé sous une forme appropriée. Le projet de résolution VI (E/4835, chap. XIII) pose un certain nombre de principes généraux destinés à éliminer toute discrimination juridique ou sociale jouant à l'encontre de la mère célibataire. Un certain nombre de représentants du Conseil ont souligné que leurs gouvernements n'avaient pas eu le temps d'étudier les principes généraux recommandés dans le projet

²⁴ Publication des Nations Unies, numéro de vente: F.68.XIV.3.

de résolution, et ont suggéré que l'ensemble du projet de résolution soit envoyé aux gouvernements pour qu'ils formulent leurs observations à ce sujet de façon que la Commission puisse étudier de nouveau ce projet compte tenu des réponses reçues. De telles consultations, a-t-on dit, étaient nécessaires particulièrement au moment où divers pays procédaient à une révision de leur législation familiale. D'autres représentants ont souligné la valeur morale des principes proposés et ont fait remarquer que l'adoption de ces principes ne placerait pas les gouvernements dans l'obligation de modifier leur législation immédiatement. Il a été en outre proposé que ces principes soient simplement recommandés à l'examen des gouvernements. Le Conseil a décidé²⁵, à la reprise de sa quarante-huitième session, de ne prendre aucune décision sur le projet de résolution VI qui lui avait été soumis par la Commission, mais de prier le Secrétaire général de le communiquer aux gouvernements pour qu'ils fassent connaître leurs vues à ce sujet, et que la Commission de la condition de la femme puisse l'examiner de nouveau à la lumière des réponses reçues.

380. Faisant sienne la recommandation de la Commission relative à la protection sociale de la mère célibataire et de son enfant et à la question de leur intégration dans la société (E/4831, chap. XIII, projet de résolution V), le Conseil a adopté une résolution [1514 (XLVIII)] dans laquelle il attirait l'attention sur la nécessité de prendre des mesures adéquates de protection sociale en faveur de la mère célibataire et de son enfant et sur la nécessité pour les gouvernements, les institutions spécialisées et les organisations non gouvernementales d'étudier les problèmes que pose l'intégration de la mère célibataire et de son enfant dans tous les domaines de la société. Il priait également le Secrétaire général de consacrer une partie du rapport sur l'application de la Déclaration sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes à l'étude des problèmes que pose cette intégration.

LA PROTECTION DES FEMMES ET DES ENFANTS EN PÉRIODE D'URGENCE OU EN TEMPS DE GUERRE, EN PÉRIODE DE LUTTE POUR LA PAIX, LA LIBÉRATION NATIONALE ET L'INDÉPENDANCE

381. Le Conseil a appris (E/4831, chap. V) que la Commission était saisie d'un rapport du Secrétaire général sur la protection des femmes et des enfants en période d'urgence ou en temps de guerre, en période de lutte pour la paix, la libération nationale et l'indépendance (E/CN.6/536) établi conformément à la résolution 4 (XXII) de la Commission.

382. Au cours des discussions qui se sont déroulées à la Commission et au Conseil, certains représentants, tout en n'exprimant aucun doute quant aux intentions humanitaires qui avaient poussé la Commission à examiner la question, ont déclaré que cette question s'inscrivait dans le problème général de la protection de la population civile dont l'étude avait été entreprise par d'autres organes des Nations Unies. D'autres représentants ont estimé que cette question était importante, car en période de conflit, les femmes et les enfants étaient les éléments les plus vulnérables de la population; ils pensaient que la préoccupation de la Commission était donc fondée.

383. Dans sa résolution 1515 (XLVIII), le Conseil a fait sien, avec quelques additions, le projet de réso-

lution relatif à la protection des femmes et des enfants en période d'urgence ou en temps de guerre, en période de lutte pour la paix, la libération nationale et l'indépendance que la Commission lui avait recommandé d'adopter (E/4831, chap. XII, projet de résolution V). Entre autres recommandations, il a prié le Secrétaire général d'accorder une attention particulière, dans la poursuite de son étude sur le respect des droits de l'homme en période de conflit armé, à la question de la protection des femmes et des enfants en période d'urgence ou en temps de guerre et de présenter à la Commission, à sa vingt-quatrième session, un rapport contenant des renseignements recueillis auprès de divers organismes des Nations Unies et du Comité international de la Croix-Rouge. Il a également prié l'Assemblée générale d'étudier la possibilité de rédiger une déclaration sur la protection des femmes et des enfants en période d'urgence ou en temps de guerre, et a invité les Etats à remplir toutes les obligations qui leur incombent en vertu de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, du 12 août 1949.

RÉVISION DU PROGRAMME DE TRAVAIL, CONTRÔLE ET LIMITATION DE LA DOCUMENTATION, ÉTABLISSEMENT DE L'ORDRE DE PRIORITÉ ET PÉRIODICITÉ DES SESSIONS DE LA COMMISSION DE LA CONDITION DE LA FEMME

384. Le Conseil a été informé (E/4831, chap. VI) que la Commission avait été saisie d'une note du Secrétaire général (E/CN.6/535) qui appelait l'attention sur les décisions qui avaient été prises par le Conseil et par l'Assemblée générale depuis la vingt-deuxième session de la Commission en 1969 au sujet des questions d'organisation. Il s'agissait, en particulier, de la résolution 2587 (XXIV) de l'Assemblée générale, invitant le Conseil économique et social à reconsidérer sa décision du 8 août 1969 selon laquelle, à partir de 1971, la Commission se réunirait tous les deux ans.

385. L'attention du Conseil a été appelée sur la résolution [E/4831, chap. XII, résolution 9 (XXIII)] par laquelle la Commission avait prié le Conseil, lorsqu'il examinerait la question du plan des conférences à sa quarante-huitième session, en juillet-août 1970, de donner suite à la demande que lui avait adressée l'Assemblée générale dans sa résolution 532 A (VI), et de reconsidérer sa décision du 8 août 1969 de manière que la Commission de la condition de la femme continue à se réunir une fois par an, de préférence trois à quatre mois après la fin de la session de l'Assemblée générale. L'attention du Conseil a également été appelée sur la recommandation du Comité du programme et de la coordination visant à ce que la Commission se réunisse tous les deux ans, recommandation qui figurait dans son rapport sur le programme de travail de la Commission (E/4846/Rev.1, par. 4)²⁶. Les représentants ont décidé que la question serait discutée par le Conseil lorsque celui-ci examinerait le plan des conférences à sa quarante-neuvième session, en juillet-août 1970. L'échange de vues qui a eu lieu au Conseil a reflété les mêmes divergences de vues qu'à la Commission. Selon certains représentants, il serait préférable de tenir des sessions tous les deux ans car elles laisseraient davantage de temps pour préparer les documents que

²⁵ E/SR.1694.

²⁶ Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-huitième session, Supplément no 9, "Résumé des conclusions et recommandations".

le programme de travail chargé de la Commission requiert, et permettraient aux gouvernements d'étudier les documents de façon appropriée avant les sessions. D'autres représentants ont exprimé la crainte que, si la Commission ne se réunissait que tous les deux ans, cela serait interprété comme une baisse de l'intérêt que portent les Nations Unies aux travaux de la Commission, et entraînerait un ralentissement des efforts entrepris sur le plan national.

386. En ce qui concerne le programme de travail de la Commission, les membres du Conseil se sont félicités que la Commission ait décidé de regrouper certains projets et d'en annuler d'autres. Ils ont toutefois estimé que le programme était encore trop chargé et qu'il y avait encore matière à amélioration. On a exprimé l'opinion que les travaux de la Commission bénéficieraient grandement d'une coordination plus étroite avec les autres organismes de l'Organisation des Nations Unies afin d'éviter les doubles emplois, on a également exprimé l'avis que la Commission devrait se borner à examiner les questions qui relevaient strictement de son mandat.

387. Dans sa résolution 1517 (XLVIII), le Conseil a approuvé le programme de travail de la Commission tel qu'il figure au chapitre VI de son rapport (E/4831).

COOPÉRATION AVEC LES ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES NON RATTACHÉES À L'ONU: RAPPORT DE LA COMMISSION INTERAMÉRICAINNE DES FEMMES

388. Comme il est indiqué dans son rapport au Conseil (E/4831, chap. VIII), la Commission était saisie du rapport annuel de la Commission interaméricaine des femmes (E/CN.6/545).

389. La Commission avait recommandé pour adoption au Conseil un projet de résolution relatif à une action accrue au niveau régional concernant la condition de la femme dans lequel elle recommandait notamment la création de commissions intergouvernementales régionales de la condition de la femme afin de rendre plus efficaces les résolutions et les mesures adoptées en faveur des femmes, et de favoriser leur participation au développement de leur pays dans tous les domaines; elle priait le Secrétaire général d'aider, dans les limites des ressources dont il dispose, à la mise en place d'organismes préparatoires qui seraient chargés d'examiner les mesures à prendre en vue de créer des commissions régionales dans les régions où il n'en existe pas encore.

390. Les membres du Conseil ont exprimé des vues divergentes sur l'opportunité de recommander la création de commissions régionales intergouvernementales de la condition de la femme. Ils ont estimé d'une part que les efforts accomplis au niveau régional pour faire progresser la condition de la femme seraient efficaces et souligné d'autre part qu'aucune décision ne pouvait être prise à ce sujet sans le consentement des gouvernements intéressés et sans un examen détaillé du mandat de ces commissions. Il a également été proposé que cette question soit renvoyée à la Commission pour plus ample examen, étant donné qu'elle n'avait pratiquement pas été discutée lors de la vingt-troisième session faute de temps. Le Conseil a décidé²⁷ que ce projet de résolution serait renvoyé à la Commission de la condition de la femme et communiqué aux gouvernements des Etats Membres afin d'obtenir leurs vues sur la question, de façon que la Commission en ait connaissance lorsqu'elle examinera à nouveau le projet de résolution.

INFLUENCE DES ACTIVITÉS DES INTÉRÊTS ÉTRANGERS, ÉCONOMIQUES OU AUTRES, SUR LES CONDITIONS DE VIE DES FEMMES VIVANT DANS LES TERRITOIRES DÉPENDANTS

391. Le Conseil a été informé que la Commission avait étudié l'influence des activités des intérêts étrangers, économiques ou autres, sur les conditions de vie des femmes vivant dans les territoires dépendants (E/4831, chap. IX) et qu'elle avait été saisie d'une note du Secrétaire général expliquant les faits nouveaux intervenus depuis l'adoption par la Commission de la résolution 3 (XXII) dans laquelle celui-ci avait prié le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux de faire figurer dans son rapport à l'Assemblée générale des renseignements sur les conditions de vie des femmes vivant dans les territoires dépendants.

392. Un certain nombre de membres du Conseil ont mis en doute la compétence de la Commission à discuter de cette question en alléguant que cette question entraînait dans le cadre plus vaste du problème du colonialisme, examiné par d'autres organismes des Nations Unies, et qu'elle ne concernait pas uniquement les femmes. D'autres membres, cependant, ont maintenu que cette question revêtait une grande importance pour le progrès de la condition de la femme, compte tenu notamment de la lenteur avec laquelle la Déclaration sur l'élimination de la discrimination contre les femmes était appliquée.

393. Dans sa résolution 1516 (XLVIII), le Conseil a approuvé le projet de résolution de la Commission sur l'influence des activités des intérêts étrangers, économiques et autres, sur les conditions de vie des femmes vivant dans les territoires dépendants (E/4831, chap. XIII, projet de résolution IX) qui priait l'Assemblée générale d'inviter le Comité spécial à étudier la question de l'influence des activités des intérêts étrangers, économiques et autres, sur les conditions de vie des femmes vivant dans les territoires dépendants afin que cette étude soit soumise à la Commission de la condition de la femme lors de sa vingt-quatrième session.

LA JEUNESSE ET LES DROITS DE L'HOMME

394. Le Conseil a été informé que la Commission n'avait pas eu suffisamment de temps pour examiner convenablement la question relative à la jeunesse qui avait été inscrite à l'ordre du jour à la vingt-troisième session comme suite à la demande faite par la Commission des droits de l'homme dans sa résolution 20 (XXIV), et que, par conséquent, elle en avait renvoyé l'examen à la vingt-quatrième session²⁷.

O. — Services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme

395. Conformément aux décisions prises à la quarante-septième session²⁸, le Conseil, à sa quarante-huitième session, s'est informé des faits nouveaux intervenus au sujet des services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme en prenant connaissance des rapports de la Commission des droits de l'homme et de la Commission de la condition de la femme. Le Conseil était par conséquent saisi des parties pertinentes du rapport de la Commission des droits de l'homme sur sa

²⁷ Voir sect. K plus haut.

²⁸ Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale*, vingt-quatrième session, Supplément n° 3, par. 623.

vingt-sixième session (E/4816, chap. VIII) et de celui de la Commission de la condition de la femme sur sa vingt-troisième session (E/4831, chap. VII).

396. On a fait savoir au Conseil que les membres des deux commissions avaient souligné l'importance du programme des services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme et avaient exprimé leur satisfaction pour le travail accompli par le Secrétariat en ce qui concerne la mise en œuvre dudit programme. On a appelé l'attention du Conseil sur trois cycles d'études organisés en 1969; le premier portait sur les problèmes spéciaux concernant les droits de l'homme dans les pays en voie de développement et s'était tenu du 26 juin au 9 juillet à Nicosie (Chypre); le second, qui portait sur l'influence du progrès scientifique et technique sur la condition de la femme, avait eu lieu à Iasi (Roumanie) du 5 au 18 août 1969; et le troisième, relatif à la création de commissions régionales sur les droits de l'homme, en particulier dans les pays africains, s'était tenu au Caire (République arabe unie) du 2 au 15 septembre 1969. On a également appelé l'attention sur le programme des cycles d'études pour 1970, dont deux seraient organisés à l'échelle mondiale, le premier sur le rôle de la jeunesse dans la promotion et la protection des droits de l'homme, et le second sur la participation des femmes à l'économie nationale [ce dernier étant lié à l'application de l'article 10 de la Déclaration sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, adoptée par l'Assemblée générale dans sa résolution 2263 (XXII)], qui auront lieu respectivement à Belgrade (Yougoslavie) du 2 au 12 juin 1970 et à Moscou (URSS) du 8 au 21 septembre 1970; et deux cycles d'études régionaux, l'un sur la mise en œuvre des droits économiques et sociaux dans les pays en voie de développement et l'autre sur l'assistance judiciaire, qui auront lieu respectivement à Lusaka (Zambie) du 23 juin au 6 juillet 1970 et aux Etats-Unis d'Amérique, à une date ultérieure en 1970.

397. On a fait savoir au Conseil²⁹ qu'on procédait à des arrangements en vue d'organiser, en 1971, en collaboration avec le Gouvernement du Cameroun, un cycle d'études sur les mesures à prendre à l'échelon national pour l'élimination de la discrimination raciale et créer des conditions de tolérance raciale, dans le

²⁹ E/AC.7/SR.636.

cadre de l'Année internationale pour l'élimination de la discrimination raciale, ainsi qu'un second cycle d'études qui se tiendra au Gabon à l'invitation du Gouvernement gabonais sur une question relative à la condition de la femme. Le Conseil a également été informé d'un certain nombre d'offres qu'on avait reçues de plusieurs Etats Membres qui proposaient d'accueillir de futurs cycles d'études sur divers sujets relatifs aux droits de l'homme.

398. On a également attiré l'attention du Conseil sur les résolutions ci-après adoptées par la Commission des droits de l'homme et la Commission de la condition de la femme et qui contiennent un certain nombre de décisions concernant le programme des services consultatifs.

a) Dans la résolution 6 (XXVI), la Commission des droits de l'homme, désireuse de contribuer à la réalisation des objectifs du Séminaire du Caire de 1969 sur la création de commissions régionales sur les droits de l'homme, priait le Secrétaire général, entre autres choses, d'accorder toute l'assistance appropriée dans le cadre du programme des services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme;

b) Dans la résolution 4 (XXIII), relative à un programme unifié à long terme des Nations Unies pour le progrès de la femme, la Commission de la condition de la femme avait prié le Secrétaire général d'examiner la possibilité de donner aux Etats Membres, dans le cadre du programme des services consultatifs relatifs aux droits de l'homme, de nouveaux types d'assistance dans le domaine de la condition de la femme;

c) Dans la résolution 5 (XXIII), relative au service féminin comme moyen permettant aux femmes de travailler bénévolement en faveur de la communauté, la Commission de la condition de la femme avait exprimé l'espoir que soient organisés, dans le cadre du programme des services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme, des cycles d'études régionaux sur le service civique féminin.

399. Plusieurs membres du Conseil ont fait part de leur satisfaction en ce qui concerne le programme des services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme de 1970 et ont exprimé l'espoir que la Division des droits de l'homme du Secrétariat des Nations Unies continuerait à exécuter ce programme à l'avenir.

Chapitre X

ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES POUR LE DÉVELOPPEMENT *

A. — Programme des Nations Unies pour le développement **

400. Les rapports du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement sur sa neuvième session, tenue du 19 au 30 janvier 1970 (E/4782)¹ et sur sa dixième session, tenue du 9 au 30 juin 1970 (E/4884/Rev.1)² ont été présentés au Conseil économique et social à sa quarante-neuvième session³ par le Directeur adjoint du PNUD. Celui-ci a déclaré qu'au cours de l'année précédente le PNUD avait consacré beaucoup d'attention à l'examen des moyens par lesquels il pourrait relever le niveau de vie des populations des pays en voie de développement grâce à un accroissement et à une amélioration de son assistance technique multilatérale. Le Conseil d'administration du PNUD avait discuté de la capacité du système des Nations Unies pour le développement et approuvé le texte d'un consensus (E/4884/Rev.1, par. 94, annexe) qu'il avait demandé au Conseil d'approuver et de recommander à l'Assemblée générale pour approbation. Le Directeur adjoint a également passé en revue l'ensemble des réalisations du PNUD.

401. Le consensus approuvé par le Conseil d'administration reposait sur le concept du cycle de la coopération des Nations Unies pour le développement, dont les différentes phases sont l'établissement des programmes, la formulation, l'examen et l'approbation des projets, l'exécution, l'évaluation et les activités consécutives.

402. L'établissement des programmes du PNUD par pays constitue la phase essentielle de ce cycle. Ces programmes devraient être établis sur la base des plans nationaux de développement, compte tenu des priorités ou des objectifs définis par les gouvernements eux-mêmes, et en fonction des chiffres de planification indicative qui leur seraient communiqués par le PNUD étant entendu que ces chiffres ne seraient pas considérés comme constituant un engagement, mais comme une indication raisonnablement valable, aux fins de la programmation à long terme, des ressources que les pays en question pourraient escompter du PNUD pendant une période donnée.

403. Aux termes du consensus approuvé par le Conseil d'administration dans chaque pays le programme d'assistance du PNUD devrait être formulé par le gouvernement, en coopération avec les représentants du système des Nations Unies, travaillant sous la direction du représentant résident du PNUD. Celui-ci transmet-

trait le programme national au Directeur qui, à son tour, le soumettrait, accompagné de ses recommandations, au Conseil d'administration pour examen et approbation. Bien que le Conseil d'administration ait seul le pouvoir d'approuver les projets, il déléguerait pour trois ans ce pouvoir au Directeur et autoriserait celui-ci à déléguer lui-même ce pouvoir aux représentants résidents.

404. Le Conseil d'administration veillerait à ce qu'une partie de ressources du programme soit consacrée à l'établissement des programmes multinationaux. Dix-huit pour cent des ressources nettes du Programme seraient réservées à cette fin et 82 p. 100 seraient affectées à l'établissement des programmes par pays. Le consensus prévoyait en outre un nouveau système de gestion financière, visant à ce que les ressources du Programme soient disponibles à tout moment et dans toute la mesure possible aux fins des programmes, sous réserve seulement du maintien permanent d'une réserve plus rationnelle, fixée initialement à 150 millions de dollars.

405. En ce qui concerne la fourniture de l'assistance du PNUD, le consensus abordait les points ci-après: responsabilités du Conseil d'administration et du Directeur, rôle des organismes des Nations Unies, principes à suivre en ce qui concerne le choix et la responsabilité des organisations chargées de l'exécution, disponibilité et valeur du personnel affecté aux projets, contrôle des opérations et évaluations des résultats, investissements et autres activités consécutives. A cet égard, le Conseil d'administration priait le Conseil consultatif interorganisations d'entreprendre un réexamen complet de ses fonctions et de ses méthodes de travail essentielles, ainsi que de ses relations avec le Conseil d'administration.

406. Le consensus prévoyait l'établissement d'un calendrier et l'adoption de mesures transitoires, en vue de soumettre au Conseil d'administration, pour examen à sa douzième session, en juin 1971, un certain nombre de programmes par pays.

407. Le consensus traitait également de l'organisation du PNUD au siège et à l'échelon national. Il prévoyait, d'une part, que le Directeur serait pleinement responsable de la gestion du Programme des Nations Unies pour le développement sous tous ses aspects et, d'autre part, une plus grande décentralisation, du Siège vers les pays, des responsabilités en matière de programmation et d'exécution. On y trouvait également des directives touchant la création de bureaux régionaux au Siège qui assureraient la liaison entre le Directeur et les représentants résidents, le recrutement de spécialistes de la planification à long terme et la mise au point de méthodes plus rationnelles et plus efficaces pour l'évaluation des résultats et les activités consécutives. A l'échelon des pays, le représentant résident, qui s'appellerait désormais Directeur résident du PNUD, se verrait déléguer le maximum de pouvoirs et son rôle serait considérablement renforcé.

* Point inscrit à l'ordre du jour provisoire de la vingt-cinquième session de l'Assemblée générale.

** Cette section traite également du Fonds d'équipement des Nations Unies, question qui fait l'objet d'un point à l'ordre du jour provisoire de la vingt-cinquième session de l'Assemblée générale.

¹ Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-neuvième session, Supplément no 6.

² Ibid., Supplément no 6A.

³ E/SR.1712.

403. Dans la dernière partie du texte du consensus, le Conseil économique et social était prié de demander à toutes les organisations chargées de l'exécution de réviser leur structure administrative au Siège, à l'échelon régional et à l'échelon local, en vue de l'adapter à l'expansion de leurs activités opérationnelles financées par le PNUD (voir par. 425 ci-après). Le Conseil était également invité à envisager de faire entreprendre immédiatement une étude des problèmes des structures régionales et sous-régionales du système des Nations Unies qui sont liés à l'amélioration de la capacité du système des Nations Unies pour le développement ⁴.

409. Le Directeur adjoint a exposé brièvement certaines des activités du Programme en 1969 et leurs conséquences. Durant cet exercice, les crédits affectés aux activités d'assistance du PNUD avaient été évalués à 200 millions de dollars, les contributions de contrepartie versées par les gouvernements bénéficiaires représentant une somme encore plus importante. Cette augmentation des dépenses avait correspondu à un accroissement considérable du volume d'activités, et l'on comptait près de 3 000 projets de préinvestissement et d'assistance technique en cours d'exécution dans quelque 130 pays et territoires en voie de développement. Dans le cadre de l'élément Fonds spécial, 691 projets étaient opérationnels en 1969 et 87 avaient été achevés durant l'année. Au 30 juin 1970, les projets de préinvestissement pour lesquels on avait donné l'autorisation de commencer les travaux sur le terrain étaient au nombre de 1 000. A cette même date, on s'apprêtait en outre à mettre en chantier 234 nouveaux projets, y compris ceux qui avaient été approuvés par le Conseil d'administration à sa dixième session. En 1969, le PNUD avait par ailleurs fourni une assistance à 2 258 projets opérationnels au titre de l'élément Assistance technique, dont 1 952 projets nationaux et 306 projets régionaux et interrégionaux. Depuis 1959, dans le cadre de projets exécutés pour le compte du PNUD, 60 000 experts avaient été envoyés dans des pays en voie de développement, 45 000 ressortissants de pays en voie de développement avaient reçu un enseignement et une formation à l'étranger grâce à des bourses de perfectionnement, et un nombre encore plus considérable avait reçu une formation en cours d'emploi. Les projets de préinvestissement bénéficiant de l'assistance du PNUD avaient stimulé directement ou indirectement, des investissements de plus de 3,4 milliards de dollars. Depuis 1959, plus de 500 000 ressortissants de pays en voie de développement avaient suivi des cours dans des instituts et des universités créés ou renforcés à la suite de 360 projets de grande envergure ayant bénéficié de l'assistance du PNUD.

410. Le Directeur adjoint a également parlé des activités du Fonds d'équipement des Nations Unies. A sa neuvième session, le Conseil d'administration avait approuvé les principes directeurs devant régir l'octroi des prêts. Il avait autorisé le Directeur à réaliser désormais des transactions en concluant des accords de crédit au fur et à mesure qu'ils seraient prêts, le Conseil en étant informé à sa session suivante. A sa dixième session, le Conseil d'administration avait pris note d'un rapport intérimaire du Directeur (DP/L.139), qui faisait état de neuf transactions en cours de réalisation. Le Conseil d'administration avait été informé des difficultés rencontrées pour commencer les opérations du Fonds avec les ressources limitées dont il disposait, à savoir l'équivalent de 3,4 millions de dollars, annoncés

principalement en monnaies non convertibles, et sur lesquels 788 525 dollars seulement avaient été versés au 1^{er} mai 1970.

411. Le Conseil d'administration avait également examiné la possibilité de créer un corps international de volontaires au service du développement, conformément à la résolution 1444 (XLVII) du Conseil économique et social. Le Directeur avait annoncé à ce propos son intention de présenter, à une session ultérieure du Conseil d'administration, des propositions précises touchant l'utilisation des ressources du PNUD au titre du corps international de volontaires qui était envisagé, après que le Conseil économique et social aurait pris les décisions de politiques nécessaires ⁵.

412. Sa dixième session ayant coïncidé avec l'annonce des catastrophes naturelles survenues en Roumanie, en Hongrie et au Pérou, le Conseil d'administration avait examiné l'aide que le PNUD pourrait apporter au Pérou et avait jugé essentiel que les efforts nationaux et bilatéraux soient complétés par une action internationale. Le Directeur avait envoyé une mission d'enquête au Pérou et le Conseil d'administration s'était déclaré satisfait des mesures prises comme suite au rapport de cette mission. Il avait décidé qu'il fallait prévoir des activités préparatoires de caractère urgent et que le montant du Fonds de roulement devait être porté de 12 à 14 millions de dollars. Il avait en outre adopté une résolution dans laquelle il priait le Conseil économique et social de recommander aux Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies de créer un fonds d'urgence pour les catastrophes, dont la première activité consisterait à procurer une aide au Pérou ⁶.

413. Les représentants qui ont participé aux travaux du Conseil se sont surtout intéressés à la question de l'amélioration de la capacité du système des Nations Unies pour le développement. Ils se sont déclarés satisfaits des progrès réalisés par le Conseil d'administration et l'ont félicité d'avoir réussi à mettre au point, avec beaucoup d'objectivité et de modération, le texte d'un consensus touchant les réformes à apporter au mécanisme du PNUD en vue d'améliorer la capacité du système des Nations Unies pour le développement.

414. Le PNUD était arrivé à un carrefour important de son histoire au moment le plus approprié, qui coïncidait avec le début de la deuxième Décennie du développement. Les conclusions auxquelles était parvenu le Conseil d'administration constitueraient un élément fort important dans la stratégie de la Décennie et faciliteraient la mise au point de plans de développement nationaux. On a souligné que l'examen des améliorations à apporter au Programme était fondé sur l'hypothèse que les ressources du PNUD seraient doublées au cours des trois ou quatre années à venir et a exprimé l'espoir que les principaux pays donateurs accroîtraient leur contribution de manière que l'on puisse atteindre l'objectif envisagé. Une réforme qualitative du système des Nations Unies permettrait d'accroître le volume des services rendus et de réduire la bureaucratie, le chevauchement des fonctions et la dispersion des efforts. On a fait observer que certains points n'étaient pas traités de manière approfondie dans le consensus et que le Conseil d'administration avait encore à étudier des questions importantes telles que celles du personnel chargé de l'assistance au développement, ainsi que celles

⁴ Voir chap. V, sect. E.

⁵ Voir chap. XI, sect. J.

⁶ Voir chap. XI, sect. M.

du système d'information et du système de comptabilité.

415. On a observé que le consensus donnerait au Programme une nouvelle orientation, de nouveaux objectifs et une nouvelle méthodologie. On devrait y donner suite pleinement et rapidement, mais l'application du nouveau système devrait toutefois être progressive, car il serait difficile de soumettre d'un seul coup au Conseil d'administration, dès 1971, 125 programmes distincts. La décentralisation du PNUD signifiait que le centre de gravité serait déplacé du siège du PNUD à l'échelon national, et le perfectionnement des critères déjà définis par le PNUD et qui seraient à la base des chiffres de planification indicative, devrait permettre de mieux rationaliser le système d'aide au développement du PNUD. Toutefois, il ne faudrait pas que cette décentralisation des activités diminue l'autorité du Conseil d'administration et la responsabilité qu'il a envers les gouvernements.

416. On a exprimé l'avis que la programmation nationale ne pouvait pas à elle seule fournir la base d'une planification efficace du développement; dans certaines zones des projets régionaux étaient nécessaires et à cet égard l'allocation de 18 p. 100 au plus des fonds du PNUD aux projets multinationaux ne laissait pas suffisamment de latitude d'action.

417. Les directeurs résidents, qui devraient être choisis compte tenu de leur expérience en matière de développement économique et social, de leurs compétences administratives et de leur désir de comprendre les problèmes des pays en voie de développement, devraient assumer sur le terrain la responsabilité de toutes les activités des organismes des Nations Unies et devenir les seuls porte-parole des Nations Unies auprès des gouvernements. La plupart des représentants ont estimé que grâce aux pouvoirs plus larges conférés au Directeur en ce qui concerne l'approbation des projets, ainsi qu'aux pouvoirs qu'il pourrait lui-même déléguer aux directeurs résidents, la capacité d'action du PNUD serait augmentée. Un membre a toutefois jugé que l'élargissement du mandat du Directeur risquait d'être aux dépens du Conseil d'administration et certains représentants, après avoir exprimé leur appréhension quant aux pouvoirs conférés aux directeurs résidents, ont déclaré que l'on devrait veiller à ne pas porter atteinte à la souveraineté des gouvernements. On a mis l'accent sur la nécessité d'une coordination maximum et sur le rôle des directeurs résidents dans la coordination de l'assistance bilatérale avec l'assistance des Nations Unies. On a estimé que les fournisseurs d'aide bilatérale et les organisations internationales qui ne sont pas reliées aux Nations Unies devraient également consulter les directeurs résidents.

418. Plusieurs membres ont attaché une grande importance au renforcement du Siège par la création rapide de quatre bureaux régionaux qui seraient en liaison directe avec le directeur résident et devraient avoir à leur tête des personnes d'un rang et d'un niveau de compétence élevés. Un membre a toutefois estimé qu'il ne devait pas y avoir affaiblissement du rôle du Directeur dans la mise au point des politiques générales des programmes, et que celui-ci devrait être secondé par un organe central de conception et de coordination. Un autre membre a mis en garde contre toute dépense d'administration supplémentaire à cet égard et demandé instamment que les ressources disponibles soient utilisées de manière plus rationnelle.

419. En ce qui concerne les questions financières, on a mis en évidence le lien existant entre les chiffres de planification indicative et les ressources provenant des contributions des Etats Membres, et souligné par conséquent la nécessité pour le Directeur de maintenir un rapport étroit entre les engagements concrets et les ressources disponibles. D'autre part, on a instamment prié le PNUD d'étudier les possibilités d'investissements consécutifs, non seulement de la BIRD, mais aussi de sources multilatérales, bilatérales et nationales, ce qui permettrait d'aboutir à de meilleurs résultats. Pour encourager de tels investissements, on a suggéré que les projets présentés par le PNUD soient plus "bancables".

420. On a vigoureusement recommandé de faire appel à des ressortissants qualifiés, lorsqu'il en existe, et exprimé l'espoir que les nouvelles dispositions adoptées à ce sujet seraient rapidement mises en œuvre.

421. Plusieurs membres ont rappelé que le Conseil avait décidé de différer sa décision concernant un prêt du PNUD de 10 millions de dollars pour aider l'ONU à financer la construction d'un nouveau bâtiment à usage de bureaux au Siège de l'ONU. Certains membres ont déclaré que les modalités de l'opération n'avaient pas été clairement précisées, et que la question du prêt soulevait celle du siège permanent du PNUD. On a souhaité que cet aspect du problème ne soit pas perdu de vue lorsque la question serait débattue à la session extraordinaire que le Conseil d'administration doit tenir en septembre 1970. D'autres représentants ont déclaré que le prêt pouvait être autorisé sans préjuger les conclusions de l'étude du Secrétaire général sur les conditions optimum des différents services du Secrétariat, y compris le PNUD.

422. En ce qui concerne le Fonds d'équipement des Nations Unies, certains membres se sont félicités des efforts déployés par le Directeur et des réalisations intéressantes à son actif. Ses opérations, qui, tout en restant à petite échelle, avaient été d'une importance indéniable, avaient montré la nécessité de lui assurer des ressources accrues, et les pays développés ont été instamment priés d'y contribuer.

423. Le représentant du Pérou a exprimé la reconnaissance de son gouvernement pour la promptitude avec laquelle le Directeur avait agi à la suite du désastre survenu au Pérou, en identifiant rapidement les projets peu coûteux de diverses sortes susceptibles d'avoir des effets immédiats, tandis que des projets de plus grande envergure seraient mis au point.

424. A l'issue des travaux, le Conseil, dans sa résolution 1529 (XLIX), a pris note des rapports du Conseil d'administration sur ses neuvième et dixième sessions. Dans sa résolution 1530 (XLIX), il a approuvé par consensus le projet de résolution recommandé par le Conseil d'administration, compte tenu des réserves et commentaires formulés ou réitérés par les membres du Conseil lors de son examen. Dans cette même résolution, qui concernait la capacité du système des Nations Unies pour le développement, le Conseil a approuvé les dispositions élaborées par le Conseil d'administration concernant le programme des Nations Unies pour le développement, qui figuraient en annexe à ladite résolution, et recommandé à l'Assemblée générale d'adopter un projet de résolution dans lequel elle approuverait elle aussi ces dispositions, en les déclarant applicables aux activités du programme à partir du 1^{er} janvier 1971, et prierait le Conseil d'administration d'établir, pour le soumettre à l'Assemblée générale, si possible à sa vingt-sixième session, un projet de statut

unique du Programme, incorporant ces dispositions ainsi que les dispositions pertinentes des précédentes résolutions.

425. Le Conseil a également décidé de recommander à toutes les organisations chargées de l'exécution de réviser leur structure administrative au Siège, à l'échelon régional et à l'échelon local, en vue de l'adapter à l'expansion de leurs activités opérationnelles financées par le PNUD, en s'inspirant des considérations suivantes: a) à l'intérieur de chaque organisation, un service organique devrait être chargé de tout ce qui concerne l'exécution des projets du PNUD; b) il faudrait accroître l'efficacité et la rapidité de l'exécution des projets; c) il faudrait, surtout, chercher à améliorer la cadence du recrutement et de la répartition du personnel d'exécution; et d) les frais généraux administratifs liés à l'exécution du PNUD devraient être réduits au minimum afin que des ressources accrues puissent être consacrées à l'assistance directe aux pays bénéficiaires.

B. — Activités de coopération technique entreprises par le Secrétaire général

426. Au cours de sa discussion⁷ consacrée aux rapports du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement sur ses neuvième et dixième sessions (E/4782 et E/4884/Rev.1)⁸, le Conseil économique et social a examiné respectivement le chapitre VIII et le chapitre VI de ces rapports, qui traitaient des activités de coopération technique entreprises par le Secrétaire général.

427. Ainsi qu'il est indiqué dans le rapport du Conseil d'administration, le Secrétaire général lui avait présenté lors de sa neuvième session un rapport sur le programme ordinaire de l'Organisation des Nations Unies ainsi que des observations à propos du caractère et du rôle futurs du programme. Dans son rapport, le Secrétaire général avait informé le Conseil d'administration que, par sa résolution 1435 (XLVII), le Conseil économique et social avait pris acte de la décision que le Conseil d'administration avait prise à sa septième session au sujet du caractère et du rôle futurs du programme ordinaire et du fait que, dans sa résolution 2514 (XXIV), qu'elle avait adoptée sur la recommandation du Conseil économique et social, l'Assemblée générale avait approuvé l'application des procédures pour l'établissement du programme et du budget figurant dans la résolution 1434 (XLVII) du Conseil, sauf en ce qui concerne les activités de développement industriel. Par sa résolution 2511 (XXIV), l'Assemblée générale avait décidé de maintenir au titre V du budget de l'Organisation des Nations Unies un chapitre distinct pour l'assistance technique en matière de développement industriel et avait réaffirmé sa résolution 2298 (XXII), par laquelle elle avait prévu l'examen et l'approbation des projets et des programmes par le Conseil du développement industriel.

428. Le Secrétaire général avait indiqué qu'il s'était efforcé de suivre les principes directeurs intéressant le programme ordinaire, en tenant compte du fait qu'en janvier 1969, au moment de l'approbation initiale des principes directeurs par le Conseil d'administration, les travaux préparatoires concernant le programme ordinaire pour 1970 étaient déjà assez avancés. Le programme ordinaire pour 1971 serait le premier

programme annuel pour lequel on pouvait tenir compte, dès le début, des principes directeurs qui avaient été approuvés. Pour 1970, toutefois, le Secrétaire général prendrait diverses initiatives conformes à ces principes directeurs, dont la plus importante consisterait à instituer un nouveau service pour l'élaboration et l'exécution des plans. Les autres domaines pour lesquels il se proposait de prendre des mesures spéciales intéressaient la formation et l'évaluation.

429. L'expérience avait montré qu'en matière d'élaboration et d'exécution des plans, le mieux était de prévoir l'assistance fondamentale dans ce domaine sur une base interdisciplinaire, en faisant appel à des experts qui avaient une connaissance approfondie du pays et de ses problèmes et qui pouvaient mesurer de façon suivie les progrès accomplis. Le Secrétaire général avait déclaré qu'on pourrait adéquatement fournir de tels services en constituant sur une base permanente des équipes consultatives interdisciplinaires dont chacune serait chargée d'aider un petit groupe de pays⁹. Ces équipes fourniraient au gouvernement un diagnostic portant sur tous les aspects de l'élaboration et de l'exécution des plans de développement, ainsi que des avis et une assistance; apporteraient leur concours aux gouvernements et aux représentants résidents du PNUD pour leur permettre de définir les besoins en matière de coopération technique extérieure et les sources éventuelles d'assistance; et aideraient les gouvernements à élaborer des politiques et des programmes qui soient en rapport avec ceux qui seraient établis par des organes intergouvernementaux au niveau régional et sous-régional. On prévoyait que chaque équipe serait composée de plusieurs experts principaux, ayant à eux toutes les connaissances de base nécessaires à l'accomplissement des fonctions décrites ci-dessus. En raison du caractère expérimental de la proposition et des crédits limités dont on disposait, le Secrétaire général avait exprimé l'espoir que l'on pourrait constituer trois équipes multinationales en 1970, et que, si cette expérience était encourageante, on pourrait constituer six autres équipes en 1971.

430. Le Secrétaire général avait indiqué que la formation constituant un des meilleurs moyens de développer les ressources humaines, on prenait actuellement des dispositions pour procéder à une évaluation de la formation en tant qu'élément du programme de coopération technique des Nations Unies. Cette évaluation était destinée à aider les gouvernements à définir leurs besoins en matière de formation dans les domaines où les Nations Unies fournissaient une assistance et à déterminer de quelle manière et dans quels secteurs cette assistance devait être fournie. Cette étude, qui serait initialement limitée à l'Afrique, indiquerait des moyens pratiques permettant la planification concertée des moyens de formation et l'amélioration des instruments destinés à répondre aux besoins du point de vue du contenu et de la présentation des programmes.

431. Le Secrétaire général avait déclaré qu'en plus des évaluations qui étaient normalement effectuées dans le cadre de la préparation et de l'exécution des projets, l'ONU était sur le point d'entreprendre, en coopération avec les commissions économiques régionales intéressées, une évaluation par secteur dans un certain nombre de pays en voie de développement des activités de coopération technique entreprises au cours des cinq dernières années dans les domaines connexes de la planification du développement économique et social,

⁷ E/SR.1712 à 1714.

⁸ Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-neuvième session, Suppléments nos 6 et 6A.

⁹ Voir chap. V, sect. D.

de l'administration publique et des statistiques. On prévoyait que ces évaluations, qui reposeraient sur tout un ensemble de projets entrepris dans des domaines connexes, fourniraient une meilleure perspective pour déterminer les besoins en matière d'assistance, ainsi que pour formuler et exécuter des projets dans ces domaines.

432. A propos du programme ordinaire pour 1971, le Secrétaire général avait recommandé des objectifs indicatifs pour les différents articles figurant au chapitre 13 du titre V du budget ordinaire des Nations Unies intéressant les domaines du développement économique, du développement social, de l'administration publique, des services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme et du contrôle des stupéfiants; le développement industriel figurait au chapitre 14. Dans le cadre de ces objectifs indicatifs, on continuerait d'accorder une attention particulière aux activités régionales et sous-régionales; on fournirait un appui financier aux activités opérationnelles des commissions économiques régionales et du Bureau des affaires économiques et sociales de l'Organisation des Nations Unies à Beyrouth, ainsi qu'aux moins développés des pays en voie de développement.

433. Lors de la dixième session du Conseil d'administration, le Secrétaire général avait soumis son rapport annuel (DP/RP/9 et Corr.1 et Add.1), dans lequel il avait présenté un tableau synoptique de l'assistance fournie en 1969 ainsi que des renseignements statistiques et certaines caractéristiques de cette assistance, telle qu'elles se manifestaient dans les diverses régions, il avait fait rapport sur le stade actuel de l'établissement du programme ordinaire pour 1971 et il avait informé le Conseil d'administration des principaux efforts déployés au cours de l'année 1969 afin de mieux adapter les activités de coopération technique de l'Organisation des Nations Unies aux besoins des gouvernements.

434. Le Secrétaire général avait indiqué que le montant total de l'assistance fournie par l'Organisation des Nations Unies dans le cadre de ses programmes de coopération technique s'était élevé à 47,9 millions de dollars, contre 46,6 millions de dollars en 1968 et 45,8 millions de dollars en 1967. Comme au cours des deux années précédentes, l'augmentation des ressources avait résulté essentiellement de l'accroissement du nombre de projets du Fonds spécial pour lesquels l'ONU avait joué le rôle d'organisation chargée de l'exécution. Pour l'ensemble des activités entreprises par l'Organisation des Nations Unies, 2 092 experts originaires de 99 pays avaient fourni leurs services à 115 pays et territoires en voie de développement. Un nombre total de 1 235 bourses avait été accordées à des ressortissants de 112 pays et territoires afin de poursuivre des études dans 80 pays d'accueil. En outre, 951 personnes originaires de 129 pays et territoires avaient participé à des programmes de formation de groupes organisés par l'ONU dans divers domaines d'activités et pour lesquels 32 gouvernements avaient fourni des installations d'accueil. En 1969, 29,9 p. 100 des ressources d'assistance technique (non compris les ressources du Fonds spécial) avaient été consacrées aux programmes régionaux et interrégionaux, la tendance ascendante amorcée en 1967 et en 1968 se poursuivant. La répartition du total des ressources avait été la suivante en 1969: 37,7 p. 100 pour l'Afrique, 24,8 p. 100 pour l'Asie et l'Extrême-Orient, 20,6 p. 100 pour l'Amérique latine, 8,1 p. 100 pour l'Europe, 4,5 p. 100 pour le Moyen-Orient et 4,3 p. 100 pour les projets interrégionaux.

435. Le Secrétaire général avait passé en revue les tendances enregistrées dans l'assistance fournie en 1969 ainsi que les dispositions qui avaient été prises pour l'établissement du programme ordinaire pour 1971. Exposant les principales activités entreprises par l'Organisation des Nations Unies afin de mettre en œuvre les objectifs figurant dans les programmes de coopération technique, il avait fait mention des progrès réalisés en ce qui concerne la constitution d'équipes consultatives, interdisciplinaires et multinationales de développement, la fourniture d'une équipe interdisciplinaire de planification du programme à court terme, chargée d'aider les gouvernements demandeurs à identifier leurs besoins dans le domaine de la coopération technique à moyen terme, compte tenu de leur stade de développement, de leurs plans, de leurs objectifs et leurs ressources; la préparation d'une étude de faisabilité intéressant la création d'un corps international de volontaires pour le développement; et une étude en vue de déterminer quelles étaient les meilleures méthodes susceptibles d'être utilisées dans un système de renseignements techniques faisant appel aux techniques électroniques pour l'identification, le rassemblement, le stockage et la récupération des données.

436. Au cours de la discussion générale consacrée au rapport du Secrétaire général (DP/RP/8) à la neuvième session du Conseil d'administration, de nombreux membres avaient exprimé leur accord avec les principaux points évoqués dans ce rapport et s'étaient déclarés favorables au programme ordinaire, plusieurs membres ayant appuyé l'initiative du Secrétaire général visant à améliorer encore davantage l'assistance fournie par l'ONU aux pays en voie de développement pour renforcer leurs méthodes et leur mécanisme d'élaboration et d'exécution des plans. La constitution sur une base sous-régionale d'équipes interdisciplinaires de conseillers pour le développement avait été accueillie avec satisfaction et on avait signalé qu'il convenait de faire appel, dans le cadre de ces équipes, le cas échéant, au concours de la Banque mondiale et des institutions spécialisées. On avait souligné l'importance qu'il y avait à instaurer un équilibre approprié entre la planification sociale et la planification économique. Plusieurs membres avaient souligné l'importance de la formation et s'étaient déclarés favorables aux dispositions actuellement prises pour procéder à une évaluation de la formation en tant qu'élément du programme de coopération technique de l'ONU. Dans le cadre de cette étude, il conviendrait de formuler des propositions concrètes pouvant présenter un intérêt pratique non seulement pour les pays en voie de développement mais aussi pour les autres institutions et organisations participant aux efforts d'assistance en faveur de ces pays. En ce qui concerne l'évaluation, un membre avait déclaré qu'il conviendrait de mettre au point des méthodes et des techniques perfectionnées pour l'exécution des diverses phases du programme d'assistance technique au niveau national.

437. Plusieurs membres avaient donné leur appui aux propositions du Secrétaire général touchant les objectifs indicatifs applicables aux différents articles figurant au titre V du projet de budget pour 1971. Ils avaient, notamment, appuyé l'augmentation des ressources affectées au développement social, à l'administration publique, à la fourniture de services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme et au contrôle des stupéfiants, et on avait noté que cette action était conforme aux principes directeurs fixés par le Conseil d'administration. On avait appelé l'attention sur le

problème mondial posé par les stupéfiants, et l'accroissement des ressources initialement prévues pour ce secteur d'activité avaient été accueilli avec satisfaction. Quelques membres avaient réitéré le point de vue selon lequel les activités d'assistance technique ne devaient pas être financées par l'intermédiaire du budget ordinaire de l'ONU, mais devaient l'être au moyen de contributions volontaires.

438. Compte tenu des observations formulées par plusieurs de ses membres, le Conseil avait pris acte du rapport du Secrétaire général (DP/RP/8) sur le programme ordinaire de coopération technique de l'ONU, ainsi que des objectifs indicatifs contenus dans ce rapport, que le Secrétaire général avait provisoirement assignés pour 1971 aux principaux domaines d'activités relevant du titre V (Programmes techniques) du budget de l'Organisation des Nations Unies.

439. A la dixième session du Conseil d'administration, on s'était en général déclaré satisfait du rapport présenté par le Secrétaire général (DP/RP/9 et Corr.1 et Add.1). Les membres qui avaient pris la parole au sujet du programme ordinaire avaient été favorables au maintien de ce programme dans le budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies; ils estimaient que ce système traduisait les responsabilités de l'Organisation dans le domaine du développement économique et social qui avaient été énoncées dans la Charte. Certains membres ont fait des observations sur la stabilisation, au niveau actuel, du programme ordinaire dans son ensemble, ou de certains de ses éléments, et ils avaient fait observer qu'un renforcement ou un accroissement était indiqué. Un membre avait réaffirmé la position de son gouvernement, à savoir que les activités de coopération dans le domaine de l'assistance technique ne devraient pas être imputées sur le budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies mais financées au moyen de contributions volontaires. Plusieurs membres avaient évoqué la nécessité d'intensifier encore davantage les activités dans les domaines de la planification du développement, du développement social, des finances publiques, de l'administration publique et des droits de l'homme; d'autres membres s'étaient déclarés satisfaits de la répartition, en pourcentage, des activités entre les programmes nationaux et régionaux, ou interrégionaux, ainsi que de l'évolution vers des projets plus complets et mieux intégrés au niveau des pays. Un membre avait émis l'avis que le Secrétariat devrait fournir au Conseil d'administration des renseignements concernant les progrès et l'évolution des activités pendant un certain nombre d'années; il serait également utile de communiquer au Conseil d'administration une description des critères et des méthodes utilisées par l'Organisation des Nations Unies pour la répartition des ressources limitées entre les différentes régions géographiques.

440. Plusieurs membres, tout en approuvant la proposition tendant à créer des équipes consultatives interdisciplinaires et multinationales de développement, avaient soulevé des questions sur leur rôle et leur composition. Un membre avait demandé qu'on lui fournisse l'assurance, qui avait été donnée par le représentant du Secrétaire général, que les activités des équipes seraient coordonnées avec les missions sectorielles des institutions spécialisées ainsi qu'avec les missions de la BIRD; il avait également souligné qu'il importait de n'envoyer ces équipes que sur la demande des gouvernements.

441. A la fin de la discussion, le Conseil d'administration avait pris acte du rapport du Secrétaire général (DP/RP/9/Corr.1 et Add.1).

442. Parlant devant le Conseil économique et social des programmes opérationnels de l'Organisation des Nations Unies, le Commissaire à la coopération technique a appelé l'attention sur le chapitre VIII du rapport du Conseil d'administration sur sa neuvième session (E/4782) et sur le chapitre VI de son rapport sur sa dixième session (E/4884/Rev.1), qui traitaient des activités de coopération technique entreprises par le Secrétaire général. Il a également appelé l'attention sur la documentation (DP/RP/9 et DP/RP/9 et Corr.1 et Add.1) que le Secrétaire général avait présentée au Conseil d'administration lors de ces deux sessions. Il a indiqué qu'à la suite des directives approuvées par l'Assemblée générale en 1969 [résolution 2514 (XXIV)] sur la recommandation du Conseil économique et social [résolution 1434 (XLVII)], le programme ordinaire de l'Organisation des Nations Unies, dont l'exécution relevait du budget ordinaire de l'ONU, allait prendre un nouveau visage, à condition que les organismes nationaux de planification et les représentants résidents reconnaissent que le programme ordinaire ne devait pas être assimilé au programme du PNUD mais devait servir à une assistance à court terme soit pour préparer une assistance plus importante et à plus long terme du PNUD, soit pour mettre en œuvre les activités consécutives à la conclusion d'un projet du Fonds spécial. Les domaines pour lesquels on avait présenté des projets étaient également plus limités et intéressaient surtout la planification du développement, le commerce, le développement social et l'administration publique.

443. Le Commissaire a pris acte des efforts actuellement poursuivis afin de mieux organiser et gérer les activités de coopération technique dont l'exécution avait été confiée à l'Organisation des Nations Unies. On avait entrepris une enquête de gestion administrative dans le cadre du programme intéressant l'utilisation du personnel mis en œuvre par l'Assemblée générale et on espérait que cette enquête permettrait de formuler des recommandations définitives non seulement sur l'organisation de certains services mais également au sujet des services administratifs de soutien fournis par le Service du personnel, le Service financier et le Bureau des services généraux, afin de délimiter de façon plus précise les responsabilités dans le domaine de la mise en œuvre des activités opérationnelles des Nations Unies. Il a également souligné que l'on s'était efforcé de mieux adapter les activités de coopération technique aux besoins des pays en voie de développement, notamment en installant un système d'information de gestion, en utilisant l'analyse des réseaux pour les projets plus importants, en simplifiant les méthodes et en formant du personnel.

444. Le Commissaire a appelé l'attention du Conseil sur la valeur financière de toute l'assistance fournie par l'ONU dans le cadre de son programme de coopération technique. Si le programme ordinaire de l'Organisation des Nations Unies ne représentait qu'environ 9 p. 100 du montant total des ressources des Nations Unies consacrées à la coopération technique, il continuait à avoir des caractéristiques particulières qui lui permettaient de jouer un rôle beaucoup plus important que ne le faisait apparaître ce pourcentage dans l'assistance fournie par le Secrétaire général. Le montant pour l'année 1969 avait été fixé à 5,4 millions de dollars et il avait été entièrement engagé. Ce chiffre

ne tenait pas compte des crédits de 1,5 million de dollars ouverts par l'Assemblée générale dans le cadre du titre V (programmes techniques) du budget des Nations Unies intéressant les activités de développement industriel entreprises par l'ONUDI. Le Commissaire a mentionné les renseignements figurant dans le rapport du Secrétaire général (DP/RP/9 et Corr.1 et Add.1) qui traduisaient en termes statistiques les activités entreprises en 1969 (voir par. 433 à 435 plus haut). Il a également passé brièvement en revue certaines activités entreprises dans divers pays afin d'illustrer l'évolution récente du programme.

445. Lors de la discussion qui s'est déroulée au Conseil économique et social, des représentants se sont déclarés favorables au programme ordinaire de l'Organisation des Nations Unies qui constituait, selon eux, une source supplémentaire d'aide pour les pays en voie de développement. Ils estimaient que les contributions versées à ce titre dans le cadre du budget ordinaire de l'ONU étaient la meilleure preuve que les Etats Membres s'acquittaient des obligations qu'ils avaient assumées en vertu de la Charte dans le domaine du développement économique et social. Ces représentants ont également pris acte des aspects spéciaux du programme, qui en complétaient l'utilité. Ils souhaitaient voir augmenté le montant des ressources qui lui étaient consacrées et examineraient la possibilité de prendre d'autres décisions à ce sujet en temps voulu. Quelques représentants ont souligné qu'il importait de fournir une assistance plus considérable dans le domaine des ressources naturelles.

446. Un représentant a déclaré que le programme ordinaire faisait très souvent double emploi avec les activités entreprises par le PNUD et que, en raison du montant limité des ressources mises à sa disposition, ce programme n'était pas efficace. Il a confirmé la position de son gouvernement selon laquelle les programmes ordinaires de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées devraient être financés à partir de contributions volontaires; il estimait que le moment était venu d'introduire des changements puisque le Conseil examinait actuellement les propositions visant à améliorer la coopération technique.

C. — Assistance alimentaire multilatérale

447. Le Conseil économique et social était saisi à sa quarante-neuvième session¹⁰ du huitième rapport annuel soumis par le Comité intergouvernemental ONU/FAO du Programme alimentaire mondial au Conseil économique et social et au Conseil de la FAO. Il se composait notamment d'un rapport intitulé "L'aide alimentaire et les questions connexes pendant la deuxième Décennie du développement", établi par le Comité intergouvernemental conformément à la résolution 2462 (XXIII) relative à l'assistance alimentaire multilatérale, et des rapports du Comité intergouvernemental sur ses seizième et dix-septième sessions. Il portait sur la période allant du 14 mai 1969 au 15 avril 1970 et exposait les derniers faits relatifs à l'exécution du programme. Les ressources mises à la disposition du Programme pour 1969-1970 étaient passées pendant cette période de 136,2 millions de dollars à 254,9 millions de dollars à la suite de contributions supplémentaires. Pour la période 1971-1972, les annonces faites à la quatrième Conférence pour les annonces de contributions tenue à New York, le 23 janvier 1970, étaient élevées à 215,6 millions de dollars, l'objectif

¹⁰ Transmis au Conseil par une note du Secrétaire général (E/4835).

étant de 300 millions de dollars. Quatre-vingt onze nouveaux projets avaient été approuvés, représentant des engagements de 297,2 millions de dollars. A la date de la clôture de la dix-septième session du CIG, 315 projets étaient en cours d'exécution. Vingt-trois opérations d'urgence avaient également été approuvées, représentant un coût total de 20,1 millions de dollars. Par suite d'une série de catastrophes naturelles, les demandes d'assistance d'urgence adressées au Programme alimentaire mondial avaient beaucoup augmenté. Il en était résulté que le Comité intergouvernemental, à sa seizième session, avait doublé l'allocation annuelle pour l'assistance alimentaire d'urgence pour 1969, qu'il a portée de 10 à 20 millions de dollars. Trente-trois nouvelles opérations d'urgence ou extensions d'opérations en cours avaient été approuvées, ce qui avait porté le montant total des engagements du PAM pour les projets d'assistance alimentaire d'urgence depuis le début des activités du Programme jusqu'à la fin de 1969 à quelque 80 millions de dollars pour 116 projets.

448. Au cours de la période considérée dans le rapport, quatre gouvernements avaient signé avec le PAM des accords selon lesquels ils feraient passer par le Programme une partie de leurs contributions pour la première campagne agricole au titre de la Convention relative à l'aide alimentaire de l'Arrangement international sur les céréales de 1967 et sept gouvernements avaient signé des accords concernant l'ensemble ou une partie de leurs contributions au titre de la Convention relative à l'aide alimentaire pour la deuxième campagne. Trois autres gouvernements avaient indiqué qu'ils avaient les mêmes intentions en ce qui concerne les contributions qu'ils comptaient faire pour la deuxième campagne au titre de la Convention.

449. A sa dix-septième session, le Comité intergouvernemental a examiné, et adopté à l'unanimité, le rapport intitulé "L'aide alimentaire et les questions connexes pendant la deuxième Décennie du développement", avant d'en saisir le Conseil conformément aux dispositions du paragraphe 8 de la résolution 2462 (XXIII) de l'Assemblée générale relative à l'assistance alimentaire multilatérale. Le rapport traitait de l'utilisation de l'aide alimentaire pour favoriser le développement économique et social et pour lutter contre la sous-nutrition, du Programme alimentaire mondial pendant la deuxième Décennie du développement et de l'aide non alimentaire en nature et de ses rapports avec le PAM. Après avoir examiné le rapport, le Comité intergouvernemental avait formulé les trois recommandations suivantes: a) l'Assemblée générale devrait attirer l'attention des Etats Membres sur les avantages qu'il y avait à acheminer une plus grande part de leur aide alimentaire par les dispositifs multilatéraux; b) le Programme alimentaire mondial devrait accorder une aide alimentaire sur la base de la méthode par projet et, au cas où il disposerait d'importantes ressources supplémentaires, il devrait envisager d'autres systèmes; c) l'Assemblée générale pourrait appeler l'attention des Etats Membres sur le fait qu'il ressortait de l'expérience récente que le PAM était en mesure d'utiliser efficacement des ressources au moins deux fois supérieures au montant prévu pour les contributions en 1971/1972, sans qu'il fût besoin d'apporter des modifications fondamentales aux procédures existantes du Programme.

450. Le Conseil a examiné le huitième rapport annuel du Comité intergouvernemental¹¹ en même

¹¹ E/AC.6/SR.514 à 516; E/SR.1721.

temps que la question de l'accroissement de la production et de l'utilisation de protéines comestibles. Les délégations participant à la discussion ont fait savoir qu'elles continuaient d'appuyer le Programme alimentaire mondial, dont la croissance soutenue était un gage de succès. Sur le plan humanitaire, il convenait de distribuer les denrées alimentaires et non de les garder en entrepôt. L'aide alimentaire était un important moyen supplémentaire par lequel on pouvait appuyer les efforts de développement économique et social. On a estimé que le PAM devrait accepter les services techniques liés à l'utilisation efficace des produits alimentaires dans les projets du PAM, ainsi que l'aide non alimentaire en nature, car les uns et les autres encourageaient la production de produits alimentaires. On a souligné l'important rôle que jouait le PAM en aidant à répondre aux besoins de denrées alimentaires dans des situations d'urgence créées par des catastrophes naturelles. Un appui général a été donné à l'objectif proposé de 300 millions de dollars recommandé pour les contributions pour l'exercice 1971/1972. On a estimé que l'approche du PAM devrait être souple et susceptible d'ajustement en vue de répondre aux besoins d'aide alimentaire auxquels on pourrait faire face.

451. Le Conseil a décidé¹² de prendre acte du huitième rapport annuel du Comité intergouvernemental contenant en particulier le rapport intitulé "L'aide alimentaire et les questions connexes pendant la deuxième Décennie du développement" et de transmettre ce dernier à l'Assemblée générale lors de sa vingt-cinquième session.

D. — Fonds des Nations Unies pour l'enfance

452. Le rapport du Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance sur les travaux de sa session tenue au Siège de l'Organisation des Nations Unies du 20 avril au 1^{er} mai 1970 (E/4834)¹³ a été examiné par le Conseil économique et social à sa quarante-neuvième session¹⁴. Le Conseil a en outre entendu, lors de la discussion générale, une déclaration du Directeur général portant sur les grandes lignes de la politique et des activités du FISE. En présentant le rapport, le Président du Conseil d'administration a souligné que, puisque la session du Conseil économique et social coïncidait avec le vingt-cinquième anniversaire de la création de l'Organisation des Nations Unies, il convenait de porter une attention particulière aux besoins des enfants et des adolescents tant sous l'angle de l'aide déjà fournie dans le passé que de l'intensification de l'aide à consentir dans l'avenir pour répondre aux objectifs de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement.

453. Le projet de stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie (A/7982)¹⁵ mettait l'accent sur la nécessité suivante: "les pays en voie de développement adopteront une politique nationale appropriée en vue de faire participer l'enfance et la jeunesse au processus du développement et de faire en sorte que leurs besoins soient satisfaits de manière intégrée"; cette déclaration résumait les objectifs et les activités que le FISE s'était assignés durant la majeure partie de ses 24 années d'existence.

454. Au cours de ses délibérations, le Conseil d'administration s'était spécialement attaché au concours que le FISE pourrait apporter à la réalisation des objectifs de la deuxième Décennie du développement. On estimait en effet que le nombre des enfants de moins de 15 ans dans les pays en voie de développement s'accroîtrait au cours des 10 prochaines années de 270 millions; ce chiffre donnait une idée de l'ampleur du problème. Il faudrait fournir aux enfants des soins médicaux appropriés, les protéger contre toutes les maladies qui menaçaient leurs premières années et leur assurer l'alimentation requise qui leur garantirait une croissance et un développement sains — et ce serait là une tâche immense. Mais ces 270 millions d'enfants ne représentaient que le nombre des enfants appelés à s'ajouter à ceux qui vivaient dans les pays en voie de développement — soit actuellement plus d'un milliard — et dont la grande majorité ne bénéficiait pas de ces nécessités de l'existence.

455. Le Conseil d'administration avait en outre procédé à l'examen de la contribution apportée par le FISE pour répondre à ces besoins. En entreprenant ses activités dans le domaine humanitaire et dans celui du développement, le FISE suivait trois approches principales. Premièrement, la plupart des ressources du FISE étaient consacrées à l'octroi d'un appui matériel direct (fournitures, équipement, moyens de transport et indemnités en espèces au titre de la formation) et d'une aide en vue de la planification et de l'organisation des projets, en coopération avec les institutions spécialisées qui fournissaient des conseils techniques et du personnel. La deuxième approche visait à orienter les politiques nationales de développement de telle manière que les activités profitent aux enfants et aux adolescents. La troisième approche consistait à encourager d'autres sources extérieures d'aide à contribuer aux programmes en faveur de l'enfance et à organiser l'assistance du FISE de manière à la relier à d'autres vastes programmes de développement.

456. Pour mener à bien cette politique, le Conseil d'administration avait fixé par le passé le montant des recettes à 50 millions de dollars; cet objectif serait dépassé en 1970. Etant donné les immenses responsabilités et perspectives qui s'ouvraient au FISE, le Conseil d'administration avait appuyé une recommandation du Directeur général visant à porter à 100 millions de dollars le montant annuel des recettes du FISE et à atteindre cet objectif d'ici à 1975. On estimait que le montant des contributions des gouvernements se situerait entre 75 et 80 millions de dollars, le reste devant provenir du secteur privé.

457. Le Conseil d'administration avait approuvé le montant total des engagements prévus pour les toutes prochaines années, soit un total de 63,9 millions de dollars, ainsi que les crédits alloués pour les 12 mois à venir, soit 50,3 millions de dollars, à répartir entre plus de 200 projets. Présentement, le FISE contribuait à la réalisation de projets dans 112 pays: 34 sur le continent américain, 37 en Afrique, 27 en Asie, 13 en Méditerranée orientale et un en Europe.

458. Près de la moitié de ces dépenses avait été affectée aux services de santé et surtout consacrée à la mise en place de services de santé de base destinés à renforcer les réseaux des services d'hygiène maternelle et infantile. Le reste était allé essentiellement à l'éradication du paludisme. A ce jour, le FISE avait contribué à équiper plus de 45 600 centres de santé et centres secondaires dans les zones rurales. Par ailleurs, il avait

¹² E/SR.1721.

¹³ Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-neuvième session, Supplément no 8.

¹⁴ E/SR.1711.

¹⁵ Transmis au Conseil économique et social par une note du Secrétaire général (E/4876).

aidé 1 600 établissements de formation de personnel sanitaire en attribuant à quelque 135 000 personnes des indemnités de subsistance pendant leur formation.

459. Dans le cadre des activités entreprises par le FISE dans le domaine de l'hygiène maternelle et infantile, on avait enregistré de nets progrès dans la fourniture de services en matière de planification de la famille. Depuis que le FISE s'était intéressé à cette question, en 1967, l'assistance à la planification de la famille avait été approuvée par un certain nombre de pays, notamment l'Inde, la Malaisie, le Pakistan, la République arabe unie, la République de Corée, Singapour et la Thaïlande. À sa dernière session, le Conseil d'administration était convenu que des contraceptifs pouvaient être inclus dans l'assistance fournie par le FISE aux programmes généraux de santé, et ce sur la demande des gouvernements et avec l'approbation technique de l'Organisation mondiale de la santé.

460. Le niveau relativement faible des crédits alloués à la nutrition des enfants préoccupait le Conseil d'administration du FISE depuis quelques années. Le Conseil avait noté certains motifs d'optimisme lors de sa dernière session. Des progrès avaient été enregistrés dans la production de graines et de céréales à rendement plus élevé et à plus forte teneur en protéines, et les gouvernements devenaient de plus en plus conscients du fait que la malnutrition chez les nourrissons et les jeunes enfants au moment du sevrage et pendant les premières années pouvait compromettre leur croissance et leur développement intellectuel. L'accent était mis sur la production d'aliments de sevrage à haute teneur en protéines, la conservation du lait, les programmes de nutrition appliquée ainsi que sur l'éducation et la formation nutritionnelles.

461. Près de 30 p. 100 des dépenses du FISE allaient à l'enseignement et à la formation préprofessionnelle, en coopération avec l'UNESCO et l'OIT. En matière d'enseignement, le but du FISE était essentiellement d'étendre l'enseignement primaire. À la fin de 1969, le FISE avait fourni du matériel à environ 1 400 écoles normales et à 47 000 écoles primaires et autres établissements d'enseignement. Les indemnités de subsistance octroyées par le FISE avaient contribué à former plus de 155 000 maîtres et autre personnel enseignant, ce programme ayant été mené à bien avec le concours de l'UNESCO.

462. La formation de personnel national dans tous les domaines où le FISE fournissait une assistance s'accroissait régulièrement, les stagiaires étant formés essentiellement dans leur pays ou région. Plus d'un tiers de l'aide du FISE était consacré à cette fin, la grande majorité des stagiaires étant destinée à faire partie du personnel auxiliaire et du personnel de niveau intermédiaire.

463. Pendant l'année écoulée, les demandes d'assistance adressées au FISE pour la fourniture de secours d'urgence aux enfants avaient atteint un niveau élevé. Bien que les activités entreprises au Nigéria dans ce domaine aient continué de dominer en raison de leur ampleur et de ce qu'elles requéraient du FISE — aussi bien du point de vue financier que pour le temps que leur avait consacré le personnel — des secours d'urgence avaient été également fournis à l'Algérie, à l'Iran, à la République du Viet-Nam, à la Syrie, à la Tunisie, au Yémen du Sud, à la Yougoslavie et, plus récemment, à la Roumanie, à la Hongrie et au Pérou, l'assistance à ce dernier pays ayant été considérable parce que destinée à la reconstruction.

464. Le Conseil d'administration avait également pris note avec intérêt de la proposition formulée dans *l'Etude de la capacité du système des Nations Unies pour le développement* (DP/5)¹⁶ selon laquelle il importait de renforcer considérablement le processus de la programmation à l'échelon national. Le FISE était tout disposé à coopérer à ce processus. Cette disposition concordait avec une décision concernant la réorientation de la politique du FISE qui avait été approuvée par le Conseil d'administration du FISE en 1961 et réaffirmée et précisée en 1967. Par cette décision, le FISE avait établi le principe de l'"approche nationale" et d'une stratégie par pays en faveur de l'enfance. Les divers besoins de l'enfance étaient interdépendants et, pour les satisfaire, il fallait souvent entreprendre une action intersectorielle. En conséquence, le FISE avait pour responsabilité de plus en plus importante d'aider les pays à adapter les services qu'il était en mesure de fournir aux efforts de développement consentis par chacun d'entre eux en fonction des besoins, possibilités et priorités qui leur étaient propres. À cet égard, les représentants locaux du FISE travaillaient en étroite association avec les représentants résidents du PNUD, les responsables régionaux et nationaux des institutions spécialisées intéressées et, naturellement, les ministères et les départements ministériels des gouvernements intéressés.

465. Au cours de la discussion au Conseil², plusieurs représentants ont exprimé leur gratitude pour l'aide que le FISE avait fournie aux enfants dans leurs pays. L'un d'eux s'est particulièrement félicité des conseils officiels que le FISE avait donnés pour mettre au point des projets intégrés en faveur de l'enfance dans son pays et a déclaré que cette assistance avait été encore plus précieuse que l'aide matérielle que le FISE avait également fournie.

466. En général, on a approuvé la décision tendant à ce que le FISE cherche à atteindre l'objectif de 100 millions de dollars de recettes annuelles d'ici à 1975. Certains membres ont émis des réserves, estimant que l'approbation de cet objectif ne devait pas être considérée comme impliquant un engagement définitif de la part de leur gouvernement; d'autres membres ont annoncé que leur gouvernement avait l'intention d'accroître leurs contributions sous réserve de l'approbation des organes législatifs compétents.

467. Plusieurs membres ont exprimé leur scepticisme quant à la possibilité d'atteindre cet objectif d'ici à 1975, et l'un d'eux a douté que le FISE puisse utiliser avec efficacité une somme aussi considérable sans que ses activités fassent double emploi avec celles d'autres organisations internationales. En réponse, on a expliqué que doubler le volume de l'aide du FISE correspondait bien à la demande effective actuelle d'assistance, dont une grande partie servirait à élargir la portée des programmes existants en vue de mettre au point des projets plus vastes et plus complets. Cela ne soulèverait donc pas de problèmes techniques et, de ce fait, ne constituerait pas pour l'Organisation des Nations Unies ou les institutions spécialisées une charge excessive. Un représentant a demandé instamment que des efforts soient consentis pour accroître la vente des cartes de vœux du FISE, mais un autre a estimé que ce genre d'activités commerciales ne convenait pas à des organisations internationales. On a souligné que les cartes de vœux ne représentaient pas seulement une

¹⁶ Publication des Nations Unies, numéro de vente: F.70.I.10.

source de revenus très utile, mais qu'elles avaient une grande valeur du point de vue publicitaire en faisant connaître à des millions de personnes les objectifs et les activités du FISE. Un hommage a été rendu à l'œuvre des Comités nationaux, qui recueillaient des fonds pour le FISE; dans un pays, les fonds recueillis par le Comité national avaient en fait dépassé la contribution du gouvernement.

468. On a approuvé en général l'augmentation des crédits alloués à l'éducation et à la formation préprofessionnelle qui représentaient plus de 29 p. 100 de la totalité des dépenses du FISE d'autant plus que les efforts portaient essentiellement sur l'enseignement primaire et étaient déployés avec le concours de l'UNESCO et de l'OIT.

469. Pour dissiper toute crainte éventuelle quant au chevauchement des activités du FISE avec celles d'autres organes, on a expliqué que les projets du FISE étaient généralement des projets communs pour lesquels l'apport des organisations participantes était strictement délimité, et qu'une coopération aussi étroite que possible existait à la fois sur le terrain et au siège. L'OMS, la FAO et l'UNESCO avaient des bureaux de liaison auprès du FISE, au siège du FISE à New York. Il existait des comités mixtes intergouvernementaux (FISE/OMS et FISE/FAO); des réunions fréquentes avaient lieu entre les membres des secrétariats; des arrangements réciproques avaient été pris concernant la participation aux réunions des différents conseils d'administration, aux conseils, aux conférences et aux assemblées du FISE et d'autres organisations. Par ailleurs, le FISE ne soumettait un projet à l'approbation du Conseil d'administration qu'après avoir reçu, au besoin, l'approbation technique de l'institution spécialisée intéressée.

470. On a approuvé en général l'intensification des activités entreprises par le FISE dans le domaine de la planification de la famille, notamment la fourniture de contraceptifs lorsque les gouvernements en avaient fait la demande et que l'OMS l'avait approuvée. Plusieurs membres ont estimé que ce type d'aide était quelque peu étranger aux objectifs du FISE. On a soutenu qu'une organisation créée pour aider à améliorer le sort des enfants ne se justifiait guère si elle en limitait le nombre. Il a été répondu à cela que l'intérêt porté par le FISE à ce domaine se justifiait notamment par le fait que les enfants se verraient garantir de meilleures conditions dans leur foyer, une alimentation adéquate et les soins médicaux nécessaires si les parents étaient prêts à espacer les naissances et à limiter la dimension de leur famille en fonction de leur situation économique et sociale et de considérations humaines. A cet égard, le FISE travaillait en étroite coopération avec l'OMS et le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population.

471. Un certain nombre de représentants ont insisté sur l'importance qu'il y avait à améliorer la nutrition des enfants. Ils ont estimé que certains gouvernements n'appréciaient pas encore le rôle joué par la nutrition dans la transformation à court terme et à long terme des enfants en membres utiles de la communauté. Le Conseil économique et social s'est déclaré satisfait de la participation du FISE à la production, à la distribution et à la promotion d'aliments à haute teneur en protéines.

472. Des membres du Conseil se sont félicités que le FISE ait appuyé le concept de la "programmation nationale" en tant que moyen d'accroître la capacité et l'efficacité de l'ensemble de la contribution du système des Nations Unies au développement et que le FISE ait en fait participé à la définition de ce concept. Plusieurs représentants ont toutefois souligné, devant d'autres suggestions formulées afin de modifier ce système, que l'intégrité et l'indépendance du FISE devraient être maintenues et que le FISE ne devrait pas être absorbé par un autre organe, quel qu'il soit. C'était là un élément essentiel non seulement eu égard aux campagnes de collecte de fonds organisées par le FISE, mais aussi parce que ce dernier représentait un instrument efficace pour promouvoir et appuyer des mesures en faveur des enfants et des adolescents.

473. Le Conseil économique et social s'est félicité du système appliqué par le FISE et visant à aider les pays en voie de développement de manière que les pays qui en étaient aux premiers stades de leur développement reçoivent une aide plus importante par enfant que ceux qui avaient déjà réalisé de plus grands progrès. Un membre du Conseil a fait observer qu'il pourrait s'avérer inadéquat de prendre pour base d'une telle politique le chiffre estimatif du produit national brut. On a expliqué que le produit national brut ne représentait qu'un des facteurs entrant en jeu pour l'allocation des ressources, et qu'il n'était alors utilisé qu'avec certaines réserves. Les autres facteurs pris en considération étaient la population enfantine, les conditions sanitaires et sociales et la capacité du pays bénéficiaire à utiliser l'aide octroyée. En tout état de cause, les indications qui en résulteraient seraient utilisées avec une grande souplesse.

474. On s'est félicité en général de l'accent mis sur la formation de ressortissants des pays en voie de développement. On a également rendu hommage à l'aide généreuse octroyée par le FISE dans le cadre des secours d'urgence, en particulier au Nigéria et au Pérou. On a toutefois mentionné la déclaration faite par le Directeur général du FISE lors de la discussion générale¹⁷ selon laquelle, alors que le FISE s'efforçait à juste titre de faire face aux catastrophes — naturelles et causées par l'homme — faisant l'objet d'une vaste publicité, on ne pouvait pas oublier les catastrophes dont on ne parlait guère, les situations d'urgence qui affectaient chaque jour la vie de millions d'enfants dans les pays en voie de développement.

475. A l'issue de la discussion, le Conseil a adopté une résolution [1528 (XLIX)] par laquelle il a approuvé la politique du FISE, demandé au FISE de renforcer son programme destiné à fournir une aide aux pays pour la protection des membres de la jeune génération et pour leur préparation à leurs futures responsabilités, et lancé un appel aux gouvernements des Etats membres et aux autres donateurs pour qu'ils ne ménagent aucun effort en vue d'accroître leurs contributions au FISE dans les efforts qu'il faisait en vue d'obtenir l'appui financier nécessaire pour répondre plus efficacement aux besoins croissants des enfants et des adolescents pendant la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement.

¹⁷ E/SR.1703.

Chapitre XI

QUESTIONS SPÉCIALES

A. — Contrôle international des stupéfiants

476. Le Conseil, à sa quarante-huitième session, a examiné¹ le rapport de la Commission des stupéfiants sur sa première session extraordinaire tenue du 12 au 30 janvier 1970 (E/4785)² et le rapport de l'Organe international de contrôle des stupéfiants (E/INCB/5)³; par ses résolutions 1473 (XLVIII) et 1476 (XLVIII) respectivement, le Conseil a pris note des deux rapports avec satisfaction. On trouvera ci-dessous un résumé des activités faisant l'objet des rapports ainsi qu'un compte rendu des mesures prises par le Conseil à leur sujet.

PROJET DE PROTOCOLE RELATIF AUX SUBSTANCES PSYCHOTROPES

477. Le Conseil a examiné le texte d'un projet révisé de Protocole relatif aux substances psychotropes établi par la Commission des stupéfiants lors d'une session extraordinaire ayant eu lieu à cette fin conformément à la résolution 1402 (XLVI) du Conseil et à la résolution 2584 (XXIV) de l'Assemblée générale. Le Conseil a fait observer que la Commission avait réussi, grâce à un esprit de compromis digne d'éloges, de parvenir à un accord sur les dispositions les plus importantes relatives aux mesures de contrôle national et international applicables aux substances psychotropes, provisoirement réparties en quatre groupes. La tâche complexe consistant à soumettre les différentes substances psychotropes à différents régimes de contrôle — étant admis la diversité de leurs propriétés chimiques, pharmacologiques et thérapeutiques — avait été admirablement menée à bien par l'Organisation mondiale de la santé. Le Conseil a reconnu, avec la Commission, que cette liste n'avait pas été proposée par l'OMS comme définitive ni acceptée comme telle par la Commission mais qu'elle contenait des indications utiles en vue de déterminer la place définitive qu'il convenait d'accorder aux diverses substances psychotropes dans les régimes de contrôle qui devaient être établis par le Protocole.

478. En vertu du projet révisé de Protocole, l'OMS formulerait des recommandations concernant les modalités d'application du contrôle et, ensuite, la Commission, après les avoir examinées, pourrait soit les approuver soit les rejeter, ou bien encore prendre une autre décision en tenant compte des facteurs économiques, sociaux, juridiques, administratifs et autres, qui, à son avis, se rapportaient à la question. Le Conseil a été informé par le représentant de l'OMS que ces arrangements diffèrent de ceux qui figuraient dans la Convention unique sur les stupéfiants en vertu desquels la Commission pouvait soit accepter soit rejeter une recommandation formulée par l'OMS, mais ne pouvait prendre d'autres décisions que celles qui avaient été

recommandées. L'OMS a formulé des réserves sur la position prise dans le projet de Protocole en la matière.

479. Le Conseil a noté que, en ce qui concernait certains articles du projet de Protocole, qui avaient ouvertement un contenu politique, la Commission avait préféré laisser le soin de régler les points en question à la Conférence qui devait se tenir en vue d'adopter le projet de protocole.

480. Conformément à la recommandation formulée par la Commission des stupéfiants, le Conseil a adopté une résolution [1474 (XLVIII)] par laquelle il a décidé de convoquer en 1971 une conférence de plénipotentiaires en vue de faire adopter le Protocole sur les substances psychotropes, et par laquelle, après avoir prié le Secrétaire général de transmettre le projet révisé de Protocole et toute autre documentation à ces plénipotentiaires, il le priait également d'inviter à la conférence tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies, les membres des institutions spécialisées ou de l'AIEA ou qui étaient partie au Statut de la Cour internationale de Justice, en même temps que l'OMS et les autres institutions ou organisations intéressées.

481. Au cours des débats, certains représentants qui s'étaient abstenus lors du vote sur le projet de résolution, avaient jugé que la conférence devrait être ouverte à tous les Etats⁴.

482. Le Conseil a également adopté une résolution [1475 (XLVIII)], sur recommandation de la Commission, par laquelle il recommandait aux gouvernements de prendre des mesures supplémentaires en vue du contrôle aussi bien national qu'international des substances psychotropes ainsi que d'en prévenir l'abus.

483. Au cours des débats, des membres du Conseil, se référant au caractère urgent du problème des substances psychotropes qui avait été noté par l'Assemblée générale dans sa résolution 2584 (XXIV), par le Conseil lui-même dans des résolutions antérieures et par l'Assemblée mondiale de la santé, et qui s'était traduit dans les progrès importants réalisés par la Commission des stupéfiants, ont exprimé leur conviction qu'il n'y avait désormais plus d'obstacles à l'adoption du Protocole sur les substances psychotropes. Il fallait espérer que la conférence des plénipotentiaires conviendrait d'une procédure permettant la mise en vigueur du Protocole aussi rapidement que possible tout en respectant la nécessité impérieuse d'assurer l'efficacité des mesures de contrôle.

484. Considérant les dépenses qu'entraînerait la conférence, le Conseil avait décidé, à sa quarante-huitième session, qu'elle aurait lieu à Genève. Par la suite, à sa quarante-neuvième session⁵, le Conseil a décidé d'accepter l'invitation adressée par le Gouvernement autrichien de tenir la conférence des plénipotentiaires à Vienne; il a décidé en outre que la

¹ E/SR.1657 à 1660.

² Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-huitième session, Supplément n° 8.

³ Publication des Nations Unies, numéro de vente: E.70.XI.2.

⁴ E/SR.1660.

⁵ E/SR.1722.

conférence se réunirait du 11 janvier 1971 au 19 février 1971.

**ASSISTANCE TECHNIQUE EN APPLICATION DE LA
RÉSOLUTION 2434 (XXIII) DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ***

485. Le Conseil a examiné un rapport intérimaire du Secrétaire général (E/4789) portant sur les mesures prises en ce qui concernait l'assistance technique dans le domaine des stupéfiants en application de la résolution 2434 (XXIII) de l'Assemblée générale par laquelle le Secrétaire général avait été prié d'élaborer, en consultation avec la Commission, l'OICS, les gouvernements intéressés, les institutions spécialisées et le PNUD, des plans visant à mettre fin à la production illicite ou non contrôlée des matières premières servant à la fabrication de stupéfiants.

486. Le Conseil a été informé que le Secrétaire général avait appelé l'attention des gouvernements suivants sur la résolution: Afghanistan, Bolivie, Birmanie, Colombie, Equateur, Iran, Laos, Liban, Maroc, Népal, Pakistan, Pérou, Thaïlande et Turquie. En juin 1969, une réunion interinstitutions, convoquée par le Comité administratif de coordination, et à laquelle ont assisté des représentants de l'ONU, de la FAO, de l'OIT, de la CNUCED, du PNUD, de l'UNESCO, de l'ONUDI, de l'OMS, du PAM et de l'OICS, était parvenue à des conclusions et à des recommandations portant sur des mesures coordonnées visant à mettre en œuvre la résolution.

487. Le Conseil a noté qu'en 1969 le Secrétaire général avait envoyé une mission consultative en Iran et que cette dernière avait formulé des recommandations visant à faire face au problème de la toxicomanie; le Conseil a également noté que le Secrétaire général avait décidé d'envoyer une mission préparatoire en Thaïlande qui serait chargée de formuler des demandes de projets à l'adresse du PNUD et d'autres institutions. Il a également noté que la mise en œuvre d'un projet visant à remplacer la culture du cannabis au Liban par celle du tournesol se poursuivait. Il a également noté que le Secrétaire général étudiait la possibilité de constituer un fonds spécial pour les stupéfiants, conformément à une recommandation de la réunion interinstitutions.

488. Au cours des débats, des membres du Conseil ont accueilli avec satisfaction le rapport du Secrétaire général et sont convenus qu'il était nécessaire de promouvoir le développement économique global des régions où il existait une culture illicite ou bien incontrôlée de plantes servant à la fabrication de stupéfiants. Ils sont également convenus que des mesures polyvalentes devraient être prises simultanément afin de s'attaquer aux divers aspects du problème des stupéfiants, en particulier celui de la production illicite, à travers la poursuite d'autres activités économiques, la réduction de la toxicomanie — en soignant les toxicomanes et en veillant à leur réintégration sociale —, le renforcement des mesures de répression visant à réduire le trafic illicite et, dans les pays en question, l'application de mesures éducatives de caractère préventif et de mesures de publicité visant à protéger les toxicomanes en puissance.

489. Le Conseil a décidé de prendre note du rapport de situation et de le transmettre à l'Assemblée générale à sa vingt-sixième session.

* Question inscrite à l'ordre du jour provisoire de la vingt-cinquième session de l'Assemblée générale.

**SESSION EXTRAORDINAIRE DE LA COMMISSION
DES STUPÉFIANTS**

490. A sa quarante-neuvième session, le Conseil a examiné⁶ la question de la convocation d'une session extraordinaire de la Commission des stupéfiants.

491. L'Assemblée générale avait recommandé dans sa résolution 2434 (XXIII) que le Secrétaire général, en coopération avec la Commission des stupéfiants et l'OICS, élabore des plans visant à mettre fin à la production illicite ou non contrôlée de matières premières servant à la fabrication de stupéfiants et soumette ces plans, par l'intermédiaire du Conseil, à l'Assemblée générale, lors de sa vingt-cinquième session. Eu égard au fait que la Commission des stupéfiants ne devait pas se réunir en session ordinaire avant la seconde moitié de 1971, le Conseil a décidé, par sa résolution 1532 (XLIX), qu'une session extraordinaire d'une semaine de la Commission se tiendrait à Genève à partir du 28 septembre 1970 afin d'examiner, notamment, des recommandations portant sur les mesures à adopter contre l'abus des stupéfiants. Le Conseil a invité les institutions spécialisées et les organisations intéressées à participer aux sessions extraordinaires et a prié la Commission de présenter son rapport d'ici au 1^{er} novembre 1970 de façon à permettre au Conseil de l'examiner et de le transmettre pour décision à l'Assemblée générale lors de sa vingt-cinquième session.

**RAPPORT DE L'ORGANE INTERNATIONAL DE CONTRÔLE
DES STUPÉFIANTS**

492. L'Organe international de contrôle des stupéfiants, chargé de veiller dans le monde entier à l'application par les gouvernements des divers traités existants relatifs aux stupéfiants, a fait rapport au Conseil, lors de sa quarante-huitième session, sur son activité pendant l'année 1969.

493. Présentant le deuxième rapport annuel de l'Organe (E/INCB/5), le Président de l'OICS a déclaré⁷ que l'Organe était conscient du poids de ses responsabilités croissantes et concevait les activités en perpétuel changement qu'il était chargé de contrôler dans un esprit de souplesse constructive. Il a également indiqué que les rapports de l'Organe avec l'OMS et la Commission des stupéfiants étaient plus étroits que jamais.

494. Soulignant le fait que le premier souci de l'Organe était de recueillir le plus grand nombre possible de renseignements d'ordre statistique et autres que les Parties contractantes étaient tenues de fournir aux termes des traités pertinents et de veiller à ce que les renseignements en question soient aussi précis que possible, il a fait remarquer que ce n'était que sur la base de renseignements détaillés, sûrs et fournis en temps voulu que l'Organe pouvait s'acquitter de manière satisfaisante de la tâche importante qui était la sienne et qui consistait à étudier la production, la distribution et la consommation de stupéfiants, d'établir des rapports à ce sujet et de coordonner l'activité du système international de contrôle. L'Organe espérait que le Conseil reprendrait à son compte l'idée que le système ne pouvait réussir dans son action que si toutes les administrations nationales présentaient des garanties raisonnables d'efficacité et que si tous les pays admettaient sans réserve qu'ils avaient vis-à-vis de la communauté

⁶ E/SR.1717.

⁷ E/SR.1657.

internationale l'obligation de coopérer sans réserve avec le système.

495. Par voie de correspondance et dans le cadre de missions et de séminaires, l'Organe s'est efforcé de fournir des directives aux administrations nationales à propos des problèmes techniques et de les aider à surmonter certaines difficultés qu'elles rencontraient pour se conformer aux dispositions des traités. En 1969, des missions de formation, organisées de concert avec la Division des stupéfiants du Secrétariat des Nations Unies, avaient remporté un éclatant succès en Afrique et l'on envisageait d'organiser des missions analogues dans d'autres régions.

496. S'il était vrai que, d'année en année, le réseau d'information de l'Organe gagnait en efficacité, il y avait encore de vastes régions du monde au sujet desquelles l'organe ne disposait que de fort peu de renseignements. Il espérait que cette lacune importante du système international pourrait un jour être comblée.

497. Plus de la moitié des Membres de l'ONU avaient ratifié la Convention unique sur les stupéfiants de 1961, et un nombre sensiblement plus important d'Etats appliquaient assez scrupuleusement ses dispositions. Avec les réserves qui venaient d'être exprimées, l'on pouvait dire que le contrôle international de la fabrication et de la distribution licites des stupéfiants énumérés dans la Convention de 1961 était relativement sûr.

498. Il n'en allait pas de même, de l'avis du Président de l'OICS, de la production licite de matières premières servant à la fabrication de stupéfiants. L'existence d'un monopole de la production de l'opium en Inde et en Union soviétique, principales régions productrices de matières premières servant à la fabrication licite, permettait d'opérer des contrôles efficaces, mais la situation en Turquie demeurait différente. Des progrès avaient toutefois été réalisés ces dernières années et si le Gouvernement turc menait à bien cette année son programme visant à réduire la superficie cultivée et à concentrer la production dans les régions éloignées des frontières, la situation devrait s'améliorer considérablement.

499. Le Gouvernement iranien ayant décidé de revenir sur son interdiction de la culture du pavot, l'Iran figurait de nouveau au nombre des producteurs licites d'opium, bien qu'il se fût vigoureusement défendu d'avoir l'intention de laisser la production atteindre le niveau qu'elle connaissait avant 1955. D'après tous les renseignements dont disposait l'Organe, il semblait bien que le Gouvernement s'en tenait strictement à son intention de limiter sa production au niveau de la demande intérieure et que les trafiquants étaient sévèrement poursuivis. Le Président de l'OICS a souligné que, si l'on voulait garder le contrôle de la situation en Iran, il fallait que le Gouvernement appliquât une politique globale: il ne devait pas se borner à contrôler strictement la production et la distribution en infligeant aux délinquants de dures sanctions, mais également faire une large publicité aux dangers présentés par l'abus de stupéfiants et organiser le traitement ainsi que la réadaptation sociale des toxicomanes. Un tel programme risquait d'être coûteux et l'Organe espérait que si le Gouvernement iranien avait besoin d'une aide internationale, celle-ci lui serait fournie généreusement.

500. L'Organe était également inquiet de la production illicite ou non contrôlée de matières premières servant à la fabrication de stupéfiants. Ce problème préoccupait l'organe et ses prédécesseurs depuis de

nombreuses années, car aussi importantes que fussent les fuites dans le secteur de la production licite, il était toujours possible, par un effort commun, de renforcer les contrôles. C'est là ce qui s'était produit, bien que l'on puisse regretter le rythme assez lent des progrès accomplis dans certains pays. En revanche, l'existence d'une réserve pratiquement illimitée de matière premières provenant de la production illicite et non contrôlée menaçait constamment d'annuler les résultats qui pouvaient avoir été obtenus dans le secteur de la production licite. Jusqu'à présent, cette menace était demeurée relativement lointaine mais elle était maintenant plus proche. D'une part, l'accès à de nouvelles régions productrices avait été facilité et, d'autre part, les produits primaires, qu'il s'agisse de l'opium ou de la feuille de coca, étaient maintenant souvent transformés en partie dans les zones de production, ce qui rendait leur transport plus facile et plus économique et leur contrebande plus difficile à déceler. Ces facteurs et d'autres avaient largement contribué à développer les sources d'approvisionnement des trafiquants et à les rendre plus aisément accessibles. Ainsi, l'humanité ne pouvait espérer se dégager des maux entraînés par l'abus des stupéfiants — ou bien de la menace que faisaient peser d'autres drogues dangereuses — avant que l'on eût éliminé toute production illicite ou non contrôlée de matières premières servant à la fabrication des stupéfiants et avant que la totalité de la production licite ne fût soumise à des contrôles présentant le maximum de garanties d'efficacité.

501. Avec cet objectif en vue, l'Organe insistait depuis plusieurs années pour faire adopter un programme global de progrès économique et social dans les régions dont les habitants vivaient de la production de l'opium et de la feuille de coca qui alimentaient les réseaux internationaux de contrebande. Il semblait maintenant qu'un plan ainsi conçu eût des chances d'être mis sur pied. La réunion interinstitutions qui s'était tenue en juin 1969 afin d'étudier les mesures à prendre pour appliquer la résolution 2434 (XXIII) de l'Assemblée générale, avait représenté une première étape utile, et l'Organe avait été heureux de participer aux débats, conformément à ladite résolution.

502. L'Organe avait appuyé la proposition tendant à la création d'un fonds spécial afin de s'attaquer à tous les aspects du problème qui avait pris à présent un caractère plus grave qu'auparavant et pour lequel il convenait de prendre des mesures réalistes et efficaces. Plus l'on attendrait pour agir, plus le coût serait élevé, non seulement en ce qui concernait le financement des mesures correctives, mais aussi en termes de souffrances humaines et de pertes économiques. Le caractère d'urgence de la situation était renforcé par le fait que les opiomanes se tournaient de plus en plus vers l'héroïne, forme la plus dangereuse de la toxicomanie.

503. On savait quelles étaient les principales régions de grande production illicite ou non contrôlées de stupéfiants: pour l'opium, le Moyen-Orient et le Sud-Est asiatique et pour la feuille de coca, les régions andines de l'Amérique du Sud; quant au cannabis, on en trouvait facilement et en grande quantité en Amérique latine, en Asie et en Afrique.

504. Le Président de l'OICS a noté que le problème du cannabis était depuis longtemps un grave sujet de préoccupation pour l'Organe qui, comme le Comité OMS d'experts de la pharmacodépendance, estimait que l'abus grandissant de cette substance constituait une menace pour la société et pour l'individu.

505. L'Organe de contrôle s'inquiétait depuis plusieurs années de l'intensification de la consommation de substances qui agissent sur le système nerveux central — stimulants, dépressifs et hallucinogènes —, consommation qui, à l'heure actuelle, atteignait presque des proportions épidémiques. Considéré dans son ensemble, l'arsenal toujours plus nombreux des substances psychotropes représentait un danger potentiel qui était plus grave encore que celui des principaux stupéfiants. Aussi l'Organe de contrôle avait-il consacré à ces substances l'ensemble du dernier chapitre de son rapport, dans lequel il avait exprimé son inquiétude devant ce nouveau phénomène.

506. L'Organe avait participé à la session extraordinaire que la Commission des stupéfiants avait tenue en janvier ainsi qu'aux études qui avaient précédé l'élaboration du projet de protocole relatif aux substances psychotropes. Son espoir était de voir ce texte adopté et mis en œuvre aussi rapidement que possible. Si le Protocole était ratifié sous sa forme actuelle, l'Organe s'acquitterait évidemment des tâches que cet instrument lui assignerait et mettrait évidemment le même soin et la même diligence que pour les tâches qui lui avaient été confiées par des traités antérieurs.

507. En conclusion, le Président de l'OICS a suggéré que l'on pourrait contribuer à calmer l'inquiétude qui avait saisi l'opinion publique en décidant de permettre aux représentants des gouvernements de se réunir une fois par an au moins — soit à la Commission des stupéfiants, soit ailleurs — pour suivre la situation et formuler des mesures correctives dans les délais les plus brefs.

508. Au cours des débats qui ont eu lieu au sein du Conseil¹, des représentants ont exprimé leur satisfaction devant le travail accompli par l'OICS, sont convenus que le problème de la toxicomanie prenait chaque jour une ampleur et une complexité croissantes, ont pris note des signes encourageants de progrès dans le domaine de la coopération internationale, ont souligné l'importance du contrôle international des substances psychotropes et ont exprimé l'espoir que la Conférence sur le protocole qui devait avoir lieu en 1971 soit couronnée de succès. Parmi les autres vues qui ont été exprimées, on a suggéré que tous les organes des Nations Unies pourraient contribuer au succès du contrôle de la toxicomanie et que les diverses institutions spécialisées devraient procéder à un réexamen de leurs programmes afin de s'assurer qu'ils tenaient compte de la nouvelle priorité. On a noté également que l'aspect le plus alarmant du problème — qui allait en s'aggravant — de la toxicomanie était sa diffusion croissante parmi les jeunes et que tous les pays sans exception souhaitaient éliminer le fléau que représentait la toxicomanie. Après avoir déclaré qu'il convenait de s'attaquer aux causes profondes plutôt qu'aux symptômes de la toxicomanie et qu'il était nécessaire d'informer le public des nombreux et graves dangers que comportait l'abus des stupéfiants ainsi que de renforcer les normes morales dans les établissements d'enseignement et d'améliorer les conditions de vie, certains membres ont également souligné que, dans la recherche d'une solution au problème de la toxicomanie, il était important de garder présent à l'esprit le fait qu'il était étroitement lié au sentiment largement répandu de frustration, en particulier parmi les jeunes, à la détérioration croissante du milieu humain et à la persistance du malaise international. En dernier lieu, certains membres ont souligné que la diffusion de la toxicomanie constituait un danger

très réel qui faisait peser une menace sur l'humanité tout entière.

B. — Possibilité d'établir une université internationale *

509. L'étude sur la possibilité d'établir une université internationale (E/4878), qui a été entreprise aux termes de la résolution 2573 (XXIV) de l'Assemblée générale par le Secrétaire général en coopération avec l'UNESCO et en consultation avec l'UNITAR, a été examinée² par le Conseil à sa quarante-neuvième session. Le Conseil a également reçu des commentaires de l'UNESCO à ce propos (E/4897) ainsi qu'un extrait du rapport de la Commission de l'éducation du Congrès mondial de la jeunesse (E/L.1351).

510. La plupart des membres du Conseil ont fait état de l'intérêt qu'ils portaient à l'idée d'établir une université internationale, mais ont souligné qu'ils ne pouvaient exposer que des vues préliminaires à ce sujet étant donné qu'ils n'avaient pas eu suffisamment de temps pour étudier le rapport. Toute décision à ce sujet devait, en conséquence, être reportée. Néanmoins, un membre du Conseil a exprimé l'espoir que l'Assemblée générale serait en mesure de prendre une décision, ne fût-ce que de principe, à sa vingt-cinquième session, puisque 1970 était l'Année internationale de l'éducation.

511. On est convenu que les vues exprimées lors de la prochaine Conférence générale de l'UNESCO devraient être communiquées à l'Assemblée générale à sa vingt-cinquième session et au Conseil à sa cinquante et unième session. Un membre a estimé que le rapport ne constituait pas une base suffisante pour prendre une décision; un autre membre a jugé que le rapport n'était pas satisfaisant et qu'il était impossible d'en dégager une idée précise sur ce que pourrait être l'université internationale. Le rapport semblait défendre les principes de supranationalité ou de transnationalité, lesquels présupposaient une harmonie internationale qui n'existait pas. Par ailleurs, il ne tenait aucun compte des conditions réelles dans lesquelles l'Organisation des Nations Unies fonctionnait. L'étude n'était pas parvenue à prouver que l'université internationale, sous la forme sous laquelle elle était proposée, pourrait être une réussite. Il serait peut-être préférable d'étendre les activités de l'UNITAR au lieu de créer de nouvelles institutions. Ce même membre du Conseil a douté qu'une université internationale fût le meilleur moyen de promouvoir les buts des Nations Unies énoncés dans la Charte. Plutôt que de prévenir l'"exode des compétences", une université internationale fondée sur le principe de la "transnationalité" risquerait de l'aggraver.

512. Deux membres du Conseil ont estimé que dans toute étude sur la possibilité d'établir une université internationale on devrait tenir compte du rapport du Congrès mondial de la jeunesse, ainsi que des critiques formulées par les étudiants contre le système traditionnel d'enseignement et de leur désir d'y apporter des réformes fondamentales. Si l'on voulait qu'une université internationale soit créée, on devait tenir compte du comportement des jeunes.

513. Un membre du Conseil a estimé que l'organisation d'un séminaire au cours duquel l'UNESCO et d'autres organes compétents de même que des associa-

* Question inscrite à l'ordre du jour provisoire de la vingt-cinquième session de l'Assemblée générale.

² E/SR.1720, 1721.

tions de jeunesse et d'autres mouvements analogues pourraient faire connaître leurs opinions, constituerait une méthode appropriée pour étudier la possibilité d'établir une université internationale. De l'avis d'un autre membre, les consultations qui avaient eu lieu entre le Secrétaire général, l'UNESCO et l'UNITAR devraient être étendues, par exemple, à des institutions scientifiques et universitaires ainsi qu'à des associations d'étudiants.

514. S'agissant de l'emplacement de l'université, deux membres ont suggéré qu'il était nécessaire non pas d'avoir une université monolithique, mais un réseau d'instituts répartis sur les cinq continents, et un autre membre a exprimé l'espoir que ces instituts seraient établis dans des régions en voie de développement. Un autre membre a cependant exprimé un doute quant à la nécessité réelle d'appliquer le principe de la répartition géographique pour le choix de l'emplacement des campus de l'université. L'université devrait avoir pour but de rassembler les étudiants et non de les disperser.

515. Quelques délégations ont été d'avis que l'université internationale qu'il était proposé d'établir devrait avoir pour objectif principal de s'efforcer de répondre aux besoins en personnel qualifié des pays en voie de développement.

516. En ce qui concernait le financement de l'université internationale proposée, quelques membres ont déclaré qu'ils étaient contre le financement obligatoire et qu'ils ne pourraient accepter qu'un système de contributions volontaires. Un autre membre a émis des doutes quant aux méthodes de financement proposées.

517. Le représentant de l'UNESCO a informé le Conseil que le secrétariat de l'UNESCO était favorable à l'établissement d'une université internationale; un projet bien conçu pourrait être couronné de succès. Il ne fallait pas oublier que l'UNESCO avait reçu au cours des 25 dernières années plus de 150 propositions d'Etats Membres à ce sujet, mais le moment présent semblait être particulièrement propice à la progression de cette idée. A sa prochaine session qui devait se tenir en octobre-novembre 1970, la Conférence générale pourrait émettre son avis quant à l'opportunité d'établir une université internationale, avis qui pourrait aider l'Assemblée générale à prendre une décision de principe. Mais la Conférence générale ne pouvait pas prendre en toute connaissance de cause de décision sur les moyens de mener à bien ce projet avant qu'une étude plus détaillée ne soit établie par le secrétariat de l'UNESCO, sur instruction de la Conférence générale et compte tenu des données rassemblées et des consultations que l'UNESCO pourrait avoir entreprises. Le secrétariat serait en mesure de soumettre une étude plus détaillée au Conseil exécutif de l'UNESCO et au Conseil économique et social, à sa cinquante et unième session. Toutefois, le Directeur général a fait savoir qu'il était disposé à saisir la Conférence générale de cette question, si le Conseil désirait que l'UNESCO donne à l'Assemblée générale un conseil technique et lui fasse part de son opinion sur son éventuelle participation au projet.

518. A la fin de la discussion, le Conseil a adopté une résolution [1542 (XLIX)], par laquelle il a invité la Conférence générale de l'UNESCO à soumettre à l'Assemblée générale, à sa vingt-cinquième session, son opinion sur les buts, les objectifs et les diverses conceptions éventuelles d'une université internationale et à faire, en temps opportun, des propositions sur la façon dont l'UNESCO pourrait participer à une telle univer-

sité. Il a en outre invité l'UNESCO, l'UNITAR et les autres institutions et organes intéressés des Nations Unies à soumettre au Conseil, en temps opportun, des recommandations détaillées sur la façon dont une telle université pourrait être organisée et financée, et il a prié le Secrétaire général de présenter à l'Assemblée générale, à sa vingt-cinquième session, un rapport établi à partir des opinions qui lui auront été communiquées d'ici là.

C. — Conséquences économiques et sociales du désarmement *

519. A la reprise de sa quarante-huitième session⁹, le Conseil a été saisi d'un rapport intitulé "Conséquences économiques et sociales du désarmement: affectation à des fins pacifiques des ressources libérées par le désarmement" (E/4811 et Add.1 et 2). Ce rapport contenait les réponses des gouvernements à deux notes verbales du Secrétaire général adressées aux gouvernements, l'une en application de la résolution 2171 (XXI) de l'Assemblée générale et des résolutions antérieures sur cette question, l'autre en application de la résolution 2526 (XXIV) de l'Assemblée générale par laquelle celle-ci avait invité les Etats Membres à désigner chaque année une "journée de la paix" consacrée à l'étude des effets que pourraient avoir sur le développement économique et social toutes mesures de désarmement et à examiner la possibilité d'utiliser les ressources qui seraient libérées par ces mesures compte tenu des objectifs de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement.

520. Lors de l'examen du rapport du Secrétaire général, plusieurs représentants ont fait observer que, depuis que la première étude des conséquences économiques et sociales du désarmement avait été effectuée par l'ONU au début des années 1960, les dépenses militaires étaient en augmentation constante. On enregistrait donc peu de progrès dans l'affectation des ressources libérées par le désarmement à des activités destinées à promouvoir le bien-être des hommes en général et, plus particulièrement, le progrès économique et social des pays en voie de développement.

521. Le Conseil a décidé de communiquer à l'Assemblée générale des documents ainsi que toutes les réponses qu'il pourrait recevoir ultérieurement des gouvernements.

D. — Exode du personnel qualifié des pays en voie de développement vers les pays développés **

522. A sa quarante-neuvième session, conformément à la résolution 2417 (XXIII) de l'Assemblée générale, le Conseil était saisi¹⁰ du rapport du Secrétaire général (E/4820 et Add.1) et du rapport du Directeur général de l'UNITAR (E/4798) sur l'exode du personnel qualifié des pays en voie de développement vers les pays développés. Le Conseil a décidé¹¹ de remettre à

* La documentation relative à cette question est communiquée à l'Assemblée générale conformément à la décision prise par le Conseil à sa 1675^e séance (voir par. 521 du présent rapport).

** Appelle une décision de la part de l'Assemblée générale. L'Assemblée sera saisie à sa vingt-cinquième session, conformément à sa résolution 2417 (XXIII), d'un rapport du Secrétaire général sur cette question.

⁹ E/SR.1675.

¹⁰ E/AC.6/SR.517, 518; E/SR.1721.

¹¹ E/SR.1721.

sa cinquantième session l'examen de ces deux rapports et du projet de résolution présenté à ce sujet (E/AC.6/L.417), et de prier l'Assemblée générale de remettre l'examen de cette question à sa vingt-sixième session.

E. — Enseignement des buts et des principes, de la structure et des activités de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées dans les écoles et dans les autres établissements d'enseignement des Etats Membres

523. A la reprise de sa quarante-huitième session¹² le Conseil a examiné un rapport sur l'enseignement des buts et principes, de la structure et des activités de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées dans les écoles et dans les autres établissements d'enseignement des Etats Membres (E/4762 et Add.1), rapport préparé par le Directeur général de l'UNESCO conformément à la résolution 1012 (XXXVII) du Conseil. Ce rapport, qui porte sur la période janvier 1964-décembre 1969, contient un résumé des renseignements fournis par 81 gouvernements dont 77 Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et 4 Etats membres de l'UNESCO qui ne font pas partie de l'ONU. Il contient également un examen des programmes et services de l'ONU et de l'UNESCO ainsi que de l'OIT, de la FAO, de l'OMS, de la BIRD, de la SFI, de l'IDA, de l'UPU, de l'OMM, du PNUD, du FISE, de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient et du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés.

524. Au cours de l'examen de cette question, les membres du Conseil ont noté qu'un grand nombre de pays intensifiaient leurs efforts pour développer et améliorer l'enseignement relatif à l'ONU à tous les niveaux dans le cadre des programmes scolaires réguliers. En outre les programmes scolaires étaient de plus en plus orientés vers l'éducation en vue de la compréhension internationale. On constatait notamment une tendance très marquée à étendre l'enseignement relatif aux Nations Unies des écoles secondaires aux écoles primaires. Il a cependant été généralement admis qu'il restait encore beaucoup de problèmes à résoudre. Il fallait s'attacher à améliorer la formation des futurs enseignants et à organiser un plus grand nombre de cours et de séminaires de brève durée à l'intention des enseignants déjà en fonctions. En outre on a fait observer que, puisque les diplômés d'université tendaient à prendre la direction des affaires nationales et mondiales, les universités devaient s'efforcer de faire bénéficier un plus grand nombre d'étudiants de leurs programmes d'enseignement et de recherches relatifs aux Nations Unies. On a également appelé l'attention sur la pénurie générale de matériel pédagogique approprié. Elle se faisait sentir surtout dans les pays en voie de développement, où les renseignements de base sur le système des Nations Unies présentés dans la langue d'instruction et adaptés aux besoins et aux intérêts du pays faisaient particulièrement défaut. On a insisté sur la nécessité d'orienter l'enseignement relatif aux Nations Unies selon les traditions politiques, culturelles et sociales propres à chaque pays. Plusieurs membres ont déclaré qu'il fallait développer les services d'information des Nations Unies dans les pays en voie de développement et leur fournir de la documentation imprimée et audio-

visuelle dans les langues vernaculaires. Un membre a estimé que, dans la question de l'enseignement relatif aux principes, à la structure et aux activités des Nations Unies, l'UNESCO devait jouer un rôle de guide.

525. A l'issue du débat, le Conseil a pris note du rapport et prié l'ONU et l'UNESCO d'établir sur cette question un autre rapport qui devra lui être présenté en 1975. Il a également prié les deux organisations de poursuivre leur coopération dans ce domaine.

F. — Rôle du mouvement coopératif dans le développement économique et social

526. A la reprise de sa quarante-huitième session¹³, le Conseil était saisi d'un rapport (E/4807 et Corr.1) établi par le Secrétaire général en coopération avec l'OIT, la FAO, l'UNESCO, l'ONUDI et l'Alliance coopérative internationale, qui, conformément à la résolution 1413 (XLVI) du Conseil, devait aider à définir de façon plus précise la contribution que le mouvement coopératif pourrait apporter à la stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement.

527. Il a été rappelé au Conseil que l'intérêt porté par l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées au mouvement coopératif remontait aux premiers jours de l'existence de l'Organisation.

528. Le mouvement coopératif avait évolué considérablement pour le fond comme pour la forme au cours de ses 125 années d'existence. Le nombre des coopératives, celui de leurs adhérents et l'importance de leur chiffre d'affaires n'avaient cessé de croître au cours des années.

529. Un grand nombre de pays mentionnaient la coopération dans leur constitution et attribuaient aux coopératives une place importante dans l'économie nationale, ainsi que dans l'organisation des activités sociales, civiques et culturelles. Dans leurs plans de développement, certains pays en voie de développement avaient indiqué les secteurs dont il convenait d'atteindre les objectifs en s'inspirant de diverses formes de coopération ou grâce au mouvement coopératif.

530. La somme de connaissances et d'expérience accumulée par le mouvement coopératif le rendait capable de jouer un grand rôle dans des secteurs précis du développement, considérés comme particulièrement importants pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, notamment dans l'agriculture, en ce qui concerne plus particulièrement la planification, la diversification et la modernisation, et dans l'industrialisation, et spécialement dans l'industrialisation rurale, en ce qui concerne les entreprises de transformation des produits agricoles, l'industrie légère et le développement et la modernisation de l'artisanat traditionnel et des industries artisanales.

531. Les coopératives pouvaient également servir à mobiliser l'épargne et à diriger les investissements vers les entreprises locales; elles pouvaient contribuer utilement au transfert de connaissances et de techniques nouvelles au niveau pratique.

532. Si le mouvement coopératif poursuivait son expansion, il lui serait possible de jouer un rôle de plus en plus grand dans le commerce international des produits de base et des produits manufacturés et semi-finis.

533. Les coopératives pouvaient jouer un rôle non moins important dans la mise en valeur des ressources

¹² E/SR.1678.

¹³ E/SR.1679, 1680, 1684, 1688, 1690.

humaines et sociales, par le canal de l'éducation qui demeurerait un objectif fondamental du mouvement coopératif. Elles pouvaient encore, par leur rôle dans la mobilisation de l'épargne et l'orientation de l'investissement, créer des emplois dans des secteurs où les investissements publics et privés étaient insuffisants, en ce qui concerne notamment le développement des ressources naturelles. Les coopératives pouvaient également fournir des services dans les domaines de la santé, de l'enseignement, de l'habitation, de la nutrition, de l'approvisionnement en eau et en électricité, des loisirs et des assurances.

534. Le mouvement coopératif avait des objectifs aussi bien sociaux qu'économiques. L'expérience acquise en participant activement aux affaires économiques par le biais du travail et de la rémunération du travail pouvait avoir une influence positive sur d'autres aspects de la vie dans les domaines social, politique et culturel.

535. Au cours du débat du Conseil, de nombreux membres ont été d'avis que le rapport du Secrétaire général constituait une excellente analyse des domaines dans lesquels les coopératives pouvaient jouer un rôle décisif et ont souscrit aux observations et aux conclusions qu'il contenait. Il a été reconnu que, contrairement à ce qui se passait en général dans les pays industrialisés, le mouvement coopératif dans les pays en voie de développement se développait en association étroite avec les pouvoirs publics. Cette association était particulièrement nécessaire lorsqu'il fallait introduire la notion de coopération, laquelle s'était développée dans une culture et un cadre différents, et l'assimiler dans la culture nationale. De nombreux représentants ont souligné le rôle fondamental que le mouvement coopératif pourrait jouer dans la stratégie de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement.

536. Certains membres ont estimé que le rapport du Secrétaire général, tout en précisant la contribution que le mouvement coopératif pourrait apporter à divers secteurs du développement, n'était pas parvenu à fournir une évaluation réaliste des possibilités pratiques dans des domaines déterminés ni à suggérer des actions prioritaires dans certains domaines. Dans les pays en voie de développement, où près de 80 p. 100 de la population vivaient en zone rurale, le secteur agricole, et notamment les activités de production, devaient retenir en priorité l'attention du mouvement coopératif. Il a été souligné que l'on pourrait retirer de nombreux avantages du développement des coopératives dans les régions rurales, les plus évidents étant l'amélioration de la production, de la consommation et de la répartition du revenu, la mobilisation des ressources, tant financières qu'humaines, la réorganisation du régime foncier et l'amélioration de l'infrastructure rurale.

537. Certains membres du Conseil ont fait observer qu'il était particulièrement nécessaire d'offrir une formation et un enseignement en vue de la coopération lorsque l'idée et les exigences pratiques des coopératives modernes devaient être introduites dans une communauté de type traditionnel et qu'il fallait vaincre la résistance au changement des ruraux. L'Organisation des Nations Unies pouvait jouer un rôle important en organisant l'échange de données d'information entre pays engagés dans des expériences de coopération et en entreprenant des études sur les expériences se déroulant dans diverses régions du monde de façon à faire ressortir les raisons de leur succès ou de leur échec. Ces activités seraient de la plus grande utilité pour les pays dans

lesquels le mouvement coopératif en était à ses premiers pas. Si on a admis que dans les pays en voie de développement le mouvement coopératif serait vraisemblablement amené à travailler en liaison étroite avec les pouvoirs publics, on a souligné qu'il n'était guère possible d'imposer la coopération et que la fonction principale des pouvoirs publics devait être d'éduquer et de fournir au mouvement une base juridique et une assise financière sans pour autant le diriger.

538. A l'issue du débat dans sa résolution 1491 (XLVIII), le Conseil a affirmé que la promotion du mouvement coopératif devrait être un élément important de la stratégie de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement; a prié le Secrétaire général de collaborer étroitement avec les autres organismes intéressés des Nations Unies, l'Alliance coopérative internationale et les autres organisations non gouvernementales appropriées pour préparer et mettre en œuvre un programme d'action pratique concertée dans le domaine du développement coopératif qui aiderait les pays en voie de développement pendant la deuxième Décennie pour le développement; a prié instamment les pays développés de soutenir et d'aider au maximum les pays en voie de développement, en collaboration avec les organisations internationales et les organismes des Nations Unies intéressés, afin de favoriser le développement du mouvement coopératif; a invité les pays en voie de développement qui connaissaient d'expérience le domaine des coopératives à fournir une assistance consultative aux autres pays en voie de développement; a invité les gouvernements intéressés à réviser, le cas échéant, leur politique et leurs programmes en ce qui concerne les coopératives, dans le contexte de leur politique de développement économique et social; a recommandé aux organismes des Nations Unies d'accorder une attention particulière aux demandes d'assistance de pays en voie de développement désireux de créer des coopératives; et a prié le Secrétaire général, en coopération avec les organisations mentionnées ci-dessus, de faire rapport au Conseil, en 1972, sur les mesures prises pour donner suite à la résolution.

G. — Conventions fiscales entre pays développés et pays en voie de développement

539. A sa quarante-neuvième session¹⁴, le Conseil était saisi d'un rapport du Secrétaire général sur l'état des travaux du Groupe spécial d'experts des conventions fiscales entre pays développés et pays en voie de développement (E/4858). Son attention a également été appelée sur le rapport du Groupe spécial d'experts (ST/SG/AC.8/R.10/Rev.1 et Add.1)¹⁵.

540. Le Conseil a été informé qu'à sa deuxième réunion, tenue à Genève du 20 avril au 10 mai 1970, le Groupe spécial d'experts s'était mis d'accord dans l'ensemble sur le texte de solutions relatives à certaines questions, comme les bénéfices des entreprises et l'élargissement de la notion d'établissement stable, les directives à donner pour l'imposition du revenu des investissements, la manière dont les accords fiscaux, en particulier les clauses ayant trait à l'échange de renseignements, pouvaient être utilisés pour aider les pays en voie de développement à lutter contre l'évasion fiscale et les sorties de capitaux et, enfin, la possibilité de créer un groupe international d'experts.

¹⁴ E/AC.6/SR.519; E/SR.1721.

¹⁵ Paraîtra sous forme de publication des Nations Unies.

541. Au cours de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, il serait essentiel d'aider les gouvernements des pays en voie de développement à améliorer leurs recettes fiscales. Les nouvelles directives formulées par le Groupe spécial d'experts des conventions fiscales entre pays développés et pays en voie de développement pouvaient contribuer de diverses manières à réaliser cet objectif. Par exemple, les nouvelles conventions encourageraient l'afflux de capitaux privés étrangers vers les pays en voie de développement, accroissant ainsi dans ces pays les recettes découlant des investissements étrangers.

542. A ce propos, le Conseil a appris que la question de l'imposition des investissements et des réinvestissements étrangers ainsi que les travaux du Groupe spécial d'experts sur cette question avaient été examinés par le Groupe spécial d'experts sur les investissements étrangers en Amérique latine, qui s'était réuni à Medellin (Colombie) en juin 1970. Les dispositions de conventions fiscales particulièrement adaptées aux besoins des pays en voie de développement pouvaient aider ces derniers à modifier la répartition des recettes et même à réaliser une augmentation assez considérable de ces recettes. Des travaux avaient déjà été effectués sur la question de l'imposition par les États-Unis des revenus de source étrangère et des dispositions avaient été prises pour effectuer des études analogues sur la République fédérale d'Allemagne et la France. Certains pays en voie de développement envisageaient d'instituer des mesures d'exonération fiscale pour encourager les investisseurs étrangers, et il fallait que les pays exportateurs de capitaux prennent des mesures appropriées (imputation spéciale pour dégrèvement d'impôt, imputation de l'impôt étranger, etc.), de manière à ne pas rendre sans effet les encouragements ainsi donnés aux investisseurs.

543. Le Conseil a été informé que le CPC avait exprimé sa satisfaction à l'égard des travaux du Groupe spécial d'experts (E/4877, par. 75 et 76) et que le Secrétaire général, dans son rapport sur l'état des travaux, avait recommandé que le Groupe poursuive ses travaux au cours d'une troisième réunion en 1971 (E/4858, par. 19 et 20).

544. Au cours des débats, les membres du Conseil ont été généralement d'avis que le Groupe spécial d'experts avait accompli une tâche extrêmement utile et que, ainsi que le recommandait le Secrétaire général dans son rapport sur l'état des travaux (E/4858), le Conseil devait inviter le Groupe à poursuivre ses travaux afin de formuler des directives et des techniques susceptibles d'être utilisées dans le cadre de conventions fiscales qui seraient jugées acceptables aussi bien par les pays développés que par les pays en voie de développement et qui assureraient une totale protection de leurs intérêts fiscaux respectifs. Un représentant, rappelant que sa délégation avait toujours émis des réserves à l'égard de la convocation du Groupe spécial, a reconnu que celui-ci constituait, pour le moment, le seul organisme au sein duquel les questions fiscales pouvaient être examinées sur un pied d'égalité par les pays développés et par les pays en voie de développement. Le représentant d'un pays à économie planifiée a fait observer que la position de sa délégation concernant la promotion d'investissements privés dans les pays en voie de développement était bien connue; néanmoins, si ces investissements étaient effectués, ils ne devaient pas être soumis à la double imposition, mais devaient être imposés seulement par le pays d'investissement. Etant donné que le Groupe spécial d'experts

semblait s'orienter dans ce sens, sa délégation ne s'opposerait pas à ce qu'il poursuive ses travaux.

545. Deux représentants ont exprimé l'avis que le Groupe spécial ne devait pas examiner en grand détail les questions dont il était saisi, mais qu'il devait s'attacher essentiellement à préciser les divers points de vue sur ces questions, afin de déterminer les possibilités de compromis qui serviraient de directives pour la négociation de conventions fiscales bilatérales entre pays développés et pays en voie de développement. L'un des représentants s'est demandé si le Groupe avait été bien avisé d'approfondir autant qu'il l'avait fait les questions au cours de sa deuxième réunion.

546. Un certain nombre de représentants ont indiqué plusieurs questions auxquelles le Groupe pourrait utilement s'intéresser: l'imposition des bénéfices réalisés par des entreprises de transports maritimes; l'imposition des revenus des investissements, y compris les redevances et les dividendes; la notion d'établissement stable; l'imposition de l'intérêt, y compris les intérêts perçus à l'occasion du règlement différé du prix de vente de marchandises; l'utilisation de conventions fiscales pour éviter l'évasion fiscale; et les sorties de capitaux des pays en voie de développement.

547. Le Conseil a adopté la résolution 1541 (XLIX), par laquelle il a invité le Groupe spécial d'experts des conventions fiscales à poursuivre ses travaux tels qu'ils sont envisagés au paragraphe 1 de la résolution 1273 (XLIII); prié le Secrétaire général de réunir le Groupe en 1971, de préférence au cours du premier trimestre de l'année, et de prendre des dispositions financières appropriées afin de permettre au Groupe de poursuivre ses travaux; et invité le Secrétaire général à rendre compte au Conseil des résultats de la troisième réunion du Groupe.

548. Dans une décision séparée, le Conseil a prié le Secrétaire général d'envisager d'augmenter légèrement le nombre des membres du Groupe spécial d'experts et, s'il le jugeait possible, de tenir compte du désir du Gouvernement ceylanais de faire partie du Groupe.

H. — 7 urisme

549. A sa quarante-huitième session, le Conseil a été saisi, dans le texte du développement du tourisme, d'un rapport de l'Union internationale des organismes officiels de tourisme (IUOOT) sur l'Année internationale du tourisme (E/4627), du rapport périodique du Secrétaire général sur l'application des recommandations de la Conférence des Nations Unies sur le tourisme et les voyages internationaux (E/4629), ainsi que d'un rapport du Secrétaire général sur le Cycle d'études interrégional des Nations Unies sur le développement du tourisme (E/4615 et Corr.1), tous documents dont il avait été saisi à ses quarante-sixième et quarante-septième sessions et à la reprise de la quarante-septième session. A sa quarante-sixième session, le Conseil avait décidé de remettre l'examen de ces rapports à une date ultérieure, mais à la quarante-septième et à la reprise de la quarante-septième session, le débat sur la question du tourisme a porté essentiellement sur le projet de transformation du caractère et du statut de l'IUOOT.

550. Le Conseil a également été saisi d'un rapport du Secrétaire général sur les activités et les programmes des organismes des Nations Unies pour le développement du tourisme (E/4653 et Add.2 et 3 et Add.2/Corr.1), qui lui avait été soumis à la quarante-septième

et à la reprise de la quarante-septième session, mais qui avait été examiné en partie seulement, en attendant de voir de façon plus claire quelles seraient les répercussions du projet de transformation de l'UIOOT.

551. En dernier lieu, le Conseil a été saisi du chapitre VIII, du rapport du Comité du programme et de la coordination sur sa quatrième session (E/4787)¹⁹, relatif au tourisme, chapitre où le Comité avait déclaré entre autres qu'il faudrait remettre à une date ultérieure l'examen plus approfondi du rapport du Secrétaire général sur les activités et les programmes des organismes des Nations Unies, étant donné la résolution 2529 (XXIV) de l'Assemblée générale concernant la rédaction d'un accord entre les Nations Unies et l'UIOOT, une fois que le statut de cette dernière aurait été changé, afin d'établir les relations et de définir les modalités de coopération entre les deux organisations.

552. Au cours du débat¹⁷, les orateurs ont employé les épithètes "réussis" et "utiles" pour désigner tant l'Année internationale du tourisme que le Séminaire inter régional des Nations Unies sur le développement du tourisme.

553. Plusieurs orateurs se sont référés à la suggestion du rapport sur les activités et les programmes (E/4653 et Add.1 et 2) relative à la création d'un comité *ad hoc* sur les questions du tourisme, certains d'entre eux estimant que l'idée méritait un examen plus approfondi et d'autres mettant en doute la nécessité d'un tel comité.

554. Le Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales a fait observer que les aspects de promotion et de commercialisation du tourisme recevraient probablement toute l'attention requise de la part de l'UIOOT transformée, puisque cette organisation avait déjà travaillé dans ce domaine, mais qu'il fallait se préoccuper davantage d'autres aspects du développement du tourisme, importants et très complexes eux aussi, tels que la création de l'infrastructure, l'effet sur la balance des paiements, les effets sociaux et culturels, et la planification nationale, multinationale et régionale du tourisme. Un comité *ad hoc* pourrait jeter les bases d'une action efficace de la part des organismes des Nations Unies dans ces domaines.

555. Au terme du débat, le Conseil a décidé de prendre note des rapports sur l'Année internationale du tourisme (E/4627), sur l'application des recommandations de la Conférence des Nations Unies sur le tourisme et les voyages internationaux (E/4629) et sur le Séminaire inter régional des Nations Unies sur le développement du tourisme (E/4616 et Corr.1), et de reprendre l'examen de l'étude des activités et des programmes des organismes des Nations Unies pour le développement du tourisme qu'une fois qu'il aurait étudié, à sa quarante-neuvième session, le rapport présenté par le Secrétaire général en application de la résolution 2529 (XXIV) de l'Assemblée générale.

556. A sa quarante-neuvième session, le Conseil a été saisi d'un rapport du Secrétaire général sur la coopération et les relations entre les Nations Unies et l'UIOOT (E/4861 et Corr.1 et 2), du rapport du Secrétaire général sur les activités et les programmes des organismes des Nations Unies en matière de développement du tourisme (E/4653 et Add.2 et 3 et

Add.2/Corr.1), qu'il avait partiellement examiné aux quarante-septième et quarante-huitième sessions, ainsi que des parties pertinentes des rapports du Comité du programme et de la coordination sur ses quatrième et sixième sessions (E/4787, par. 29 à 45, et E/4877, par. 55 à 58).

557. Le Conseil a été informé qu'une assemblée générale extraordinaire de l'UIOOT serait réunie à Mexico en septembre 1970 dans le dessein d'adopter un projet de révision de ses statuts. Il a déclaré en conclusion que toute discussion sur la coopération et les relations entre les Nations Unies et l'UIOOT devraient être remises jusqu'à ce que les statuts de l'Union aient été changés de façon à lui donner un caractère intergouvernemental.

558. Le Conseil a alors adopté la résolution 1540 (XLIX) invitant les gouvernements des Etats dont les organisations nationales de tourisme étaient membres de l'UIOOT à donner les instructions et les pouvoirs nécessaires à leurs représentants à la future assemblée générale extraordinaire de l'Union afin que les statuts par lesquels l'Union serait transformée en une organisation de tourisme internationale de caractère intergouvernemental puissent être dûment approuvés et adoptés, et reportant l'examen du Secrétaire général (E/4861 et Corr.1 et 2) à sa cinquantième session.

I. — Normalisation des noms géographiques

559. En examinant, à la reprise de sa quarante-huitième session¹⁹, le rapport du Secrétaire général sur la normalisation des noms géographiques (E/4812), le Conseil a passé en revue et examiné les travaux du Groupe spécial d'experts sur les noms géographiques à sa seconde session, qui s'est tenue au Siège de l'Organisation des Nations Unies du 10 au 20 mars 1970.

560. Le Conseil a noté avec intérêt le travail du Groupe d'experts sur les noms topographiques extra-terrestres et sur la terminologie descriptive concernant les détails topographiques sous-marins, ainsi que sur la normalisation des noms géographiques.

561. Le Conseil a décidé de prendre acte du rapport du Secrétaire général et d'entériner sa recommandation visant à réunir une deuxième conférence sur la normalisation des noms géographiques au cours de la première moitié de 1972, en tenant compte des observations du CPC (E/4846/Rev.1)²⁰ et de l'état des incidences financières (E/4812/Add.1).

J. — Possibilité de créer un corps international de volontaires au service du développement *

562. A sa quarante-neuvième session (XLVII) le Conseil a examiné²¹ un rapport du Secrétaire général sur la possibilité de créer un corps international de volontaires au service du développement (E/4790), rapport qui lui avait été soumis en application de sa résolution 1444 (XLVII). En se fondant sur les réponses à un questionnaire demandant l'opinion des pays en

* Des mesures prises par l'Assemblée générale seraient nécessaires. Conformément à la résolution 1444 (XLVII) du Conseil, les recommandations finales du Conseil en cette matière sont transmises à l'Assemblée générale à sa vingt-cinquième session, à la fois par le présent document et par la résolution 1539 (XLIX) du Conseil.

¹⁹ E/SR.1676.

²⁰ Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-huitième session, Supplément n° 9.

²¹ E/SR.1715, 1716, 1719, 1721.

Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-huitième session, Supplément n° 4.

E/CN.3/AC.6/SR.503; 3/SR.1672.

E/CN.3/AC.24/SR.402, 403; E/SR.1720.

voie de développement, le Secrétaire général a conclu que des volontaires internationaux servant sous les auspices des Nations Unies, dans le cadre des projets bénéficiant de l'assistance des organismes des Nations Unies, constitueraient un appoint précieux à l'aide au développement. Il avait par conséquent recommandé la création d'un corps qui serait appelé Volontaires des Nations Unies et avait proposé un mécanisme administratif et des arrangements financiers souples ainsi qu'une certaine répartition des charges financières afin d'assurer une participation géographique aussi large que possible.

563. Dans la déclaration qu'il a faite devant le Conseil, le Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales a noté que le Secrétaire général avait préparé son rapport de concert avec le Directeur du PNUD et en consultation avec les institutions spécialisées intéressées, avec le Secrétaire général du Secrétariat international du service volontaire (SISV) et le Directeur général du Comité de coordination pour le service volontaire international (CCSVI), avec les organisations qui envoient des volontaires, les membres des organisations de jeunesse et les anciens travailleurs bénévoles. Le rapport faisait état d'un projet limité qui devrait être étudié dans un contexte plus large à savoir l'existence de programmes nationaux de volontaires plus nombreux et possédant une signification politique, et la création probable par de nombreux gouvernements de projets nationaux de volontaires. On envisageait dans le projet des Nations Unies d'établir des contacts entre les volontaires internationaux et les groupes nationaux entre lesquels il était souhaitable d'instaurer une action commune. L'organisation, l'administration et les activités des volontaires internationaux pour le développement devraient être prévus compte tenu des besoins des pays en voie de développement; il faudrait leur appliquer le critère de l'efficacité et éviter les méthodes bureaucratiques si l'on voulait que le projet attire les jeunes. La jeunesse des pays en voie de développement et les volontaires des organisations non gouvernementales, ainsi que ceux qui viennent des groupes financés par les gouvernements, devraient avoir la possibilité de se joindre aux volontaires des Nations Unies et le projet devrait disposer d'un fonds spécial qui financerait la participation des volontaires qui ne bénéficieraient pas d'un patronage financier.

564. On avait recommandé dans le rapport de créer un bureau central au sein du PNUD afin de disposer d'un centre de coordination avec les activités générales des organismes des Nations Unies pour le développement économique et social. On a fait observer que le rapport du Secrétaire général avait été transmis par l'intermédiaire du Conseil d'administration du PNUD qui, à sa dixième session, en juin 1970, avait pris note des propositions et décidé que, d'après les décisions qui seraient prises par le Conseil économique et social, le Directeur du PNUD pourrait être appelé à mettre au point des propositions précises pour la programmation, l'utilisation et l'administration des services de volontaires dans le cadre des projets du PNUD à la demande des gouvernements bénéficiaires. Le Conseil d'administration du PNUD s'est également déclaré disposé à examiner ces propositions à sa onzième session, en tenant compte de leurs incidences financières et autres sur les ressources du PNUD²².

565. Dans une déclaration faite devant le Conseil

²² Voir Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-neuvième session, Supplément no 6A, par. 151

conformément à l'article 75 du règlement intérieur, l'auteur de la résolution 2460 (XXIII) de l'Assemblée générale sur les ressources humaines pour le développement qui avait été à l'origine de la résolution 1444 (XLVII) du Conseil économique et social, a souligné l'importance de l'enrôlement de la jeunesse dans les efforts organisés de développement international des organismes des Nations Unies et il a instauré et prié le Conseil d'accepter les recommandations du Secrétaire général.

566. Plusieurs membres du Conseil ont rendu hommage à Sa Majesté impériale le Shah d'Iran pour avoir été le premier à avancer l'idée de la création d'un corps de volontaires internationaux. La plupart des orateurs ont exprimé leur satisfaction devant le rapport du Secrétaire général, l'ont jugé pertinent, complet et concis et ont appuyé la conclusion sur l'opportunité de la mise sur pied d'un programme international de volontaires des Nations Unies. Certains membres étaient favorables à l'idée de la création d'un corps central, mais d'autres ont exprimé des réserves à l'égard de cette entité et deux orateurs se sont opposés à cette idée, marquant une distinction entre les bonnes intentions des partisans de la proposition et les effets que provoquerait l'application de ces intentions, et soulignant que les besoins du développement nécessitaient la formation de spécialistes nationaux. L'un des membres a mis l'accent sur le pourcentage élevé de chômage parmi les jeunes dans les pays en voie de développement et a déclaré que le vrai problème du développement était de fournir à la jeunesse les compétences nécessaires et de lui permettre de trouver un travail régulier et un revenu assuré.

567. Un certain nombre d'orateurs ont souligné l'importance d'une participation géographique étendue au projet de corps international de volontaires et ils ont également reconnu l'importance qu'il y a à prendre des dispositions financières pour la participation de volontaires des pays en voie de développement. Néanmoins, certaines délégations ont exprimé des réserves devant l'éventualité de la création d'un fonds d'affectation spéciale pour ce financement: certains ont demandé quelles garanties il y avait que ce fonds possède des ressources suffisantes pour atteindre le but projeté, et certains ont regretté que les arrangements financiers esquissés par le Secrétaire général n'aient pas été plus explicites et plus détaillés. On a fait remarquer que dans l'étude de la capacité on avait recommandé le regroupement des ressources financières du PNUD et indiqué que la création d'un fonds d'affectation spéciale pour les volontaires irait à l'encontre de cette recommandation. L'un des représentants a annoncé que, si l'on créait un fonds d'affectation spéciale, son gouvernement chercherait le moyen d'y contribuer. Il a déclaré que son gouvernement n'envisageait pas de fournir au corps international, lorsque la demande lui en serait formulée, une part d'effectifs supérieure à celle qui lui incombait.

568. D'autres points évoqués par les orateurs au cours du débat général concernaient l'importance d'études plus approfondies sur le rôle du volontaire et son niveau de compétence par rapport à celui d'un expert associé, le recrutement des volontaires, les relations entre les équipes internationales de volontaires et les organisations nationales, et l'harmonisation et la coordination des activités des futurs volontaires des Nations Unies avec celles des organisations de volontaires existantes.

569. Le Conseil a entendu les déclarations faites par les représentants du Secrétariat international du service volontaire et du Comité de coordination du service volontaire international. Les représentants de la FAO et de l'UNESCO ont fait des déclarations appuyant les propositions du Secrétaire général. Le Conseil a également été saisi d'une note du Secrétaire général (E/L.1347) dans laquelle figurait un extrait du rapport de la Commission du développement du Congrès mondial de la jeunesse relatif aux projets concernant les volontaires des Nations Unies.

570. On a préconisé au Conseil de préciser certaines des conditions dans lesquelles les volontaires pourraient contribuer aux activités de développement. On a exprimé l'opinion que l'emploi du mot "corps" pouvait prêter à confusion et qu'il faudrait trouver une autre formule pour évoquer l'idée des volontaires des Nations Unies.

571. Au terme de la discussion, le Conseil a adopté une résolution [1539 (XLIX)] dans laquelle il notait avec appréciation le rapport du Secrétaire général (E/4790) et recommandait à l'Assemblée générale d'adopter à sa vingt-cinquième session un projet de résolution selon lequel l'Assemblée générale accueillerait avec satisfaction les propositions du Secrétaire général et déciderait de créer, dans le cadre des organismes existants des Nations Unies, à partir du 1^{er} janvier 1971, un groupe international de volontaires dont les membres seraient désignés collectivement et individuellement sous le nom de Volontaires des Nations Unies. Aux termes du même projet, l'Assemblée prierait également le Secrétaire général de nommer le Directeur du PNUD Directeur des Volontaires des Nations Unies et, en consultation avec le Directeur, de nommer un coordonnateur dans le cadre du PNUD afin de promouvoir et de coordonner le recrutement, le choix, la formation et l'administration des activités des Volontaires des Nations Unies dans le cadre des organismes des Nations Unies en collaboration avec les institutions des Nations Unies intéressées et en coopération avec les organisations s'occupant du Service volontaire national et international et, le cas échéant, avec les organisations de jeunesse appropriées. Elle inviterait en outre les gouvernements, les Membres des Nations Unies et les membres des institutions spécialisées, les organisations internationales non gouvernementales et les particuliers à contribuer à un fonds spécial de contributions volontaires qui servirait d'appui aux activités des Volontaires des Nations Unies, et demanderait au Secrétaire général et au Directeur du PNUD de présenter, à l'Assemblée générale, à sa vingt-sixième session, par l'intermédiaire du Conseil d'administration du PNUD et du Conseil économique et social, des rapports sur l'expérience acquise grâce au fonctionnement des Volontaires des Nations Unies en application de la résolution et de faire les propositions qu'ils estimerait souhaitables afin de permettre aux Volontaires de mieux servir les buts et les objectifs fixés.

K. — Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés *

572. Le rapport annuel du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (A/8012)²³ a été présenté au Conseil à sa quarante-neuvième session.

* Point de l'ordre du jour provisoire pour la vingt-cinquième session de l'Assemblée générale.

²³ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-cinquième session, Supplément no 12. Le rapport a été soumis au Conseil en tant que document E/4869.

573. Le Conseil a rappelé²⁴ la décision prise à sa quarante-septième session²⁵, selon laquelle le rapport du Haut Commissaire serait transmis à l'Assemblée générale sans débat à moins que le Conseil n'en décide autrement à la demande expresse d'un ou de plusieurs de ses membres ou du Haut Commissaire au moment de l'adoption de l'ordre du jour. Etant donné qu'aucune demande de ce genre n'a été formulée, le Conseil a décidé de transmettre le rapport à l'Assemblée générale à sa vingt-cinquième session sans débat.

L. — Mobilisation de l'opinion publique des pays développés et des pays en voie de développement au sujet de la deuxième Décennie pour le développement

574. Conformément à la résolution 1357 (XLV) du Conseil, celui-ci a été saisi à sa quarante-huitième session²⁶ d'un rapport du Secrétaire général (E/4784 et Add.1/Rev.1) qui décrivait les grandes lignes des plans et des projets destinés à mobiliser l'opinion publique en faveur de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement. Dans son rapport, le Secrétaire général a appelé l'attention sur le fait que l'opinion publique était essentiellement une opinion nationale, et qu'il faudrait par conséquent établir des contacts beaucoup plus étroits avec les services d'information nationaux. Il faudrait également accorder une certaine attention à la création de commissions ou de conseils nationaux de l'information. Le rapport faisait également état de suggestions concernant un engagement plus grand des moyens d'information en ce qui concerne les questions de développement économique et social. Enfin, le Secrétaire général a souligné l'importance qu'il y a à donner la prééminence appropriée à la proclamation de la deuxième Décennie du développement.

575. Tout en se déclarant satisfaits des suggestions contenues dans le document qui leur était soumis, plusieurs membres du Conseil ont souligné que la mobilisation de l'opinion publique était un problème secondaire et qu'il fallait d'abord parvenir à un accord sur les points fondamentaux relatifs à la stratégie pour la deuxième Décennie si l'on voulait que celle-ci ait une substance et une signification politiques. On ne pouvait pas mobiliser l'opinion publique pour appuyer une stratégie du développement qui n'existait pas réellement. D'autre part, certains représentants ont estimé que les activités du Centre de l'information économique et sociale avaient atteint une étape où il faudrait que le Conseil formule des lignes directrices précises quant au fond et aux éléments que comporte son travail. Les activités d'information des Nations Unies devaient se fonder sur la volonté collective des gouvernements et l'accord auquel ils seraient parvenus.

576. D'autres membres du Conseil ont appuyé les initiatives qui ont déjà été prises pour mobiliser l'opinion publique et ont insisté sur la nécessité de poursuivre ces efforts encore plus activement au cours de la Décennie. Le rôle des gouvernements à cet égard avait été à juste titre souligné par le Secrétaire général dans son rapport. Il était essentiel de mobiliser l'opinion afin de surmonter la désillusion et la méfiance qui régnaient à la fois dans les pays développés et dans les pays en voie de développement et qui étaient en partie dues au manque de nouveauté et au manque

²⁴ E/SR.1722.

²⁵ E/SR.1637.

²⁶ E/SR.1661 à 1663.

d'intérêt à l'égard de l'aide au développement. Ce n'était pas au moyen de slogans faciles que l'on pouvait contribuer à une meilleure prise de conscience, mais au moyen d'un long processus mettant en jeu des notions complexes.

577. Le Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales a appelé l'attention sur la multiplicité des groupes qu'il faudrait informer, éduquer et convaincre. Il faudrait, en conséquence, adopter une approche pluraliste en ce qui concerne les programmes d'information, mais ce pluralisme n'entrerait pas nécessairement en conflit avec l'orthodoxie.

578. L'un des représentants a mentionné le transfert récent du Centre de l'information économique et sociale qui ne dépend plus du Service de l'information mais du Département des affaires économiques et sociales. Il estimait que ce transfert avait été effectué en violation de la résolution 595 (VI) de l'Assemblée générale, qui prévoyait que les responsabilités quant à la formulation et l'exécution des politiques d'information dépendraient du Secrétaire général et à l'échelon inférieur du Sous-Secrétaire général chargé du Département de l'information.

579. Le Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales a déclaré que la décision de transférer le Centre de l'information économique et sociale, prise par le Secrétaire général lui-même, était fondée sur l'opinion que du point de vue administratif, le Centre serait en meilleure posture pour servir les divers organes du système des Nations Unies qui s'intéressaient aux problèmes économiques et sociaux. Le Centre maintiendrait des relations étroites avec le Service de l'Information.

580. Au terme du débat, le Conseil a adopté la résolution 1477 (XLVIII) dans laquelle il priait le Secrétaire général de tenir compte, en s'acquittant du mandat qui lui avait été confié par les résolutions susmentionnées, des observations et réserves émises au Conseil lors de sa quarante-huitième session. Le Conseil a en outre prié le Comité préparatoire de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement de prendre en considération, à sa sixième session, les vues exprimées au Conseil sur la mobilisation de l'opinion publique au sujet de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement. Il a enfin prié le Comité pour le vingt-cinquième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies de prendre en considération, lors de ses futures délibérations, les décisions du Comité préparatoire de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement sur la procédure de lancement de la Décennie.

M. — Assistance en cas de catastrophe naturelle

581. A sa quarante-huitième session²⁷ et à la reprise de celle-ci²⁸, le Conseil a examiné la situation résultant de catastrophes naturelles survenues en Turquie, ainsi qu'en Roumanie et en Hongrie. Dans les deux résolutions adoptées [1478 (XLVIII) et 1508 (XLVIII)], il a assuré de sa sympathie le peuple et le gouvernement de ces pays et invité les Etats Membres et les organisations non gouvernementales à étudier les moyens de leur fournir une assistance. Par sa résolution 1478 (XLVIII), le Conseil a prié le Secrétaire général et les chefs des secrétariats des institutions

spécialisées et des programmes intéressés, compte tenu des fonds dont ils disposent, de prendre en considération les besoins de la Turquie pour réaliser ses plans de reconstruction des régions dévastées. Par sa résolution 1508 (XLVIII), il les a priés de fournir une assistance d'urgence pour alléger les souffrances de la Roumanie et de la Hongrie et contribuer au rétablissement des conditions de vie normales dans ces deux pays.

582. A sa quarante-neuvième session, le Conseil a examiné les mesures à prendre à la suite du tremblement de terre survenu au Pérou²⁹, ainsi que celles à prendre pour remédier à la famine sévissant dans la République arabe du Yémen³⁰. Il a adopté la résolution 1518 (XLIX) par laquelle, après avoir exprimé sa sympathie au Gouvernement et au peuple péruviens, il invitait les Etats Membres à poursuivre leur coopération en vue d'apporter des secours et de contribuer à la reconstruction; il priait les institutions internationales de crédit d'étudier promptement des mesures permettant d'aider le Pérou dans sa tâche de reconstruction; il invitait les pays créanciers à tenir compte de la catastrophe subie par le Pérou et des exigences de la reconstruction; enfin, il invitait le Secrétaire général à demander aux organismes des Nations Unies de faire leur maximum pour répondre, dans le cadre de leurs programmes respectifs, aux demandes d'assistance en vue de la reconstruction. Le Conseil a aussi adopté la résolution 1519 (XLIX), par laquelle il demandait instamment aux Etats Membres et aux organisations non gouvernementales de fournir toute l'assistance possible à la population de la République arabe du Yémen pour la protéger de la famine et priait le Secrétaire général de prêter une attention particulière aux besoins pressants de ce pays et de faciliter une action accélérée des institutions spécialisées, en particulier de la FAO et de l'OMS, du Programme alimentaire mondial et du FISE.

583. A sa quarante-neuvième session, le Conseil a aussi examiné³¹ la question générale de l'assistance en cas de catastrophe naturelle. Il était saisi d'un rapport intérimaire du Secrétaire général sur la question (E/4853) établi conformément à la résolution 2435 (XXIII) de l'Assemblée générale. Il a aussi tenu compte de la résolution 298 (AC.63) adoptée par le Comité plénier de la CEPAL à sa sixième session extraordinaire (E/4883 et Add.1), ainsi que de la résolution adoptée par le Conseil d'administration du PNUD à sa dixième session (A/4884/Rev.1)³², par laquelle le Conseil était prié de recommander aux Etats Membres de créer un fonds d'urgence en cas de catastrophe naturelle, dont la première tâche serait de prêter assistance au Pérou dans son programme de reconstruction.

584. Le Conseil a été informé que les conclusions présentées dans le rapport intérimaire du Secrétaire général avaient un caractère provisoire; toutefois, elles mettaient en lumière l'importance des études scientifiques, de l'état de préparation de la nation et de l'assistance internationale. Elles mettaient aussi l'accent sur l'utilité de l'établissement anticipé de plans de secours en cas de catastrophe. Dans son rapport, le Secrétaire général reconnaissait qu'il était inévitable que des catastrophes se produisent et que les gouvernements feraient appel à l'assistance de la communauté inter-

²⁹ E/SR.1703.

³⁰ E/SR.1708.

³¹ E/AC.24/SR.394 à 397, 404, 405; E/SR.1716, 1721.

³² Conseil économique et social, documents officiels, quarante-neuvième session, Supplément no 6A.

²⁷ E/SK.1666.

²⁸ E/SR.1694.

nationale et des organismes des Nations Unies. Dans ces circonstances, il était essentiel que la réponse des organismes des Nations Unies soit rapide et efficace. En conséquence, le Secrétaire général proposait, comme il l'avait indiqué dans la déclaration liminaire qu'il avait faite au cours de la discussion générale au Conseil, de confier à l'un de ses principaux collaborateurs la responsabilité d'agir en son nom à titre permanent en vue d'organiser et de coordonner l'assistance des organismes des Nations Unies et d'assurer la coopération la plus étroite avec la Croix-Rouge et d'autres organisations bénévoles. Au cours d'une réunion préliminaire, les représentants des organismes intéressés des Nations Unies avaient examiné quelles seraient les méthodes les meilleures pour organiser l'assistance que ces organismes pourraient offrir.

585. Au cours de la discussion, un certain nombre de représentants ont exprimé des doutes touchant l'efficacité d'un fonds d'urgence en cas de catastrophe. On a fait valoir qu'il était peu probable qu'un fonds de ce genre bénéficie de l'appui universel qui serait nécessaire pour la réussite de l'entreprise. En général, les donateurs n'étaient pas disposés à apporter leur contribution avant qu'une catastrophe se produise, et l'existence d'un fonds, par elle-même, risquerait même de dissuader les donateurs potentiels lorsque des besoins concrets se feraient jour. On a aussi fait observer qu'il restait à trouver des solutions à des questions importantes touchant les fins et le fonctionnement du fonds. En revanche, de nombreux représentants ont estimé que le fonds faciliterait la mobilisation des ressources pour l'assistance aux sinistrés et contribuerait à résoudre les problèmes que rencontrent les pays en voie de développement lorsqu'il s'y produit une catastrophe naturelle. On a appuyé, en général, la proposition du Secrétaire général tendant à créer un organe central chargé de coordonner l'assistance des Nations Unies.

586. A la fin des débats, le Conseil a adopté deux résolutions. Par la résolution 1533 (XLIX), il a recommandé aux Etats Membres de l'Organisation des

Nations Unies de créer un fonds d'urgence pour les catastrophes, qui serait constitué par des contributions volontaires, et dont la première activité consisterait à procurer au Pérou l'assistance indispensable pour sa reconstruction; il a prié le Secrétaire général de créer parmi les Etats Membres de l'Organisation ou membres des institutions spécialisées un climat favorable à ce fonds. Par sa résolution 1546 (XLIX), le Conseil a félicité le Secrétaire général de son intention de confier à l'un de ses principaux collaborateurs la responsabilité d'intensifier et de coordonner l'assistance des organismes des Nations Unies et d'assurer une coopération avec les gouvernements, la Croix-Rouge et les organisations bénévoles, et a prié le Secrétaire général de prendre les dispositions nécessaires à cette fin sur le plan du personnel; il a réaffirmé qu'il était important d'établir à l'avance des plans au niveau national pour parer aux catastrophes; il a souligné qu'il importait de constituer au niveau national des équipes de secours prêtes à intervenir immédiatement et de stocker des fournitures; il a lancé un appel aux Etats Membres pour qu'ils offrent une aide d'urgence plus importante, notamment sous forme d'équipes de secours prêtes à intervenir immédiatement ou d'équipes analogues tenues en réserve; il a reconnu le rôle revenant au représentant résident du PNUD dans l'évaluation préliminaire de l'ampleur d'une catastrophe naturelle; il a réaffirmé la nécessité de la recherche scientifique sur les causes des catastrophes et de la mise au point de systèmes d'avertissement préalables; il a invité le Secrétaire général à poursuivre les études demandées par la résolution 2435 (XXIII) de l'Assemblée générale en tenant compte des directives fixées dans cette résolution; il a invité en outre le Secrétaire général à examiner, dans le cadre des études en question, le rôle que le fonds d'urgence pour les catastrophes, dont la création avait été recommandée par la résolution 1533 (XLIX) du Conseil, serait appelé à jouer; enfin, le Conseil a décidé d'examiner à nouveau, à sa cinquante et unième session, la question de l'assistance en cas de catastrophe naturelle sur la base du rapport complet que lui soumettrait le Secrétaire général.

Chapitre XII

PROGRAMME DE TRAVAIL DES NATIONS UNIES DANS LES DOMAINES ÉCONOMIQUE ET SOCIAL ET DANS CELUI DES DROITS DE L'HOMME ET INCIDENCES BUDGÉTAIRES DE CE PROGRAMME

587. Lorsqu'il a examiné le programme de travail de l'ONU dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme, le Conseil était saisi, à sa quarante-huitième session, du rapport du Comité du programme et de la coordination sur sa quatrième session (E/4787)¹ et, à la reprise de sa quarante-huitième session, du rapport du Secrétaire général sur le programme de travail de l'ONU dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme (E/4793 et Corr.1 à 4) et du rapport du CPC sur sa cinquième session (E/4846/Rev.1)².

588. Le Conseil a été informé que le Comité avait étudié à sa quatrième session les dispositions à prendre pour sa cinquième et sa sixième session. Le Comité avait entendu une déclaration du Sous-Secrétaire général aux affaires économiques et sociales relative au plan touchant la création d'équipes consultatives interdisciplinaires sous-régionales pour la planification du développement, leur composition, leurs rapports avec les représentants résidents du PNUD et les institutions spécialisées et le rôle éventuel qu'elles pourraient jouer dans "la programmation par pays". Pendant son examen du programme de travail du Bureau économique et social des Nations Unies à Beyrouth, les membres du Comité avaient félicité le Bureau de l'excellente qualité de ses rapports, de ses activités de coopération dans le domaine technique et des efforts qu'il avait déployés pour exécuter des programmes de planification à moyen et à long terme ainsi que pour déterminer les priorités en ce qui concerne certains de ses projets. Le Comité avait également examiné les activités dans le domaine du tourisme et les dispositions institutionnelles existantes en ce qui concerne les activités dans ce domaine³; il avait formulé un certain nombre de recommandations du Comité en ce qui concerne la coordination des activités relatives au tourisme entre les diverses institutions intéressées.

589. Le Comité avait étudié le rapport du Corps commun d'inspection sur la documentation (A/7576)⁴ et avait accordé une attention particulière à une recommandation relative à la "règle des six semaines" qui figurait dans l'annexe de ce rapport. Dans les conclusions, on recommandait de maintenir et d'appliquer en général les dispositions du paragraphe 4 de l'article 14, bien qu'il ait été reconnu que, dans le cas de certains types de documentation, il pourrait s'avérer nécessaire de faire preuve de souplesse, étant donné le calendrier des réunions (E/4787, par. 14).

590. Au cours du débat que le Conseil a consacré, lors de sa quarante-huitième session⁵, au rapport du

CPC sur sa quatrième session (E/4787)¹, on a noté que le Comité avait étudié le rapport du Corps commun d'inspection sur la documentation (A/7576) malgré les difficultés résultant du fait qu'il est impossible de se procurer certains documents pertinents, et qu'il avait abouti à certaines conclusions en ce qui concerne l'application de la règle des six semaines; qu'il avait proposé que le CAC et le CPC examinent à leurs réunions communes des points particulièrement importants comme les préparatifs de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement considérée du point de vue de la coordination ainsi que les questions soulevées dans l'*Etude de la capacité du système des Nations Unies pour le développement* (DP/5)⁶ touchant le mécanisme de coordination qui est davantage du domaine de compétence du Conseil que de celui du Conseil d'administration du PNUD; qu'il avait étudié le rapport du CCQAB sur la coordination d'ensemble des questions et qu'il avait recommandé qu'à l'avenir le rapport du CCQAB sur le programme de travail des Nations Unies soit transmis non seulement à la Deuxième et à la Troisième Commission de l'Assemblée générale mais aussi à la Cinquième Commission lorsqu'elle examine le budget ordinaire et les estimations budgétaires, et qu'il avait examiné le programme de travail du BESNUB.

591. En ce qui concerne la délimitation des domaines de compétence des organes qui s'intéressent à la coordination des programmes et en ce qui concerne les questions administratives et budgétaires, il a été déclaré au Conseil que, bien que le CPC ne soit pas un organe s'occupant des questions budgétaires, il est légitime qu'il mette l'accent sur des programmes particuliers et sur la nécessité de fournir des ressources suffisantes pour leur exécution. Il a été proposé que le CPC accorde toute son attention aux principales questions de politique. A cet égard, on a attaché une grande importance à ce que l'étude annuelle d'ensemble soit effectuée dans le cadre de la résolution 2370 (XXII) de l'Assemblée générale et du rapport sur le programme et le budget. On a également suggéré que, outre ses autres fonctions, le Comité soit chargé d'identifier les domaines dans lesquels il faut déployer le plus d'efforts. L'intention du CPC d'étudier la possibilité de mettre au point un calendrier mieux intégré des réunions fondé sur un cycle bisannuel au lieu d'un cycle annuel a été bien accueillie.

592. Dans sa résolution 1479 (XLVIII), le Conseil a pris note du rapport du CPC sur sa quatrième session (E/4787) et a appuyé les recommandations du CPC (E/4796, par. 32 et 33), visant à ce que les rapports du CCQAB sur les questions générales de coordination soient transmis au CPC sur une base régulière et que

⁶ Publication des Nations Unies, numéro de vente: F.70.I.10.

¹ Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-huitième session, Supplément no 4.

² Ibid., Supplément no 9.

³ Voir chap. XI, sect. 4.

⁴ Voir chap. XIII, sect. B.

⁵ E/SR.1667 à 1669.

le rapport du CPC sur le programme de travail de l'ONU soit présenté à la Cinquième Commission de l'Assemblée générale lorsqu'elle examine le budget ordinaire et les estimations budgétaires. Le Conseil a également demandé que le CPC, lorsqu'il définirait et exécuterait son programme de travail, tienne compte des vues exprimées par le Conseil sur ce sujet⁷.

593. Le rapport du Secrétaire général sur le programme de travail des Nations Unies dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme (E/4793), établi conformément aux résolutions 1171 (XLI), 1177 (XLI), 1275 (XLIII), 1367 (XLV), 1378 (XLV) et 1472 (XLVIII) du Conseil et à la résolution 2370 (XXII) de l'Assemblée générale, après avoir été présenté au CPC à sa cinquième session, a été soumis au Conseil à la reprise de sa quarante-huitième session. Ce rapport donnait des indications générales sur la planification à long terme du travail de l'Organisation dans les domaines économique et social dans le contexte de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement; il traitait également du problème de la détermination des priorités compte tenu des discussions qui ont eu lieu à la troisième session du Comité ainsi que des caractéristiques particulières du système intégré de planification de programmation et d'établissement du budget et il contenait également des renseignements sur le programme de travail et les besoins en personnel pour 1971 ainsi que sur les projections pour 1972.

594. Dans le chapitre relatif à la planification à moyen terme et à long terme, où il a assigné la plus haute priorité aux objectifs de la deuxième Décennie pour le développement, le Secrétaire général a examiné la nécessité éventuelle d'utiliser le système administratif existant afin de permettre aux divisions qui travaillent dans les domaines économique et social de fournir effectivement les services nécessaires pour atteindre ces objectifs, en particulier en ce qui concerne les équipes consultatives interdisciplinaires de développement qu'on espère pouvoir fournir aux gouvernements sur une base permanente au niveau sous-régional. Dans le rapport, on a souligné la nécessité de la coopération entre le Centre de la planification, des projections et des politiques relatives au développement au Siège et les secrétariats des commissions économiques régionales, de même que la CNUCED et l'ONUDI, pour la création de ces équipes. On y a fait remarquer de plus la nécessité de coordonner le travail des équipes avec celui du PNUD et d'autres institutions qui font partie du système de l'ONU, en particulier la Banque internationale pour la reconstruction et le développement. Parmi les autres domaines dont on a estimé qu'il fallait souligner davantage l'importance, on a compté la population, la planification du développement (y compris les aspects tant économiques que sociaux du développement), l'habitation, la planification et la construction, le milieu humain et l'application de la science et de la technique au processus de développement. Il a été indiqué dans le rapport que les statistiques, l'administration publique, le développement industriel et le commerce international continueront à présenter une grande importance. Les efforts qu'il faudrait déployer pour accroître l'efficacité de l'assistance fournie aux pays en voie de développement doivent comporter la mise au point de plans de développement à moyen et à long terme dans chacune des commissions économiques régionales, de même que des modifications de la

structure des services qui travaillent dans le domaine économique et social, en particulier au niveau régional.

595. En ce qui concerne la détermination des priorités, on a fait remarquer dans le rapport que de nouveaux programmes importants qui nécessitent une action internationale seront vraisemblablement élaborés, en particulier dans le domaine de la science et de la technique. Cela ne signifie pas qu'on s'attend à un accroissement illimité des ressources permettant de financer tous les programmes existants, élargis ou nouveaux, mais plutôt qu'on utilisera un processus rationnel pour répartir le mieux possible les ressources existantes. L'organe législatif qui est le plus directement responsable d'un programme donné aura notamment la responsabilité de faire en sorte que, dans les limites des ressources qui seront vraisemblablement disponibles pour le programme, on accordera la priorité aux projets ou aux activités principales qui intéressent la plupart des gouvernements des Etats Membres. La répartition des ressources entre les principaux programmes et l'orientation à donner aux principales activités pourraient être une des fonctions principales du CPC.

596. En ce qui concerne la mise au point d'un système intégré de planification, de programmation et de présentation du budget, le rapport faisait ressortir la nécessité d'améliorer le mécanisme interne de direction et se référait à certaines études récentes, comme le rapport établi par M. Maurice Bertrand, membre du Corps commun d'inspection, sur la programmation et les budgets dans la famille des Nations Unies (A/7822) et l'*Etude de la capacité du système des Nations Unies pour le développement* présentée par sir Robert Jackson (DP/5), de nature à aider le Comité et le Secrétaire général à mettre en œuvre les réformes nécessaires. Le rapport indiquait que, grâce aux travaux du Groupe d'étude des demandes de crédits, des progrès avaient été réalisés dans la mise au point d'un système intégré de programmation, de planification et de présentation du budget. Les discussions qui ont eu lieu entre le Groupe d'étude, d'une part, et les secrétariats des commissions régionales et le Bureau économique et social des Nations Unies à Beyrouth, d'autre part, avaient largement contribué à établir une meilleure coordination entre les programmes du Siège et ceux des régions. Le rapport soulignait que, tout en ne constituant que des critères approximatifs pour l'allocation des ressources, les données concernant le nombre de mois de travail nécessaires pouvaient servir néanmoins de point de départ utile pour un débat sur les critères requis pour évaluer un projet avant d'allouer les fonds. Pour la première fois, le rapport du Secrétaire général comprenait tous les renseignements sur le programme de travail, alors que précédemment ces renseignements figuraient dans deux documents: le rapport du Secrétaire général sur le programme, d'une part, et le projet de budget, d'autre part. Sous cette nouvelle forme, on pensait que le rapport serait d'une plus grande utilité pour le CPC, le Conseil, le CCQAB ainsi que pour la Cinquième Commission de l'Assemblée générale. Le rapport portait également sur la possibilité de mettre au point des données moins élémentaires qui, estimait-on, fourniraient une meilleure base pour évaluer les besoins d'un programme ou d'un projet. A propos de l'allocation des ressources, le rapport soulignait qu'il était de plus en plus difficile de pourvoir les postes vacants, compte tenu de la nécessité d'assurer une répartition géographique équitable ainsi que des conditions de travail offertes par l'Organisation des Nations Unies.

⁷ E/SR.1668.

597. Les propositions formulées par le Secrétaire général concernant le programme de travail ainsi que les besoins en personnel pour 1971 et les projections pour 1972 figurant au chapitre IV du rapport (E/4793) portaient sur des activités financées sur le budget ordinaire et au moyen de fonds extra-budgétaires, en particulier sur les activités financées à l'aide des ressources du PNUD. Le rapport donnait une image globale des activités déployées dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme, en établissant une distinction entre les programmes relevant de chaque domaine et les considérations d'ordre général sur lesquelles reposaient les propositions formulées par le Secrétaire général pour chacun des programmes mis en œuvre par le Siège, les commissions économiques régionales et le Bureau économique et social des Nations Unies à Beyrouth. Il comportait également des tableaux indiquant le nombre de mois de travail nécessaires pour mettre en œuvre le programme et les grands éléments qu'il comporte, tels qu'ils ont été autorisés pour 1970, demandés pour 1971 et projetés pour 1972, ainsi que le nombre total de postes (administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur) pour chacun des principaux services organiques au Siège et dans les régions, les postes permanents, provisoires et autres postes faisant l'objet d'une rubrique distincte. En ce qui concerne le niveau proposé des postes, le rapport appelait l'attention sur un certain nombre de considérations. Il était précisé que les postes financés au moyen de fonds extra-budgétaires l'étaient à titre provisoire en attendant le résultat des développements prévus; le système actuel était, cependant, suffisamment souple pour permettre la nomination d'un conseiller technique chaque fois qu'il y avait cinq nouveaux projets au titre de l'élément Fonds spécial. Les chiffres intéressant le Département des affaires économiques et sociales, les secrétariats de la CEE, de la CEA, du Bureau économique et social des Nations Unies à Beyrouth et de l'ONUDI qui figurent dans le rapport et qui doivent figurer dans les prévisions budgétaires initiales pour 1971 seront ceux qui résulteront de l'examen intérieur des prévisions budgétaires. Ces chiffres sont sujets à modifications en fonction de l'enquête sur l'utilisation de la main-d'œuvre des services intéressés, qui devait être achevée vers le milieu de l'année 1970. Comme l'enquête sur la CNUCED était presque terminée, il serait tenu compte dans les prévisions budgétaires initiales du Secrétaire général pour 1971 des recommandations figurant dans l'enquête. En ce qui concerne la CEAEO et la CEPAL, l'enquête ne serait pas achevée avant la fin de 1970 et des postes provisoires seraient demandés qui pourraient être sujets à modifications lorsque les résultats de l'enquête seraient disponibles en 1971. Le rapport indiquait également que, dans ses chiffres définitifs de planification pour 1972 qui devraient être présentés à l'Assemblée générale à sa vingt-cinquième session, le Secrétaire général tiendrait compte des conclusions pertinentes de l'enquête sur l'utilisation de la main-d'œuvre. Les postes provisoires (administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur) demandés pour 1971 se répartissaient comme suit: 42 pour le Département des affaires économiques et sociales; 24 pour la CEA, 11 pour la CEAEO; 5 pour la CEE; 7 pour la CEPAL, 2 pour le Bureau économique et social des Nations Unies à Beyrouth; 10 pour la CNUCED; 26 pour l'ONUDI; 2 pour la Division des stupéfiants et 1 pour le secrétariat de l'Organe international de contrôle des stupéfiants. En ce qui concerne 1972, les postes prévus se répartis-

saient comme suit: 8 pour le Département des affaires économiques et sociales; 20 pour la CEA; 1 pour la CEAEO et 5 pour la CEE.

598. Le Conseil était informé que le CPC avait également examiné en profondeur les programmes de travail dans les domaines du développement social, de la condition de la femme, des droits de l'homme, de l'habitation, de la construction et de la planification, des transports, des ressources naturelles et du développement du commerce. Le Comité avait pris acte avec satisfaction du fait que dans son programme de travail, la Division du développement social tiendrait compte d'une conception unifiée du développement et de la stratégie qui allait être recommandée pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement. Il avait approuvé l'idée d'établir un parallèle entre d'une part la périodicité quinquennale et biennale des programmes de travail et d'autre part la périodicité quadriennale du *Rapport sur la situation sociale dans le monde*; il avait accueilli avec satisfaction la participation active des institutions spécialisées et des secrétariats régionaux au programme de travail de la Commission du développement social et il avait proposé que le programme de travail soit revu tous les deux ans sur la base d'un choix de projets plus rigoureux et conformément à un ordre de priorités bien défini.

599. En ce qui concerne le programme de travail dans le domaine de la condition de la femme, le Comité, tout en constatant avec satisfaction que le programme avait été clairement présenté et que la Commission de la condition de la femme avait pris des dispositions pour grouper les questions et établir des priorités, avait recommandé que la Commission opère un choix plus sévère et réexamine l'utilité actuelle de nombreux projets qui remontaient à des résolutions vieilles de plusieurs années. Pour ce qui est de la périodicité des sessions de la Commission, le Comité avait recommandé qu'elle tienne des réunions biennales, ainsi que le Conseil en avait décidé à sa quarante-septième session.

600. Dans le domaine des droits de l'homme, le Comité avait accueilli avec satisfaction la décision de la Commission des droits de l'homme tendant à examiner la question de son programme de travail et de l'établissement des priorités lors de sa vingt-septième session. On avait indiqué qu'il y avait lieu d'inviter la Commission à réexaminer son programme de travail afin d'en éliminer les projets qui avaient perdu leur utilité et d'en regrouper certains autres.

601. En ce qui concerne le programme de travail intéressant l'habitation, la construction et la planification, le Comité avait exprimé sa satisfaction devant le système cohérent de planification à long terme et d'établissement des priorités qui avait été mis au point par le Comité de l'habitation, de la construction et de la planification. La majorité des membres du Comité avaient exprimé leur grave préoccupation devant l'insuffisance des ressources dont disposait le Centre de l'habitation, de la construction et de la planification, en particulier pour ce qui était des ressources devant être affectées aux activités et aux cycles d'études ayant trait à la coopération technique. Après avoir pris acte du fait que le nombre de postes envisagés pour le Centre en 1964 n'avait pas été atteint, le Comité avait déclaré que des mesures urgentes étaient nécessaires pour remédier à cette situation, étant donné la crise grave qui existait dans l'ensemble du monde en matière de logements.

602. Le Comité avait examiné la question du centre pour les transports dont on envisageait la création et avait recommandé que son mandat soit défini de manière plus précise, que des consultations approfondies soient engagées avec les institutions intéressées et que la proposition en question soit examinée plus à fond, bien que les avis fussent partagés sur la question. Le Comité avait estimé que la conférence proposée de l'ONU et de l'OMCI sur les transports par containers serait utile pour les pays en voie de développement. Il avait demandé que davantage de renseignements lui soient fournis sur la proposition tendant à convoquer une conférence des ministres sur les transports et il avait indiqué que les objectifs de la conférence devaient être définis de manière plus précise. Après avoir reconnu que les transports jouaient un rôle essentiel dans le processus du développement, le Comité avait déclaré que les activités des organismes des Nations Unies dans ce domaine devaient être intensifiées. Lors de la discussion du programme de travail dans le domaine des ressources naturelles, le Comité s'était déclaré gravement inquiet de l'imprécision et de l'insuffisance des renseignements fournis sur le programme de travail ainsi que de l'absence du plan à long terme dont le Comité avait déjà demandé l'établissement à sa deuxième session. La majorité des membres du CPC, inquiets de constater que les programmes relatifs aux ressources naturelles s'étaient ressentis de l'insuffisance des ressources, avaient demandé qu'il soit porté remède à cet état de choses. Ils avaient également appuyé la proposition du Secrétaire général tendant à créer un comité permanent des ressources naturelles, avaient reconnu la position prépondérante de l'Organisation des Nations Unies dans ce domaine et noté qu'il s'agissait là du plus important programme régional exécuté par l'ONU. Tout en approuvant la proposition, certains membres du Comité avaient estimé qu'il faudrait définir de façon plus précise le domaine de compétence du comité permanent envisagé, tandis que d'autres avaient estimé que le CPC ne pourrait formuler une recommandation qu'après avoir examiné de très près la question du mandat à donner au comité en question. On avait suggéré que le CAC devrait s'occuper de la question des domaines de compétence respectifs des différents organismes en ce qui concerne la recherche de minéraux multiples et la recherche centrée sur une seule substance.

603. Après avoir examiné un rapport du Secrétaire général à ce sujet (E/4812), le Comité a décidé d'étudier à une date ultérieure la question de la périodicité des futures conférences sur la normalisation des noms géographiques, en fonction des résultats de la seconde conférence sur ce sujet, projetée pour 1972. On a également exprimé l'opinion qu'on ne devrait pas utiliser à cette fin les ressources limitées dont dispose l'Organisation.

604. Le Comité a également étudié le programme de travail de la CNUCED. Il a félicité le secrétariat de la CNUCED des efforts qu'il avait accomplis pour assurer une meilleure coordination de ses activités avec celles d'autres institutions et s'est déclaré satisfait de l'examen détaillé du programme de travail effectué par le Groupe de travail du Conseil du commerce et du développement; il a recommandé de donner audit programme la plus haute priorité. Le Comité a accueilli avec satisfaction les mesures prises afin de réduire le volume de la documentation tout en reconnaissant qu'il y avait certains domaines, tels que les transports maritimes, dans lesquels l'ONU faisait œuvre de pionnier et

au sujet desquels le Secrétariat devrait continuer de fournir une documentation complète. Le Comité n'a pas accueilli favorablement la suggestion figurant dans le rapport du Conseil du commerce et du développement (TD/B/299, chap. II), selon laquelle certaines des études à entreprendre devraient être financées au moyen des ressources du PNUD.

605. La création des équipes consultatives interdisciplinaires de développement, leurs relations avec les missions d'autres organisations et leur financement ont retenu toute l'attention du Comité. On lui a signalé que l'on envisageait de créer de petites équipes qui seraient essentiellement au service des pays moins développés ayant des économies de petites dimensions. Le financement proviendrait à l'origine de diverses sources, parmi lesquelles le budget ordinaire et le PNUD.

606. La majorité des membres du CPC se sont déclarés en faveur des équipes consultatives interdisciplinaires de développement, bien qu'on ait marqué une certaine préoccupation quant aux chevauchements éventuels avec un certain nombre d'organisations, et quant à la possibilité d'affecter à d'autres fins les ressources destinées à l'exécution des programmes approuvés. Le Comité a recommandé que, sans retarder d'aucune façon la création des équipes, le Secrétaire général réexamine les modalités proposées quant à leur financement. Il a noté avec satisfaction que les équipes opéreraient sous l'égide des commissions économiques régionales. En ce qui concerne la planification, l'une des délégations a souligné la nécessité de tenir compte de la diversité des systèmes économiques et sociaux.

607. On a également signalé au Comité qu'en ce qui concerne les efforts de planification du développement, il faudrait accorder beaucoup d'attention à la restructuration du Département des affaires économiques et sociales et des commissions économiques régionales ainsi qu'à la révision des politiques et des procédures budgétaires. Dans les rapports de Maurice Bertrand (A/7822) et de W. F. McCandless (A/7821) ont souligné les défauts.

608. Les membres du Comité se sont accordés à reconnaître que la détermination des priorités entre les différents programmes était l'une des tâches principales du Comité. On a cependant noté que cela ne voulait pas dire que le Comité établirait les priorités sans dépasser pour les ressources un chiffre global donné et invariable pour une période budgétaire donnée. Bien qu'on se soit mis d'accord sur le fait que le rapport du Secrétaire général, qui rassemblait en un seul document de nombreux renseignements pertinents, marquait une amélioration notable sur les rapports précédents, le Comité a fait un certain nombre de suggestions visant à accroître son utilité. Au cours de la discussion, le Comité a également souligné que les organes délibérants intéressés ainsi que les directeurs des programmes devraient indiquer clairement les priorités relatives attribuées à chaque projet, et qu'il serait peut-être utile de rappeler aux organes délibérants intéressés les critères proposés pour l'évaluation de l'efficacité des programmes par le Comité élargi du programme et de la coordination dans son rapport définitif (E/4748/Rev.1)⁸ et entérinés par le Conseil économique et social et l'Assemblée générale. Le Comité s'est accordé à penser que les priorités devraient être fixées eu égard à la réalisation des objectifs qui seraient fixés pour la deuxième Décennie pour le développement et que les

⁸ Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-septième session, E/4748/Rev.1.

ressources devraient être réparties en conséquence. Plusieurs membres ont souligné que le système d'étude et d'évaluation devrait indiquer périodiquement les progrès enregistrés dans la réalisation des objectifs.

609. Plusieurs membres du CPC ont exprimé leur inquiétude devant l'insuffisance des ressources disponibles pour un certain nombre de programmes et certains d'entre eux ont envisagé la possibilité que l'étude de l'utilisation des effectifs pourrait affecter de manière défavorable la formulation des objectifs de planification pour 1972. On a exprimé le sentiment que l'absence d'un système d'établissement des budgets par programme faisait obstacle à une détermination rationnelle des priorités, et qu'on ne disposait pas de renseignements suffisants quant au degré d'avancement des projets en cours. Le Comité a recommandé qu'on lui présente le rapport sur l'exécution du budget lors de l'examen du programme de travail, et que la pratique consistant à mettre à sa disposition les renseignements soumis au groupe interne chargé d'examiner le budget soit maintenue. Il a également recommandé de demander au Conseil d'attirer l'attention des commissions techniques sur l'importance qu'il y a à ce qu'elles établissent le calendrier de leurs travaux de manière que leurs programmes de travail puissent être examinés à fond.

610. Le Comité a entendu les exposés du Secrétaire général adjoint à l'administration et à la gestion et du Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales sur le rapport de Maurice Bertrand sur la programmation et le budget de la famille des Nations Unies (A/7822). Plusieurs membres du Comité ont regretté qu'en raison de l'absence d'observations du Secrétaire général et du CCQAB sur le rapport, le Comité ne puisse avoir qu'une discussion préliminaire sur le sujet. Plusieurs membres ont exprimé des réserves en ce qui concerne l'opportunité de la formule du cycle budgétaire biennal tandis que d'autres estimaient qu'il serait possible d'établir un système prévoyant un cycle biennal pour les activités relevant des domaines économiques et sociaux tout en conservant la formule du budget annuel pour les autres activités. Plusieurs membres ont fait remarquer qu'un cycle budgétaire de deux ans faciliterait le travail du Comité étant donné qu'on éprouvait actuellement de sérieuses difficultés à synchroniser le calendrier des travaux du Comité et du Conseil d'une part, et le cycle budgétaire d'autre part. Deux courants d'opinion se sont fait jour au sujet de la question des rapports qui doivent exister entre le budget et le programme, et une nette majorité s'est prononcée vigoureusement en faveur d'un budget établi sur la base du programme. Deux délégations ont insisté sur le fait que l'ampleur des ressources budgétaires devait représenter le facteur déterminant, alors que la majorité a exprimé de sérieuses réserves quant à l'usage qui consiste pour les organes budgétaires à prendre unilatéralement des décisions sans égard pour la nécessité d'appliquer intégralement les programmes approuvés. Certains membres ont estimé qu'au moment de la formulation des programmes, il conviendrait de respecter un équilibre entre les objectifs desdits programmes et les ressources probables, en tenant compte du fait que, sans être fixées de façon rigide, les ressources disponibles n'étaient pas pour autant illimitées.

611. La majorité des membres du CPC ont estimé que le Secrétaire général avait présenté pour 1971 un programme de travail modeste dans lequel l'accent avait été mis sur les aspects les plus hautement prioritaires. On s'est beaucoup inquiété des retards que

l'étude en cours sur l'utilisation et la répartition des effectifs risquait d'apporter à la formulation de besoins, notamment pour 1972. Le Comité a recommandé d'envisager la possibilité de tenir une brève session en septembre 1970 pour voir dans quelle mesure les prévisions budgétaires révisées du Secrétaire général pour 1971, établies une fois connues les conclusions de l'étude sur l'utilisation et la répartition des effectifs, auraient réellement modifié les prévisions initiales. Le Comité a recommandé d'approuver le programme de travail du Secrétaire général et a pris note de ses incidences financières pour 1971. Il a recommandé en outre de prier le Secrétaire général de revoir ses projections concernant le programme de travail pour 1972 et leurs incidences budgétaires compte tenu des objectifs fixés pour la deuxième Décennie pour le développement et des résultats de l'étude sur l'utilisation et la répartition des effectifs.

612. Le Président du Comité, présentant le rapport du CPC au Conseil à la reprise de la quarante-huitième session⁹, a déclaré que le Comité s'était mis d'accord sur la suppression des doubles emplois, le respect de l'indépendance des institutions spécialisées et l'adaptation de tous les programmes à la stratégie de la deuxième Décennie pour le développement, ainsi que sur le fait de concentrer le programme de travail sur les pays moins développés. Il y a eu certaines difficultés lorsque les organes législatifs n'ont pas énuméré leurs activités par ordre de priorité, et lorsqu'il a fallu définir les priorités dans des domaines indépendants les uns des autres. Le programme de travail était avant tout une tentative d'énumération des priorités dans le cadre des limites susmentionnées. Au sein du CPC, il y avait deux courants d'opinion: les uns pensaient que tous les programmes devraient être conçus en fonction des ressources disponibles, les autres considéraient que si un programme était utile, on pourrait trouver les fonds nécessaires à son exécution. Le Comité avait tenté de faire connaître son opinion sur l'orientation du programme de travail. Il ne pouvait émettre de recommandations précises sur tous les aspects du programme, tant que ses décisions dépendraient de l'accord général de ses membres et tant que certains autres facteurs ne seraient pas précisés.

613. Dans la déclaration qu'il a faite devant le Conseil⁹, le Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales a indiqué que l'un des objectifs de la programmation à l'Organisation des Nations Unies devrait être de tendre à résoudre les incertitudes existantes. La principale difficulté tenait à ce que le Secrétaire général ne disposait pas de pouvoirs suffisants pour présenter des propositions fondées sur une programmation plus articulée. Il était lié par les règles régissant les divers organes mais n'avait reçu aucun mandat exprès pour déterminer les priorités entre eux. Il vaudrait mieux que les organes subsidiaires se bornent à définir les objectifs, traçant les grandes lignes des principaux buts et déterminant les priorités, et laissent au Secrétaire général le soin de définir les moyens. La multiplicité des tâches assumées par l'Organisation avait rendu périmées les procédures existantes. Lier l'élaboration du budget et celle des programmes serait un progrès et, à cet égard, le Conseil devrait examiner le plus tôt possible le rapport Bertrand sur la programmation et le budget dans la famille des Nations Unies (A/7822). Parlant des liens qui existent entre les programmes et le budget, le Secrétaire général

⁹ E/SR.1686.

adjoint a fait allusion à certains éléments, tels que les politiques en matière de personnel, qu'on négligeait souvent et qui empêchaient le travail de se faire. Il faudrait encourager les décisions à long terme et la programmation à plus long terme. Au cours de la deuxième Décennie pour le développement, les principales tendances et le surcroît de travail qu'elles entraîneraient pour le Secrétariat se préciseraient. On a examiné la possibilité de créer des équipes consultatives interdisciplinaires de développement. Il faudrait également élargir les activités dans des domaines comme les ressources et les transports, le rassemblement des données et la recherche, le régime fiscal, les réformes fiscales et les finances publiques ainsi que dans de nouveaux domaines comme celui de la protection du milieu dont les institutions spécialisées auraient également à s'occuper. Les prévisions budgétaires devraient tenir compte du volume de travail plus important qui incombera au Secrétariat dans les domaines susmentionnés.

614. Le débat au Conseil¹⁰ s'est ouvert par un échange de vues portant sur les difficultés que présente un examen du programme de travail et des recommandations du CPC y relatives, étant donné que les sessions des deux organes se sont tenues à intervalles rapprochés, ne permettant pas par conséquent d'avoir toute la documentation pertinente en temps voulu. Pour éviter que cette situation ne se renouvelle à l'avenir, il a été suggéré, entre autres, de revoir les arrangements relatifs aux travaux du Conseil, notamment d'élargir le bureau et d'utiliser à court terme les services de comités spéciaux qui étudieraient les problèmes entre les sessions. Certains membres ont contesté l'utilité du travail accompli par le CPC. D'autres ont estimé qu'il convenait de louer le Comité pour les efforts qu'il avait accomplis: il connaissait les problèmes qui se posaient à lui et il pourrait les résoudre s'il disposait d'une documentation toujours meilleure. Si la forme de consensus auquel il avait recours n'était pas considérée comme satisfaisante, le Conseil devait faire savoir dans quel sens elle devait être modifiée. Au cours de la discussion, les idées suivantes sur le rôle et les fonctions du CPC ont été avancées: Le Comité devrait choisir un nombre plus limité de sujets; il devrait mettre davantage l'accent sur la coordination; il ne lui appartenait pas de prendre des décisions mais il devait s'occuper plutôt de la décantation et de la simplification des problèmes pour le Conseil; enfin, il pourrait envisager de recourir dans ses travaux à l'emploi conjointement du vote et du consensus.

615. La majorité des membres a adopté le programme de travail. En ce qui concerne l'examen général, certains ont avancé des suggestions tendant à ce qu'en étudiant les modifications à apporter au programme, il faudrait que le CPC envisage de restreindre certains programmes en cours ou de les arrêter, et qu'il devrait y avoir une plus étroite correspondance entre les documents relatifs au programme de travail et ceux qui touchent à l'exécution du budget et qu'il faudrait que le CPC sache pourquoi certains programmes n'étaient pas entièrement appliqués. On a émis l'opinion qu'au cours de la deuxième Décennie pour le développement, il faudrait que le Conseil puisse traiter de la planification à moyen et à long terme, selon les objectifs plutôt que selon les sources. On a suggéré que le rôle essentiel du Conseil, qui est de définir, de contrôler et d'évaluer les objectifs de la deuxième Décennie pour le développement, soit approuvé, voire ren-

forcé. En ce qui concerne certains éléments du programme de travail, il faudrait être attentif à coordonner diverses propositions relatives aux banques de données et il conviendrait d'insister sur certains aspects comme la participation de la jeunesse, le processus de planification et d'évaluation, l'intégration du développement social et économique et l'aspect humain du développement. On a exprimé l'avis que les dépenses prévues dans le cadre du programme de travail relatif aux droits de l'homme pour traiter les communications de particuliers qui introduisent des plaintes contre des gouvernements ne devraient pas être approuvées.

616. Les difficultés causées par la détermination des priorités ont été mentionnées: les divers pays ont atteint un stade différent de développement; les priorités se présentent au Conseil sous une forme fragmentée; enfin, la planification à long terme du budget est gauchie par des additifs que divers organes spéciaux secrètent comme des concrétions. L'examen général, qui a été entrepris au moment où le Comité et le Conseil procédaient à la coordination des activités des organes de direction de l'ONU et des institutions spécialisées, a soulevé des difficultés étant donné la structure sectorielle du système des Nations Unies et le fait que les problèmes dont le Conseil est saisi porte sur divers secteurs en s'adonnant dans un plan vertical. Le Conseil pourrait demander au CPC d'examiner les principes en question et de lui faire des recommandations à ce sujet. L'opinion a été émise qu'il serait peut-être préférable d'accorder l'attention aux pays les plus défavorisés.

617. Se référant à l'étroite relation qui existe entre les programmes et les budgets, plusieurs membres ont souligné l'importance d'examiner à fond le rapport Bertrand. Les ressources et les programmes devant être examinés conjointement, le Conseil pourrait peut-être s'attaquer au problème fondamental posé par le fait que le CCQAB fonctionne indépendamment du Conseil et il faudrait reconnaître que le Conseil, le CPC et le CCQAB sont interdépendants. Deux membres se sont élevés contre une augmentation du budget tandis que d'autres étaient profondément convaincus que lorsque les programmes existent, il fallait libérer les ressources nécessaires à leur application. Certains membres ont fait leur observation présentée sur la période budgétaire: son allongement était la contrepartie indispensable de la planification à long terme.

618. Répondant aux questions soulevées, le Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales a assuré le Conseil qu'il n'y aurait pas de conflit ou de chevauchement entre le rôle des équipes consultatives interdisciplinaires de développement et celui du PNUD et de la BIRD. En ce qui concerne le financement de ces équipes, on trouverait une solution qui pourrait être acceptée par la majorité. Pour ce qui est de l'intégration des procédures de programmation et de présentation du budget, il n'était pas question d'accorder à l'une la suprématie sur l'autre, mais plutôt d'examiner constamment l'une à la lumière de l'autre. L'OIT a modifié ses procédures de programmation et les avantages de la réforme ont été généralement reconnus. C'était aux organes intergouvernementaux qu'il appartiendrait de décider en dernier ressort de tous les plans et programmes établis par le Secrétariat. Toutefois, le Secrétariat pourrait organiser son travail de façon plus efficace s'il n'était pas lié par des instructions rigides et trop précises pour ses méthodes de travail.

¹⁰ E/SR.1685 à 1688, 1690.

619. Dans la résolution 1489 (XLVIII), le Conseil a félicité le CPC des efforts qu'il avait déployés pour passer en revue de façon pertinente le programme de travail de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme; a approuvé le programme de travail présenté par le Secrétaire général pour 1971, qu'il a examiné en tenant compte de ses incidences financières; et a fait siennes, d'une manière générale, les observations du Comité concernant les différents programmes sectoriels. Il a prié le Secrétaire général de réviser ses projections concernant le programme de 1972, en ayant à l'esprit le rôle accru que les organismes des Nations Unies seraient vraisemblablement appelés à jouer dans la réalisation des objectifs de la deuxième Décennie pour le développement. Exprimant sa satisfaction de constater que certains progrès ont été accomplis en ce qui concerne la formulation de plans à long terme, le Conseil a demandé à tous les intéressés d'appliquer intégralement les recommandations pertinentes de l'Assemblée générale, du Conseil et du CPC, et il a recom-

mandé que, lors de l'établissement de leur programme de travail, les organes subsidiaires et les directeurs de programmes indiquent les principaux objectifs à la réalisation desquels visent ces programmes et précisent en quoi chaque projet particulier y contribue. En outre, le Conseil a fait sienne la recommandation formulée par le CPC concernant la création éventuelle d'équipes consultatives interdisciplinaires de développement. Il a prié le Secrétaire général de tenir compte des commentaires et des observations du CPC et du Conseil concernant le programme de travail et a invité le CCQAB à en faire autant. Il a fait siennes les propositions du Comité relatives à ses réunions et a transmis les parties pertinentes du rapport du CPC aux organes subsidiaires intéressés pour qu'ils y donnent suite comme il convient. Il a également exprimé sa satisfaction devant les améliorations apportées aux documents et a demandé à tous les intéressés de continuer de s'employer à apporter de nouvelles améliorations, compte tenu des observations formulées à cet égard par le CPC.

DÉVELOPPEMENT ET COORDINATION DES ACTIVITÉS DES ORGANISMES DES NATIONS UNIES

A. — Rapports du CAC et du CPC

620. A sa quarante-neuvième session, le Conseil a passé en revue¹ la question du développement et de la coordination des organismes des Nations Unies en se fondant sur le rapport du CPC sur sa sixième session (E/4877)², le rapport des réunions communes du CPC et du CAC (E/4886 et Corr.1) et le trente-sixième rapport du CAC (E/4840 et Add.1/Rev.1). Il a aussi examiné quatre questions connexes, posant des problèmes de coordination: les rapports des institutions spécialisées et de l'AIEA, la coordination à l'échelon national, l'application par les institutions spécialisées et par les institutions internationales associées à l'ONU de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux et les rapports du Corps commun d'inspection. Les parties des rapports du CPC sur sa sixième session et ses sessions antérieures, du rapport sur les réunions communes du CPC et du CAC et du rapport du CAC qui concernaient d'autres points de l'ordre du jour du Conseil ont été aussi portées à l'attention de celui-ci dans le cadre de son examen des points dont il s'agissait, à savoir notamment la coopération régionale, la mer, les questions relatives à la science et à la technique, la Conférence des Nations Unies sur le milieu humain, le développement du tourisme, la mise en valeur des ressources naturelles et l'assistance en cas de catastrophe naturelle.

621. Pour procéder à son examen, le Conseil était saisi, en plus des rapports mentionnés plus haut, d'un rapport particulier du CAC sur la coopération inter-organisations en matière d'utilisation d'ordinateurs (E/4893) et du rapport annuel du CAC sur les dépenses par programme des organismes des Nations Unies (E/4863).

RAPPORT DU CAC

622. Dans son rapport, le CAC a fait savoir au Conseil qu'il avait passé en revue le fonctionnement de son mécanisme et décidé, à titre expérimental, de constituer des groupes restreints, composés des membres du CAC les plus directement concernés, pour étudier des questions clefs en profondeur. Le premier groupe étudierait tout ce qu'implique la "révolution verte" pour les politiques et les initiatives en matière de programmes des organismes des Nations Unies. D'autres groupes techniques seraient créés pour s'occuper des secours aux victimes de catastrophes et de questions scientifiques et techniques particulières. Les divers arrangements d'ordre consultatif pris sous les auspices du CAC en matière de programmes et d'administration avaient été simplifiés par la fusion ou la suppression de certains organes consultatifs. Des réunions spéciales seraient organisées chaque fois que ce serait nécessaire et les

seuls organes subsidiaires maintenus à titre permanent seraient ceux — par exemple les organes responsables des questions administratives et budgétaires, de l'information, des statistiques, de la science et de la technique, des sciences de la mer, de l'évaluation — compétents dans des domaines où des consultations régulières étaient essentielles. Le Bureau des affaires inter-organisations avait été renforcé et le CAC avait confirmé les pouvoirs plus étendus délégués à son Comité préparatoire.

623. La préparation de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement avait été parmi les plus importantes par le CAC. On s'était aussi interrogées sur des modifications des arrangements existants ou des modifications des arrangements institutionnels étaient en instance comme la science et la technique et le tourisme. En accueillant la décision prise par le Conseil de revoir favorablement la décision pour la science et la technique, le CAC avait suggéré qu'il pourrait être souhaitable qu'un organe consultatif et centralisé, composé d'experts, s'occupe des questions de politique mondiale dans le domaine de la science et de la technique. Parmi les autres questions discutées avaient figuré les points suivants: les arrangements interorganisations pour aider à mobiliser l'opinion publique en faveur de la Décennie du développement; l'administration publique, secteur où l'on était en train de prendre des dispositions en vue d'établir un programme coordonné d'activités pour la Décennie; l'abus des stupéfiants, question pour laquelle des procédures de coopération entre les organisations concernées par l'application de la résolution 2434 (XXIII) de l'Assemblée générale étaient en cours d'élaboration; l'utilisation pacifique de l'espace extra-atmosphérique; les aspects sociaux du développement. En ce qui concerne la préparation de la Conférence des Nations Unies sur le milieu humain, le CAC avait signalé la création d'un groupe de travail spécial interorganisations pour coordonner les activités et le détachement de fonctionnaires de certaines organisations au secrétariat de la Conférence.

624. En ce qui concerne les questions administratives, les organisations avaient étudié de près les questions soulevées dans le rapport sur la "présentation du budget dans le système des Nations Unies" (A/7821), établi pour le CCQAB et le rapport du Corps commun d'inspection intitulé "Programmation et budgets dans la famille des Nations Unies" (A/7822). L'attention avait surtout porté sur la révision du rapport annuel du CAC au Conseil sur les dépenses par programme. Un ensemble révisé de rubriques qui utiliserait la plupart des grandes rubriques proposées dans le rapport établi pour le CCQAB était en cours d'élaboration. Les organisations utilisaient actuellement ce cadre à titre expérimental pour voir s'il convenait à leurs propres activités.

¹ E/AC.24/SR.390 à 393, 404, 408, 409; E/SR.1721.

² Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-neuvième session, Supplément no 10.

625. Le CPC avait examiné le rapport du CAC à sa sixième session. Il avait favorablement accueilli la décision du CAC de créer des groupes techniques, ces groupes étant susceptibles de contribuer efficacement à régler les questions clefs de coordination à l'échelon le plus élevé, et noté qu'ils examineraient les questions exigeant une consultation préalable de manière à permettre d'aborder de façon coordonnée le problème des propositions à soumettre aux organes directeurs. Le CPC avait aussi noté avec satisfaction que le Bureau des affaires interorganisations avait été renforcé et était maintenant mieux à même de faire face au volume de travail accru résultant de décisions de l'Assemblée générale, du Conseil et du CPC. Le CPC avait aussi recommandé que les futurs rapports du CAC fassent apparaître plus clairement les principaux problèmes de coordination, les questions qu'ils mettaient en jeu et l'opinion des organisations individuelles. Il avait suggéré, en outre, que des propositions d'action plus précises soient présentées au Conseil et au CPC.

626. En ce qui concerne les questions relatives aux programmes, le CPC avait présenté des conclusions et des recommandations au Conseil au sujet de la mer, des ressources en eau, de la science et de la technique, du milieu humain, du tourisme, de l'espace extra-atmosphérique, des aspects sociaux du développement, de la population et de l'administration publique.

627. Le Comité avait aussi examiné une déclaration distincte du CAC (E/AC.51/42) sur les arrangements en vue de l'application de la recommandation du Comité élargi du programme et de la coordination (E/4748/Rev.1)³ tendant à ce que chaque organisme des Nations Unies dont le programme de travail était important envoie son projet de programme à tous les autres organismes ayant des programmes dans des domaines apparentés en leur demandant de formuler leurs observations. Par sa résolution 2579 (XXIV), l'Assemblée générale avait demandé au Secrétaire général, en sa qualité de Président du CAC, de porter la recommandation à l'attention de tous les organismes des Nations Unies. Le CAC avait signalé que les chefs de secrétariat des organisations opérant sur la base d'un programme avaient convenu que leur projet de programme de travail (et leur budget, le cas échéant) devraient être transmis pour observations aux chefs de secrétariat de tous les autres organismes exécutant des programmes dans des domaines apparentés. A la suite de consultations officielles, les questions qui auraient encore besoin d'être étudiées seraient portées à l'attention des organes chargés d'examiner les programmes. A ce propos, le CAC avait appelé l'attention sur certains problèmes de calendrier et sur les cas où il n'y avait pas de programme de travail unifié ou de "budget programme". Il avait aussi indiqué que les organisations qui n'opéraient pas sur la base d'un programme continueraient d'échanger régulièrement des informations sur les nouvelles activités qu'elles envisageaient avec les organisations que ces activités étaient susceptibles d'intéresser.

628. En passant en revue les plans du CAC, le CPC avait exprimé, à sa sixième session, la préoccupation que lui causaient les procédures que les organisations comptaient suivre et en particulier le stade supplémentaire des consultations à titre d'information

qui avait été ajouté par le CAC à la procédure suggérée à l'origine par le CEPC. Il a estimé qu'il devait être informé du résultat de ces consultations intersecrétariats et qu'elles ne devraient pas empêcher les organes chargés d'examiner les programmes d'être saisis des observations des autres organisations lorsqu'ils passeraient en revue les programmes pertinents.

629. Le CPC avait aussi noté les mesures que l'on était en train de prendre pour réviser les rubriques de programmes du rapport annuel du CAC au Conseil sur les dépenses des organismes des Nations Unies par programme et a demandé à être tenu au courant de la nature des révisions envisagées. Il avait accueilli favorablement le fait que le Bureau des affaires interorganisations collaborerait avec le Bureau d'études du Comité consultatif pour les questions administratives pour examiner les données résultant de l'essai de ces rubriques.

RAPPORT DES RÉUNIONS COMMUNES DU CPC ET DU CAC

630. Des réunions communes du CPC et du CAC ont été organisées à Genève les 2 et 3 juillet 1970. Le Président du Conseil y a également assisté. Le rapport de la Réunion commune (E/4886 et Corr.1) a résumé les discussions qui avaient eu lieu au sujet de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, des arrangements en vue de consultations préalables entre organisations sur leur programme de travail, des arrangements institutionnels pour la science et la technique, des structures régionales des organismes des Nations Unies et de l'application par les institutions spécialisées et les institutions internationales associées à l'ONU de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux.

631. En ce qui concerne la Décennie du développement, les membres du CAC avaient exposé les préparations et les plans de leur organisation et déclaré qu'ils tiendraient régulièrement le CPC au courant des dispositions d'ordre pratique prises et de tout problème de coordination qui se poserait. Les membres des deux comités avaient reconnu l'importance de mécanismes effectifs de réexamen et d'évaluation tant à l'échelon national qu'à l'échelon international. On avait souligné les responsabilités du Conseil en la matière et formulé l'espoir que le CAC étudierait d'urgence les dispositions à prendre pour rendre compte périodiquement des questions de développement aux organes intergouvernementaux concernés ainsi qu'en vue d'une répartition rationnelle entre les divers secrétariats des tâches d'analyse et d'établissement de rapports économiques aux fins de réexamen et d'évaluation.

632. Aux réunions communes, les représentants des gouvernements avaient généralement accueilli avec satisfaction les mesures prises par le CAC pour assurer que chaque organisation ait l'occasion de formuler des observations sur le programme de travail des autres organisations. Ils avaient aussi reconnu l'importance de consultations officielles intersecrétariats au stade de la formulation des programmes et estimé que la création de groupes techniques chargés de passer en revue des questions clefs avant que les programmes ne soient formulés constituait une mesure positive. Il a été entendu que les groupes techniques opéreraient dans le cadre des décisions de politique générale des organes directeurs et législatifs concernés.

³ Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-septième session, E/4748/Rev.1.

633. Dans la déclaration qu'il a faite à la séance d'ouverture de la session, le Secrétaire général a dit que la plupart des réalisations de l'ONU dans les domaines économique et social avaient été rendues possibles par l'appui et la coopération étroits, actifs et quotidiens des membres du système des Nations Unies, dans le cadre du réseau d'organisations et de programmes internationaux coordonnés par le Conseil et l'Assemblée générale. A l'échelon de la gestion, le lien qui supervisait les dispositions relatives aux consultations et à la coopération entre organisations en ce qui concerne un éventail toujours plus large d'activités et avait pris certaines mesures pour être à même d'apporter une assistance accrue au Conseil. Tous les membres du système espéraient que le Conseil serait renforcé et jouerait pleinement le rôle que la Charte avait envisagé pour lui.

634. Pendant le débat, certains représentants ont souligné qu'il importait de renforcer le rôle de coordination du Conseil en vue d'éliminer les doubles emplois, de faire en sorte que les effectifs soient utilisés au maximum et d'accroître l'efficacité du système des Nations Unies. On a fait observer, par exemple, qu'il serait essentiel, dans le contexte de la Décennie du développement d'harmoniser les programmes sectoriels en fonction des buts globaux de développement. Il serait également nécessaire d'instituer une répartition rationnelle des tâches entre les divers organes s'occupant d'analyse économique. De nombreux représentants ont parlé des difficultés éprouvées tant par le Conseil que par le CPC en abordant le large éventail de questions qu'il leur fallait examiner et ont suggéré d'adopter une approche sélective de manière à permettre de faire porter surtout l'attention sur quelques questions importantes. Les changements intervenus dans le mécanisme du CAC ont été généralement bien accueillis, en particulier la création de groupes techniques. On a dit avec insistance qu'une coordination plus étroite devrait être instaurée entre le CAC et le PNUD et que le mécanisme du CAC devrait être souple et adaptable à l'évolution des impératifs de la coopération internationale. L'importance des consultations préalables sur les programmes de travail a aussi été soulignée. Certains représentants ont regretté que le rapport du CAC ait été surtout descriptif et qu'on n'y ait pas identifié les problèmes nécessitant l'attention du Conseil ou formulé des propositions précises d'action possible de la part du Conseil. A ce propos, plusieurs représentants ont suggéré que le mandat du CAC, en tant qu'instrument devant permettre d'assurer la coopération interorganisations à l'échelon du Secrétariat, devrait être défini.

MESURES PRISES PAR LE CONSEIL

635. Par sa résolution 1547 (XLIX), le Conseil a pris note du rapport du CPC sur sa sixième session et du trente-sixième rapport du CAC; réaffirmé que, dans le cadre des organismes des Nations Unies, les décisions de politique générale étaient la prérogative des Etats Membres au sein des organes compétents des Nations Unies et chargé le CPC de réexaminer le domaine d'activité et de compétence du CAC à la lumière des débats pertinents du Conseil, afin que celui-ci puisse coordonner d'une manière plus efficace les activités sociales, économiques et techniques du système des Nations Unies et de présenter ses recommandations au Conseil à sa cinquante et unième session.

Il a invité le Secrétaire général, les chefs de secrétariat des institutions spécialisées et de l'AIEA ainsi que ceux de la CNUCED, de l'ONUDI et des commissions économiques régionales, à accorder une attention particulière à la nécessité d'éliminer les chevauchements dans leurs travaux; invité les organisations à mettre en application d'une manière plus précise et plus efficace les recommandations du Comité *ad hoc* d'experts chargé d'examiner les finances de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées et, en outre, à les signaler dans leur rapport et à faire des recommandations en vue de les éliminer. Enfin, il a invité les organes directeurs des institutions spécialisées et de l'AIEA à envisager de prendre des dispositions en vue de faire entreprendre des études sur l'utilisation du personnel de leur secrétariat et recommandé que le Secrétaire général et les chefs de secrétariat des institutions spécialisées et de l'AIEA prennent toutes les dispositions possibles, y compris des mesures de réaffectation du personnel, en vue d'assurer une utilisation maximum dudit personnel.

636. Par sa résolution 1549 (XLIX) relative aux consultations préalables sur les programmes de travail, le Conseil s'est félicité que les secrétariats des organes des Nations Unies soient convenus de transmettre leurs observations aux organes intergouvernementaux responsables de l'examen préliminaire et de l'examen final des divers programmes de travail. Il a déclaré qu'il attachait une importance égale à ce que les secrétariats procèdent à des consultations préalables avant de soumettre aux organes intergouvernementaux des propositions intéressant d'autres organisations, ainsi qu'avant d'apporter des changements, au stade de l'exécution, aux programmes approuvés. Il a prié le Secrétaire général de veiller à ce que les procédures soient pleinement appliquées dans tous les secteurs du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies et a invité tous les organismes des Nations Unies à respecter l'esprit aussi bien que la lettre de ces arrangements en vue d'une meilleure planification de l'action internationale. Il a aussi prié le CPC de veiller tout particulièrement au respect desdits arrangements relatifs aux consultations préalables. Enfin, il a demandé au CAC d'exercer un contrôle étroit sur toutes les réunions interorganisations tenues aux fins de consultation et de coordination et il lui a demandé d'informer le Conseil dans son rapport annuel, des réunions qui auront été tenues à ces fins ainsi que des réunions prévues.

637. Par sa résolution 1550 (XLIX) sur la répartition des responsabilités entre l'ONU et l'AIEA, le Conseil a réaffirmé le rôle primordial et la responsabilité de l'ONU touchant l'exécution, à la demande de gouvernements d'Etats Membres, d'enquêtes portant sur un ou plusieurs minéraux et a reconnu la compétence spéciale et la responsabilité de l'AIEA touchant l'exécution d'enquêtes sur les métaux nucléaires, à la demande de gouvernements d'Etats Membres, ainsi qu'à la nécessité pour l'AIEA de continuer à coopérer avec l'ONU à des enquêtes portant sur plusieurs ressources minérales en mettant à la disposition de celle-ci, sur demande, d'experts de ces questions. Il a aussi invité le Secrétaire général de l'ONU et le Directeur général de l'AIEA à se consulter mutuellement afin d'éviter tout chevauchement des activités de leurs organisations respectives, à encourager la coopération au stade de la programmation des enquêtes et à faire rapport au Conseil selon qu'il conviendra.

638. Par une décision distincte, le Conseil a exprimé sa satisfaction du travail accompli par l'ONU et par les organismes du système au cours des 25 dernières années sur le plan du développement économique et social⁴.

COOPÉRATION INTERORGANISATIONS EN MATIÈRE D'ORDINATEURS

639. Le Conseil, à sa quarante-neuvième session, a examiné⁵ la question de la coopération interorganisations dans l'utilisation des ordinateurs en se fondant sur un rapport spécial du CAC (E/4893) présenté en même temps que le rapport annuel du CAC au Conseil (E/4840).

640. On a fait savoir au Conseil que, en réponse à la demande formulée par l'Assemblée générale [résolution 2579 (XXIV)], le CAC avait chargé l'Auditeur général du Canada d'étudier les installations et les besoins, en matière de traitement électronique de l'information, de l'Organisation des Nations Unies et de celles de ses institutions spécialisées, y compris l'AIEA, qui sont situées dans un rayon permettant, sur le plan technique et économique, les liaisons par ordinateur avec Genève⁶. L'Auditeur général a terminé son rapport⁷ à la fin de mai 1970 et le CAC a accepté la proposition essentielle du rapport, à savoir la création en Europe, pour les organismes des Nations Unies, d'une installation distincte qui fournirait des services de traitement des données, d'analyse des systèmes et d'information, sur une base interorganisations.

641. Le CAC a également accepté la création d'un bureau interorganisations pour les systèmes d'information et les activités connexes et a décidé de dissoudre le Comité des utilisateurs d'ordinateurs. Le Bureau, dans lequel tous les organismes des Nations Unies seraient représentés, serait directement responsable de l'élaboration des programmes concernant les travaux à effectuer. Le Secrétaire général, en accord avec le CAC, nommerait un directeur, qui serait responsable devant le Bureau et qui serait assisté par quelques membres du personnel. Les coûts administratifs afférents au personnel seraient répartis entre les organisations membres du Bureau, sous réserve, le cas échéant, de l'approbation des organes directeurs intéressés. Le personnel serait renforcé par des groupes *ad hoc* qui comprendraient les représentants des principaux utilisateurs et fournisseurs d'information dans les domaines à l'étude, afin de faciliter la mise au point et l'adoption de systèmes communs.

642. Le CAC accueillait avec satisfaction l'accord intervenu entre les Nations Unies, le PNUD et l'OMS d'où il ressortait que sous réserve des décisions de leurs organes directeurs respectifs lesdites organisations avaient l'intention de participer pleinement à la création de cette installation commune. Celle-ci serait située au début dans les locaux de l'OMS, et les autres organismes des Nations Unies pourraient librement participer au projet ou faire usage des installations communes. Le CAC a noté que l'OMS avait consenti à ce que ces locaux soient utilisés pour les installations communes uniquement afin de rendre service aux organismes des

Nations Unies et que l'application de cette décision aurait certaines incidences financières pour les organismes participant pleinement à cette installation commune. Le CAC a également noté que d'autres organisations comptaient pouvoir, avec le temps, utiliser de plus en plus l'installation commune pour leurs travaux excédentaires et spéciaux qui ne pourraient pas être effectués dans leurs propres installations. Toutefois, dans certains cas — et cela concernait notamment les organismes situés loin de Genève — il faudrait tenir compte des nécessités techniques et autres.

643. Le CAC s'est félicité de l'intention des Nations Unies, du PNUD et de l'OMS de créer un comité de gestion du centre qui serait chargé de la politique générale et de la direction technique de l'installation commune avec l'aide et les conseils du Bureau interorganisations et en consultation avec lui.

644. Au cours de la discussion, un certain nombre de représentants ont accueilli avec satisfaction ces propositions car elles constituaient une réponse aux demandes que le Conseil avait précédemment formulées concernant les progrès à faire dans ce domaine. Un certain nombre de membres ont regretté que les documents fondamentaux aient été reçus trop tard pour être étudiés par les experts des gouvernements et qu'il était par conséquent difficile d'examiner les recommandations du CAC. Ils ont également exprimé leurs craintes devant le fait que les renseignements dont on disposait sur les incidences financières des propositions ne soient pas appropriés. On a noté que de plus amples renseignements seraient fournis pour les séances de septembre du CCQAB.

645. Dans sa résolution 1551 (XLIX), le Conseil a noté que le CAC avait accepté, au niveau du Secrétariat, la proposition de créer en Europe, pour les organismes des Nations Unies, une installation distincte qui fournisse les services de traitement des données, d'analyse des systèmes et d'information sur une base interorganisations; avait accueilli favorablement les mesures sur lesquelles le Comité administratif de coordination s'était mis d'accord pour l'établissement d'un bureau interorganisations directement responsable de l'élaboration des programmes de traitement de l'information qui remplacerait le Comité des utilisateurs d'ordinateurs et serait responsable, au niveau du Secrétariat, des tâches à accomplir dans ce domaine; approuvé en principe, sous réserve d'un nouvel examen à la reprise de sa quarante-neuvième session, l'idée de créer à Genève un système commun de traitement des données et de transférer à New York les services directement nécessaires pour en assurer le traitement; exprimé l'avis que, conformément aux principes exposés au paragraphe 2 du dispositif de sa résolution 1445 (XLVII), l'établissement du système commun permettrait aux institutions spécialisées intéressées de stabiliser leur matériel électronique au niveau actuel; s'était félicité de l'intention de l'Organisation des Nations Unies, du Programme des Nations Unies pour le développement et de l'Organisation mondiale de la santé de participer pleinement, sous réserve des décisions nécessaires de leurs organes directeurs respectifs, à la création d'un système commun; remercié l'Organisation mondiale de la santé de consentir à ce que ses locaux soient utilisés à cette fin et invité instamment toutes les institutions spécialisées intéressées à participer à ce système; prié le Secrétaire général de soumettre son rapport à l'Assemblée générale, accompagné des commentaires du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, ainsi que le rapport de

⁴ E/SR.1721.

⁵ E/AC.24/SR.392, 393, 408, 409; E/SR.1721.

⁶ Voir trente-sixième rapport du Comité administratif de coordination (E/4840, par. 107).

⁷ Auditeur général du Canada, traitement électronique de l'information dans les organisations du système des Nations Unies, vol. I, *A Concept for Effective Growth and Utilization* (Ottawa, 1970).

L'Auditeur général du Canada, par l'intermédiaire du Conseil à la reprise de sa quarante-neuvième session; et invité les chefs des secrétariats des institutions spécialisées intéressées de transmettre sans délai, aux membres de leurs organes exécutifs, le rapport intégral du rapport spécial du CAC au Canada au Président du CAC, observations pertinentes du CCQAB (E/4893) et les que le texte de la résolution.

B. — Rapports des institutions spécialisées et de l'AIEA

646. A sa quarante-neuvième session⁸, le Conseil était saisi des résumés analytiques⁹ des rapports des institutions spécialisées et de l'AIEA, le Conseil ayant décidé par sa résolution 1458 (XLVII) de ne plus faire distribuer le texte *in extenso* de ces rapports.

647. Au cours du débat, la plupart des membres du Conseil ont exprimé une opinion favorable au sujet des résumés analytiques, estimant que l'idée de les présenter au Conseil au lieu du texte intégral des rapports s'était révélée satisfaisante. Il a été généralement admis que le contenu et la présentation de ces résumés pourraient être améliorés si les directives à suivre pour leur établissement étaient modifiées conformément aux recommandations formulées par le CPC dans son rapport sur sa sixième session (E/4877, par. 27). Ces modifications, a-t-on indiqué, aideraient le Conseil à exercer sa fonction de coordination. Il a également été proposé que le Conseil envisage d'adopter des dispositions qui lui permettraient d'étudier plus en détail les résumés analytiques, éventuellement à l'occasion de l'examen des programmes de travail des organes des Nations Unies. Les membres du Conseil ont formulé des observations sur diverses activités des institutions et les représentants de celles-ci ont répondu à un certain nombre de questions qui leur avaient été posées.

648. Le Conseil a pris acte avec satisfaction des résumés analytiques et il a demandé aux organisations intéressées de continuer à présenter des résumés analytiques et à tenir compte des recommandations du CPC concernant leur présentation.

649. Dans sa résolution 1548 (XLIX) relative au rapport du CPC sur les travaux de sa sixième session, le Conseil a invité les institutions spécialisées et l'Agence internationale de l'énergie atomique à faire figurer à l'avenir dans leurs résumés analytiques les informations ci-après:

a) Un organigramme, au début de chaque résumé, accompagné d'indications sur les modifications intervenues au cours de l'année;

b) Dans le chapitre intitulé "Coordination avec d'autres organismes des Nations Unies" une section qui serait consacrée aux réalisations et une seconde section qui contiendrait une description des problèmes de coordination non réglés et des difficultés rencontrées pour les résoudre;

⁸ E/AC.24/SR.389, 390; E/SR.1719.

⁹ Organisation internationale du Travail (E/4826 et Add.1), Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (E/4852 et Add.1), Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (E/4843), Organisation mondiale de la santé (E/4847), Organisation de l'aviation civile internationale (E/4849), Union postale universelle (E/4830), Union internationale des télécommunications (E/4848), Organisation météorologique mondiale (E/4851), Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime (E/4850) et Agence internationale de l'énergie atomique (E/4821 et Add.1).

c) Des renseignements sous forme de tableaux sur les dépenses faites pour les principaux programmes pendant les années précédentes et pendant l'année en cours;

d) Des renseignements plus complets sur les mesures concrètes prises par les organisations pour donner suite aux recommandations faites dans les rapports du Corps aux recommandations concernant la question des doubles emplois ou du manque de coordination;

e) Des recommandations en vue de mesures spécifiques à prendre par le Conseil.

C. — Coordination sur le plan national

650. Pour l'examen de la question de la coordination sur le plan national, le Conseil, à sa quarante-neuvième session¹⁰ était saisi du rapport que le Secrétaire général avait établi sur la question (E/4844) comme suite à la résolution 1369 (XLV) du Conseil.

651. Le Conseil a été avisé que ce rapport était fondé sur les réponses au questionnaire qu'il leur requies des gouvernements au questionnaire qu'il leur avait envoyé au sujet de la coordination sur le plan national, et comportait en conclusion un certain nombre de propositions quant à la façon dont l'Organisation des Nations Unies pourraient aider les gouvernements dans ce domaine.

652. Au cours des débats, les membres du Conseil ont entendu un exposé sur la manière dont un certain gouvernement, afin de mieux coordonner ses activités touchant sa participation aux organisations internationales, avait institué des réunions auxquelles assistaient les services officiels intéressés ainsi que les représentants du pays en question auprès du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires, des institutions spécialisées et de l'AIEA.

653. En conclusion, le Conseil a pris note avec intérêt du rapport du Secrétaire général, et exprimé l'espoir que les renseignements qu'il contenait pourraient être utiles aux gouvernements des Etats Membres pour ce qui était des dispositions qu'ils prenaient en vue d'assurer la coordination à l'échelon national et a décidé que le Conseil n'avait pas d'autre mesure à prendre à ce sujet pour le moment.

D. — Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies *

654. A sa quarante-neuvième session, le Conseil, conformément à sa résolution 1450 (XLVII) et à la résolution 2555 (XXIV) de l'Assemblée générale relative à l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies, était saisi des passages pertinents du trente-sixième rapport du CAC (E/4840, par. 20 à 24), dont le CPC avait été saisi à sa sixième session; du rapport du CPC (E/4877, par. 28 à 32); et du rapport relatif aux réunions communes du CPC et du CAC (E/4886 et Corr.1, par. 22 à 25, et annexe II). Le Conseil a également reçu un rapport de son Président sur les consultations que celui-ci avait tenues avec le Président

* Question inscrite à l'ordre du jour provisoire de la vingt-cinquième session de l'Assemblée générale.

¹⁰ E/AC.24/SR.401; E/SR.1720.

du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (E/4892 et Corr.1) et d'une note du Secrétaire général par laquelle celui-ci lui communiquait un rapport du Conseil d'administration de l'UNITA sur cette question (E/4881). L'attention du Conseil a également été attirée sur un rapport que le Secrétaire général, conformément à l'alinéa b du paragraphe 11 de la résolution 2555 (XXIV) de l'Assemblée générale, avait présenté au Comité spécial sur les mesures prises par les institutions et organismes en question (A/AC.109/353).

655. Le Conseil a été informé que le CAC avait noté que la portée de la coopération interorganisations en faveur des réfugiés des territoires dépendants d'Afrique avait continué à s'élargir, particulièrement en ce qui concernait leur installation dans les zones rurales, et que les efforts se poursuivaient en vue d'assouplir davantage, conformément à la résolution 1450 (XLVII) du Conseil, les procédures relatives à l'inclusion des réfugiés dans les projets des membres du système des Nations Unies. A sa sixième session, le CPC avait non seulement examiné le rapport du CAC mais entendu des déclarations du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés et de plusieurs représentants d'institutions spécialisées sur les mesures prises par eux en vue de donner effet aux résolutions en question. Le Comité avait marqué sa satisfaction de la manière dont le Haut Commissariat et plusieurs des institutions des Nations Unies coopéraient à l'application de ces résolutions en ce qui concernait les réfugiés des territoires dépendants d'Afrique. En même temps, plusieurs membres du CPC avaient regretté que, si certaines institutions avaient conclu avec l'OUA des accords régissant leurs relations avec celle-ci, en revanche, on n'avait apparemment pas accordé une attention suffisante à la nécessité d'entreprendre, en coopération avec cette organisation, des programmes concrets d'assistance aux mouvements de libération nationale des territoires en question. De plus, ces membres avaient noté avec regret qu'il y avait des institutions qui n'avaient pas encore pris, comme le leur recommandait l'Assemblée générale dans sa résolution, de mesures pour cesser toute collaboration avec les Gouvernements portugais et sud-africain, ainsi qu'avec le régime illégal en Rhodésie du Sud. En revanche, quelques membres du Comité, tout en déclarant qu'il n'y avait rien à objecter aux programmes souhaités d'aide aux réfugiés, avaient jugé que certaines des autres activités préconisées étaient inappropriées ou dépassaient le cadre du mandat du Comité.

656. La plupart des membres du Comité du programme et de la coordination avaient souligné qu'il serait souhaitable, pour le dixième anniversaire de la Déclaration, de formuler un programme coordonné de mesures en vue d'accélérer le processus de décolonisation. Ils avaient estimé qu'une attention spéciale devrait être accordée à cette question au cours de l'année suivante et qu'il conviendrait d'établir un rapport clair et complet sur les activités menées à bien jusqu'alors dans ce domaine par les organismes des Nations Unies.

657. Les réunions communes du CPC et du CAC avaient donné lieu à de nouveaux échanges de vues et d'informations sur cette question. Plusieurs membres du CPC avaient exprimé à nouveau leur regret que les mesures prises par les organismes des Nations Unies se fussent limitées en grande partie à l'assistance aux

réfugiés, certains autres aspects des résolutions du Conseil et de l'Assemblée générale ayant été pratiquement laissés de côté. De l'avis de ces membres, les mouvements de réfugiés n'étaient qu'un symptôme de la situation coloniale actuelle, situation que les organisations rattachées aux Nations Unies pouvaient contribuer à éliminer en accordant d'urgence toute l'aide matérielle et morale nécessaire aux peuples coloniaux qui luttaient pour conquérir leur liberté et leur indépendance.

658. En réponse à ces observations, plusieurs membres du CAC avaient exposé brièvement la position de leurs organisations respectives. Ces organisations se heurtaient outre le manque de crédits à deux principaux ordres de problèmes. D'une part pour ce qui était de l'assistance aux mouvements de libération, les chefs de secrétariat des institutions ne pouvaient agir qu'à la suite de décisions de principe prises par leurs organes directeurs respectifs et en vertu d'autorisations expresses accordées par eux. Or ces organes, qui étaient composés d'Etats Membres, n'avaient pas encore pris les décisions voulues. D'autre part en ce qui concernait la cessation de toute collaboration avec les autorités des pays qui poursuivaient des politiques de domination coloniale et de discrimination raciale en Afrique australe: le régime illégal en Rhodésie du Sud avait certes été exclu de toute participation aux activités des institutions spécialisées, mais avant que celles-ci cessent tout rapport avec les Gouvernements portugais et sud-africain il faudrait ou bien, dans certains cas, que les organes délibérants intéressés modifient les dispositions constitutionnelles de l'institution en question, ou bien, dans d'autres cas, que l'Organisation des Nations Unies suspende elle-même d'abord les droits et privilèges de membres des gouvernements en question.

659. Le Président a informé le Conseil dans son rapport (E/4892) que ses consultations avec le Président du Comité spécial avaient abouti à un accord sur les conclusions et les suggestions suivantes:

a) Il fallait féliciter le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés ainsi que plusieurs autres organismes des Nations Unies des efforts persévérants qu'ils déployaient, conformément aux résolutions du Conseil et de l'Assemblée générale, pour élargir la portée de leur assistance aux réfugiés des territoires dépendants d'Afrique et pour renforcer les arrangements conclus en vue d'une coopération interinstitutions dans ce domaine. Il était souhaitable, en même temps, que ces organisations prennent de nouvelles mesures pour assouplir le plus possible les procédures relatives à l'octroi d'une assistance aux réfugiés. En outre, il semblait possible d'accroître considérablement le rôle que des organismes comme le PNUD et la BIRD, dans leurs différents domaines de compétence, peuvent jouer dans l'élaboration et l'exécution de projets en faveur des réfugiés, en fournissant, notamment, des conseils et une assistance aux gouvernements des pays d'asile pour la préparation des demandes nécessaires. Enfin, il fallait prendre d'urgence des mesures pour remédier à la situation des réfugiés de Rhodésie du Sud qui, pour des raisons juridiques, étaient censés ne pas pouvoir prétendre à l'assistance du Haut Commissaire.

b) Il fallait se féliciter de ce que de nombreuses organisations aient conclu avec l'OUA des accords régissant leurs relations ou d'autres arrangements spéciaux. Toutefois, ces arrangements n'étaient qu'un moyen de donner suite à la recommandation de l'As-

semblée générale d'établir des programmes concrets d'assistance au profit des mouvements de libération nationale des territoires dépendants, en particulier dans les domaines de l'éducation, de la formation, de la santé et de la nutrition. Il fallait donc que les organismes des Nations Unies prennent les initiatives nécessaires à cet effet. En même temps, le succès de ces initiatives dépendait de la coopération active de l'OUA. Pour leur part, les Etats membres des organes directeurs et des organes délibérants des organismes des Nations Unies devaient, conformément à la position qu'ils avaient adoptée à l'Assemblée générale, prendre des mesures concrètes au sein de ces organismes pour faciliter l'application de la recommandation en question.

c) Il était décevant de constater que certaines organisations n'avaient pas cessé toute collaboration avec les Gouvernements du Portugal et de l'Afrique du Sud, comme le leur demandait l'Assemblée générale. Les difficultés d'ordre constitutionnel et autres rencontrées à cet égard n'étaient pas insolubles, à condition que les Etats membres des organismes des Nations Unies aient la volonté politique nécessaire et se sentent tenus de travailler à la réalisation des objectifs énoncés dans des résolutions pertinentes.

d) Etant donné l'utilité des discussions qui avaient eu lieu pendant l'année au CAC et au CPC, ainsi qu'aux réunions communes CAC/CPC, ces deux comités devaient continuer à examiner ces questions au cours de leurs sessions de l'année suivante. Afin de faciliter cet examen, un rapport clair et complet devait être établi selon les directives du CPC (voir par. 656).

e) Compte tenu des décisions que pourraient prendre le Comité spécial, le Conseil et l'Assemblée générale, le Président du Conseil et le Président du Comité spécial devaient continuer à tenir des consultations sur la question.

660. Les membres qui ont participé au débat qui a suivi au Conseil ¹¹ ont félicité le Président des résultats fructueux de ses consultations avec le Président du Comité spécial. Ils ont également félicité le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et plusieurs autres organismes des mesures prises en faveur des réfugiés des territoires coloniaux d'Afrique, tout en soulignant la nécessité, pour certains organismes, d'assouplir les procédures et les formalités administratives appliquées dans ce domaine. Ils ont jugé souhaitable que des organismes comme la BIRD et le PNUD s'efforcent de participer davantage à l'assistance fournie aux réfugiés, et ils ont estimé qu'il appartenait aux Etats membres des organes directeurs intéressés de faire prévaloir cette idée. En réponse à une demande d'éclaircissement concernant le problème des réfugiés de Rhodésie du Sud, le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés a expliqué que, selon la définition énoncée dans le statut du Haut Commissariat et dans la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés, un réfugié était une personne qui, parce qu'elle avait de bonnes raisons de craindre des persécutions, ne voulait pas ou ne pouvait pas invoquer la protection du gouvernement du pays dont elle était ressortissante. Dans le cas de la Rhodésie du Sud, ce gouvernement était le Gouvernement du Royaume-Uni, et les personnes de ces pays étaient en droit de lui demander protection, et, éventuellement, assistance. En consé-

quence, le Haut Commissariat ne pouvait pas les considérer, aux termes de son statut, comme relevant de son mandat. Le Haut Commissaire a assuré, toutefois, qu'un petit nombre seulement de réfugiés, leurs problèmes éminemment humanitaires lui tenaient très à cœur. Il n'oubliait pas que, dans sa résolution 277 (1970), le Conseil de sécurité avait demandé aux institutions spécialisées et aux autres organisations internationales intéressées d'aider les réfugiés de Rhodésie du Sud. Il continuerait à faire tout son possible, en consultation avec le Gouvernement du Royaume-Uni, pour mettre au point une formule permettant de conclure les arrangements nécessaires pour que les personnes intéressées reçoivent une aide matérielle d'autres sources que le programme ordinaire du HCR. Approuvant l'explication juridique donnée par le Haut Commissaire, le représentant du Royaume-Uni a déclaré que, si les personnes intéressées étaient peu nombreuses, elles n'étaient pas moins un important problème humanitaire auquel son gouvernement continuerait de chercher une solution satisfaisante, en consultation avec le Haut Commissaire.

661. Plusieurs membres du Conseil ont fait observer que le problème des réfugiés en Afrique était une conséquence de la persistance du colonialisme; ils estimaient qu'il était impératif pour tous les organismes des Nations Unies de coopérer sans autre délai à la destruction des vestiges du colonialisme, notamment en Afrique. Les institutions spécialisées devaient contribuer d'urgence au processus de décolonisation. A cet égard, les mêmes membres ont déclaré qu'il leur paraissait indispensable de fournir, par l'intermédiaire de l'OUA, l'aide matérielle nécessaire aux mouvements de libération nationale des territoires coloniaux d'Afrique. Ils se sont également déclarés déçus de constater qu'en dépit des recommandations réitérées de l'Assemblée générale, les institutions spécialisées, dans bien des cas, n'avaient pas cessé toute collaboration avec les Gouvernements portugais et sud-africain et avec le régime minoritaire illégal de Rhodésie du Sud. Certains de ces membres estimaient que les problèmes rencontrés par ces institutions avaient été exagérés ou servaient de prétexte pour retarder l'adoption de mesures nécessaires, tous étaient d'accord pour reconnaître que ces problèmes pouvaient être résolus si les institutions désiraient sincèrement coopérer et si les Etats membres faisaient un effort décisif, au sein des institutions elles-mêmes, pour assurer l'application des résolutions pertinentes.

662. Le représentant de l'UNESCO a fait observer dans le même contexte, que l'élaboration des programmes d'assistance envisagés demandait un temps considérable, car l'UNESCO devait entrer en consultation avec l'OUA, laquelle devait à son tour entrer en contact avec les mouvements de libération intéressés. Il a également rappelé que, comme il l'avait dit aux réunions communes du CPC et du CAC (E/4886 Corr.1, annexe II, par. 4), le Conseil exécutif de l'UNESCO n'avait pas approuvé toutes les propositions du Directeur général à ce sujet. Comme le Conseil exécutif était composé d'Etats membres, cette situation avait posé une fois de plus la question de la coordination des positions prises par les délégations de différents pays au sein des différents organismes des Nations Unies.

¹¹ E/SR.1717.

663. Plusieurs membres du Conseil ont également approuvé la suggestion contenue dans le rapport du Président, selon laquelle le CAC et le CPC devaient continuer à examiner la question au cours de leurs prochaines sessions et de leurs réunions communes. Ils ont également estimé que l'examen de la question serait facilité, à l'avenir, par l'établissement, selon les directives du CPC, d'un rapport clair et complet sur les activités entreprises par les organismes des Nations Unies pour assurer la mise en œuvre de la Déclaration. Enfin, ils ont exprimé l'espoir que le Président du Conseil resterait en contact avec le Président du Comité spécial au sujet des questions à l'étude.

664. Au terme du débat, le Conseil a adopté une résolution [1534 (XLIX)] par laquelle il prenait note du rapport du Président (E/4892 et Corr.1), faisait siennes les conclusions et suggestions contenues dans ce rapport et les recommandait en vue de leur application aux institutions spécialisées et aux autres organismes intéressés du système des Nations Unies. Il attirait également l'attention du Comité spécial sur les discussions qui avaient eu lieu au sein du Conseil et du CPC et au cours des réunions communes du CPC et du CAC.

E. — Rapports du Corps commun d'inspection

665. A sa quarante-neuvième session, le Conseil était saisi¹² des rapports suivants du Corps commun d'inspection et des observations formulées à leur sujet par les chefs de secrétariat et les organes directeurs des organisations intéressées: rapport sur la Commission économique pour l'Afrique et observations à ce sujet (E/4733 et Add.1); rapport sur la programmation et les budgets des organismes des Nations Unies (A/7822) et résumé (A/7968); rapport sur certains aspects des activités d'assistance technique des Nations Unies et observations à ce sujet (E/4764 et Add.1 à 6); rapport sur une visite d'inspection en Malaisie et à Singapour et observations à ce sujet (E/4766 et Add.1 à 8); rapport sur la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient et observations à ce sujet (E/4781 et Add.1 et Add.1/Corr.1); rapport sur quelques suggestions visant à améliorer les opérations sur le terrain et observations à ce sujet (E/4792 et Add.1 à 8); rapport sur le remplacement des comptes rendus analytiques par des minutes et observations à ce sujet (E/4802 et Add.1 et 2); rapport sur une visite d'inspection au Malawi et observations à ce sujet (E/4818 et Add.1 à 4); observations de l'OACI sur différents rapports (E/4773); observations de l'OMM sur différents rapports (E/4774/Rev.1); observations de l'OMM sur différents rapports (E/4862 et E/4880); observations de l'UPU sur différents rapports (E/4882); observations du Secrétaire général et mesures prises par le Conseil d'administration de l'UIT sur différents rapports (E/4890); observations du Secrétaire général et mesures prises par le Conseil d'administration de l'UIT au sujet du rapport sur la programmation et les budgets des organismes des Nations Unies (E/4894); décision du Conseil exécutif de l'UNESCO au sujet des rapports sur la programmation et les budgets des organismes des Nations Unies et sur les frais de soutien des programmes extra-budgétaires (E/4898); décision du Conseil exécutif de l'UNESCO sur différents rapports (E/4899); rapport sur les frais de soutien des programmes extra-budgétaires (E/4905); note du CCQAB

(E/4905/Add.1); observations du Directeur général de l'UPU et mesures prises par son Conseil exécutif, et observations préliminaires du Directeur général de l'UNESCO (E/4905/Add.2); observations sur l'activité du Bureau de la coopération technique en Colombie (E/4906). Le Conseil était également saisi des rapports du CPC sur ses quatrième et sixième sessions (E/4787, par. 15, E/4877, par. 22 à 26 et par. 77 à 84) ainsi que du trente-sixième rapport du CAC (E/4840, par. 101 et 102).

666. Lorsque les rapports du Corps commun d'inspection concernaient d'autres questions à l'ordre du jour du Conseil, ils ont été également portés à l'attention du Conseil lors de l'examen de ces questions.

667. Le Conseil a appris que le CPC avait déjà examiné certains des rapports du Corps commun d'inspection. A sa quatrième session, il avait examiné le rapport sur la documentation et, à sa sixième session, il avait examiné différents rapports relatifs à des questions nationales et régionales ainsi que le rapport sur le remplacement des comptes rendus analytiques par des minutes. Le CPC avait décidé de remettre à sa septième session l'examen du rapport sur la programmation et les budgets des organismes des Nations Unies, car il n'avait pas pu prendre connaissance des observations du CCQAB à sa sixième session. Les membres du CAC avaient eu des entretiens utiles avec le Président sortant et le futur Président du Corps commun d'inspection. Les inspecteurs avaient souligné la nécessité de communiquer et de présenter les rapports aussi rapidement que possible et de leur donner une place importante dans l'ordre du jour des organes directeurs. Les membres du CAC avaient donné l'assurance qu'ils coopéreraient au maximum avec le Corps commun d'inspection et ils avaient également souligné les avantages de rapports sur des sujets précis et l'utilité des notes officielles.

668. Au cours du débat, des membres du Conseil ont souligné l'importance des rapports du Corps commun d'inspection pour le fonctionnement efficace du système des Nations Unies et ont partagé l'avis selon lequel ces rapports devaient être examinés avec soin et sans délai. On a souligné l'utilité de certains rapports, en particulier ceux qui concernent la programmation et les budgets des organismes des Nations Unies, la documentation et le remplacement des comptes rendus analytiques par des minutes, ainsi que ceux qui portent sur des questions nationales et régionales. Le Conseil a reconnu que les sujets d'étude choisis par le Corps commun d'inspection étaient généralement intéressants, et certains ont pensé que le Conseil pourrait suggérer aux inspecteurs d'étudier certaines questions. Les inspecteurs ont fait savoir au Conseil qu'ils tiendraient compte de toutes ses suggestions en établissant leur programme de travail. On a également suggéré que le Secrétariat entreprenne une étude sur la manière dont les recommandations du Corps commun d'inspection avaient été appliquées. En ce qui concerne l'examen des rapports du Corps commun d'inspection par le Conseil, on a décidé de continuer à suivre la pratique qui consiste à porter les rapports du Corps commun d'inspection à l'attention du Conseil lors de l'examen des points de l'ordre du jour auxquels ils se rapportent. On a estimé que, étant donné que le Conseil n'était pas en mesure d'examiner les rapports à fond, le CPC devait appeler l'attention du Conseil sur toute recommandation exigeant une action de sa part. On a proposé également que, lors des prochaines sessions, le Secr-

¹² E/AC.24/SR.403, 409; E/SR.1721.

tariat présente des suggestions destinées à faciliter l'examen des rapports du Corps commun d'inspection par le Conseil.

669. A l'issue des débats, le Conseil a adopté une résolution [1554 (XLIX)] dans laquelle il faisait siennes les vues des inspecteurs sur la nécessité de communiquer et de présenter les rapports d'inspection aussi rapidement que possible, de leur donner une place importante dans l'ordre du jour des sessions des organes directeurs et de faire tout ce qui serait possible pour qu'il soit tiré parti au maximum des recommandations qu'ils contiennent. Il se félicitait de l'assurance donnée par les membres du Comité administratif de coordination qu'ils continueraient de coopérer au maximum avec le Corps commun d'inspection pour lui permettre de remplir ses fonctions, et il invitait instamment les organes directeurs des organismes des Nations Unies à donner aux rapports d'inspection qui les concernent, ainsi qu'aux observations des chefs de secrétariat, une place importante dans leur ordre du jour aussitôt que possible après la parution de ces rapports, et à faire en sorte qu'il leur soit donné une suite appropriée. Le Conseil priait le Comité du programme et de la coordination d'examiner rapidement les rapports d'inspection concernant les activités économiques et sociales des Nations Unies et ceux qui ont trait à plusieurs organismes ou qui soulèvent des problèmes intéressant tous les organismes des Nations Unies, ainsi que les observations des chefs de secrétariat, de souligner les recommandations qui devraient retenir plus particulièrement l'attention du Conseil et de suggérer des mesures appropriées concernant ces recommandations. Il suggérerait également que les inspecteurs, lorsqu'ils établissent leurs rapports, préparent des résumés des rapports s'il s'agit d'études longues et techniques, continuent de fournir un résumé de leurs recommandations, et envisagent la possibilité de séparer les recommandations qui peuvent être appliquées par les chefs de secrétariat

de celles qui exigent l'approbation d'un ou plusieurs organes directeurs.

670. Dans sa résolution 1555 (XLIX) relative aux rapports du Corps commun d'inspection sur les commissions économiques régionales, le Conseil a noté avec satisfaction que les recommandations faites par le Corps commun d'inspection allaient dans le sens des vœux exprimés des Nations Unies, en visant à la réalisation des activités économiques régionales des Nations Unies dans les domaines ressources et de l'autorité nécessaires pour renforcer leur rôle au sein des Nations Unies dans les domaines économique et social. Il a exhorté la Commission économique pour l'Afrique, la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient et les autres organes intergouvernementaux intéressés à examiner les recommandations du Corps commun d'inspection ainsi que les observations faites à leur sujet et à y donner la suite décidée de reprendre à sa cinquante-troisième session l'examen des mesures prises par les commissions économiques régionales et les autres organes intergouvernementaux intéressés.

671. Le Conseil a également décidé de prier le Secrétaire général, lorsqu'une question relative aux rapports du Corps commun d'inspection figurerait à l'ordre du jour du Conseil, de préparer une note pour aider le Conseil à examiner ces rapports. Cette note devrait contenir, notamment: des suggestions sur la meilleure façon d'examiner les rapports en continuant à suivre la pratique actuelle qui consiste à grouper les rapports, dans la mesure du possible, selon les différents points de l'ordre du jour auxquels ils se rapportent; un bref exposé des mesures déjà prises sur les rapports; et un résumé des conclusions formulées par le CPC, ainsi qu'une indication des recommandations qui, selon le Comité ou le Corps commun d'inspection, doivent retenir particulièrement l'attention du Conseil.

QUESTIONS CONSTITUTIONNELLES ET ORGANIQUES¹

A. — Bureau

672. A la première séance de sa quarante-huitième session², le Conseil a élu M. J. B. P. Maramis (Indonésie) président et M. Rachid Driss (Tunisie), M. Mario Franzì (Italie) et M. Lazar Mojsov (Yougoslavie) vice-présidents pour 1970³.

B. — Mesures destinées à améliorer l'organisation des travaux du Conseil⁴

673. A sa quarante-neuvième session, le Conseil a examiné⁵ des mesures destinées à améliorer l'organisation de ses travaux. Lors des séances consacrées à l'organisation⁶, il avait décidé de renvoyer à sa quarante-neuvième session l'examen des recommandations 3, 9, 12 et 25 contenues dans le rapport sur la documentation établi par des membres du Corps commun d'inspection (A/7576) et des suggestions 16, 17, 18 et 19 contenues dans le document de travail (E/L.1329) présenté par le Secrétariat à la quarante-septième session. Le Conseil était également saisi de la partie pertinente du rapport du CPC sur sa quatrième session (E/4787⁶, par. 11 à 15), qui contient les observations du CPC concernant les recommandations du Corps commun d'inspection. Les recommandations et les suggestions portent sur les questions qui font l'objet des décisions indiquées ci-après.

674. En ce qui concerne la première des recommandations du Corps commun d'inspection, le Conseil a décidé d'adopter la position recommandée par le CPC concernant le paragraphe 4 de l'article 14 du règlement intérieur du Conseil (E/4787, par. 15, al. 1). Cette position est la suivante:

"Il est souhaitable de maintenir l'applicabilité générale du paragraphe 4 de l'article 14 du règlement intérieur du Conseil économique et social, qui a d'ailleurs la souplesse nécessaire, afin que, dans tous les cas où cela est possible, les membres du Conseil puissent disposer de six semaines pour étudier la documentation avant l'ouverture de la session du Conseil.

"a) Comme le reconnaît le Corps commun d'inspection (A/7576, par. 26), "la prolifération des réunions qui se tiennent à des dates voisines de celles de la session du Conseil" est l'une des principales raisons qui font que le paragraphe 4 de l'arti-

cle 14 est presque devenu lettre morte. Le meilleur moyen d'y remédier n'est pas de modifier le libellé ou l'interprétation du règlement intérieur du Conseil, mais de prendre des mesures pour étaler sur deux années au lieu d'une les réunions des organes des Nations Unies. Le Comité du programme et de la coordination se propose d'étudier la possibilité de mettre au point un calendrier mieux intégré en ce qui concerne non seulement les réunions, mais aussi la programmation et l'élaboration du budget.

"b) Toutefois, il faut reconnaître que, dans les conditions actuelles, il est malheureusement vrai qu'il faudra déroger, le cas échéant, au paragraphe 4 de l'article 14 — où de telles dérogations sont d'ailleurs prévues — afin que le Conseil puisse examiner les rapports de ses organes subsidiaires qui, vu le calendrier des réunions, ne pourront être distribués six semaines avant l'ouverture de sa session.

"c) Néanmoins, il faudrait que le Secrétariat s'applique davantage à publier les rapports des organes subsidiaires le plus tôt possible avant la session du Conseil et qu'il les publie en tout cas six semaines au plus tard après la clôture de la réunion de l'organe subsidiaire.

"d) Il faudrait que, dans toute la mesure du possible, les dates des réunions des organes subsidiaires soient fixées de manière que le paragraphe 4 de l'article 14 puisse être respecté.

"e) S'agissant de rapports indépendants des réunions d'organes subsidiaires, il est moins justifié que le paragraphe 4 de l'article 14 ne soit pas généralement respecté.

"f) Il faut donc considérer que la recommandation 3 du Corps commun d'inspection encourage les membres du Conseil à insister pour que le Secrétariat publie ces rapports six semaines avant la session du Conseil.

"g) Il faudrait prier le Secrétaire général d'organiser l'élaboration de ses rapports au Conseil de manière à respecter la règle des six semaines.

"h) Suivant la recommandation 7, c, du Corps commun d'inspection, lorsque des organes de l'ONU demandent que les rapports soient établis, ils devraient s'assurer que l'on dispose du temps nécessaire pour les préparer, les reproduire et les distribuer conformément à la règle des six semaines."

En outre, le Conseil a décidé:

Que la liste demandée dans sa résolution 1090 E (XXXIX) [sect. I, par. 4, liste des rapports destinés à la session suivante du Conseil] devrait être dressée avec davantage de précision et de détails; que l'examen de ce document devrait faire l'objet d'un point distinct de l'ordre du jour au début de chaque session ou reprise de session du Conseil ou, du moins, devrait avoir lieu avant que la session soit trop avancée; que la liste des documents devrait comprendre tous les rapports qui doivent être sou-

* L'ordre du jour provisoire de la vingt-cinquième session de l'Assemblée générale contient un point intitulé "Documentation". La présente section contient des recommandations à l'intention de l'Assemblée générale.

¹ On trouvera à l'annexe II des renseignements sur la composition, les dates des réunions et les bureaux du Conseil et de ses organes subsidiaires.

² E/SR.1650.

³ Les vice-présidents sont énumérés dans l'ordre alphabétique anglais des pays qu'ils représentent.

⁴ E/AC.24/SR.406, 407, 411; E/SR.1722.

⁵ E/SR.1651.

⁶ Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-huitième session, Supplément n° 4.

mis à la session suivante; qu'il faudrait s'efforcer de réduire au minimum la marge d'erreur lorsqu'on prévoit la date de publication des documents;

Que l'édition miméographiée de l'*Etude sur l'économie mondiale* sera supprimée et que le Secrétariat publiera l'édition imprimée six semaines avant la session d'été du Conseil, en prévoyant la publication des suppléments qui s'avèreraient nécessaires; qu'on devra également mettre fin à la pratique consistant à distribuer aux membres du Conseil des éditions miméographiées des études effectuées par les comités régionaux, seuls des tirages limités devant être faits pour être utilisés lors des sessions des commissions et des résumés de ces études établis dans les langues de travail devant être publiés en temps utile pour la session d'été du Conseil;

Que les mesures nécessaires seront prises pour faire en sorte que la Commission des droits de l'homme, la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, la Commission du développement social, la Commission de statistique, la Commission de la population, la Commission de la condition de la femme, la Commission des stupéfiants, le Comité de l'habitation, de la construction et de la planification, le Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement et le Comité de la planification du développement soumettent leurs rapports à intervalles plus espacés;

Que le Comité des publications devrait déterminer, en consultation étroite avec les départements organiques, les questions techniques pour lesquelles des rapports périodiques pourraient être présentés à intervalles plus espacés;

Que, lorsqu'il examinera toute proposition qui requiert l'établissement d'un rapport, le Conseil ou l'un quelconque de ses organes subsidiaires s'abstiendra de préciser la session à laquelle le rapport devrait être présenté, avant d'avoir reçu du Secrétaire général des renseignements, non seulement sur les éventuelles incidences financières de la proposition, mais aussi sur les conséquences qu'elle pourrait avoir sur l'ensemble du programme de travail, tel qu'il est présenté au Conseil et au CPC. On devrait également tenir compte des résolutions existantes du Conseil concernant la périodicité des rapports, notamment de la résolution 1154 (XLI);

Qu'il priera l'Assemblée générale, lorsque faire se pourra, de donner au Conseil et à ses organes subsidiaires deux ans au moins pour examiner les questions et établir les rapports, au lieu de leur demander un rapport l'année suivante;

Qu'il priera l'Assemblée générale, partout où faire se pourra, de s'abstenir de préciser la session du Conseil pour laquelle elle désire qu'un rapport soit établi;

Qu'il priera ses organes subsidiaires, partout où ils ne l'ont pas encore appliquée, de suivre la procédure énoncée dans la résolution 1154 (XLI) du Conseil en ce qui concerne les réponses aux questionnaires, au lieu de demander au Secrétariat de publier le texte intégral des réponses.

675. Le Conseil a également examiné des questions plus générales concernant l'amélioration de l'organisation de ses travaux et décidé que les membres devraient continuer de se consulter entre eux sur les

mesures destinées à améliorer l'organisation des travaux du Conseil.

676. Il a également décidé d'inviter son Président à convoquer, lorsqu'il le jugera bon, une réunion ou des réunions officielles du Conseil pour que les membres puissent présenter, à la cinquantième session, lui permettrait de lors de la séance consacrée à l'organisation en janvier 1971, un exposé récapitulatif des conclusions et recommandations qui auront été formulées. Le Conseil procéderait alors aux arrangements nécessaires pour être en mesure de prendre la décision appropriée lors de sa cinquantième session.

C. — Elections

677. A sa quarante-huitième⁷ et quarante-neuvième⁸ sessions, le Conseil a procédé à des élections pour pourvoir aux postes devenus vacants dans certaines de ses commissions techniques et certains de ses comités permanents ainsi que dans des organes connexes, et confirmé la nomination de membres désignés par leurs gouvernements à certaines des commissions techniques⁹.

678. A la reprise de sa quarante-huitième session¹⁰, le Conseil a élu 11 membres de l'Organe international de contrôle des stupéfiants pour un mandat de trois ans à compter du 2 mars 1971.

679. A sa quarante-huitième session, lors des séances consacrées à l'organisation des travaux¹¹, le Conseil a décidé, conformément à la résolution 1156 (XLI) de porter à quatre ans la durée du mandat des membres de la Commission du développement social, avec effet au 1^{er} janvier 1971; à sa quarante-neuvième session¹², il a pris la même décision à l'endroit de la Commission de la condition de la femme.

D. — Calendrier des conférences et réunions pour 1971 et 1972 *

680. A sa quarante-neuvième session, le Conseil a examiné¹³ le calendrier des conférences et réunions pour 1971 et 1972 sur la base d'un projet de calendrier pour 1971 et d'un programme provisoire pour 1972 établis par le Secrétaire général (E/4900). Il a décidé de ne plus scinder sa session de printemps en deux et a fixé comme suit les dates des diverses réunions: séances d'organisation du 11 au 13 janvier 1971 au Siège, cinquantième session du 26 avril au 21 mai au Siège, cinquante et unième session du 5 au 30 juillet à Genève, reprise de la cinquante et unième session en octobre et novembre au Siège. Le Conseil a en outre décidé que le Comité du programme et de la coordination se réunirait deux fois en 1971, la première du 22 mars au

* L'ordre du jour provisoire de la vingt-cinquième session de l'Assemblée générale contient un point intitulé "Plan des conférences".

⁷ E/SR.1655, 1656.

⁸ E/SR.1673, 1721.

⁹ On trouvera les noms des membres confirmés dans les Documents officiels du Conseil économique et social, reprise de la quarante-septième session, Supplément no 1A, "Autres décisions"; *ibid.*, quarante-huitième session, Supplément no 1A, "Autres décisions prises par le Conseil au cours de la reprise de sa quarante-huitième session" et *ibid.*, quarante-neuvième session, Supplément no 1, "Autres décisions prises par le Conseil au cours de sa quarante-neuvième session".

¹⁰ E/SR.1677. Voir annexe II.

¹¹ E/SR.1651.

¹² E/SR.1721.

¹³ E/AC.24/SR.410. E/SR.1722.

7 avril et la seconde du 24 mai au 11 juin, et que les réunions communes du CPC et du CAC auraient lieu à Genève les 1^{er} et 2 juillet 1971.

681. En ce qui concerne les commissions techniques, le Conseil a confirmé sa décision antérieure de réunir la Commission de la condition de la femme tous les deux ans; il a décidé d'attendre la reprise de sa quarante-neuvième session pour prendre une décision concernant la date et le lieu de la seizième session de la Commission de la population et de ne pas se prononcer au stade actuel pour ce qui est de la session de la Commission de statistique en 1972. En outre, le Conseil a décidé d'accepter l'invitation du Gouvernement autrichien et de réunir à Vienne, le 11 janvier 1971, la Conférence de plénipotentiaires pour l'adoption d'un protocole relatif aux substances psychotropes.

682. Le Conseil a approuvé le calendrier des conférences pour 1971, tel qu'il avait été modifié, et décidé de ne pas prendre de décision, au stade actuel, concernant le programme provisoire de réunions pour 1972¹⁴.

683. Le Conseil était également saisi¹⁵ du rapport établi par le Secrétaire général (E/4887) conformément à la résolution 1460 (XLVII), dans laquelle le Conseil avait demandé au Secrétaire général de présenter une étude faisant apparaître, tant pour le Siège que pour l'Office des Nations Unies à Genève, l'évolution, au cours des cinq dernières années, du nombre et de la durée des conférences et réunions tenues dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme, les changements survenus de ce fait dans les effectifs du personnel affecté à ces conférences, une évaluation du coût du recrutement des effectifs temporaires de cette catégorie à New York et à Genève, ainsi que le montant des frais de déplacement des agents envoyés momentanément de New York à Genève pour assurer le secrétariat des réunions. Le Conseil a pris note avec intérêt du rapport du Secrétaire général.

E. — Reconstitution du Comité du programme et de la coordination

684. A sa quarante-huitième session, le Conseil a adopté, lors des séances consacrées à l'Organisation, une résolution [1472 (XLVIII)] relative à la reconstitution du Comité du programme et de la coordination, dans laquelle il a décidé de reconstituer le Comité conformément à la recommandation A figurant au chapitre III du rapport définitif du Comité élargi du programme et de la coordination¹⁶. Le Comité se composerait de 21 Etats Membres de l'ONU élus sur la base d'une répartition géographique équitable; le mandat des membres serait de trois ans, sauf pour la période initiale pendant laquelle un tiers des membres seraient nommés pour un an, un tiers pour deux ans et un tiers pour trois ans, le mandat de chaque membre étant fixé par tirage au sort. Les membres sortants seraient rééligibles.

¹⁴ E/SR.1722. On trouvera à l'annexe III du présent rapport le calendrier des conférences pour 1971, tel qu'il a été approuvé par le Conseil.

¹⁵ E/SR.1722.

¹⁶ Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-septième session, E/4748/Rev.1, par. 20 à 36.

F. — Relations avec l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle

685. L'attention du Conseil a été appelée, lors de sa quarante-neuvième session¹⁷, sur une note du Secrétaire général (E/4891) relative aux relations avec l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI). Cette organisation, instituée en vertu d'une convention signée à Stockholm en juillet 1967, était un prolongement des Bureaux internationaux réunis pour la protection de la propriété intellectuelle (BIRPI). L'OMPI devait tenir sa première réunion générale en septembre 1970 et le Secrétaire général proposait d'avoir avec le Directeur général du Bureau international de l'OMPI un échange de correspondance aux fins de permettre à cette organisation d'avoir avec l'ONU des relations similaires à celles des BIRPI. Cet échange de correspondance porterait sur toutes les activités relatives à la propriété intellectuelle relevant de la compétence de l'OMPI en vertu de l'article 3 de la Convention de 1967.

686. Le Conseil a entendu une déclaration faite par l'observateur des BIRPI; celui-ci l'a informé que les futures responsabilités de la nouvelle organisation nécessiteraient une collaboration plus intensive avec les organismes des Nations Unies qu'il n'avait été nécessaire dans le passé. En particulier, à la suggestion d'un groupe de pays en voie de développement, le *Patent Cooperation Treaty* (Traité sur la coopération en matière de brevets), adopté à Washington en juin 1970, prévoyait des dispositions relatives à l'assistance technique dans le domaine de la propriété internationale qui accroîtraient considérablement les activités entreprises auparavant par les BIRPI. L'article pertinent du nouveau traité, dont l'OMPI devait assurer l'application, nécessitait une étroite collaboration avec les organismes des Nations Unies, en particulier en matière de financement. Le Directeur des BIRPI, qui exerçait provisoirement les fonctions de Directeur général de l'OMPI jusqu'à la nomination du titulaire du poste, a donc constaté avec plaisir que les arrangements de consultation et de coordination proposés par le Secrétaire général étaient plus détaillés que dans l'accord entre l'ONU et les BIRPI. Il s'est déclaré convaincu qu'il serait possible, sur la base de ces arrangements, de développer les excellentes relations qui existaient entre les secrétariats et de répondre ainsi aux besoins des Etats Membres.

G. — Incidences financières des décisions du Conseil

687. Conformément à l'article 34 de son règlement intérieur, les états des incidences financières des propositions dont le Conseil était saisi à ses quarante-huitième et quarante-neuvième sessions lui ont été soumis lors de l'examen de chacune d'elles. Les incidences financières des décisions prises par le Conseil lors desdites sessions lui ont été soumises¹⁸ sous forme de tableau récapitulatif (E/4837 et Corr.1 et Add.1 et E/4913). Le Secrétaire général a informé le Conseil qu'il reverrait dans leur totalité les incidences financières des décisions du Conseil et qu'il porterait, selon que de besoin, les crédits nécessaires au budget additionnel pour 1970 et dans les demandes de crédits révisées pour 1971, qu'il soumettrait à l'Assemblée générale à sa vingt-cinquième session.

¹⁷ E/SR.1721.

¹⁸ E/SR.1685 à 1688, 1722.

ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

A. — Dispositions relatives aux consultations avec les organisations non gouvernementales

688. A la reprise de sa quarante-huitième session, le Conseil était saisi¹ du rapport du Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales (E/4799 et Corr.1 et 2). Il a pris note d'un document établi par le Secrétaire général (E/4867), dans lequel ce dernier faisait part au Conseil de son intention d'inscrire trois organisations sur la Liste.

689. Le Conseil a examiné le rapport du Comité paragraphe par paragraphe. A l'exception d'une demande de vote séparé présentée par deux délégations au sujet de quatre organisations, le Conseil a adopté par voie de consensus les recommandations figurant au chapitre II du rapport sur l'octroi du statut à diverses organisations non gouvernementales. Il a décidé de placer 21 organisations dans la catégorie II et d'inscrire 19 organisations sur la Liste. Il a rejeté² la demande de statut consultatif présentée par une organisation (E/4799, chap. II, sect. B). Il a constaté que, conformément au paragraphe 40, a, de la résolution 1296 (XLIV) du Conseil, il ne lui appartenait pas d'examiner³ les demandes de reclassement présentées par trois autres organisations (E/4799, chap. II, sect. G).

690. Au cours de la discussion qui a eu lieu au Conseil, plusieurs délégations ont formulé des observations concernant le statut du Comité de coordination d'organisations juives. Le Conseil a rejeté³ deux propositions d'une délégation lui demandant de ne pas se prononcer sur la recommandation formulée par le Comité au sujet du Comité de coordination d'organisations juives (E/4799, par. 14) et de prier le Comité d'entreprendre une enquête approfondie sur les prétendues activités du Comité de coordination d'organisations juives qui pourraient exiger l'application de la règle énoncée dans la huitième partie de la résolution 1296 (XLIV) du Conseil. Le Conseil a approuvé³ la recommandation du Comité tendant à accorder le statut relevant de la catégorie II au Comité de coordination d'organisations juives, sous réserve du droit pour le Conseil d'invoquer les dispositions de la huitième partie de sa résolution 1296 (XLIV) au cas où, à un moment quelconque, il serait convaincu que ladite organisation se livre à l'une des activités dont elle a été accusée au Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales et au Conseil.

691. Après avoir fait siennes les recommandations du Comité (E/4799, par. 18 et 19), le Conseil a décidé³ que le Secrétariat, en consultation avec l'INTERPOL, présenterait au Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales, à sa session de 1971, le projet d'arrangement spécial entre l'INTERPOL et le Conseil et que l'INTERPOL resterait dans

la catégorie II jusqu'à la conclusion d'un nouvel arrangement.

692. Le Conseil a également approuvé³ un texte recommandé par son Comité au sujet de la question du groupement des 21). Dans ce texte, le Comité avait souligné l'intérêt que pourraient présenter le groupement de certaines organisations, sur une base volontaire et provisoire, aux fins de consultations sur des questions déterminées et il avait prié instamment la Conférence des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social d'examiner immédiatement cette question en vue de lui présenter des observations à ce sujet.

693. Sur la base d'une recommandation formulée par son Comité (E/4799, par. 23), le Conseil a également décidé³ que le Secrétariat devrait faire savoir aux autres organisations inscrites par le Conseil, à sa quarante-sixième session, sur la Liste à titre de mesure intérimaire de la résolution 288 B (X), sur le Registre aux termes de la résolution 288 B (X), sur l'initiative du Secrétaire général, qu'elles pourraient être rayées de la Liste à la cinquantième session du Conseil si elles n'effectuaient aucune démarche avant la session ordinaire du Comité chargé des organisations non gouvernementales prévue pour le début de 1971.

B. — Organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif

694. A la suite des décisions prises par le Conseil à la reprise de sa quarante-huitième session, les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif au 31 août 1969 sont celles qui sont énumérées ci-après. Seize d'entre elles appartiennent à la catégorie I et 137 à la catégorie II. En outre, 52 organisations ont été inscrites sur la Liste par décision du Conseil. Six autres demeurent inscrites sur la Liste à titre temporaire sur la recommandation du Secrétaire général, avec l'approbation du Conseil. Trois autres organisations ont été inscrites sur la Liste sur l'initiative du Secrétaire général. Deux cent neuf organisations sont inscrites sur la Liste en vertu de leur statut auprès d'institutions spécialisées ou d'autres organismes des Nations Unies. Conformément aux dispositions du paragraphe 19 de la résolution 1286 (XLIV), le Conseil ou ses organes subsidiaires peuvent consulter les organisations inscrites sur la Liste. Sauf indication contraire, ces organisations sont toutes internationales.

CATÉGORIE I

Alliance coopérative internationale
Chambre de commerce internationale
Confédération internationale des syndicats libres
Confédération mondiale du travail
Conseil international des femmes
Fédération démocratique internationale des femmes
Fédération internationale des producteurs agricoles
Fédération mondiale des anciens combattants

¹ E/SR.1691, 1962.

² E/SR.1691.

³ E/SR.1692.

Fédération mondiale des associations pour les Nations Unies
 Fédération mondiale des villes jumelées
 Fédération syndicale mondiale
 Ligue des sociétés de la Croix-Rouge
 Organisation internationale des employeurs
 Union internationale des organismes officiels de tourisme
 Union internationale des villes et pouvoirs locaux
 Union interparlementaire

CATÉGORIE II

All India Women's Conference
 Alliance internationale des femmes — Droits égaux, responsabilités égales
 Alliance mondiale des unions chrétiennes féminines
 Alliance universelle des unions chrétiennes de jeunes gens
 Amnesty International
 Armée du Salut
 Assemblée mondiale de la jeunesse
 Association de coordination de la manipulation des chargements
 Association de droit international
 Association des femmes pakistanaïses
 Association du transport aérien international
 Association interaméricaine de la presse
 Association internationale de droit pénal
 Association internationale des écoles de service social
 Association internationale des juristes démocrates
 Association internationale des Lion's clubs
 Association internationale des magistrats de la jeunesse
 Association internationale permanente des congrès de la route (AIPCR)
 Association internationale d'études pour la promotion et la protection des investissements privés en territoire étranger
 Association internationale pour la protection de la propriété industrielle
 Association internationale pour le progrès social
 Association internationale pour les loisirs
 Association soroptimiste internationale
 Bureau international catholique de l'enfance
 CARE (Coopérative for American Relief to Everywhere, Inc.)
 Centre de la paix mondiale par le droit
 Centre d'études monétaires latino-américaines
 Centre international d'information pour le crédit communal
 Centro de investigación para el desarrollo económico-social (Centre de recherche pour le développement économique et social)
 Chambre de commerce des Etats-Unis d'Amérique
 Collège international de chirurgiens
 Comité consultatif mondial de la société des Amis
 Comité de coordination d'organisations juives
 Comité de coordination du service volontaire international
 Comité européen des assurances
 Comité international bahá'í
 Comité international de la Croix-Rouge
 Commission des Eglises pour les affaires internationales
 Commission internationale catholique pour les migrations
 Commission internationale de juristes
 Commission internationale de l'irrigation et du drainage
 Community Development Foundation, Inc.
 Confédération des femmes africaines
 Confédération mondiale des organisations de la profession enseignante
 Conférence internationale des charités catholiques
 Conférence mondiale de l'énergie
 Congrès consultatif d'organisations juives
 Congrès du monde islamique
 Congrès juif mondial
 Conseil interaméricain du commerce et de la production
 Conseil international de l'action sociale
 Conseil international des femmes juives
 Conseil international des services juifs de prévoyance et d'assistance sociale
 Conseil international du bâtiment pour la recherche, l'étude de la documentation
 Conseil international pour l'organisation scientifique
 Dotation Carnegie pour la paix internationale
 Fédération abolitionniste internationale

Fédération interaméricaine d'associations de relations publiques
 Fédération internationale d'astronautique
 Fédération internationale des assistants sociaux et des assistantes sociales
 Fédération internationale des centres sociaux et communautaires
 Fédération internationale des droits de l'homme
 Fédération internationale des femmes de carrières libérales et commerciales
 Fédération internationale des femmes de carrières juridiques
 Fédération internationale des femmes diplômées des universités
 Fédération internationale des femmes juristes
 Fédération internationale des fonctionnaires supérieurs de police
 Fédération internationale des journalistes
 Fédération internationale pour le planning familial
 Fédération internationale pour l'habitation, l'urbanisme et l'aménagement des territoires
 Fédération mondiale des jeunes femmes catholiques
 Fédération mondiale de la jeunesse démocratique
 Fédération mondiale des sourds
 Fédération mondiale pour la santé mentale
 Fédération routière internationale
 Fédération universelle des associations d'agences de voyages
 Fédération universelle des associations chrétiennes d'étudiants
 Institut interaméricain de statistique
 Institut international de finances publiques
 Institut international de statistique
 Institut international des sciences administratives
 Institut latino-américain du fer et de l'acier
 International Association for Ports and Harbours (IAPH)
 International Bar Association
 Jeune Chambre Internationale
 Jeunesse ouvrière chrétienne internationale
 Ligue Howard pour la réforme pénale
 Ligue internationale des droits de l'homme
 Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté
 Mouvement contre l'apartheid
 Mouvement international des étudiants pour les Nations Unies
 Mouvement international pour l'union fraternelle entre les races et les peuples
 Mouvement mondial des mères
 Mouvement universel pour une fédération mondiale
 Movement for Colonial Freedom
 Organisation afro-asiatique de coopération économique
 Organisation internationale de normalisation
 Organisation internationale de police criminelle — INTERPOL
 Organisation internationale des femmes sionistes
 Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (INTOSAI)
 Organisation internationale des journalistes
 Organisation internationale des unions de consommateurs
 Organisation internationale — justice et développement
 Organisation mondiale Agudas Israël
 Organisation régionale de l'Est pour l'administration publique
 Pan-Pacific and South-East Asia Women's Association
 Pax Romana:
 Mouvement international des étudiants catholiques
 Mouvement international des intellectuels catholiques
 Rotary international
 Service social international
 Société antiesclavagiste
 Société d'étude et d'expansion — Association internationale à but scientifique
 Société de législation comparée
 Société interaméricaine d'urbanisme
 Société internationale de criminologie
 Société internationale de défense sociale
 Société internationale pour la réadaptation des handicapés
 Union catholique internationale de service social
 Union internationale chrétienne des dirigeants d'entreprises
 Union des foires internationales
 Union internationale de la navigation fluviale
 Union internationale de la presse catholique
 Union internationale de la protection de l'enfance
 Union internationale des architectes
 Union internationale des chemins de fer
 Union internationale des organismes familiaux

Union internationale des producteurs et distributeurs d'énergie électrique
 Union internationale des sociétés d'épargne et de prêts immobiliers
 Union internationale des transports publics
 Union internationale des transports routiers
 Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources
 Union internationale pour l'étude scientifique de la population
 Union mondiale chrétienne des femmes abstinences
 Union mondiale démocrate chrétienne
 Union mondiale des femmes rurales
 Union mondiale des organisations féminines catholiques
 Union mondiale des organismes pour la sauvegarde pour l'enfance et de l'adolescence
 Zonta international

LISTE

Organisations inscrites sur la Liste par décision du Conseil économique et social

Alliance européenne des agences de presse
 Alliance internationale du tourisme
 American Foreign Insurance Association
 Assistance mutuelle des compagnies pétrolières gouvernementales latino-américaines
 Association des écoles internationales
 Association fiscale internationale
 Association internationale de police
 Association internationale de l'hôtellerie
 Association internationale des citoyens "seniors"
 Association internationale permanente des congrès de navigation
 Association internationale pour l'aide aux prisonniers
 Association internationale pour l'échange d'étudiants de l'enseignement technique
 Association mondiale des guides et éclaireuses
 Association pour le développement international
 Battelle Memorial Institute
 Bureau international des containers
 Bureau international pour la répression de la traite des êtres humains
 Bureau mondial du scoutisme
 Bureau permanent international des constructeurs d'automobiles
 Bureau permanent international des constructeurs de motocycles
 Comité d'études économiques de l'industrie du gaz
 Committee for Economic Development
 Confédération européenne des industries du bois
 Confédération internationale des associations d'experts et de conseils
 Confédération mondiale de physiothérapie
 Confederation of Asian Chambers of Commerce
 Conseil international des agences bénévoles (CIAB)
 Conseil international des employeurs de commerce
 Conseil international des femmes social-démocrates
 Conseil international sur les problèmes de l'alcoolisme et de la toxicomanie
 Conseil mixte d'ingénieurs
 Entraide universitaire mondiale
 Fédération interaméricaine du tourisme et des automobile clubs
 Fédération internationale de documentation
 Fédération internationale de l'automobile
 Fédération internationale d'oléiculture
 Fédération internationale des armateurs
 Fédération internationale des associations de transitaires et assimilés
 Fédération internationale des déménageurs internationaux (FIDI)
 Fédération internationale des géomètres
 Fédération internationale des industries textiles, cotonnières et connexes
 Fédération internationale des journalistes libres
 Institut de Vienne pour le développement et la coopération
 Institut international des caisses d'épargne
 International Committee of Outer Space Onomastics (ICOSO)
 Ligue internationale des sociétés de surveillance

Open Door International (pour l'émancipation économique de la travailleuse)
 Prévention routière internationale
 Service civil international pour la protection des animaux
 Société internationale d'assurances-transports
 Union internationale du judaïsme libéral
 Union mondiale pour le progrès des sciences agricoles en Afrique

Organisations inscrites sur la Liste sur l'initiative du Secrétaire général

Association pour le développement rural
 Organisation internationale pour le développement rural
 Société mondiale d'équitation

Organisations inscrites sur la Liste sur recommandation du Secrétaire général avec l'approbation du Conseil à titre transitoire jusqu'à ce qu'elles aient eu le temps de présenter une demande au Comité du Conseil chargé des gouvernements et que le Conseil se soit prononcé sur les recommandations du Comité

Association internationale Sainte-Jeanne-d'Arc
 Alliance internationale de gérontologie
 Association internationale de recherche sur le revenu et la fortune
 Association internationale des professions immobilières
 Fédération internationale mondiale
 Fédération luthérienne mondiale
 Union des associations internationales

Organisations inscrites sur la Liste en vertu de leur statut consultatif auprès d'institutions spécialisées ou d'autres organismes des Nations Unies

Académie internationale de médecine médicale et de médecine sociale	OMS
Aerospace Medical Association	OACI
Association internationale pour la radiodiffusion et la télévision (UNDA)	UNESCO
Association des armateurs latino-américains	CNUCED
Association des chimistes analytiques officiels	FAO
Association des Universités du Commonwealth	UNESCO
Association des universités partiellement ou entièrement de langue française	UNESCO
Association des producteurs européens d'azote	OMCI
Association interaméricaine de génie sanitaire	OMS
Association interaméricaine de radiodiffusion	UNESCO
Association internationale d'épidémiologie	OMS
Association internationale d'information scolaire, universitaire et professionnelle	UNESCO
Association internationale de l'orientation scolaire et professionnelle	UNESCO
Association internationale de la fertilité	OMS
Association internationale de logopédie et de phoniatrice	UNESCO, OMS
Association internationale de médecine des accidents et du trafic	OMS
Association internationale de pédiatrie	OMS
Association internationale de prophylaxie de la cécité	OMS
Association internationale de psychiatrie infantile et des professions affiliées	OMS
Association internationale de recherche consacrée à la paix	UNESCO
Association internationale de science politique	UNESCO
Association internationale de signalisation maritime	OMCI
Association internationale de sociologie	UNESCO
Association internationale des arts plastiques (peinture, sculpture, arts graphiques)	UNESCO
Association internationale des bibliothécaires et documentalistes agricoles	FAO
Association internationale des critiques d'art	UNESCO

Association internationale des critiques littéraires	UNESCO	Commission internationale des unités et des mesures de radiation	OMS
Association internationale des distributions d'eau	OMS	Commission internationale du génie rural	FAO
Association internationale des éducateurs des jeunes inadaptés	UNESCO	Commission permanente et association internationale pour la médecine du travail	OMS
Association internationale des études et recherches sur l'information	UNESCO	Communauté européenne des écrivains	UNESCO
Association internationale des étudiants en sciences économiques et commerciales	UNESCO	Communauté internationale des associations de la librairie	UNESCO
Association internationale des fabricants de superphosphate	OMCI	Confédération des éducateurs américains	UNESCO
Association internationale des femmes médecins	OMS	Confédération européenne de l'agriculture	FAO
Association internationale des industries artisanales et des petites et moyennes entreprises	ONUDI	Confédération internationale des sages-femmes	OMS
Association internationale des producteurs de l'horticulture	FAO	Confédération internationale des sociétés d'auteurs et compositeurs	UNESCO
Association internationale des professeurs et maîtres de conférences de l'Université	UNESCO	Confédération syndicale africaine	CNUCED
Association internationale des sciences de l'éducation	UNESCO	Conférence maritime internationale et balistique	OMCI
Association internationale des sciences économiques	UNESCO	Conférence permanente des chambres de commerce et d'industrie de la CEE	CNUCED
Association internationale des sciences juridiques	UNESCO	Conférence permanente des recteurs et vice-chanceliers des universités européennes	UNESCO
Association internationale des sciences physiques de l'océan	OACI	Congrès international de l'enseignement universitaire des adultes	UNESCO
Association internationale de sociétés de classification	IMCO	Conseil de l'artisanat mondial	UNESCO
Association internationale des universités	UNESCO	Conseil des organisations internationales des sciences médicales	OMS, UNESCO
Association internationale du génie sismique	UNESCO	Conseil international B'nai B'rith	UNESCO
Association internationale pour la liberté religieuse	UNESCO	Conseil international de la musique	UNESCO
Association littéraire et artistique internationale	UNESCO	Conseil international de la philosophie et des sciences humaines	UNESCO
Association médicale internationale pour l'étude des conditions de vie et de santé	FAO	Conseil international de l'éducation physique et sportive	UNESCO
Association médicale mondiale	OMS	Conseil international des archives	UNESCO
Association mondiale de psychiatrie	OMS	Conseil international des infirmières	OMS
Association mondiale pour l'étude de l'opinion publique	UNESCO	Conseil international des monuments et des sites	UNESCO
Association mondiale pour la radiotélévision chrétienne	UNESCO	Conseil international des musées	UNESCO
Association mondiale vétérinaire	OMS, FAO	Conseil international des navigateurs aériens	OACI
Association pour la promotion de la diffusion internationale de la presse	UNESCO	Conseil international des sciences sociales	UNESCO
Association scientifique du Pacifique	FAO	Conseil international des sociétés d'anatomie pathologique	OMS
Association universelle d'aviculture scientifique	UNESCO	Conseil international des sociétés d'esthétique industrielle	UNESCO
Association universelle pour l'esperanto	OMS	Conseil international des unions scientifiques	OMS, FAO, UNESCO
Central Council for Health Education	CNUCED	Conseil international de cinéma et de la télévision	UNESCO
Centre international du Commerce de gros	IMCO, CNUCED	Conseil mondial de l'enseignement	UNESCO
Chambre internationale de la marine marchande	OMS	European Center for Overseas Industrial Development	ONUDI
Christian Medical Commission	OMS	Experiment in International Living, The	UNESCO
Comité international catholique des infirmières et assistantes médico-sociales	OMS	Fédération aéronautique internationale	OACI
Comité international de coordination pour l'initiation à la science et le développement des activités scientifiques extra-scolaires	UNESCO	Fédération dentaire internationale	OMS
Comité international de la rayonne et des fibres synthétiques	CNUCED	Fédération européenne de zootechnie	FAO
Comité international permanent de la conserve	FAO	Fédération internationale d'automatique	ONUDI
Comité international pour la documentation des sciences sociales	UNESCO	Fédération internationale de génie médical et biologique	OMS
Comité international radiomaritime	OMCI	Fédération internationale de gynécologie et d'obstétrique	OMS
Comité maritime international	OMCI	Fédération internationale de l'alimentation	CNUCED
Commission électronique internationale	OMCI	Fédération internationale de l'enseignement ménager	FAO
Commission internationale de l'éclairage	OMCI, OACI	Fédération internationale de laiterie	FAO
Commission internationale de protection contre les radiations	OMS	Fédération internationale de la presse périodique	UNESCO
		Fédération internationale de médecine physique	OMS
		Fédération internationale de médecine sportive	OMS
		Fédération internationale des architectes paysagistes	UNESCO
		Fédération internationale des associations d'apiculture	FAO
		Fédération internationale des associations de bibliothécaires	UNESCO

Fédération internationale des associations de la margarine	FAO	Organisation internationale de recherche sur le cerveau	UNESCO, OMS
Fédération internationale des associations de pilotes de lignes aériennes	OACI	Organisation mondiale de la protection sociale des aveugles	UNESCO
Fédération internationale des associations pour l'éducation des travailleurs	UNESCO	Organisation mondiale pour l'éducation pré-scolaire	UNESCO
Fédération internationale des auberges de la jeunesse	UNESCO	Secrétariat professionnel international de l'enseignement	UNESCO
Fédération internationale des collèges de chirurgie	OMS	Société africaine de culture	UNESCO
Fédération internationale des communautés d'enfants	UNESCO	Société de transplantation	OMS
Fédération internationale des écoles de parents et d'éducateurs	UNESCO	Société européenne de culture	UNESCO
Fédération internationale des éditeurs de journaux et publications	UNESCO	Société internationale de biométéorologie	OMS
Fédération internationale des hôpitaux	OMS	Société internationale de biométrie	OMS
Fédération internationale des journalistes et écrivains du tourisme	UNESCO	Société internationale de cardiologie	OMS
Fédération internationale des organisations de correspondance et d'échanges scolaires	UNESCO	Société internationale de chirurgie orthopédique et de traumatologie	OMS
Fédération internationale des Pen-Clubs	UNESCO	Société internationale d'hydatidologie	OMS
Fédération internationale des professeurs de langues vivantes	UNESCO	Société internationale de la lèpre	OMS
Fédération internationale des traducteurs	UNESCO	Société internationale de microbiologie	OMS
Fédération internationale des transports aériens privés	OACI	Société internationale de la science du sol	FAO, UNESCO
Fédération internationale des travailleurs de plantation, de l'agriculture et des secteurs connexes	FAO	Société internationale des radiographes et techniciens de radiologie	OMS
Fédération internationale des universités catholiques	UNESCO	Société internationale de recherche sur les marais	FAO
Fédération internationale du commerce du cacao	CNUCED	Société internationale de transfusions sanguines	OMS
Fédération internationale du diabète	OMS	Société internationale pour l'éducation artistique	UNESCO
Fédération internationale pharmaceutique	OMS	Société Sri Aurobindo	UNESCO
Fédération internationale pour le traitement numérique de l'information	UNESCO	Union asiatique de radiodiffusion	UNESCO, FAO
Fédération internationale syndicale de l'enseignement	UNESCO	Union des associations techniques internationales	UNESCO
Fédération mondiale de neurologie	OMS	Union des industries de la communauté européenne	ONUDI/ CNUCED
Fédération mondiale des ergothérapeutes	OMS	Union de radiodiffusion et télévision nationales d'Afrique	UNESCO
Fédération mondiale des organisations de construction	UNESCO, ONUDI	Union des universités latino-américaines	UNESCO
Fédération mondiale des organisations d'ingénieurs	UNESCO, ONUDI	Union géodésique et géophysique internationale	OACI
Fédération mondiale des sociétés d'anesthésiologistes	OMS	Union géographique internationale	OACI
Fédération mondiale des travailleurs scientifiques	UNESCO	Union internationale de la pharmacologie	OMS
Guilde internationale des écrivains	UNESCO	Union internationale contre la tuberculose	OMS
Institut de droit international	OACI	Union internationale contre le cancer	OMS
Institut pour l'homme et la science	UNESCO	Union internationale contre le péril vénérien et les tréponématoses	OMS
Institut international du théâtre	UNESCO	Union internationale de chimie pure et appliquée	OMS
International Marine Radio Association	OMCI	Union internationale d'hygiène et de médecine scolaire et universitaire	OMS, UNESCO
International Shrimp Council, Incorporation	FAO	Union internationale de la jeunesse socialiste	UNESCO
Manufacturers	FAO	Union internationale de l'humanisme éthique	UNESCO
Jeunesse étudiante catholique internationale	UNESCO	Union internationale de psychologie scientifique	UNESCO
Ligue internationale contre le rhumatisme	OMS	Union internationale des assureurs aéronautiques	OACI
Ligue internationale de l'enseignement, de l'éducation et de la culture populaire	UNESCO	Union internationale des éditeurs	UNESCO
Ligue internationale des sociétés dermatologiques	OMS	Union internationale des étudiants	UNESCO
Mouvement international de la jeunesse agricole et rurale catholique	FAO, UNESCO	Union internationale des instituts de recherches forestières	FAO
Mouvement international des Faucons	UNESCO	Union internationale des sciences de la nutrition	FAO
Office international de l'enseignement catholique	UNESCO	Union internationale des travailleurs de l'alimentation et des branches connexes	FAO
Organisation internationale contre le trachome	OMS	Union internationale pour la liberté de l'enseignement	UNESCO
Organisation internationale de radiodiffusion et de télévision	UNESCO	Union internationale pour l'éducation sanitaire	OMS, UNESCO
Organisation internationale de recherche sur la cellule	UNESCO	Union internationale pour les livres de jeunesse	UNESCO
		Union mondiale des enseignants catholiques	UNESCO
		Union mondiale OSE pour la protection de la santé des populations juives et œuvres de secours aux enfants	OMS

C. — Consultations avec des organisations non gouvernementales

EXPOSÉS ÉCRITS PRÉSENTÉS PAR DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

695. Au cours de la période considérée, le Conseil ou ses organes subsidiaires ont reçu de 43 organisations 65 exposés écrits présentés conformément aux paragraphes 23, 24, 29 et 30 de la résolution 1296 (XLIV) du Conseil. En outre, un exposé commun a été présenté par quatre organisations et un autre par 19 organisations. Un exposé commun a également été présenté par 11 organisations à la Commission de la condition de la femme et un autre exposé commun a été présenté par 27 organisations à la Commission des droits de l'homme.

696. On trouvera ci-après le nom des organisations dotées du statut consultatif qui ont présenté des exposés écrits au Conseil, ainsi que le sujet de ces exposés:

- Alliance internationale Sainte-Jeanne-d'Arc
 - Rapport de la Commission de la condition de la femme (E/C.2/698)
 - Deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement (E/C.2/715)
- Alliance mondiale des unions chrétiennes féminines
 - Deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement (E/C.2/710)
- Association internationale de droit pénal
 - Deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement (E/C.2/713)
- Battelle Memorial Institute
 - Les protéines (E/C.2/716)
- Chambre de commerce internationale
 - Conventions fiscales entre pays développés et pays en voie de développement (E/C.2/709)
- Comité consultatif mondial de la Société des Amis (Quakers)
 - Possibilité de créer un corps international de volontaires pour le développement (E/C.2/717)
- Comité de coordination du service volontaire international
 - Possibilité de créer un corps international de volontaires pour le développement (E/C.2/711)
- Commission des Eglises pour les affaires internationales
 - Deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement (E/C.2/706)
- Confédération internationale des syndicats libres
 - Deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement (E/C.2/689)
- Confédération mondiale des organisations de la profession enseignante
 - Enseignement des buts et des principes, de la structure et des activités de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées dans les écoles et dans les autres établissements d'enseignement des Etats Membres (E/C.2/688)
- Conférence internationale des charités catholiques
 - Deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement (E/C.2/708)
 - Assistance en cas de catastrophe naturelle (E/C.2/712)
- Conseil international des femmes
 - La situation démographique (E/C.2/690)
- Fédération démocratique internationale des femmes
 - Deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement (E/C.2/704)
- Fédération internationale des femmes des carrières libérales et commerciales
 - Calendrier des conférences (E/C.2/701)
 - Possibilité de créer un corps international de volontaires pour le développement (E/C.2/703)
 - Rapport de la Commission de la condition de la femme (E/C.2/695)
 - Deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement (E/C.2/702)

Fédération mondiale des associations pour les Nations Unies
Possibilité de créer un corps international de volontaires pour le développement (E/C.2/721)

Fédération mondiale des villes jumelées
Deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement (E/C.2/719)

Fédération syndicale mondiale
Deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement (E/C.2/699)

Institut international des caisses d'épargne
Deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement (E/C.2/718)

Ligue des sociétés de la Croix-Rouge
Possibilité de créer un corps international de volontaires pour le développement (E/C.2/696)

Mouvement international des étudiants pour les Nations Unies
Possibilité de créer une université internationale (E/C.2/720)

Organisation internationale des unions de consommateurs
Développement social (E/C.2/693)
Deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement (E/C.2/700, E/C.2/705)

Pax Romana
Deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement (E/C.2/714)

Société internationale pour la réadaptation des handicapés
Année internationale de l'éducation (E/C.2/692)

Union internationale d'assurances transports
Question relative à une réunion des Nations Unies sur les transports par containers (E/C.2/697)

Union internationale de protection de l'enfance
Développement social (E/C.2/694)

Exposé commun de l'Alliance mondiale des unions chrétiennes féminines du Mouvement international des étudiants pour les Nations Unies, du Comité de coordination du Service volontaire international (UNESCO) et de la Fédération universelle des associations chrétiennes d'étudiants
Recours à des volontaires pour l'exécution des projets de développement des Nations Unies (E/C.2/691)

697. Les exposés écrits présentés par des organisations non gouvernementales aux organes subsidiaires du Conseil sont mentionnés dans les rapports de ces organes au Conseil.

AUDITIONS D'ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

698. Au cours de la quarante-huitième session, l'organisation de la catégorie I ci-après a fait une déclaration conformément à l'article 86 du règlement intérieur.

Fédération syndicale mondiale: point 6⁴

699. A la reprise de la quarante-huitième session, les cinq organisations de la catégorie I ci-après ont fait des déclarations sur divers points de l'ordre du jour, conformément à l'article 86 du règlement intérieur:

Alliance coopérative internationale: point 9⁵;

Chambre de commerce internationale: point 9⁶;

Confédération internationale des syndicats libres: points 1⁷, 2⁸, 3⁹, 4¹⁰, 5¹¹ et 9¹², ainsi qu'une déclaration générale, ne portant sur aucun point de l'ordre du jour en particulier¹³;

Fédération mondiale des associations pour les Nations Unies: point 6¹⁴;

⁴ E/SR.1662.

⁵ E/SR.1679.

⁶ E/SR.1681.

⁷ E/AC.7/SR.633.

⁸ E/AC.7/SR.638.

⁹ E/AC.7/SR.645.

¹⁰ E/SR.1689.

¹¹ E/AC.7/SR.631.

¹² E/SR.1679.

¹³ E/SR.1685.

¹⁴ E/SR.1678.

Fédération syndicale mondiale: points 1¹⁵ et 4¹⁶.
700. Au cours de la quarante-neuvième session du Conseil, les sept organisations de la catégorie I ci-après ont fait des déclarations sur divers points de l'ordre du jour, conformément à l'article 86 du règlement intérieur:

Chambre de commerce internationale: points 2 et 3¹⁷;

Confédération internationale des syndicats libres: points 2 et 3¹⁸ et point 14¹⁹;

Fédération démocratique internationale des femmes: point 2²⁰;

Fédération mondiale des associations pour les Nations Unies: points 3²¹, 6²² et 23²³;

¹⁵ E/AC.7/SR.634.

¹⁶ E/SR.1689.

¹⁷ E/SR.1704.

¹⁸ E/SR.1700.

¹⁹ E/AC.24/SR.400.

²⁰ E/SR.1702.

²¹ E/AC.6/SR.513.

²² E/SR.1709.

²³ E/SR.1721.

Fédération mondiale des villes jumelées: point 3²⁴;
Fédération syndicale mondiale: points 2 et 3²⁵ et point 9²⁶;

Ligue des sociétés de la Croix-Rouge: point 22²⁷.

701. En outre, au cours de la quarante-neuvième session, le Comité chargé des organisations non gouvernementales a entendu, conformément à l'article 85 du règlement intérieur, les représentants des deux organisations de la catégorie II ci-après qui ont fait des déclarations sur les points suivants de l'ordre du jour:

Alliance mondiale des unions chrétiennes féminines: points 2 et 3;

Association internationale de droit pénal: point 3.

702. Les déclarations faites par des organisations non gouvernementales devant des organes subsidiaires du Conseil sont mentionnées dans les rapports de ces organes au Conseil.

²⁴ E/AC.6/SR.516.

²⁵ E/SR.1701.

²⁶ E/AC.6/SR.518.

²⁷ E/AC.24/395.

ANNEXES

Annexe I

ORDRE DU JOUR DE LA REPRISE DE LA QUARANTE-SEPTIÈME SESSION, DES SÉANCES CONSACRÉES À L'ORGANISATION DE LA QUARANTE-HUITIÈME SESSION, DE LA QUARANTE-HUITIÈME SESSION, DE LA REPRISE DE LA QUARANTE-HUITIÈME SESSION ET DE LA QUARANTE-NEUVIÈME SESSION DU CONSEIL

ORDRE DU JOUR DE LA REPRISE DE LA QUARANTE-SEPTIÈME SESSION

1. Rapports du Comité préparatoire de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement.
2. Examen général des programmes et activités entrepris en matière économique et sociale, en matière de coopération technique et dans les domaines connexes par l'Organisation des Nations Unies, les institutions spécialisées, l'Agence internationale de l'énergie atomique, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance et toutes les autres institutions et agences des Nations Unies [23*].
3. Rapport du Conseil du commerce et du développement [24*].
4. Rapports du Groupe de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement [25*].
5. Rapport du Fonds monétaire international [25*].
6. Action concertée pour la promotion des exportations [7, c*].
7. Examen des programmes et activités des organismes des Nations Unies pour le développement du tourisme [17, c*].
8. Rapport sur la situation concernant les atteintes à l'exercice des droits syndicaux dans les colonies portugaises d'Afrique [26*].
9. Procédure pour l'examen du rapport annuel du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés et du rapport du Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance.
10. Calendrier des conférences et des réunions pour 1970 et 1971.
11. Examen de l'ordre du jour provisoire des séances de la quarante-huitième session consacrées à l'organisation des travaux.
12. Nomination à un siège vacant du Comité de la planification du développement ^a.
13. Rapport des réunions communes du Comité du programme et de la coordination et du Comité administratif de coordination ^a.
14. Assistance en cas de catastrophe naturelle ^b.
15. Amendements aux règlements intérieurs du Conseil et de ses commissions techniques ^c.
16. La mer: aperçu détaillé d'un programme élargi et à long terme de recherches océanographiques ^c.

ORDRE DU JOUR DES SÉANCES CONSACRÉES À L'ORGANISATION DE LA QUARANTE-HUITIÈME SESSION

1. Election du Président et des Vice-Présidents pour 1970.
2. Adoption de l'ordre du jour.

* Point de l'ordre du jour à la quarante-septième session.

^a A sa 1640^e séance, le 27 octobre 1969, le Conseil a décidé d'inscrire cette question nouvelle à l'ordre du jour.

^b A sa 1641^e séance, le 28 octobre 1969, le Conseil a décidé d'inscrire cette question nouvelle à l'ordre du jour.

^c A sa 1647^e séance, le 17 novembre 1969, le Conseil a décidé d'inscrire cette question nouvelle à l'ordre du jour.

3. Rapport sur la situation concernant les atteintes à l'exercice des droits syndicaux dans les colonies portugaises d'Afrique.
4. Mesures destinées à améliorer l'organisation des travaux du Conseil.
5. Procédure relative à l'élection des membres de l'Organe international de contrôle des stupéfiants.
6. Elections.
7. Confirmation de la nomination des membres des commissions techniques du Conseil.
8. Durée du mandat des membres de la Commission du développement social et de la Commission de la condition de la femme.
9. Programme de travail de base du Conseil pour 1970 et examen de l'ordre du jour provisoire de la quarante-huitième session.
10. Reconstitution du Comité du programme et de la coordination.
11. Coordination des activités relatives aux mers et aux océans.

ORDRE DU JOUR DE LA QUARANTE-HUITIÈME SESSION

1. Adoption de l'ordre du jour de la quarante-huitième session.
2. Mise en valeur des ressources naturelles:
 - a) Rapport du Comité spécial chargé du programme d'études pour la mise en valeur des ressources naturelles;
 - b) Satellites d'exploration des ressources naturelles.
3. Développement du tourisme:
 - a) Année internationale du tourisme;
 - b) Application des recommandations de la Conférence des Nations Unies sur le tourisme et les voyages internationaux;
 - c) Examen des programmes et activités des organismes des Nations Unies en faveur du développement du tourisme.
4. Rapport de la Commission de la population.
5. Stupéfiants:
 - a) Rapport de la Commission des stupéfiants;
 - b) Rapport de l'Organe international de contrôle des stupéfiants;
 - c) Assistance technique en matière de contrôle des stupéfiants.
6. Mobilisation de l'opinion publique des pays développés et des pays en voie de développement au sujet de la Décennie des Nations Unies pour le développement.
7. Rapport du Comité du programme et de la coordination.
8. Elections.
9. Propositions relatives à l'ordre du jour de la quarante-neuvième session du Conseil et préparatifs en vue de la célébration du vingt-cinquième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies.

10. Catastrophe naturelle survenue en Turquie ^d.

ORDRE DU JOUR DE LA REPRISE
DE LA QUARANTE-HUITIÈME SESSION

1. Développement social.
2. Droits de l'homme:
 - a) Rapport de la Commission des droits de l'homme;
 - b) Coordination des activités des organismes des Nations Unies à l'égard de la politique d'apartheid et de discrimination raciale en Afrique australe;
 - c) Respect des droits de l'homme en période de conflit armé.
3. Rapport de la Commission de la condition de la femme.
4. Plaintes relatives à des atteintes à l'exercice des droits syndicaux.
5. Rapport du Comité de l'habitation, de la construction et de la planification.
6. Enseignement des buts et des principes, de la structure et des activités de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées dans les écoles et les autres établissements d'enseignement des Etats Membres.
7. Organisations non gouvernementales.
8. Conséquences économiques et sociales du désarmement.
9. Rôle du mouvement coopératif dans le développement économique et social.
10. Questions relatives aux transports:
 - a) Examen des activités des organismes des Nations Unies dans le domaine des transports;
 - b) Transport de marchandises dangereuses;
 - c) Question relative à une réunion des Nations Unies sur les transports par containers.
11. Normalisation des noms géographiques.
12. Programme de travail de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme.
13. Election de membres de l'Organe international de contrôle des stupéfiants.
14. Examen de l'ordre du jour provisoire de la quarante-neuvième session.
15. Catastrophes naturelles survenues en Roumanie et en Hongrie ^e.

ORDRE DU JOUR DE LA QUARANTE-NEUVIÈME SESSION

1. Adoption de l'ordre du jour.
2. Examen général de la politique économique et sociale internationale ^f.
3. Deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement ^f.
4. Financement du développement économique dans les pays en voie de développement:
 - a) Courant international de capitaux et d'assistance;
 - b) Crédit à l'exportation considéré comme moyen de promouvoir les exportations des pays en voie de développement.
5. Rapport du Conseil du développement industriel.
6. Coopération régionale:
 - a) Rapports des commissions économiques régionales et du Bureau des affaires économiques et sociales de l'ONU à Beyrouth;
 - b) Rapport sur les réunions des secrétaires exécutifs;
 - c) Rôle des commissions économiques régionales dans la planification du développement.

^d A sa 1664^e séance, le 30 mars 1970, le Conseil a décidé d'inscrire cette question nouvelle à l'ordre du jour.

^e A sa 1692^e séance, le 27 mai 1970, le Conseil a décidé d'inscrire cette question nouvelle à l'ordre du jour.

^f Questions examinées conjointement en séance plénière.

7. Rapports du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement:
 - a) Programme des Nations Unies pour le développement;
 - b) Fonds d'équipements des Nations Unies;
 - c) Activités de coopération technique entreprises par le Secrétaire général.
8. Possibilité de créer un corps international de volontaires pour le développement.
9. Exode du personnel qualifié des pays en voie de développement vers les pays développés.
10. Assistance alimentaire multilatérale:
 - a) Rapport annuel du Comité intergouvernemental ONU/FAO du Programme alimentaire mondial;
 - b) Rapport du Comité intergouvernemental ONU/FAO en application de la résolution 2462 (XXIII) de l'Assemblée générale.
11. Accroissement de la production et de la consommation de protéines comestibles.
12. Mise en valeur des ressources naturelles.
13. La mer:
 - a) Coopération internationale pour les questions relatives aux océans;
 - b) Exploitation et conservation des ressources biologiques de la mer.
14. Questions relatives à la science et à la technique:
 - a) Rapport du Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement;
 - b) Arrangements institutionnels futurs concernant la science et la technique;
 - c) Enseignement des sciences.
15. Application des techniques de calcul électronique au développement.
16. Conférence des Nations Unies sur le milieu humain.
17. Rapport du Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance.
18. Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés.
19. Conventions fiscales entre pays développés et pays en voie de développement.
20. Développement du tourisme:
 - a) Coopération et relations entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union internationale des organismes officiels du tourisme;
 - b) Examen des programmes et activités des organismes des Nations Unies en faveur du développement du tourisme.
21. Coordination à l'échelon national.
22. Assistance en cas de catastrophe naturelle.
23. Possibilité de créer une université internationale.
24. Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les institutions internationales associées à l'Organisation des Nations Unies.
25. Rapports des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique.
26. Développement et coordination des activités des organismes des Nations Unies:
 - a) Rapports du Comité du programme et de la coordination et des dépenses communes du Comité du programme et de la coordination et du Comité administratif de coordination;
 - b) Rapports du Comité administratif de coordination.
27. Rapports du Corps commun d'inspection.
28. Mesures visant à améliorer l'organisation des travaux du Conseil.
29. Calendrier des conférences.
30. Election d'un membre de la Commission de la condition de la femme.

31. Dispositions relatives au rapport du Conseil à l'Assemblée générale.
32. Mesures à prendre à la suite du tremblement de terre survenu au Pérou §.

§ A sa 1696^e séance, le 6 juillet 1970, le Conseil a décidé d'inscrire cette question nouvelle à l'ordre du jour et de l'examiner en même temps que le point 22.

33. Mesures à prendre pour soulager la famine en République arabe du Yémen ^h.
34. Action des Nations Unies contre l'abus des stupéfiants: session extraordinaire de la Commission des stupéfiants ⁱ.

^h A sa 1704^e séance, le 10 juillet 1970, le Conseil a décidé d'inscrire cette question nouvelle à l'ordre du jour.

ⁱ A sa 1708^e séance, le 15 juillet 1970, le Conseil a décidé d'inscrire cette question nouvelle à l'ordre du jour.

Annexe II

COMPOSITION ET SESSIONS DU CONSEIL, DE SES ORGANES SUBSIDIAIRES ET DES ORGANISMES QUI LUI SONT RATTACHÉS

A. — Conseil économique et social

Composition en 1969	Composition en 1970	Mandat expirant le 31 décembre
Argentine	Argentine*	1970
Belgique	Brésil	1972
Bulgarie	Bulgarie*	1970
Etats-Unis d'Amérique	Ceylan	1972
France	Etats-Unis d'Amérique*	1970
Guatemala	France	1972
Haute-Volta	Ghana	1972
Inde	Grèce	1972
Indonésie	Haute-Volta*	1970
Irlande	Inde*	1970
Jamaïque	Indonésie	1971
Japon	Irlande*	1970
Koweït	Italie	1972
Libye	Jamaïque	1971
Mexique	Japon*	1970
Norvège	Kenya	1972
Pakistan	Norvège	1971
République populaire du Congo	Pakistan	1971
République-Unie de Tanzanie	Pérou	1972
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	République populaire du Congo*	1970
Sierra Leone	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	1971
Soudan	Soudan	1971
Tchad	Tchad*	1970
Turquie	Tunisie	1972
Union des Républiques socialistes soviétiques	Union des Républiques socialistes soviétiques	1971
Uruguay	Uruguay	1971
Yougoslavie	Yougoslavie	1971

REPRISE DE LA QUARANTE-SEPTIÈME SESSION^a: du 13 octobre au 18 novembre 1969, New York

Séances plénières 12 séances (E/SR.1648 à 1649)

SÉANCES D'ORGANISATION DE LA QUARANTE-HUITIÈME SESSION: du 12 au 14 janvier et le 18 février 1970, New York

Séances plénières 7 séances (E/SR.1650 à 1656)

QUARANTE-HUITIÈME SESSION: du 23 mars au 3 avril 1970, New York

Séances plénières 17 séances (E/SR.1657 à 1672)

Comité économique 5 séances (E/AC.6/SR.503 à 507)

TOTAL pour la session 22 séances

* Membres sortants.

^a Un rapport sur les séances tenues les 13, 27, 28, 30 et 31 octobre et les 17 et 18 novembre 1969 a été soumis à l'Assemblée générale, à sa vingt-quatrième session, sous la cote A/7603/Add.1 (Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-quatrième session, Supplément n° 3A).

REPRISE DE LA QUARANTE-HUITIÈME SESSION: du 11 au 28 mai 1970, New York

Séances plénières 22 séances (E/SR.1673 à 1695)
Comité économique 19 séances (E/AC.7/SR.629 à 647)

Comité chargé des organisations non gouvernementales 1 séance (voir E/4799 et Corr.1 et 2)

TOTAL pour la session 42 séances

QUARANTE-NEUVIÈME SESSION: du 6 au 31 juillet 1970, Genève

Séances plénières 27 séances (E/SR.1696 à 1722)
Comité économique 15 séances (E/AC.6/SR.508 à 522)

Comité de coordination .. 25 séances (E/AC.24/SR. 387 à 411)

Comité chargé des organisations non gouvernementales 1 séance (voir E/4889)

TOTAL pour la session 68 séances

BUREAU

1969

Président: M. R. Scheyven (Belgique)
Vice-Présidents: M. Maximiliano Kestler (Guatemala)
Ensuite: M. Enrique López Herrarte (Guatemala)^b
M. J. B. P. Maramis (Indonésie)
M. Mohamed Fakhreddine (Soudan)
Ensuite: M. Mohamed Abdel Maged Ahmed (Soudan)^c

1970

Président: M. J. B. P. Maramis (Indonésie)
Vice-Présidents: M. Mario Franzi (Italie)
M. Rachid Driss (Tunisie)
M. Lazar Mojsov (Yougoslavie)

B. — Comités du Conseil

COMITÉS DE SESSION

Pendant la période considérée, le Conseil a créé les comités de session suivants comprenant les 27 membres du Conseil:

Comité économique, sous la présidence de M. Mario Franzi (Italie), vice-président du Conseil;

Comité social, sous la présidence de M. Rachid Driss (Tunisie), vice-président du Conseil;

Comité de coordination, sous la présidence de M. Lazar Mojsov (Yougoslavie), vice-président du Conseil.

^b Conformément à l'article 23 du règlement intérieur, le Conseil a élu à sa 1604^e séance, le 15 juillet 1969, M. Enrique López Herrarte (Guatemala) vice-président en remplacement de M. Maximiliano Kestler (Guatemala), qui n'était pas en mesure de participer à la quarante-septième session.

^c Conformément à l'article 23 du règlement intérieur, le Conseil a élu, à sa 1622^e séance, le 28 juillet 1969, M. Mohamed Abdel Maged Ahmed (Soudan) vice-président en remplacement de M. Mohamed Fakhreddine (Soudan), qui n'était pas en mesure de participer à la quarante-septième session.

Le Conseil compte les six comités permanents suivants:

COMITÉ DU PROGRAMME ET DE LA COORDINATION

Créé par la résolution 920 (XXXIV) du Conseil sous le nom de Comité spécial de coordination. Réorganisé par la résolution 1090 G (XXXIX) du Conseil de façon à être composé du Bureau du Conseil et du Président du Comité de coordination du Conseil, ainsi que de 10 membres du Conseil élus chaque année. Par la résolution 1171 (XLI) du Conseil, l'appellation du Comité a été changée en "Comité du programme et de la coordination". En vertu de la résolution 1187 (XLI), il a été réorganisé de façon à être composé de 16 Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies. Au titre de la résolution 1189 (XLI) du Conseil, cette composition a été élargie par l'adjonction de cinq autres Etats Membres désignés par le Président de l'Assemblée générale, afin d'entreprendre certaines tâches énoncées dans la résolution 2188 (XXI) de l'Assemblée générale. En vertu de la résolution 1472 (XLVIII), le Comité a été réorganisé de façon à être composé de 21 Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies élus par le Conseil pour un mandat de trois ans^d.

Membres élus par le Conseil économique et social pour une période de trois ans se terminant le 31 décembre 1969

Algérie	Pakistan
Brésil	Philippines
Cameroun	République-Unie de Tanzanie
Canada	Roumanie
Equateur	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
Etats-Unis d'Amérique	Union des Républiques socialistes soviétiques
France	Venezuela
Ghana	
Inde	

Membres désignés par le Président de l'Assemblée générale pour siéger au Comité élargi, conformément à la résolution 2188 (XXI) de l'Assemblée générale

Jordanie	Tchécoslovaquie
Malte	Trinité-et-Tobago
République arabe unie	

Troisième session (tenue par le Comité élargi): du 17 au 26 septembre 1969,

New York 8 séances (voir E/4748/Rev.1)

Composition en 1970

(à la suite de la réorganisation du Comité)

	Mandat expirant le 31 décembre
Argentine	1970
Brésil	1971
Bulgarie	1972
Danemark	1972
Etats-Unis d'Amérique	1970
France	1970
Ghana	1970
Guyane	1972
Inde	1971
Japon	1971
Malte	1972
Mauritanie	1970
Ouganda	1971
Pakistan	1972
Philippines	1971
République socialiste soviétique de Biélorussie	1972
République-Unie de Tanzanie	1971
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	1972

^d A la première élection organisée à la 1665^e séance du Conseil, le 14 janvier 1970, le Président a fixé par tirage au sort le mandat de chaque membre, conformément aux dispositions de la résolution 1472 (XLVIII) du Conseil.

Sierra Leone	1971
Trinité-et-Tobago	1970
Union des Républiques socialistes soviétiques	1970

Quatrième session: du 26 janvier au 6 février 1970,

New York 17 séances (voir E/4787)

Cinquième session: du 27 avril au 12 mai 1970,

New York 20 séances (voir E/4846/Rev.1)

Sixième session: du 25 mai au 5 juin 1970,

New York 15 séances (voir E/4877)

1^{er} juillet 1970, Genève 1 séance

Réunions communes du CAC et du CPC: les 2 et 3 juillet 1970,

Genève 4 séances (voir E/4886 et Corr.1)

COMITÉ CONSULTATIF SUR L'APPLICATION DE LA SCIENCE
ET DE LA TECHNIQUE AU DÉVELOPPEMENT

Comité de 15 membres créé en vertu de la résolution 980 A (XXXVI) du Conseil. Le nombre des membres a été porté à 18 par la résolution 997 (XXXVI) du Conseil. Le mandat du Comité a été prorogé jusqu'à fin 1971 et le nombre de ses membres porté de 18 à 24 par la résolution 1454 (XLVII).

Membres nommés par le Conseil économique et social, sur la proposition du Secrétaire général, pour un mandat de trois ans se terminant le 31 décembre 1971

M. Pierre Victor Auger (France)
M. Daniel Bovet (Italie)
M. Mourad Castel (Algérie)
M. Carlos Chagas (Brésil)
M. Wilbert K. Chagula (République-Unie de Tanzanie)
M. Josef Charvat (Tchécoslovaquie)
M. Jermen M. Gvishiani (Union des Républiques socialistes soviétiques)
M. Alexander Keynan (Israël)
Pr Thorkil Kristensen (Danemark)
M. Thomas Adeoye Lambo (Nigéria)
Sir Arthur Lewis (Sainte-Lucie)
M. Leonard Mukendi (République démocratique du Congo)
M. Stuart Sanford Peters (Canada)
M. Oliverio Phillips Michelsen (Colombie)
M. R. Sarwono Prawirohardjo (Indonésie)
M. Abdus Salam (Pakistan)
Pr Irimie Staicu (Roumanie)
M. M. S. Thacker (Inde)
M. Victor L. Urquidi (Mexique)
Pr Nicola Borissov Videnov (Bulgarie)
Sir Ronald Walker (Australie)
Pr Carroll L. Wilson (Etats-Unis d'Amérique)
Sir Norman Wright (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) ^e
M. Mohammed Yeganeh (Iran)

Treizième session: du 1^{er} au 10 avril 1970,

New York 15 séances (voir E/4780)

COMITÉ DE LA PLANIFICATION DU DÉVELOPPEMENT

Comité de 18 membres créé par la résolution 1079 (XXXIX) du Conseil.

Membres nommés par le Conseil économique et social sur la proposition du Secrétaire général pour une période de trois ans se terminant le 31 décembre 1971

M. Gamani Corea (Ceylan)
M. Nazih Deif (République arabe unie)
M. A. N. Efimov (Union des Républiques socialistes soviétiques)
M. Paul Kaya (République populaire du Congo)
M. J. A. Lacarte (Uruguay)

^e Sir Norman Wright est décédé en juillet 1970.

M. John P. Lewis (Etats-Unis d'Amérique) †
M. J. H. Mensah (Ghana) ‡
M. Saburo Okita (Japon)
M. Josef Pajestka (Pologne)
M. M. L. Qureshi (Pakistan)
M. K. N. Raj (Inde)
M. W. B. Reddaway (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)
M. Jean Ripert (France)
M. Raúl Sáez (Chili)
M. Germánico Salgado (Equateur)
M. Jakov Sirotkovic (Yougoslavie)
M. Jan Tinbergen (Pays-Bas)
M. Zdenek Vergner (Tchécoslovaquie)

Sixième session: du 5 au 15 janvier 1970,
New York 16 séances (voir E/4776)

COMITÉ DE L'HABITATION, DE LA CONSTRUCTION ET DE LA PLANIFICATION

Comité de 18 membres créé par la résolution 903 C (XXXIV) du Conseil. Le nombre des membres de ce comité a été porté à 21 par une décision du Conseil en date du 19 décembre 1962 et à 27 par la résolution 1147 (XLI) du Conseil.

Composition en 1970	Composition en 1971	Mandat expirant le 31 décembre
Australie	Australie	1973
Brésil	Brésil	1973
Bulgarie	Bulgarie	1973
Chili	Chili	1971
Colombie	Colombie	1973
Etats-Unis d'Amérique	Etats-Unis d'Amérique	1972
Finlande	Finlande	1973
France	France	1971
Ghana	Ghana	1971
Guatemala	Guatemala	1972
Hongrie	Hongrie	1972
Italie	Italie	1971
Japon	Japon	1972
Kenya	Kenya	1971
Koweït	Koweït	1972
Liban	Liban	1971
Libye	Libye	1973
Malaisie	Malaisie	1973
Panama	Panama	1971
Pakistan	Pakistan	1973
Pays-Bas	Pays-Bas	1972
République arabe unie	République arabe unie	1972
République démocratique du Congo	République démocratique du Congo	1972
République-Unie de Tanzanie	République-Unie de Tanzanie	1972
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	1971
Tunisie	Tunisie	1973
Union des Républiques socialistes soviétiques	Union des Républiques socialistes soviétiques	1971

Sixième session: du 2 au 12 septembre 1969,
New York 18 séances (voir E/4758)

† Désigné par le Conseil à sa 1673^e séance, le 3 avril 1970, pour occuper le siège laissé vacant à la suite du décès de M. Max F. Millikan (Etats-Unis d'Amérique).

‡ Désigné par le Conseil à sa 1642^e séance, le 28 octobre 1970, pour occuper le siège laissé vacant à la suite du décès de M. T. J. Mboya (Kenya).

COMITÉ DU CONSEIL CHARGÉ DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

13 membres du Conseil élus chaque année conformément à la résolution 1099 (XL) du Conseil et à l'article 82 du règlement intérieur modifié par la résolution 1099 (XL) du Conseil. [Voir résolution 1391 (XLVI) du Conseil.]

Composition en 1970

Bulgarie	Pakistan
Etats-Unis d'Amérique	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
France	Soudan
Ghana	Union des Républiques socialistes soviétiques
Inde	Uruguay
Jamaïque	
Kenya	
Norvège	

Du 10 au 20 février et le 9 mars 1970, New York 14 séances

COMITÉS SPÉCIAUX

COMITÉ SPÉCIAL CHARGÉ DU PROGRAMME D'ÉTUDES POUR LA MISE EN VALEUR DES RESSOURCES NATURELLES

Comité créé par la résolution 1218 (XLII) du Conseil. Le Comité a été supprimé par la résolution 1535 (XLIX) du Conseil.^b

Composition

Algérie	Pays-Bas
Bulgarie	Pérou
Cameroun	Philippines
Canada	République-Unie de Tanzanie
Etats-Unis d'Amérique	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
France	Sierra Leone
Guatemala	Tchécoslovaquie
Inde	Togo
Irak	Union des Républiques socialistes soviétiques
Italie	Venezuela
Mexique	
Pakistan	

Deuxième session: 24 et 27 février, 3-6 mars 1970,

New York 7 séances (voir E/4797)

COMITÉ DU CONSEIL CHARGÉ D'EXAMINER LES CANDIDATURES AUX ÉLECTIONS À L'ORGANE INTERNATIONAL DE CONTRÔLE DES STUPÉFIANTS AUX TERMES DE LA CONVENTION UNIQUE DE 1961 SUR LES STUPÉFIANTS

Comité créé par le Conseil lors des séances de sa quarante-huitième session consacrées à l'organisation des travaux.^c

Brésil	Pakistan
Etats-Unis d'Amérique	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
France	Tunisie
Ghana	Union des Républiques socialistes soviétiques
Inde	Uruguay
Italie	Yougoslavie
Japon	

9-10 mars 1970, Genève 4 séances (voir E/4772)

C. — Commissions techniques et sous-commission^d

Du Conseil économique et social relèvent les six commissions techniques et la sous-commission ci-après:

- Commission de statistique;
- Commission de la population;
- Commission du développement social;
- Commission des droits de l'homme; Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités;
- Commission de la condition de la femme;
- Commission des stupéfiants.

^b Voir chap. III, sect. A.

^c E/SR.1652, 1655.

^d On trouvera les indications relatives à la périodicité des réunions des commissions au chap. XIV, sect. B.

Cinq des commissions techniques (Commissions de statistique, de la population, du développement social, des droits de l'homme et de la condition de la femme) se composent des représentants des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies élus par le Conseil. Afin d'assurer une représentation bien équilibrée des différents domaines dont s'occupe chaque commission, le Secrétaire général consulte les gouvernements ainsi élus avant que la nomination des représentants ne soit faite de façon définitive par ces gouvernements et confirmée par le Conseil^k. En ce qui concerne la Commission du développement social, les Etats Membres élus à la Commission doivent désigner comme candidats, pour siéger à la Commission, des personnes exerçant de hautes fonctions dans l'établissement ou l'exécution de la politique nationale de développement social, ou d'autres personnes qualifiées pour discuter de la teneur de la politique de développement social dans plus d'un secteur^l. Les membres de la Commission des stupéfiants sont élus parmi les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies, les Etats membres des institutions spécialisées et les parties à la Convention unique de 1961 sur les stupéfiants^m.

La Commission des droits de l'homme, la Commission du développement social et la Commission de la condition de la femme se composent chacune de 32 membres, la Commission de la population de 27 membres et la Commission de statistique et la Commission des stupéfiants de 24 membres chacune. Dans le cas des commissions qui se réunissent tous les ans, un tiers des membres sont élus chaque année pour une durée de trois ans; dans le cas des commissions qui se réunissent tous les deux ans, la durée du mandat est de quatre ans.

La Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités se compose de 26 personnes élues par la Commission des droits de l'homme parmi les experts désignés par les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies. La durée du mandat des membres de la Sous-Commission est de trois ans.

COMMISSION DE STATISTIQUE

<i>Composition en 1970</i>	<i>Composition en 1971</i>	<i>Mandat expirant le 31 décembre</i>
Australie	Australie	1971
Belgique	Belgique	1973
Brésil	Brésil	1972
Cuba	Cuba	1971
Danemark	Danemark	1972
Etats-Unis d'Amérique	Etats-Unis d'Amérique	1973
France	France	1972
Ghana	Ghana	1971
Inde	Inde	1971
Indonésie	Indonésie	1971
Irlande	Irlande	1973
Libye	Libye	1973
Maroc	Maroc	1973
Ouganda	Ouganda	1973
Panama	Panama	1972
Philippines	Philippines	1972
Pologne	Pologne	1972
République arabe unie	République arabe unie	1971
République socialiste soviétique d'Ukraine	République socialiste soviétique d'Ukraine	1971
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	1972
Tchécoslovaquie	Tchécoslovaquie	1971
Thaïlande	Thaïlande	1972
Union des Républiques socialistes soviétiques	Union des Républiques socialistes soviétiques	1973
Venezuela	Venezuela	1973

La Commission ne s'est pas réunie pendant la période considérée.

^k Voir résolutions 12 (II) et 3 (III) du Conseil.

^l Voir résolution 1139 (XLI), partie IV, du Conseil.

^m Voir résolutions 845 (XXXII), partie II, et 1147 (XLI) du Conseil.

COMMISSION DE LA POPULATION

<i>Composition en 1970</i>	<i>Composition en 1971</i>	<i>Mandat expirant le 31 décembre</i>
Barbade	Barbade	1973
Brésil	Brésil	1972
Danemark	Danemark	1972
Espagne	Espagne	1972
Etats-Unis d'Amérique	Etats-Unis d'Amérique	1973
France	France	1971
Gabon	Gabon	1973
Ghana	Ghana	1971
Haïti	Haïti	1973
Haute-Volta	Haute-Volta	1972
Inde	Inde	1972
Indonésie	Indonésie	1971
Iran	Iran	1973
Jamaïque	Jamaïque	1971
Japon	Japon	1973
Kenya	Kenya	1972
Nouvelle-Zélande	Nouvelle-Zélande	1972
Pakistan	Pakistan	1971
République arabe unie	République arabe unie	1971
République centrafricaine	République centrafricaine	1971
République socialiste soviétique d'Ukraine	République socialiste soviétique d'Ukraine	1971
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	1973
Suède	Suède	1971
Tchécoslovaquie	Tchécoslovaquie	1972
Tunisie	Tunisie	1973
Union des Républiques socialistes soviétiques	Union des Républiques socialistes soviétiques	1973
Venezuela	Venezuela	1972

Quinzième session : 3-14 novembre 1969,

Genève 18 séances (voir E/4768)

COMMISSION DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL

<i>Composition en 1970</i>	<i>Composition en 1971</i>	<i>Mandat expirant le 31 décembre</i>
Argentine	Cameroun	1974
Botswana	Canada	1973
Cameroun	Chili	1973
Canada	Chypre	1974
Chili	Congo (République populaire du)	1971
Chypre	Costa Rica	1974
Congo (République populaire du)	Cuba	1971
Cuba	Espagne	1974
Espagne	Etats-Unis d'Amérique	1971
Etats-Unis d'Amérique	France	1971
France	Gabon	1971
Gabon	Guatemala	1973
Guatemala	Inde	1971
Inde	Italie	1973
Iran	Jamaïque	1974
Italie	Japon	1974
Liban	Liban	1971
Mauritanie	Mauritanie	1973
Mexique	Pays-Bas	1971
Pays-Bas	Philippines	1973
Philippines	République arabe unie	1974
République arabe unie	République socialiste soviétique de Biélorussie	1971
République socialiste soviétique de Biélorussie	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	1974
Roumanie	Sierra Leone	1973
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Somalie	1974
Sierra Leone	Suède	1973
Suède	Tchécoslovaquie	1973
Tchécoslovaquie	Thaïlande	1973
Thaïlande	Tunisie	1974

Composition en 1970	Composition en 1971	Mandat expirant le 31 décembre
Tunisie	Union des Républiques socialistes soviétiques	1971
Union des Républiques socialistes soviétiques	Venezuela	1971
Venezuela	Yougoslavie	1974

Vingt et unième session : 4-20 mars 1970,
Genève 24 séances (voir E/4809)

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Composition en 1970	Composition en 1971	Mandat expirant le 31 décembre
Autriche	Autriche	1973
Chili	Chili	1971
Congo (République démocratique du)	Congo (République démocratique du)	1972
Etats-Unis d'Amérique	Etats-Unis d'Amérique	1971
Finlande	Finlande	1971
France	France	1973
Ghana	Ghana	1972
Guatemala	Guatemala	1972
Inde	Inde	1973
Irak	Irak	1972
Iran	Iran	1971
Israël	Liban	1973
Jamaïque	Maroc	1972
Liban	Maurice	1973
Madagascar	Mauritanie	1971
Maroc	Mexique	1973
Mauritanie	Nouvelle-Zélande	1971
Nouvelle-Zélande	Pakistan	1973
Pays-Bas	Pays-Bas	1972
Pérou	Pérou	1972
Philippines	Philippines	1973
Pologne	Pologne	1972
République arabe unie	République arabe unie	1971
République socialiste soviétique d'Ukraine	République socialiste soviétique d'Ukraine	1971
République-Unie de Tanzanie	République-Unie de Tanzanie	1973
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	1972
Sénégal	Sénégal	1971
Turquie	Turquie	1972
Union des Républiques socialistes soviétiques	Union des Républiques socialistes soviétiques	1973
Uruguay	Uruguay	1971
Venezuela	Venezuela	1973
Yougoslavie	Yougoslavie	1971

Vingt-sixième session : 24 février-27 mars 1970,
New York 46 séances (voir E/4816)

COMMISSION DE LA CONDITION DE LA FEMME

Composition en 1970	Composition en 1971	Mandat expirant le 31 décembre
Autriche	Autriche	1972
Belgique	Belgique	1972
Botswana	Canada	1972
Canada	Chili	1971
Chili	Colombie	1972
Chypre	Congo (République démocratique du)	1974
Colombie	Costa Rica	1971
Costa Rica	Etats-Unis d'Amérique	1974
Espagne	Finlande	1974
Etats-Unis d'Amérique	France	1971
France	Ghana	1972
Ghana	Hongrie	1974
Hongrie	Indonésie	1974
Irak	Irak	1972

Composition en 1970	Composition en 1971	Mandat expirant le 31 décembre
Iran	Iran	1972
Japon	Libéria	1971
Libéria	Malaisie	1971
Madagascar	Maroc	1971
Malaisie	Mauritanie	1972
Maroc	Nicaragua	1971
Mauritanie	Nigéria	1974
Nicaragua	Norvège	1971
Norvège	Philippines	1971
Philippines	République arabe unie	1972
République arabe unie	République dominicaine	1974
République socialiste soviétique de Biélorussie	République dominicaine	1974
Roumanie	République socialiste soviétique de Biélorussie	1974
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Roumanie	1971
Tunisie	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	1974
Union des Républiques socialistes soviétiques	Thaïlande	1974
Uruguay	Tunisie	1972
	Union des Républiques socialistes soviétiques	1974
	Uruguay	1972

Vingt-troisième session : 23 mars-10 avril 1970,
Genève 25 séances (voir E/4831)

COMMISSION DES STUPÉFIANTS

Composition en 1970	Composition en 1971	Mandat expirant le 31 décembre
Brésil	Brésil	1973
Canada	Canada	1971
Etats-Unis d'Amérique	Etats-Unis d'Amérique	1971
France	France	1971
Ghana	Ghana	1971
Hongrie	Hongrie	1972
Inde	Inde	1972
Iran	Iran	1972
Jamaïque	Jamaïque	1973
Japon	Japon	1973
Liban	Liban	1973
Mexique	Mexique	1972
Pakistan	Pakistan	1972
Pérou	Pérou	1971
République arabe unie	République arabe unie	1972
République Dominicaine	République Dominicaine	1971
République fédérale d'Allemagne	République fédérale d'Allemagne	1972
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	1973
Suède	Suède	1972
Suisse	Suisse	1971
Togo	Togo	1973
Turquie	Turquie	1973
Union des Républiques socialistes soviétiques	Union des Républiques socialistes soviétiques	1973
Yougoslavie	Yougoslavie	1971

Première session extraordinaire : 12-30 janvier 1970,
Genève 30 séances (voir E/4785)

SOUS-COMMISSION DE LA LUTTE CONTRE LES MESURES DISCRIMINATOIRES ET DE LA PROTECTION DES MINORITÉS

Composition pour une période de trois ans^a

M. Mohammed A. Abu Rannat (Soudan)
M. Alexander Bolintineanu (Roumanie)
M. Peter Calvocoressi (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)

^a Membres élus à la 1042^e séance de la Commission des droits de l'homme, le 20 mars 1969.

M. Francesco Capororti (Italie)
 M. A. R. Cornelius (Pakistan)
 M. Adib Daoudy (Syrie)
 M. Vincente Díaz Samaya (Guatemala)
 M. I. J. D. Durlong (Nigéria)
 M. Clarence Clyde Ferguson, Jr (Etats-Unis d'Amérique)
 Mlle Mary N. Gichuru (Kenya)
 M. Héctor Gros Espiell (Uruguay)
 M. John P. Humphrey (Canada)
 M. Simon Ilako (République démocratique du Congo)
 M. José D. Ingles (Philippines)
 M. Branimir M. Janković (Yougoslavie)
 M. Pierre Juvigny (France)
 M. Ahmed Kettani (Maroc)
 M. Ahmed M. Khalifa (République arabe unie)
 M. Antonio Martínez Báez (Mexique)
 M. José R. Martínez Cobo (Equateur)
 M. Erik Nettel (Autriche)
 M. Paul Nikiema (Haute-Volta)
 M. U. M. Rybakov (Union des Républiques socialistes soviétiques)
 M. Nicodème Ruhashyankiki (Rwanda)
 M. Hernán Santa Cruz (Chili)
 M. W. E. Waldron-Ramsey (République-Unie de Tanzanie)

Vingt-deuxième session : 25 août-12 septembre 1969,

New York 25 séances (voir E/CN.4/1008)

D. — Commissions économiques régionales

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

Comprend les Etats européens Membres de l'Organisation des Nations Unies, les Etats-Unis d'Amérique et la République fédérale d'Allemagne. La Suisse a le droit de participer à titre consultatif aux travaux de la Commission, conformément au paragraphe 8 du mandat de la Commission.

Membres

Albanie	Pays-Bas
Autriche	Pologne
Belgique	Portugal
Bulgarie	République fédérale d'Allemagne
Chypre	République socialiste soviétique de Biélorussie
Danemark	République socialiste soviétique d'Ukraine
Espagne	Roumanie
Etats-Unis d'Amérique	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
Finlande	Suède
France	Tchécoslovaquie
Grèce	Turquie
Hongrie	Union des Républiques socialistes soviétiques
Irlande	Yougoslavie
Islande	
Italie	
Luxembourg	
Malte	
Norvège	

Vingt-cinquième session^a : du 14 au 24 avril 1970, à Genève (voir E/4822).

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'ASIE ET L'EXTRÊME-ORIENT

Comprend les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies situés dans le domaine géographique de la Commission, tel qu'il est défini dans son mandat, ainsi que les Etats-Unis d'Amérique, la France, les Pays-Bas, la République de Corée, la République du Viet-Nam, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, le Samoa-Occidental et l'Union des Républiques socialistes soviétiques. Brunéi, Fidji, Hong-kong et le Territoire du Papua et de la Nouvelle-Guinée^b

^a On trouvera des renseignements sur les sessions des organes subsidiaires de la Commission dans les *Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-neuvième session, Supplément n° 3*.

^b Admis par la résolution 1523 (XLIX) du Conseil; voir par. 181 du présent rapport, chap. V, sect. B.

sont membres associés de la Commission. La République fédérale d'Allemagne et la Suisse ont le droit de participer à titre consultatif aux travaux de la Commission, conformément aux résolutions suivantes du Conseil: 617 (XXII) du 20 juillet 1956 et 860 (XXXII) du 21 décembre 1961, respectivement.

Membres

Afghanistan	Mongolie
Australie	Népal
Birmanie	Nouvelle-Zélande
Cambodge	Pakistan
Ceylan	Pays-Bas
Chine	Philippines
Etats-Unis d'Amérique	République de Corée
France	République du Viet-Nam
Inde	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
Indonésie	Samoa-Occidental
Iran	Singapour
Japon	Thaïlande
Laos	Union des Républiques socialistes soviétiques
Malaisie	

Membres associés

Brunéi, Fidji, Hong-kong, Territoire du Papua et de la Nouvelle-Guinée^b.

Vingt-sixième session^a : du 14 au 27 avril 1970, à Bangkok (voir E/4823).

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AMÉRIQUE LATINE

Comprend les Etats d'Amérique latine Membres de l'Organisation des Nations Unies, ainsi que la Barbade, le Canada, les Etats-Unis d'Amérique, la France, la Guyane, la Jamaïque, les Pays-Bas, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et la Trinité-et-Tobago. Le Honduras britannique ou Bélize est membre associé. Les Etats associés d'Antigua, Dominique, Grenade, Saint-Christophe-et-Nièves et Anguilla, Sainte-Lucie et les territoires de Montserrat et de Saint-Vincent constituent un seul membre associé à titre collectif. La République fédérale d'Allemagne et la Suisse participent à titre consultatif aux travaux de la Commission, conformément aux résolutions 632 (XXII) et 861 (XXXII) du Conseil respectivement.

Membres

Argentine	Haïti
Barbade	Honduras
Bolivie	Jamaïque
Brésil	Mexique
Canada	Nicaragua
Chili	Panama
Colombie	Paraguay
Costa Rica	Pays-Bas
Cuba	Pérou
El Salvador	République Dominicaine
Equateur	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
Etats-Unis d'Amérique	Trinité-et-Tobago
France	Uruguay
Guatemala	Venezuela
Guyane	

Membres associés

Honduras britannique ou Bélize.

Les Etats associés d'Antigua, Dominique, Grenade, Saint-Christophe-et-Nièves et Anguilla, Sainte-Lucie et les territoires de Montserrat et de Saint-Vincent (membre associé à titre collectif).

^a On trouvera des renseignements sur les sessions des organes subsidiaires de la Commission dans les *Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-neuvième session, Supplément n° 2*.

Commission plénière (cinquième session extraordinaire) : du 4 au 7 mai 1970 à New York (voir E/4806, deuxième partie)

Commission plénière (sixième session extraordinaire) : du 22 au 23 juin 1970 à New York (voir E/4883 et Add.1).

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Comprend les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies situés dans le domaine géographique de la Commission. Aux termes du paragraphe 6 du mandat de la Commission, les territoires non autonomes situés dans le domaine géographique de la Commission (à savoir l'Afrique, y compris les îles d'Afrique) et les puissances, autres que le Portugal, responsables des relations internationales de ces territoires (à savoir la France, l'Espagne, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) sont membres associés de la Commission. La République fédérale d'Allemagne et la Suisse participent à titre consultatif aux travaux de la Commission, conformément aux résolutions 763 D II (XXX) et 925 (XXIV) du Conseil, respectivement.

Membres

Afrique du Sud *	Mali
Algérie	Maroc
Botswana	Maurice
Burundi	Mauritanie
Cameroun	Niger
Congo (République démocratique du)	Nigéria
Côte d'Ivoire	Ouganda
Dahomey	République arabe unie
Ethiopie	République centrafricaine
Gabon	République populaire du Congo
Gambie	République-Unie de Tanzanie
Ghana	Rwanda
Guinée	Sénégal
Guinée équatoriale	Sierra Leone
Haute-Volta	Somalie
Kenya	Souaziland
Lesotho	Soudan
Libéria	Tchad
Libye	Togo
Madagascar	Tunisie
Malawi	Zambie

Membres associés

Territoires non autonomes d'Afrique	Espagne
France	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

Commission technique d'experts (première réunion) ^t : du 9 au 14 février, à Addis-Abéba (voir E/4824, annexe I).

E. — Autres organismes se rattachant au Conseil

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE

Conformément à la résolution 1038 (XI) de l'Assemblée générale, le Conseil d'administration du FISE comprend 30 Etats, élus par le Conseil économique et social, qui sont

^t On trouvera des renseignements sur les sessions des organes subsidiaires de la Commission dans les *Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-neuvième session, Supplément no 4*.

^s Le Conseil a décidé, par sa résolution 974 D IV (XXXVI) du 30 juillet 1963, que la République sud-africaine ne participerait pas aux travaux de la Commission jusqu'à ce que, sur la recommandation de la Commission, il considère que les conditions nécessaires à une coopération constructive ont été rétablies par une modification de la politique raciale de ce pays.

^t On trouvera des renseignements sur les sessions des organes subsidiaires de la Commission dans les *Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-neuvième session, Supplément no 5*.

Membres de l'Organisation des Nations Unies ou des institutions spécialisées. A sa quarante-huitième session ^a, le Conseil économique et social a élu un tiers du nombre des membres du Conseil d'administration.

Composition jusqu'au 31 juillet 1970	Composition depuis le 1er août 1970	Mandat expirant le 31 juillet
Belgique	Belgique	1971
Brésil	Brésil	1971
Bulgarie	Bulgarie	1972
Canada	Canada	1971
Cameroun	Chili	1972
Canada	Chine	1973
Chili	Costa Rica	1973
Chine	Etats-Unis d'Amérique	1973
Etats-Unis d'Amérique	France	1973
France	Gabon	1973
Guinée	Inde	1971
Inde	Indonésie	1972
Indonésie	Italie	1973
Irak	Malawi	1973
Nigéria	Nigéria	1972
Ouganda	Pakistan	1971
Pakistan	Philippines	1972
Philippines	Pologne	1973
Pologne	République arabe unie	1973
République Dominicaine	République fédérale d'Allemagne	1971
République fédérale d'Allemagne	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	1972
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Sierra Leone	1972
Sierra Leone	Suède	1972
Suède	Suisse	1972
Suisse	Tchécoslovaquie	1971
Tchécoslovaquie	Thaïlande	1971
Thaïlande	Tunisie	1971
Tunisie	Turquie	1972
Turquie	Union des Républiques socialistes soviétiques	1973
Union des Républiques socialistes soviétiques	Venezuela	1971
Venezuela		

Réunions : du 20 avril au 1er mai,

New York 14 séances (voir E/4854)

COMITÉ EXÉCUTIF DU PROGRAMME DU HAUT COMMISSAIRE DES NATIONS UNIES POUR LES RÉFUGIÉS

Créé en vertu de la résolution 672 (XXV) du Conseil. Le nombre de ses membres a été porté de 24 à 25 en application de la résolution 682 (XXVI) du Conseil, puis à 30, d'après la résolution 1958 (XVIII) de l'Assemblée générale. Un "membre africain" y a été adjoint conformément à la résolution 1288 (XLIII) du Conseil.

Composition en 1970

Algérie	Nigéria
Australie	Norvège
Autriche	Ouganda
Belgique	Pays-Bas
Brésil	République fédérale d'Allemagne
Canada	République-Unie de Tanzanie
Chine	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
Colombie	Saint-Siège
Danemark	Suède
Etats-Unis d'Amérique	Suisse
France	Tunisie
Grèce	Turquie
Iran	Venezuela
Israël	Yougoslavie
Italie	
Liban	
Madagascar	

Vingtième session : du 20 au 29 octobre 1970,

Genève 13 séances (voir A/8012

^a E/SR.1673.

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU PROGRAMME DES NATIONS UNIES
POUR LE DÉVELOPPEMENT

Le Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement, créé en vertu de la résolution 2029 (XX) de l'Assemblée générale, comprend 37 membres élus par le Conseil économique et social conformément aux dispositions de la résolution et de son annexe. A sa quarante-sixième session, le Conseil a procédé à des élections afin de remplir les postes qui deviendront vacants à la fin de 1969^v.

Composition en 1970	Composition en 1971	Mandat expirant le 31 décembre
Algérie	Australie	1973
Autriche	Belgique	1973
Belgique	Brésil	1973
Cameroun	Cameroun	1972
Canada	Canada	1973
Chili	Chili	1971
Côte d'Ivoire	Côte d'Ivoire	1972
Cuba	Cuba	1972
Danemark	Danemark	1972
Etats-Unis d'Amérique	Etats-Unis d'Amérique	1972
Finlande	France	1973
France	Inde	1972
Inde	Indonésie	1973
Italie	Italie	1972
Japon	Japon	1972
Jordanie	Koweït	1973
Malaisie	Libye	1973
Mauritanie	Mauritanie	1971
Mexique	Mexique	1972
Pakistan	Norvège	1973
Panama	Ouganda	1973
Pays-Bas	Pakistan	1973
Pérou	Panama	1971
Philippines	Pays-Bas	1971
Pologne	Pérou	1971
République arabe unie	Philippines	1972
République fédérale d'Allemagne	République centrafricaine	1973
République populaire du Congo	République fédérale d'Allemagne	1971
République-Unie de Tanzanie	République populaire du Congo	1971
Roumanie	République-Unie de Tanzanie	1971
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Roumanie	1973
Suède	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	1972
Suisse	Suède	1971
Syrie	Suisse	1971
Tchécoslovaquie	Syrie	1971
Union des Républiques socialistes soviétiques	Tchécoslovaquie	1971
Venezuela	Union des Républiques socialistes soviétiques	1972

Neuvième session : du 19 au 27 janvier 1970,

New York 16 séances (DP/SR.173 à 188)

Session spéciale : du 16 au 20 mars 1970,

New York 18 séances (DP/SR.189 à 206)

Dixième session : du 9 au 26 juin 1970,

Genève 33 séances (DP/SR.207 à 239)

COMITÉ INTERGOUVERNEMENTAL
DU PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL ONU/FAO

Créé en vertu de la résolution 1714 (XVI) de l'Assemblée générale et de la résolution n° 1/61 de la Conférence de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture. Le nombre de ses membres a été porté de 20 à 24 par la résolution 1914 (XVIII) de l'Assemblée générale. Le Programme alimentaire mondial a été reconduit sans interruption en application de la résolution 2095 (XX) de l'Assemblée générale.

^v E/SR.1671, 1673.

Membres élus par le Conseil	Mandat expirant le 31 décembre	Membres élus par le Conseil de la FAO	Mandat expirant le 31 décembre
Argentine	1971	Canada	1971
Australie	1970	Chili	1971
Danemark	1971	Colombie	1969
Irlande	1969	Etats-Unis d'A-	
Niger	1971	mérique	1971
Pakistan	1969	France	1970
Pérou	1970	Inde	1971
République ara-		Jamaïque	1970
be unie	1969	Nigéria	1969
Royaume-Uni de		Nouvelle-Zélande	1970
Grande-Breta-		Pays-Bas	1969
gne et d'Irlan-		République de	
de du Nord	1970	Corée	1969
Suède	1969	République fédé-	
Tunisie	1970	rale d'Allema-	
Turquie	1971	gne	1970

Seizième session : du 13 au 17 octobre 1969,

Rome 6 séances (voir E/4835)

Dix-septième session : du 6 au 15 avril 1970,

New York 9 séances (voir E/4835)

ORGANE INTERNATIONAL DE CONTRÔLE DES STUPÉFIANTS

Conformément aux dispositions de la Convention internationale sur les stupéfiants de 1961, l'Organe international de contrôle des stupéfiants comprend onze membres élus pour trois ans à titre individuel par le Conseil économique et social.

*Membres nommés par le Conseil économique et social
pour une période de trois ans commençant le 2 mars 1968*

M. M. Aslam (Pakistan)

Pr Michel A. Attisso (Togo)

Dr Amin Ismail Chehab (République arabe unie)

Pr Marcel Granier-Doyeux (Venezuela)

Sir Harry Greenfield (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)

Pr Sükrü Kaymakçalan (Turquie)

Dr Tatsuo Kariyone (Japon)

M. E. S. Krishnamoorthy (Inde)

Pr Paul Reuter (France)

M. Leon Steinig (Etats-Unis d'Amérique)

Dr Imre Vertes (Hongrie)

Cinquième session : du 22 octobre au 14 novembre 1969,

Genève 26 séances (voir E/INCB/5, annexe)

Sixième session : du 25 mai au 5 juin 1970,

Genève 15 séances (voir E/INCB/5, annexe)

*Membres nommés par le Conseil économique et social
pour une période de trois ans commençant le 2 mars 1971^w*

Pr Paul Reuter (France)

M. E. S. Krishnamoorthy (Inde)

Pr P. di Mattei (Italie)

Dr Takanobu Itai (Japon)

Dr Fortunato Carranza (Pérou)

Pr Michel A. Attisso (Togo)

Pr Sükrü Kaymakçalan (Turquie)

Pr Marcel Granier-Doyeux (Venezuela)

Sir Harry Greenfield (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)

M. Nikolai K. Barcov (Union des Républiques socialistes soviétiques)

Dr Leon Steinig (Etats-Unis d'Amérique)

^w E/SR.1677. Voir aussi chap. XIV, sect. B, du présent rapport.

Annexe III CALENDRIER DES CONFÉRENCES ET RÉUNIONS POUR 1971

A sa 1722^e séance, le Conseil a approuvé le calendrier des conférences et réunions pour 1971 mais il a reporté à la reprise de sa quarante-neuvième session la décision concernant la session de la Commission de la population^a.

On a aussi indiqué les grandes conférences des institutions spécialisées, dont les dates sont fixées par les organes com-

pétents de ces institutions elles-mêmes. Si les conférences biennales, quadriennales ou quinquennales des institutions spécialisées ne tombent pas en 1971, les dates probables de la session de leur organe directeur ont été indiquées.

Sauf indication contraire, les réunions se tiendront au Siège.

Date	Programme du Conseil économique et social	Réunions d'autres organes connexes	Conférences des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique
11-13 janvier	Conseil économique et social (cinquantième session, réunions d'organisation)		
11 janvier-5 février	Groupes de travail spéciaux constitués par la Commission des droits de l'homme		
11 janvier-19 février ^b	Conférence des plénipotentiaires en vue de l'adoption d'une convention internationale sur le contrôle des substance psychotropes (Vienne)		
14-22 janvier	Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales		
Janvier, 2 semaines		PNUD — Conseil d'administration (onzième session)	
Janvier/février, 2 semaines		Comité préparatoire pour la Conférence sur le milieu humain (lieu à déterminer)	
1 ^{er} -6 février	Comité technique d'experts de la Commission économique pour l'Afrique (Tunis)		
Janvier/février, 2 semaines		CNUCED — Commission des articles manufacturés (cinquième session) [Genève]	
8-13 février	Commission économique pour l'Afrique (dixième session) Conférence des ministres (Tunis)		
16-26 février	Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement (quatorzième session)		
16-26 février	Comité des ressources naturelles		
15-19 février	Comité spécial des rapports périodiques sur les droits de l'homme (Genève)		
1 ^{er} -5 mars		CNUCED — Conseil du commerce et du développement (reprise de la dixième session) (Genève)	
22 février-26 mars	Commission des droits de l'homme (Genève)		
1 ^{er} -19 mars Mars, 2 semaines	Commission du développement social	Organe international de contrôle des stupéfiants (Genève)	
22 mars-2 avril	Comité de la planification du développement (septième session) (Genève)		

<i>Date</i>	<i>Programme du Conseil économique et social</i>	<i>Réunions d'autres organes connexes</i>	<i>Conférences des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique</i>
Mars/avril, 2 semaines		CNUCED — Commission des transports maritimes (cinquième session) [Genève]	
22 mars-7 avril	Comité du programme et de la coordination (huitième session)		
Mars/avril, 10 jours	Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient (vingt-septième session) [Manille]		
5-30 avril			OMM — Sixième Congrès météorologique mondial (Genève)
12-23 avril		Comité pour l'élimination de la discrimination raciale (troisième session)	
15-30 avril		FISE — Conseil d'administration (Genève)	
19-30 avril	Commission économique pour l'Europe (Genève)		
Avril, une semaine	Comité exécutif de la Commission économique pour l'Afrique (Addis-Abéba)		
Avril (provisoire)	Commission économique pour l'Amérique latine (Santiago)		
Avril/mai, 8 jours		Comité intergouvernemental du Programme alimentaire mondial (Rome)	
1 ^{er} -21 mai			UIT — Conseil d'administration (Genève)
26 avril-21 mai	Conseil économique et social (cinquantième session)		
Avril/mai			UNESCO — Conseil exécutif (Paris)
20-28 mai			UPU — Conseil exécutif (Berne)
Mai			OMS — Assemblée (Genève)
Mai, 4 semaines		ONUDI — Conseil du développement industriel (cinquième session) [Vienne]	
24 mai-11 juin	Comité du programme et de la coordination (neuvième session)		
Mai/juin, 2 semaines		Conférence internationale extraordinaire de l'ONUDI (Vienne) ^c	
Mai/juin, 3 semaines		Organe international de contrôle des stupéfiants (Genève)	
Juin, 3 semaines		PNUD — Conseil d'administration (douzième session) [Genève]	
Juin, 4 semaines			Conférence internationale du Travail (Genève)
15 juin-15 juillet			OACI — Assemblée (Vienne)
1 ^{er} -2 juillet	Réunions communes du Comité administratif de coordination et du Comité du programme et de la coordination (Genève)		
Juillet 2 semaines		CNUCED — Commission des produits de base (sixième session) [Genève]	

Date	Programme du Conseil économique et social	Réunions d'autres organes connexes	Conférences des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique
5-30 juillet	Conseil économique et social (cinquante et unième session) [Genève]	CNUCED — Commission des invisibles et du financement lié au commerce (cinquième session) [Genève]	
Juillet/août, 2 semaines			
2-20 août	Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités d	CNUCED — Conseil du commerce et du développement (onzième session) [Genève]	
24 août-17 septembre			
30 août-17 septembre		Comité pour l'élimination de la discrimination raciale (quatrième session)	
6-16 septembre		Quatrième Conférence internationale sur l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques (Genève)	
21-28 septembre			AIEA — Conférence générale (Vienne)
21 septembre-décembre		Assemblée générale	
27 septembre-1 ^{er} octobre			BIRD et IDA — Conseil des gouverneurs (Washington)
27 septembre-1 ^{er} octobre			FMI — Conseil des gouverneurs (Washington)
27 septembre-1 ^{er} octobre			SFI — Conseil des gouverneurs (Washington)
27 septembre-15 octobre	Commission des stupéfiants (Genève)		
Septembre/octobre 2 semaines	Conférence sur la participation des jeunes à la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement (Genève) *		
18-29 octobre	Comité de l'habitation, de la construction et de la planification (Genève)		
18-29 octobre		Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés — Comité exécutif (Genève)	
Octobre, 1 jour		PNUD — Conférence pour les annonces de contributions	
Octobre, 1 jour		FENU — Conférence pour les annonces de contributions	
Octobre, 1 semaine	Comité exécutif de la Commission économique pour l'Afrique (Addis-Abéba)		
Octobre, 2 semaines		Comité préparatoire pour la Conférence des Nations Unies sur le milieu humain (lieu à déterminer)	
Octobre/novembre			UNESCO — Conseil exécutif (Paris)
Octobre/novembre, 8 jours		Comité intergouvernemental du Programme alimentaire mondial (Rome)	

<i>Date</i>	<i>Programme du Conseil économique et social</i>	<i>Réunions d'autres organes connexes</i>	<i>Conférences des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique</i>
Octobre/ novembre, 3 semaines		Organe international de contrôle des stupéfiants (Genève)	
Octobre/ novembre, 2-3 jours	Conseil économique et social (reprise de la cinquante et unième session)		
Octobre/ novembre, 15-26 novembre	Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement (quinzième session) [Genève]		OMCI — Assemblée (Londres)
Novembre, 4-5 jours		UNITAR — Conseil d'administration	
Novembre, 4 semaines			FAO — Conférence (seizième session) [Rome]
Novembre, 1 jour		ONUDI — Conférence pour les annonces de contributions	

^a Voir chap. XIV, sect. B.

^b Cette réunion pourra être prolongée de quelques jours, le cas échéant.

^c Sous réserve d'approbation par l'Assemblée générale, à sa vingt-cinquième session.

^d Cette session sera précédée d'une série de réunions du Groupe de travail établi par le Conseil dans la résolution 1503 (XLVIII).

^e Projet 33, *b*, du programme de travail de la Commission du développement social (E/4809, chap. VI, et annexe II).

Annexe IV

DÉCLARATION DES REPRÉSENTANTS DE LA BULGARIE ET DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES^a

Les pays socialistes membres du Conseil économique et social, qui sont disposés à apporter une contribution concrète à la réalisation des objectifs humanitaires énoncés dans la Charte des Nations Unies et inquiets du sort des centaines de millions d'êtres humains qui vivent et travaillent encore dans le monde dans des conditions extrêmement difficiles, appuient l'idée de mettre au point, sous l'égide des Nations Unies, un vaste programme de mesures destinées à éliminer du monde contemporain cette manifestation d'injustice sociale et économique.

En particulier, ils considèrent avec une grande compréhension les difficultés auxquelles se heurtent les pays en voie de développement d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine pour édifier leur économie et réaliser leur progrès social.

C'est pourquoi ils estiment que toute mesure adoptée par les Nations Unies au sujet de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement devrait être fondée sur des principes véritablement conçus pour accélérer le développement social et économique.

La position des pays socialistes membres du Conseil économique et social en ce qui concerne la deuxième Décennie du développement a été exposée à maintes reprises dans les organes des Nations Unies. En particulier, elle a été définie dans les documents suivants: A/7491, du 24 février 1969; E/AC.54/L.32/Add.12, du 8 mai 1969; E/4719, du 30 juin 1969; A/C.2/248, du 20 novembre 1969 et E/AC.6/L.414, du 17 juillet 1970.

Les pays socialistes membres du Conseil économique et social n'ont aucune responsabilité en ce qui concerne le document A/7982, du 3 juin 1970, car ce document a été établi par un organe dont, pour des raisons connues et pleinement justifiées, ils ne font pas partie et qui a mené ses travaux sans tenir compte de leur position à l'égard de la deuxième Décennie du développement.

Ce document ne contient aucune évaluation objective de la première Décennie et n'indique pas les raisons de son échec. Cette évaluation est cependant indispensable pour éviter que les insuffisances et les erreurs de la première Décennie ne se répètent dans l'avenir. Il ne mentionne pas la nécessité de normaliser les relations internationales, d'empêcher les actes d'agression, de prendre des mesures efficaces en vue d'un désarmement universel et complet, d'assurer une paix stable et durable sur la terre, de réaliser les objectifs énoncés dans la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux — qui prévoit notamment une lutte décisive contre la politique de néo-colonialisme —, et de mettre en pratique les principes progressistes en matière de relations économiques internationales qui ont été approuvés par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement à sa première session — une condition primordiale pour assurer le progrès économique et social et pour atteindre les buts et objectifs de la deuxième Décennie du développement.

Ce document incite les pays en voie de développement à ouvrir encore plus largement leur économie à la pénétration des capitaux privés étrangers et passe sous silence les conséquences extrêmement fâcheuses qui en résultent pour ces pays.

^a Voir chap. I^{er}, par. 9.

Les pays socialistes membres du Conseil économique et social ne se considèrent pas comme liés par les données quantitatives présentées dans ce document, et en particulier par l'obligation de transférer chaque année aux pays en voie de développement des ressources financières s'élevant à 1 p. 100 de leur produit national brut.

Ces obligations ne lient en aucune façon les pays socialistes, car l'entière responsabilité du retard économique des pays en voie de développement incombe aux anciennes puissances coloniales et aux Etats capitalistes développés, qui ont poursuivi et continuent à poursuivre une politique néo-colonialiste à l'égard des pays en voie de développement.

En même temps, les pays socialistes membres du Conseil économique et social déclarent qu'ils continueront à étendre leur coopération mutuellement avantageuse avec les pays en voie de développement dans les domaines commercial, économique, scientifique et technique, en se fondant sur des propositions pratiques et économiquement valables pour le développement de cette coopération, compte tenu à la fois de leurs propres possibilités et de celles des pays en voie de développement. Ils emploieront, comme ils l'ont fait jusqu'ici, des formes et des méthodes de coopération avec ces pays qui correspondent parfaitement à leurs plans et programmes de développement social et économique et qui garantissent le respect de leur souveraineté nationale et de leur droit inconditionnel à disposer pleinement de leurs propres ressources naturelles.

En accordant une aide, y compris une aide politique et militaire, aux pays en voie de développement, les pays socialistes se fondent sur l'idée qu'ils ont une obligation internationale à l'égard des peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine qui luttent pour leur indépendance nationale, politique et économique.

Fermement convaincus que l'élimination du retard d'un grand nombre de pays du monde — retard dû au colonialisme et au néo-colonialisme — est l'un des plus graves problèmes de l'heure présente, les pays socialistes se fondent également sur l'idée que l'Organisation des Nations Unies ne peut se désintéresser des problèmes sociaux et économiques qui se posent aux travailleurs des pays capitalistes développés: exploitation intensifiée, aggravation du chômage, violation des droits fondamentaux et des libertés fondamentales de l'homme, concentration accrue de la richesse entre les mains d'un petit nombre de personnes, et pauvreté croissante et absence de perspectives d'avenir pour la grande masse des pauvres gens.

En outre, aucun programme international à long terme ne peut méconnaître l'existence de problèmes tels que l'apparition dans le monde de menaces à la vie humaine dues à la pollution excessive du milieu humain, à la pénurie d'eau pour alimenter les systèmes de distribution publique et à l'aggravation du problème du logement. La solution de ces problèmes ne peut être indéfiniment ajournée, car ils entravent le développement social et économique dans le monde entier, y compris les pays en voie de développement. Les années 70 devraient donc voir la réalisation de progrès économiques et sociaux substantiels dans tous les pays du monde.